

---

---

**UE 214** ➡

# **COMPTABILITÉ ET AUDIT**

---

---

Année 2013-2014

Ce fascicule comprend :  
La présentation de l'UE  
La série 1  
Le devoir 1 à envoyer à la correction

## **INTRODUCTION AUX NORMES INTERNATIONALES FUSION ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES**

En collaboration avec  
le Centre National  
d'Enseignement à Distance  
Institut de Lyon

**CNED**

Pierre KRO  
Marie-Astrid LE THEULE

W2141-F1/4

**Les auteurs :**

Pierre KRO : Expert-comptable diplômé, commissaire aux comptes, correcteur au DSCG et DEC.

Marie-Astrid LE THEULE : Expert-comptable diplômée et maître de conférences, correcteur au DSCG et DEC.

⟨••• [www.cnamintec.fr](http://www.cnamintec.fr) •••⟩

L'ensemble des contenus (textes, images, données, dessins, graphiques, etc.) de ce fascicule est la propriété exclusive de l'INTEC-CNAM.

En vertu de l'art. L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle, la reproduction ou représentation intégrale ou partielle de ces contenus, sans autorisation expresse et préalable de l'INTEC-CNAM, est illicite. Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (art. L. 122-5).

## «... OBJECTIFS ...»



### Partie 1. Introduction aux normes internationales

Cette partie présente une introduction aux normes internationales. Il est essentiel de connaître, pour chaque référentiel comptable, l'axe directeur, les principes, les différents types de valorisation (ou évaluation). En introduction des normes IAS/IRFS, les objectifs sont de connaître le cadre conceptuel, le bilan, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie.

### Partie 2. Fusion et opérations assimilées

Conformément aux orientations définies par le programme officiel de l'UE 4 du DSCG, le cours sur « les opérations de fusion » doit permettre aux étudiants d'analyser et représenter les conséquences comptables de l'agrégation financière de plusieurs entités.

Les notions que les étudiants doivent acquérir portent sur les aspects suivants :

- le contexte juridique : fusion création, fusion absorption, scission, apport partiel d'actif ;
- les modalités financières du traité de fusion : évaluation des éléments apportés, critères de choix de la méthode d'évaluation, parité d'échange ;
- les conséquences de la rétroactivité des fusions ;
- les modes de comptabilisation des différentes opérations de restructuration,
- les incidences comptables du régime fiscal de fusions ;
- les cas particuliers des fusions entre sociétés comportant des participations préalables.





# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉSENTATION DE L'UE</b>	<b>9</b>
<b>PLAN ANNUEL DU COURS</b>	<b>13</b>
<b>PARTIE 1. INTRODUCTION AUX NORMES INTERNATIONALES</b>	<b>17</b>
<b>TITRE 1. LES NORMES INTERNATIONALES : UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE</b>	<b>17</b>
<b>Chapitre 1. L'influence des normes internationales</b>	<b>18</b>
Section 1. Le PCG et une approche patrimoniale	18
Section 2. L'influence des normes comptables internationales	21
<b>Chapitre 2. Les différentes évaluations comptables</b>	<b>23</b>
Section 1. Méthodes d'évaluation	23
Section 2. Les différentes évaluations et les normes IAS/IFRS	26
<b>Chapitre 3. Les référentiels comptables internationaux</b>	<b>27</b>
Section 1. Les référentiels comptables internationaux	27
Section 2. L'élaboration et le processus d'adoption d'une norme	29
<b>TITRE 2. ACTUALITÉS DES IAS/IFRS</b>	<b>33</b>
<b>Chapitre 1. La crise financière et l'IASB</b>	<b>33</b>
<b>Chapitre 2. Les IAS/IFRS et la position de l'ANC</b>	<b>34</b>
Section 1. Le rapport Morand-Martreau	34
Section 2. La position de l'ANC	35
<b>Chapitre 3. Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)</b>	<b>40</b>
Section 1. Date d'application	40
Section 2. Champ d'application	40
Section 3. Informations à fournir	43
<b>TITRE 3. LE CADRE CONCEPTUEL ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (LES NORMES IAS 1 ET IAS 7)</b>	<b>44</b>
<b>Chapitre 1. Le cadre conceptuel</b>	<b>44</b>
Section 1. Définition, champ d'application et objectifs du cadre conceptuel	44
Section 2. Les principes à respecter	46
Section 3. La définition, la comptabilisation et l'évaluation des éléments à partir desquels les états financiers sont construits	47

Section 4. Les concepts de capital et de maintien de capital.....	50
Section 5. Exercices autocorrigés .....	51
<b>Chapitre 2. La norme IAS 1 : les états financiers .....</b>	<b>52</b>
Section 1. Les composantes de l'IAS 1 et les principes à respecter .....	53
Section 2. Bilan.....	54
Section 3. Le compte de résultat et l'état de résultat global.....	56
Section 4. État des variations des capitaux propres .....	62
Section 5. Tableau de flux de trésorerie .....	63
Section 6. Les notes (annexe) .....	63
Section 7. Exercices autocorrigés .....	63
<b>Chapitre 3. Tableau des flux de trésorerie (IAS 7) .....</b>	<b>65</b>
Section 1. Éléments introductifs à la norme IAS 7 .....	66
Section 2. Principe de présentation du tableau .....	66
Section 3. Définitions.....	67
Section 4. Contenu et analyse des trois flux .....	67
Section 5. Détermination du flux en provenance des activités opérationnelles ..	68
Section 6. Points particuliers .....	70
Section 7. Exercices autocorrigés .....	71
<b>Exercices de synthèse de la partie 1 .....</b>	<b>75</b>
<b>PARTIE 2. FUSION ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES .....</b>	<b>83</b>
<b>TITRE 1. OPÉRATIONS DE REGROUPEMENT ET STRATÉGIES D'ENTREPRISES.....</b>	<b>83</b>
<b>Chapitre 1. Les opérations de croissance externe .....</b>	<b>83</b>
Section 1. Les prises de contrôle .....	83
Section 2. Les alliances .....	84
<b>Chapitre 2. Les opérations de restructurations internes .....</b>	<b>84</b>
<b>Chapitre 3. Les étapes du processus de regroupement .....</b>	<b>85</b>
Section 1. La négociation préalable .....	85
Section 2. La mise en œuvre .....	85
Section 3. La réalisation .....	86
<b>TITRE 2. LES FUSIONS .....</b>	<b>86</b>
<b>Chapitre 1. Le contexte juridique .....</b>	<b>86</b>
Section 1. Les définitions du Code de commerce .....	87
Section 2. Les conséquences juridiques .....	87
Section 3. Le calendrier des formalités .....	88
Section 4. Date d'effet et date de réalisation .....	89
Section 5. Fusion-renonciation, fusion-allotissement .....	90
Section 6. Participation de l'absorbée dans le capital de l'absorbante .....	91

Section 7. Fusion simplifiée et transmission universelle de patrimoine (TUP) ....	92
Section 8. Le traité de fusion .....	92
<b>Chapitre 2. Les modalités financières et comptables .....</b>	<b>93</b>
Section 1. Méthodologie.....	93
Section 2. Valeurs de fusion et rapport d'échange .....	93
Section 3. Augmentation de capital à réaliser – cas général.....	95
Section 4. Augmentation de capital à réaliser – fusion-renonciation .....	95
Section 5. Valeurs d'apport .....	96
Section 6. Prime de fusion.....	98
Section 7. Boni de fusion.....	98
Section 8. Mali de fusion .....	99
<b>Chapitre 3. Les méthodes d'évaluation des entreprises .....</b>	<b>100</b>
Section 1. Typologie des méthodes d'évaluation .....	101
Section 2. L'actif net comptable corrigé.....	102
Section 3. La valeur de rendement.....	108
Section 4. Le « goodwill ».....	109
Section 5. Les « discounted cash flows ».....	112
Section 6. L'approche comparative.....	114
Section 7. Rappel sur les notions de capitalisation et d'actualisation .....	115
<b>Chapitre 4. Le régime fiscal .....</b>	<b>116</b>
Section 1. Le régime de droit commun .....	116
Section 2. Le régime spécial des fusions .....	116
Section 3. Règles fiscales de transcription des apports .....	118
Section 4. Traitement fiscal du boni de fusion.....	118
Section 5. Traitement fiscal du mali de fusion.....	119
Section 6. Conséquences fiscales de l'échange des titres pour les associés ..	120
<b>Chapitre 5. Les schémas comptables de base .....</b>	<b>120</b>
Section 1. Traitement comptable dans les comptes de la société absorbée....	120
Section 2. Traitement comptable dans les comptes de la société absorbante.	121
Section 3. Fusion-renonciation.....	122
<b>Chapitre 6. Les difficultés comptables et fiscales .....</b>	<b>124</b>
Section 1. Dérogation à la règle de valorisation aux valeurs comptables .....	124
Section 2. Différence entre valeur d'apport globale et élément par élément ....	125
Section 3. Suivi ultérieur de la valeur du mali technique.....	126
Section 4. Détermination du mali technique en cas d'apport en valeur comptable d'un actif net négatif.....	127
Section 5. Filialisation d'une branche d'activité distincte destinée à être cédée.....	128
Section 6. Traitement de la perte de rétroactivité.....	129
Section 7. Impact d'une réévaluation sur le mali technique.....	130
Section 8. Approbation du traité de fusion plus de six mois après la date de clôture.....	132

<b>Chapitre 7. La norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises .....</b>	<b>133</b>
Section 1. Périmètre .....	133
Section 2. Résumé .....	133
<b>TITRE 3. LES SCISSIONS ET APPORTS PARTIELS D'ACTIFS.....</b>	<b>134</b>
<b>Chapitre 1. Le cadre juridique.....</b>	<b>134</b>
Section 1. Les scissions .....	134
Section 2. Les apports partiels d'actifs .....	134
<b>Chapitre 2. Le cadre fiscal .....</b>	<b>134</b>
Section 1. Le régime fiscal de faveur de plein droit .....	135
Section 2. Le régime fiscal de faveur sur agrément .....	135
<b>Chapitre 3. Méthodologie financière et cadre comptable.....</b>	<b>135</b>
Section 1. Les scissions .....	136
Section 2. Les apports partiels d'actifs .....	136
<b>TITRE 4. LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS DE REGROUPEMENT .....</b>	<b>137</b>
<b>Chapitre 1. Les dispositions réglementaires .....</b>	<b>137</b>
Section 1. Dispositions du Code de commerce.....	137
Section 2. Périmètre d'intervention .....	138
Section 3. Désignation du commissaire à la fusion.....	138
<b>Chapitre 2. Le contrôle des modalités de la fusion .....</b>	<b>138</b>
Section 1. Nature et objectifs de la mission .....	139
Section 2. Contenu du rapport .....	139
<b>Chapitre 3. Le contrôle des valeurs d'apport.....</b>	<b>139</b>
Section 1. Nature et objectif de la mission.....	140
Section 2. Contenu du rapport .....	141
<b>Exercices de synthèse de la partie 2 .....</b>	<b>141</b>
<b>INDEX .....</b>	<b>157</b>
<b>DEVOIR 1 .....</b>	<b>159</b>



# PRÉSENTATION DE L'UE

L'UE « Comptabilité et audit », que nous allons traiter ici, porte sur un programme de 180 heures, 20 ECTS (crédits européens d'enseignement), majorée d'un coefficient de 1,5 pour l'obtention du DSCG.

Selon le BO n° 11 du 18 mars 2010 :

Épreuve n° 4 : Comptabilité et audit

**Nature** : épreuve écrite portant sur l'étude d'un cas ou de situations pratiques pouvant être accompagnées de commentaires d'un ou plusieurs documents et/ou d'une ou plusieurs questions.

**Durée** : 4 heures.

**Coefficient** : 1,5.

20 crédits européens.

## I. PROGRAMME OFFICIEL : COMPTABILITÉ ET AUDIT

Le programme officiel (BO n° 11 du 18 mars 2010) se divise en quatre parties :

- Opérations de fusion
- Consolidation
- Contrôle interne et audit
- Information comptable et management financier

Sens et portée de l'étude	Notions et contenus
<b>1. Information comptable et management financier (30 heures)</b>	
<b>1.1 Diagnostic financier des sociétés et des groupes</b>	
Exprimer et justifier une opinion sur les comptes analysés en cernant les contours de l'entité.	Contexte et méthodologie du diagnostic financier des sociétés et des groupes Rentabilité et profitabilité de l'entité Structure financière de l'entité Génération des flux de l'entité
<b>1.2 Évaluation financière des sociétés et des groupes en normes IAS/IFRS</b>	
Développer une réflexion sur la valeur à partir de la théorie économique et la transposer dans le domaine comptable.	Relations entre valeur comptable, valeur de marché et juste valeur Évaluation à la valeur comptable Évaluation à la valeur de marché des éléments Évaluation par actualisation des flux prévisionnels et méthode de détermination des taux d'actualisation pertinents
<b>1.3 Communication financière</b>	
Faire le lien entre le diagnostic financier, l'ingénierie financière, les contraintes économiques et juridiques et l'équilibre du pouvoir.	Communication financière et actionnariat Communication financière et gouvernance Communication financière et marchés financiers (introduction en bourse, émission de titres)
<b>2. Opérations de fusion (30 heures)</b>	
Analyser et représenter les conséquences comptables de l'agrégation financière de plusieurs entités.	Contexte juridique : fusion création, fusion absorption, scission, apport partiel d'actif Modalités financières du traité de fusion : évaluation des éléments apportés, critères de choix de la méthode d'évaluation, parité d'échange Rétroactivité des fusions Comptabilisation des différentes opérations de restructuration Incidences comptables du régime fiscal des fusions

Sens et portée de l'étude	Notions et contenus
<b>3. Comptes de groupe (60 heures)</b>	
<b>3.1 Principes de consolidation</b>	
	Définition des groupes Pourcentages d'intérêt et de contrôle Cadre réglementaire et légal national et normes comptables internationales (IERS)
<b>3.2 Processus d'élaboration des comptes de groupe</b>	
Comprendre l'incidence comptable de la définition d'une entité et de son périmètre (le périmètre doit-il être défini selon des critères juridiques – droit de propriété – ou de contrôle ?)	Périmètre de consolidation Opérations de pré-consolidation Méthodes de consolidation Retraitements de consolidation Élimination des comptes réciproques et des résultats internes Traitement des écarts de première consolidation Variations du pourcentage d'intérêts et du périmètre de consolidation Comptes combinés
<b>3.3 Documents de synthèse des groupes</b>	
	Bilan, compte de résultat, annexe Tableau des variations des capitaux propres Tableau des flux
<b>4. Contrôle interne et audit (60 heures)</b>	
<b>4.1 Cadre général de l'audit</b>	
Montrer le caractère spécifique de l'audit en tant qu'instrument de légitimation financière (crédibilité, sincérité, régularité, transparence)	Objectifs des audits Les différents audits et leurs acteurs La perception de l'audit par le public Cadre conceptuel de l'audit des états financiers et d'autres documents publiés Audit légal, audit contractuel Normes d'audit
<b>4.2 Le contrôle interne</b>	
Montrer le rôle et l'importance du contrôle interne dans le fonctionnement d'une organisation.	Objectifs du contrôle interne Cadre conceptuel du contrôle interne Contrôle interne, systèmes d'information et contrôle de qualité de l'entreprise Appréciation du contrôle interne (y compris dans un environnement informatique)
<b>4.3 Les principes garantissant la crédibilité des missions d'audit légal</b>	
Illustrer, en prenant l'exemple des missions d'audit, les mécanismes de légitimation de l'information financière et leur rôle dans la construction de la confiance nécessaire au fonctionnement des marchés.	Déontologie (indépendance, secret professionnel) Responsabilité civile, pénale et disciplinaire
<b>INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	
<b>2.</b> Les cas particuliers des fusions entre sociétés comportant des participations préalables (simples ou croisées) doivent être étudiés.	
<b>3.2</b> Les retraitements de consolidation concernant : les retraitements d'homogénéité, les retraitements pour des raisons d'ordre fiscal, les retraitements des différences temporaires, l'ajustement des comptes réciproques, la conversion des comptes des sociétés étrangères.	

## II. LES COURS PAR CORRESPONDANCE : 4 SÉRIES

Les cours par correspondance suivent le programme officiel. Ils comprennent quatre séries :

• **Série 1 :**

- **Partie 1 : Introduction aux normes comptables internationales** écrite par Mme Le Theule, expert-comptable diplômé, maître de conférences.
- **Partie 2 : Fusion et opérations assimilées**, écrite par M. Kro, expert-comptable diplômé, commissaire aux comptes honoraire.

• **Série 2 : Consolidation**, écrite par Mme Le Theule, expert-comptable diplômé, maître de conférences et Mme Collain, expert-comptable diplômé et commissaire aux comptes.

• **Série 3 : Contrôle interne et audit**, écrite par Mme Collain, expert-comptable diplômé et commissaire aux comptes.

• **Série 4 : Communication et management financier**, écrite par Mme Le Theule, expert-comptable diplômé, maître de conférences.

La série 1 est accompagnée d'un devoir de fusion.

La série 2 est accompagnée de deux devoirs de consolidation.

La série 3 est accompagnée de deux devoirs d'audit.

La série 4 est accompagnée d'un devoir de communication et management financier.

## III. QUELQUES CONSEILS POUR ÉTUDIER

Comment utiliser les séries ?

Attention, les séries n'ont pas le même nombre de pages.

Dans la série 1, la partie 1 « **Introduction aux normes internationales** » est synthétique. La partie 2 « **Fusion et opérations assimilées** » est synthétique et technique. Des exercices auto-corrigés sont en ressources pédagogiques.

La série 2 « **Consolidation** » est technique et synthétique. De nombreux exemples vous sont donnés. Une série d'exercices autocorrigés est en ressources pédagogiques.

La série 3 « **Contrôle interne et audit** » est très complète. Il vous est demandé de comprendre les mécanismes de l'audit et de rédiger des fiches de synthèse. Des cas de synthèse sont en ressources pédagogiques.

La série 4 « **Communication et management financier** » est synthétique. Il vous est demandé de prendre du recul par rapport à la comptabilité et un travail d'apprentissage par rapport aux normes comptables internationales IAS/IFRS. Des exercices et des articles sont en ressources pédagogiques.

Les auteurs de ces cours ont été choisis tant pour leur expérience professionnelle (expert-comptable, commissaire aux comptes, agrégé et/ou membre des commissions d'examens), que par leur expérience de l'écriture. Ils sont là pour vous accompagner vers la réussite de vos examens.

## IV. MÉTHODOLOGIE DE L'EXAMEN

Pour l'examen, un travail de fond est demandé : il ne suffit pas d'apprendre par cœur (et c'est parfois inutile), il faut au contraire favoriser la compréhension des concepts et méthodes. Le programme de l'UE est important. Le travail demandé par séries n'est pas le même. La série 2 « consolidation » et la série 3 « contrôle interne et audit » sont très détaillées, elles demandent un travail à long terme. Mais c'est un travail qui vous servira tout au long de votre carrière.

Réalisez des fiches de synthèse quelques mois avant l'examen. Entraînez-vous à rédiger : la rédaction est très valorisée dans cette UE.



Pour vous aider, faites les annales des examens du DSGC qui se trouvent sur le site Internet de l'Intec : [www.cnamintec.fr](http://www.cnamintec.fr).

Réussir à un examen, au-delà des connaissances techniques indispensables, c'est connaître la norme de cet examen.

**Cet examen vous amène, en principe, à devenir expert-comptable et commissaire aux comptes. Il ne vous est pas demandé de tout connaître, mais de comprendre, de réfléchir et de rédiger des réponses aux questions de vos futurs clients.**

**Surtout faites-vous confiance, développez votre esprit d'analyse et de synthèse qui vous seront toujours utiles.**

### Comment avoir la moyenne à l'examen ?

En général, le sujet d'examen comprend au moins trois dossiers qui peuvent être un dossier « audit », un dossier « consolidation », un dossier « fusion » ou un dossier « normes internationales ». Dans tous ces dossiers, il y a des points que vous pouvez obtenir. Il suffit de connaître les bases. Néanmoins, le sujet n'est pas construit progressivement de questions faciles aux plus difficiles. Il vous est alors demandé de répondre au départ aux questions les plus accessibles.

L'équipe de l'UE 214 a remarqué que les candidats ont du mal à répondre à des questions de base. C'est le risque de cette UE de comprendre des mécanismes difficiles et d'oublier ceux de base. C'est pourquoi, vos fiches de synthèse sont indispensables.

En ressources pédagogiques, pour chaque série, vous avez des exemples de rédaction. Il est important de les consulter.

Un important travail vous est demandé car cette UE est au cœur de votre métier présent ou futur. Un travail régulier est fortement conseillé.

## V. ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- R. Obert, M.-P. Mairesse, *DSCG : Comptabilité et audit*, 2013, éd. Dunod.
- A. Burlaud, M. Friédérich, G. Langlois, R. Bonnault, C. Maillet et D. Bensadon, *DSCG : Comptabilité et audit*, 2013, éd. Foucher.

**Par ailleurs, des ressources pédagogiques complémentaires sont accessibles : des exercices corrigés pour chaque série, des articles, des conseils pour l'examen, une bibliographie actualisée et des mises à jour concernant les dernières évolutions juridiques sont mis en ligne sur le site de l'Intec (<http://www.cnamintec.fr>) dans la rubrique « Ressources pédagogiques » dans chaque série de l'UE 214. Les ressources sont à consulter régulièrement.**

## VI. EN RÉSUMÉ

- Réalisez des fiches de synthèse pour chaque série.
- Entraînez-vous à rédiger.
- Comprenez bien la logique de l'audit, de la fusion, de la consolidation et des normes IAS/IFRS.
- Prenez du recul par rapport à la comptabilité et la communication financière : comprenez-en les enjeux.
- Faites les annales pour vous entraîner.
- Et, surtout, faites-vous confiance.

**Bonne réussite !**

# PLAN ANNUEL DU COURS

## SÉRIE 1

### PARTIE 1. INTRODUCTION AUX NORMES INTERNATIONALES

Titre 1. Les normes internationales : une approche économique et financière

Chapitre 1. L'influence des normes internationales

Chapitre 2. Les différentes évaluations comptables

Chapitre 3. Les référentiels comptables internationaux

Titre 2. Actualités des IFRS

Chapitre 1. La crise financière et l'IASB

Chapitre 2. Les IAS/IFRS et la position de l'ANC

Chapitre 3. Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

Titre 3. Le cadre conceptuel et la présentation des états financiers  
(les normes IAS 1 et IAS 7)

Chapitre 1. Le cadre conceptuel

Chapitre 2. La norme IAS 1 : les états financiers

Chapitre 3. Tableau des flux de trésorerie (IAS 7)

### PARTIE 2. FUSION ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

Titre 1. Opérations de regroupement et stratégies d'entreprises

Chapitre 1. Les opérations de croissance externe

Chapitre 2. Les opérations de restructurations internes

Chapitre 3. Les étapes du processus de regroupement

Titre 2. Les fusions

Chapitre 1. Le contexte juridique

Chapitre 2. Les modalités financières et comptables

Chapitre 3. Les méthodes d'évaluation des entreprises

Chapitre 4. Le régime fiscal

Chapitre 5. Les schémas comptables de base

Chapitre 6. Les difficultés comptables et fiscales

Chapitre 7. La norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises

Titre 3. Les scissions et apports partiels d'actifs

Chapitre 1. Le cadre juridique

Chapitre 2. Le cadre fiscal

Chapitre 3. Méthodologie financière et cadre comptable

Titre 4. Le contrôle des opérations de regroupement

Chapitre 1. Les dispositions réglementaires

Chapitre 2. Le contrôle des modalités de la fusion

Chapitre 3. Le contrôle des valeurs d'apport

## SÉRIE 2

### PARTIE 3. CONSOLIDATION DES COMPTES

#### Titre 1. Règles générales

- Chapitre 1. Cadre réglementaire et légal national et normes comptables internationales
- Chapitre 2. Pourcentage d'intérêt et de contrôle, périmètre de consolidation
- Chapitre 3. Méthodes de consolidation
- Chapitre 4. Écart d'évaluation
- Chapitre 5. Documents de synthèse des groupes

#### Titre 2. La consolidation selon le règlement 99-02

- Chapitre 1. Présentation des retraitements de pré-consolidation
- Chapitre 2. Traitement de l'impôt
- Chapitre 3. Retraitements obligatoires : écritures passées en application des règles fiscales
- Chapitre 4. Méthodes préférentielles 99-02
- Chapitre 5. Méthodes préférentielles et options du 99-03
- Chapitre 6. Filiales à l'étranger : conversion des comptes libellés en monnaie étrangères
- Chapitre 7. Le cumul des comptes
- Chapitre 8. Élimination des opérations intra-groupe
- Chapitre 9. Élimination des titres et partage des capitaux propres – souscription des titres à la création de la filiale
- Chapitre 10. Élimination des titres et partage des capitaux propres – acquisition de titres d'une société existante
- Chapitre 11. Présentation des comptes consolidés

#### Titre 3. Consolidation en IAS/IFRS, particularités (spécificités)

- Chapitre 1. IFRS 10, États financiers consolidés
- Chapitre 2. IFRS 11, Partenariats
- Chapitre 3. IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- Chapitre 4. Retraitements
- Chapitre 5. IFRS 3, Goodwill

#### Titre 4. Cas particuliers

- Chapitre 1. Méthode dérogatoire
- Chapitre 2. Variations du pourcentage d'intérêts et du périmètre de consolidation
- Chapitre 3. Comptes combinés

## SÉRIE 3

### PARTIE 4. CONTRÔLE INTERNE ET AUDIT

#### Titre 1. Présentation générale et définitions

- Chapitre 1. Présentation de l'audit comptable et financier
- Chapitre 2. À quoi sert l'audit ?
- Chapitre 3. Information financière et référentiel applicable

**Titre 2. Le commissariat aux comptes**

- Chapitre 1. Les institutions
- Chapitre 2. Missions et normes de travail
- Chapitre 3. Alerte, révélation, déclaration de soupçon
- Chapitre 4. Vérifications et informations spécifiques
- Chapitre 5. La déontologie
- Chapitre 6. La responsabilité du commissaire aux comptes
- Chapitre 7. Les entités concernées par l'obligation de certification des comptes

**Titre 3. Analyse des risques et contrôle interne**

- Chapitre 1. L'analyse des risques
- Chapitre 2. Gouvernement d'entreprise et gouvernance
- Chapitre 3. La mise en place du contrôle interne
- Chapitre 4. Les modélisations du contrôle interne
- Chapitre 5. Appréciation du contrôle interne

**Titre 4. Démarche d'audit et déroulement d'une mission**

- Chapitre 1. Les étapes d'une mission d'audit
- Chapitre 2. Nomination du commissaire aux comptes
- Chapitre 3. Acceptation de la mission
- Chapitre 4. Planification de la mission
- Chapitre 5. Documentation des travaux
- Chapitre 6. La collecte des éléments probants
- Chapitre 7. La communication du commissaire aux comptes
- Chapitre 8. Fin de mission et fin de mandat
- Chapitre 9. Missions particulières confiées à un commissaire aux comptes
- Chapitre 10. Cas autocorrigé : Hôtel-restaurant « À la Tulipe noire »

**SÉRIE 4****PARTIE 5. INFORMATION COMPTABLE ET MANAGEMENT FINANCIER****Titre 1. Actualités des IAS/IFRS**

- Chapitre 1. La crise financière et l'IASB
- Chapitre 2. Les IAS/IFRS et la position de l'ANC
- Chapitre 3. Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

**Titre 2. Actif et passif**

- Chapitre 1. Actif non courant
- Chapitre 2. Cycle de production-vente
- Chapitre 3. Passif
- Chapitre 4. Regroupements d'entreprises (IFRS 3)

**Titre 3. Informations aux investisseurs et analyse financière**

- Chapitre 1. Information sectorielle IFRS 8
- Chapitre 2. Résultat par action et résultat dilué par action
- Chapitre 3. Diagnostic financier des sociétés et des groupes en PCG et en IAS/IFRS

**Titre 4. Politique comptable et communication financière**

- Chapitre 1. La politique comptable
- Chapitre 2. Gouvernance et communication financière
- Chapitre 3. Dossier de presse





# INTRODUCTION AUX NORMES INTERNATIONALES

Partie rédigée par Marie-Astrid LE THEULE

Cette partie présente une introduction aux normes internationales. L'objectif est de comprendre les grandes différences entre le PCG et les normes internationales. Il est essentiel de connaître, pour chaque référentiel comptable, l'axe directeur, les principes, les différents types de valorisation (ou évaluation) ce qui vous aidera pour la compréhension de la fusion (série 1) et de la consolidation (série 2). Cette partie 1 est donc très importante. Les normes seront traitées en détail dans la série 4.

## TITRE 1. LES NORMES INTERNATIONALES : UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chapitre 1. L'influence des normes internationales Chapitre 2. Les différentes valorisations comptables Chapitre 3. Les référentiels comptables internationaux	<b>Objectifs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprendre les choix référentiels et leurs enjeux.</li> <li>• Développer une réflexion sur la valeur.</li> <li>• Évalue-t-on à la valeur comptable, à la valeur de marché, à la juste valeur ?</li> </ul>
--	---

### RÉSUMÉ

Plusieurs valorisations coexistent dans un système comptable, il est important de savoir pour qui est faite la comptabilité et par qui. Un système comptable n'est pas neutre. Les valorisations peuvent être, entre autres, le coût historique, la valeur de marché, les flux de trésorerie actualisés futurs.

Il existe deux référentiels internationaux : le référentiel international IAS/IFRS, et le référentiel américain US GAAP (les sociétés étrangères cotées aux USA doivent respecter les US GAAP). Ces deux référentiels tentent de converger. Ils ont une approche économique et privilégient une partie prenante : les investisseurs.

Le PCG a adopté une approche patrimoniale et juridique mais la nécessité d'harmoniser les systèmes comptables l'oblige à évoluer vers une approche plus économique.

# CHAPITRE 1. L'INFLUENCE DES NORMES INTERNATIONALES<sup>1</sup>

Jusque dans les années 1970, chaque pays avait sa propre normalisation comptable. Et cette normalisation dépendait du système économique, juridique, fiscal et social, mais aussi culturel et politique de chacun d'eux. Les économies nationales et internationales ainsi que les marchés financiers se développent et les frontières font de moins en moins d'obstacles aux échanges économiques et financiers. Il a été alors indispensable de rapprocher les pratiques comptables des différents pays.

La comptabilité est un LANGAGE qui traduit la vie de l'entreprise en chiffres. Cette présentation peut être faite de différentes manières. Cela dépend de qui le fait et pour qui. La communication sur la vie de l'entreprise est résumée et condensée dans des tableaux de synthèse. Ces tableaux peuvent être destinés à l'État, aux investisseurs, à l'administration fiscale, aux salariés, aux propriétaires, aux dirigeants, aux citoyens, aux bailleurs de fonds. Nous nous demanderons dans ces chapitres par qui est faite la comptabilité et pour qui est faite la comptabilité.

Répondre à ces deux questions, nous permet de comprendre ce qui est important et nécessaire dans un référentiel comptable.

Par exemple, si la comptabilité est faite pour les investisseurs, ils ont besoin de tableaux de synthèse rapide et facile pour évaluer la gestion à lire tel le tableau de flux de trésorerie. Ils ont besoin d'avoir connaissance de la stratégie de l'entreprise telle l'information sectorielle. Ils ont besoin de connaître ce que le résultat rapporte par rapport au nombre d'actions.

Il est alors important de connaître, pour chaque référentiel comptable, les instances comptables et les axes directeurs de ces instances.

## SECTION 1. LE PCG ET UNE APPROCHE PATRIMONIALE

En France, l'État a un rôle important dans la réglementation et la normalisation comptable. Le droit définit la comptabilité.

### I. QUELS SONT LES TEXTES DE RÉFÉRENCE ?

Il existe un droit comptable qui est constitué par le Code de commerce et le PCG.

Le PCG a été créé en 1947 puis a été modifié plusieurs fois :

- en 1957 avec l'instauration du plan comptable 1957 ;
  - en 1982, avec l'instauration du plan comptable 1982 ;
  - en 1986, avec la mise à jour du plan comptable 1982 ;
  - en 1999, une nouvelle présentation du plan comptable est élaborée : le plan comptable 1999.
- Depuis 1999 sont intégrées des modifications.

Le PCG est devenu un Code vivant, c'est-à-dire mis à jour régulièrement par les règlements du Comité de la réglementation comptable (CRC) et le Conseil national de la comptabilité (CNC) puis par l'Autorité des normes comptables (ANC), créée par l'ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009. La création de l'ANC a eu pour effet de fusionner le CRC et le CNC.

Pour faciliter les mises à jour, le PCG est articulé en cinq titres qui sont les suivants :

- Titre I : Objet et principes de la comptabilité.
- Titre II : Définition des actifs, des passifs, des produits et des charges.
- Titre III : Règles de comptabilisation et d'évaluation.

1. Une partie de ce chapitre est issue du *Mini-manuel de comptabilité* de B. Collain, F. Déjean et M.-A. Le Theule, Dunod, 2011.

- Titre IV : Tenue, structure et fonctionnement des comptes (le plan de comptes constitue le chapitre III du titre IV).
- Titre V : Documents de synthèse.

## II. QUEL EST LE RÔLE DE L'AUTORITÉ DE RÉFÉRENCE ?

L'Autorité des normes comptables (ANC) est une institution représentative de l'ensemble des parties prenantes dans le domaine comptable. Elle a un rôle régulateur des normes comptables. L'ANC exerce les missions suivantes :

« Elle établit sous forme de règlements **les prescriptions comptables générales et sectorielles** que doivent respecter les personnes physiques ou morales soumises à l'obligation légale d'établir des documents comptables conformes aux normes de la comptabilité privée ;

Elle donne **un avis sur toute disposition législative ou réglementaire** contenant des mesures de nature comptable applicables aux personnes visées au premierement, élaborée par les autorités nationales ;

Elle émet, de sa propre initiative ou à la demande du ministre chargé de l'économie, des **avis et prises de position** dans le cadre de la procédure **d'élaboration des normes comptables internationales** ;

Elle veille à la coordination et à la synthèse des travaux théoriques et méthodologiques conduits en matière comptable ; elle propose toute mesure dans ces domaines, notamment sous forme d'études et de recommandations. »

Ordonnance article 1.

Notons l'importance du rapprochement avec les normes comptables internationales.

L'Autorité des normes comptables comprend un collège, des commissions spécialisées et un comité consultatif. Le collège est composé de seize membres. Il est important de noter la diversité des membres qui sont : des magistrats, des représentants de trois régulateurs (AMF, commission bancaire et assurance), neuf personnes nommées par le ministre de l'économie et enfin un représentant syndical. Nous constatons que la comptabilité n'est pas seulement une question technique intéressant uniquement les comptables. La comptabilité est une matière où les acteurs de la vie économique sont concernés et sont donc représentés.

Les seize membres sont :

« Un président, désigné par décret, choisi en raison de ses compétences économiques et comptables ;

Un conseiller d'État désigné par le vice-président du Conseil d'État ;

Un conseiller à la Cour de cassation désigné par le premier président de la Cour de cassation ;

Un conseiller maître à la Cour des comptes désigné par le premier président de la Cour des comptes ;

Un représentant de l'Autorité des marchés financiers désigné par le président de l'Autorité des marchés financiers ;

Un représentant de la Commission bancaire désigné par le président de la Commission bancaire ;

Un représentant de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles désigné par le président de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles ;

Huit personnes nommées, en raison de leur compétence économique et comptable, par le ministre chargé de l'économie après consultation des organisations représentatives des entreprises et des professionnels de la comptabilité ;

Un représentant des organisations syndicales représentatives des salariés nommé par le ministre chargé de l'économie après consultation des organisations syndicales. »

Ordonnance article 2.

### III. QUELLE EST LA DÉFINITION DE LA COMPTABILITÉ ?

Le plan comptable général (PCG) définit la comptabilité comme étant :

« **Un système d'organisation de l'information financière** permettant de saisir, classer, enregistrer des données de base chiffrées et présenter des états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture. »

PCG, art. 120-1.

### IV. QUEL EST L'AXE DIRECTEUR DU PCG ET DU CODE DE COMMERCE ?

Le caractère central de la notion de patrimoine reste la règle en droit comptable français comme l'affirme le Code de commerce :

« Toute personne physique ou morale ayant la qualité de commerçant doit procéder à l'enregistrement comptable des mouvements affectant le patrimoine comptable de son entreprise. Ces mouvements sont enregistrés chronologiquement. »

C. com., art. L. 123-12.

Ou le décret d'application de la loi « comptable » :

« Les mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise sont enregistrés opération par opération et jour par jour sur le livre-journal. »

C. com., art. R. 123-174.

Le Code de commerce ainsi que le PCG privilégient donc une approche **juridique** de la comptabilité. Le droit est d'origine réglementaire ou législative. Le comptable est obligé d'y faire référence. La notion de patrimoine est fondamentale. Le patrimoine « est constitué par l'ensemble des biens qui appartiennent à une personne physique ou morale. Le patrimoine inclut les droits et actions s'y rapportant. » La notion de patrimoine n'est pas définie dans le PCG.

Cette approche juridique favorise l'évaluation des biens en coût d'achat c'est-à-dire la valeur du bien au moment du transfert de propriété. Par exemple, un contrat de crédit-bail d'une photocopieuse est considéré du point de vue juridique comme une location de photocopieuse par l'entreprise locataire.

« Les opérations de location de biens d'équipement ou de matériel d'outillage... donnent au locataire la possibilité d'acquérir tout ou partie des biens loués, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers. »

C. mon. fin., art. L 313-7.

Il y a transfert de propriété au moment de l'option d'achat.

Comment se fait-il que le Code de commerce et le PCG privilégient une approche juridique ?

Deux éléments concomitants répondent à cette question.

**Premièrement**, la France est marquée par l'importance des banques, de l'État, de la protection salariale, des investisseurs, de l'administration fiscale (entre autres) et de la protection des tiers tels les créanciers et les fournisseurs dans l'économie. Ces différentes parties prenantes ont un besoin d'informations précises mais différentes selon leurs objectifs. Un banquier n'a pas besoin de la même information qu'un actionnaire ou qu'un salarié.

Cette approche juridique permet de répondre à la demande fiscale. Le résultat fiscal est calculé à l'aide du résultat comptable. L'article 38 quater de l'annexe III du CGI précisant que « les entreprises doivent respecter des définitions édictées par le PCG sous réserve que celles-ci ne soient pas incompatibles avec les règles applicables pour l'assiette de l'impôt. » L'approche juridique permet de répondre à la demande d'une pluralité de parties prenantes.

**Deuxièmement**, la protection des tiers étant très importante, le droit répond à cette protection. Depuis Colbert, la comptabilité est un élément preuve devant les tribunaux.

Pour conclure, il existe donc une pluralité de parties prenantes : actionnaires, banques, État, créanciers, clients, fournisseurs... Le PCG s'adresse à ces différentes parties prenantes.

## SECTION 2. L'INFLUENCE DES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES

Néanmoins, le contenu du PCG évolue et est influencé par le **contexte international**.

### I. LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET L'HARMONISATION COMPTABLE

Jusqu'en dans les années 1970, chaque pays avait sa propre normalisation comptable. Et cette normalisation dépendait du système économique, juridique, fiscal et social mais aussi culturel et politique de chacun d'eux. Les économies nationales et internationales ainsi que les marchés financiers se développent et les frontières font de moins en moins obstacles aux échanges économiques et financiers. Il a été alors indispensable de rapprocher les pratiques comptables des différents pays.

La Communauté économique européenne, dès les années 1970, a été une des premières à travailler sur l'harmonisation comptable ce qui a été fait par des directives. (La directive est un acte juridique communautaire pris par le Conseil de l'Union européenne seul ou avec le Parlement selon les cas. Elle lie les États destinataires de la directive quant à l'objectif à atteindre, mais leur laisse le choix des moyens et de la forme pour atteindre cet objectif dans les délais fixés par elle.)

Deux directives ont été marquantes : la quatrième et la septième. La quatrième directive traite de l'élaboration, du contenu et de la présentation des comptes annuels, la septième traite des comptes de groupe. À la fin des années 90, La Communauté Européenne a le choix de travailler par directives ou de suivre les normes internationales élaborées par un organisme de droit privé l'IASC (*International Accounting Standards Committee*). Dans un premier temps, elle demande d'élaborer des normes relatives aux changements de référentiel comptable IFRS1 première application des IFRS. L'IASC a été créé en 1973 puis est devenu en 2001 l'IASB (*International Accounting Standards Board*). En 2002, l'Union européenne a choisi d'adopter les normes élaborées par l'IASB car le processus de transposition en droit national des directives par les États membres a été trop long. Dès 2002, le choix de l'application des normes internationales s'est fait par règlement ce qui est plus rapide car il est d'application directe.

Citons l'article premier du règlement du Parlement européen et du Conseil.

« Le présent règlement a pour **objectif** l'adoption et l'application des normes comptables internationales dans la Communauté, dans le but d'harmoniser l'information financière présentée par les sociétés visées par l'article 4, afin de garantir un degré élevé de transparence et de comparabilité des états financiers et, partant, un fonctionnement efficace du marché communautaire des capitaux et du marché intérieur. »

### II. L'APPROCHE ÉCONOMIQUE DES IAS/IFRS ET LES INVESTISSEURS

Le référentiel comptable international élaboré par l'IASB est composé d'un cadre conceptuel et de normes comptables (règles d'évaluation et de comptabilisation). L'IASB a produit des normes IAS (*International Accounting Standards*, normes comptables internationales) puis des normes comptables IFRS (*International Financial Reporting Standards*, normes de reporting financier internationales). Notons que le passage IAS en IFRS indique l'importance non seulement de l'harmonisation comptable mais aussi de l'harmonisation financière.

Les normes comptables IAS/IFRS (adoptées) sont d'application obligatoire pour les sociétés cotées de l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Elles ont également été adoptées par d'autres pays dans le monde (par exemple la Chine). En revanche, les États-Unis n'appliquent pas ces normes, ils appliquent les normes US GAAP (*Generally Accepted Accounting Principles*) de leur propre organisme le FASB (*Financial Accounting Standards Board*) ce qui peut s'expliquer par le poids économique et financier des États-Unis, en particulier, de l'importance en volume des marchés boursiers.

Ainsi, dans le monde, il y a deux normalisateurs principaux, l'IASB et le FASB. Ces deux normalisateurs tentent de faire converger leurs normes. Un accord de convergence des normes IFRS/US GAAP a été conclu en 2002 et depuis 2007, les travaux de convergence s'accroissent.

L'IASB Foundation est une fondation internationale de droit privé. Elle comprend 15 membres de différents pays. Les membres de cette fondation ont une vision économique de la comptabilité. Il est par ailleurs difficile de raisonner en termes juridiques et fiscaux en dehors d'un cadre national. Cette vision économique provient également de l'influence anglo-saxonne. Dans les pays anglo-saxons, l'intervention de l'État ainsi que le rôle des différents partenaires sociaux sont faibles. Le rôle des actionnaires, une partie prenante importante, est décisif. L'influence de cette partie prenante explique pourquoi les normes leur sont principalement destinées et l'importance que revêt la vision économique.

Citons le paragraphe 10 du cadre conceptuel de l'IASB :

« Bien que les besoins d'information (des divers utilisateurs) ne puissent pas être comblés par les états financiers, il y a des besoins qui sont communs à tous. Comme **les investisseurs** sont les apporteurs de capitaux à risque de l'entreprise, la fourniture d'états financiers qui répondent à leurs besoins répondra également à la plupart des besoins des autres utilisateurs susceptibles d'être satisfaits par des états financiers. »

Reprenons notre exemple du crédit-bail de la photocopieuse. Quelle est l'influence d'une vision économique sur le traitement comptable ? L'entreprise locataire de la photocopieuse agit comme si elle en était propriétaire. C'est ce comportement qui est pris en considération et non la situation juridique de l'entreprise locataire. L'entreprise locataire inscrit la photocopieuse comme si elle en était propriétaire pour le prix qu'elle aurait dû payer si elle l'avait acquis à la date de la signature du contrat. En contrepartie, elle constate une dette d'un montant équivalent (c'est-à-dire l'engagement de payer des loyers). Dans ce cas, c'est la situation économique qui est décrite et non la situation patrimoniale.

Les normes ont pour principe – même s'il n'est pas encore uniformément appliqué à toute la comptabilité – d'évaluer principalement l'entreprise en juste valeur (*fair value*), c'est-à-dire une valeur qui se veut la plus proche de celle déterminée par le marché. Plus précisément, dans le cadre conceptuel et dans les normes IAS/IFRS, différentes valorisations coexistent. Ce sont principalement le coût historique, la valeur de marché, les flux nets de trésorerie futurs actualisés. Précisons que le cadre conceptuel a été créé en 1983 et qu'il est en cours de révision en 2010. Dans ce cadre révisé seront définies les différentes valorisations.

### III. LA CONVERGENCE DES COMPTABILITÉS NATIONALES VERS LES NORMES INTERNATIONALES

**Les comptabilités nationales, et en particulier le PCG, convergent vers les normes internationales. C'est pourquoi le PCG est en train d'évoluer d'une vision juridique patrimoniale à une vision économique. Et donc, la définition du patrimoine évolue.** Ce n'est plus la notion de propriété qui compte mais la notion de contrôle d'une ressource. **On parle de patrimoine économique ou comptable et non plus patrimoine juridique.**

Trois règlements du CRC ont modifié les définitions du PCG concernant l'actif, le passif et l'amortissement (termes définis dans les chapitres suivants). Le règlement CRC 99.02 a modifié les comptes consolidés. Ces nouvelles règles ont été introduites pour les rapprocher du cadre conceptuel de l'IASB. Cette convergence du contenu du PCG vers les normes internationales est un travail en cours ce qui explique que certains éléments sont définis juridiquement et d'autres économiquement. Ceci est une difficulté à la fois pour les étudiants et pour les utilisateurs de la comptabilité qui sera longue à résorber car elle nécessite des modifications du droit des sociétés et des règles fiscales. Enfin, pour répondre aux besoins des investisseurs, un nouveau tableau de synthèse a été proposé : le tableau de flux de trésorerie. Ces changements sont motivés par une vision économique et financière de l'entreprise.

C'est pourquoi aujourd'hui on parle de comptabilité financière et non de comptabilité générale.



Précisons que dans ce mouvement de convergence, la comptabilité publique converge vers la comptabilité commerciale.

En IAS/IFRS, le point de vue étant un point de vue économique, les principes à respecter sont le principe de « *substance over form* » (« primauté de la réalité économique sur l'apparence juridique ») et le principe « *true and fair view* » (« image vraie et loyale »).

Pour conclure, les destinataires des référentiels déterminent les principes qui déterminent les règles de valorisation.

## CHAPITRE 2. LES DIFFÉRENTES ÉVALUATIONS COMPTABLES<sup>2</sup>

Traduire en chiffres cela veut dire évaluer c'est-à-dire donner à chaque chose une valeur monétaire (prix, coût). Donner à chaque chose une valeur n'est pas neutre, cette valorisation dépend du point de vue de celui qui valorise. La valorisation peut être fixée à la valeur d'achat, à la valeur de marché, à la valeur de revente, à la valeur actualisée qu'il est susceptible d'engendrer dans le futur.

Par exemple, un terrain à Paris a été acheté 100 000 francs il y a 40 ans. Aujourd'hui, il vaut 1 million d'euros. Sa valeur monétaire peut être :

- 100 000 francs (valeur datant de 40 ans) ;
- ou 1 000 000 € (valeur d'aujourd'hui) ;
- ou une autre valeur, c'est-à-dire la valeur que l'immeuble apportera plus tard lorsqu'il sera loué (valeur future).

### SECTION 1. MÉTHODES D'ÉVALUATION

#### I. COÛT HISTORIQUE

Cette méthode répond aux questions :

- Quel est l'investissement initial ?
- Combien le bien a-t-il coûté ?
- Quelle est la valeur inscrite dans le contrat ?

##### Avantages

- Elle permet de garder la mémoire des opérations telles qu'elles se sont déroulées.
- Cette méthode est fiable car les montants sont écrits, vérifiables (pièces justificatives, factures, contrats).
- Cette méthode est prudente, les plus-values latentes ne sont pas évaluées.
- La comptabilité peut être un élément de preuve devant les tribunaux.

##### Inconvénients

- Les valeurs sont figées dans le temps et ne tiennent pas comptes des évolutions.
- Les plus-values latentes ne sont pas connues.
- La qualité de l'information peut ne pas être suffisante.

2. Une partie de ce chapitre est écrite avec Bernadette Collain.

**EXEMPLE APPLICATIF 1**

La société BTM a construit un bâtiment, à usage industriel, en 1990, le coût s'est élevé à 5 000 k€. Il est amorti sur 50 ans.

Chaque année, l'utilisation de ce bâtiment et sa participation à la réalisation des activités sont traduites par la dotation aux amortissements :  $5\,000/50 = 100$  k€ par an. Dans 50 ans la valeur comptable de ce bâtiment sera nulle.

**II. COÛT ACTUEL**

Cette méthode répond à la question : si la société BTM devait reconstruire le même bâtiment ou un bâtiment comparable, quel en serait le coût ?

**Avantages**

- Faciliter l'évaluation de certains composants qui devront être renouvelés.
- Faciliter la valorisation de contrats d'assurance.
- Connaître le montant de l'investissement qui serait à faire pour reconstruire en cas de sinistre.

**Inconvénients**

- Méthode subjective, comment déterminer qu'un bien est comparable à un autre quand de nombreux éléments entrent dans sa fabrication ?
- Elle est difficile à mettre en œuvre car elle nécessite de bien connaître les aspects techniques.

**EXEMPLE APPLICATIF 1 (SUITE)**

Le coût des matériaux a augmenté, certains ont pu voir leur composition changée pour améliorer leur caractère isolant ou de résistance au feu, par exemple. Le coût de la main-d'œuvre a augmenté à un rythme différent.

Nous sommes en 2010, 20 ans après la construction. La valeur nette comptable est de 3 000 k€. Compte tenu des hypothèses d'évaluation retenues, le coût actuel de ce bâtiment est de 5 800 k€.

**III. VALEUR RÉALISABLE (VALEUR VÉNALE, SELON LE PCG)**

Cette méthode répond à la question : si la société BTM devait vendre aujourd'hui ce bâtiment, quel prix proposerait-elle ?

**Avantages**

- Cette méthode tient compte de la stratégie de l'entreprise concernée.
- La plus-value latente est valorisée et comptabilisée.
- Donne une meilleure valorisation du patrimoine.

**Inconvénients**

- Méthode subjective.
- Méthode moins fiable car peu facilement vérifiable.
- Principe de permanence des méthodes qui pourraient ne pas être respectées : changement de stratégie trop fréquent.



**EXEMPLE APPLICATIF 1 (SUITE)**

Ce prix dépend de l'entretien du bâtiment, de l'évolution de son environnement, de l'état du marché immobilier et de la stratégie de la société BTM qui pourrait être soit de proposer un prix faible pour vendre le plus rapidement possible, soit de proposer un prix élevé pour vendre au meilleur prix, même si c'est plus long.

On peut imaginer que le prix de vente proposé soit entre 3 800 k€ et 4 200 k€.

**IV. JUSTE VALEUR**

Cette méthode répond à la question : à quel prix se vend sur le marché ce bien ou un bien comparable à celui-ci ?

**Avantages**

- Cette évaluation est objective car déterminée en dehors de l'entreprise.
- Cette évaluation est neutre car non influencée par la stratégie de l'entreprise.
- Cette évaluation est considérée incontestable.
- La plus-value latente est valorisée et comptabilisée, elle donne une meilleure image du patrimoine.

**Inconvénients**

- Le caractère neutre et objectif n'est pas toujours vérifié, les marchés ne fonctionnent pas toujours de façon parfaite.
- Cette valorisation tient compte des spéculations qui biaisent les prix.
- Pour que le prix de marché soit objectif, il faut un volume suffisant de transactions, ce qui n'est pas le cas dans tous les domaines.
- Quand il n'est pas possible de trouver des transactions pour des biens identiques, il faut se référer à des biens comparables, ce qui est en parti subjectif.

**EXEMPLE APPLICATIF 1 (SUITE)**

Dans la région, il n'y a pas de bâtiments identiques ni comparables qui aient été vendu dans une période récente, donc pas de prix de marché. La seule référence est la vente d'un bâtiment d'une surface deux fois plus petite. Doubler le prix de cette transaction ne sera pas nécessairement représentatif du prix de marché du bâtiment appartenant à la société BTM.

Supposons que le bâtiment se soit vendu 1 900 k€, qu'un coefficient de 1,6 (2x0,8) soit retenu pour tenir compte de la différence de taille.

Le prix de marché serait de  $1\,900 \times 1,6 = 3\,040$  k€.

**V. VALEUR D'UTILITÉ (VALEUR D'USAGE SELON LE PCG)**

Cette méthode répond aux questions :

- Que va rapporter le bien en question ?
- Quelle la participation de ce bien à la création d'avantages économiques pour l'entreprise ?

**Méthode de calcul :** flux nets de trésorerie futurs.

**Avantages**

- Cette méthode est orientée vers la gestion interne.
- Cette méthode est une aide à la décision en matière de stratégie.

**Inconvénients**

- Méthode subjective.
- Méthode basée sur des prévisions qui peuvent être difficiles à apprécier.
- Méthode difficile à mettre en œuvre, elle nécessite souvent un grand nombre d'informations.

**EXEMPLE APPLICATIF 1 (SUITE)**

Le bâtiment de la société BTM abrite l'activité industrielle. Seul, ce bâtiment ne génère aucune entrée de trésorerie. Il faut donc évaluer les encaissements nets futurs de l'ensemble de l'activité puis les répartir au prorata de chaque immobilisation concernée (Unité Génératrice de Trésorerie).

**VI. COÛT AMORTI**

Le coût amorti est essentiellement utilisé pour valoriser les dettes. Cette méthode permet de répartir l'ensemble des coûts liés aux dettes ;

**EXEMPLE APPLICATIF 1 (SUITE)**

La société BTM a souscrit un emprunt de 500 k€ au taux de 4 % sur 5 ans. Les frais de dossiers se sont élevés à 1 k€, elle a dû souscrire à une garantie de 5 k€, montant qui lui sera remboursé dans 5 ans. Il s'agit de calculer le taux effectif et de comptabiliser les frais financiers en fonction du taux effectif au lieu du taux nominal de 4 %. Les frais financiers sont inclus dans la dette et les effets de l'actualisation sont mis en évidence.

**SECTION 2. LES DIFFÉRENTES ÉVALUATIONS ET LES NORMES IAS/IFRS**

En normes IAS/IFRS, l'impact du temps est calculé. On actualise lorsqu'un flux intervient à une échéance éloignée. Par exemple, les prêts, emprunts, provisions, créances, crédit-bail...

**EXEMPLE APPLICATIF 2**

Le 01/01/2010, la société X vend des marchandises de reproduction graphique à son client italien Y, aux conditions de règlement suivantes : 200 000 € lors de la vente initiale, 300 000 € dans douze mois et 500 000 € dans deux ans. Le taux sur les marchés financiers pour un crédit aux mêmes conditions est d'environ 7 %.

Dans ces conditions, la valeur de la créance est déterminée de la manière suivante, en actualisant les flux de liquidité futurs :

$$300\,000/1,07 + 500\,000/(1,07)^2 = 717\,093$$

Au moment de la vente, X comptabilise les opérations suivantes :

Banque (+A)	200 000	
Créances – clients (+A)	717 093	
Ventes (+R,+FP)		917 093

**En normes IAS/IFRS, différentes valorisations coexistent. Elles sont précisées dans les normes.** Dans le cadre conceptuel, différentes évaluations – coût historique, coût actuel, valeur de réalisation (de règlement), valeur actuelle – sont décrites, le coût amorti est décrit dans la norme IAS 39 et la juste valeur est décrite dans la norme IFRS 13.

**Pour vous aider, nous pourrions écrire que ce qui intéresse les investisseurs et tout ce qui est spéculation est évalué à la juste valeur.**

**EXEMPLE APPLICATIF 3**

L'entreprise Capucine détient 20 % du capital de l'entreprise Iris dont les titres sont cotés sur le marché actif, le cours boursier est de 120 et le volume de transaction journalier est de 0,2 % des actions en circulation. L'entreprise Capucine souhaite vendre toutes les actions de l'entreprise Iris. L'entreprise Capucine pense obtenir plus que le cours boursier. Des cabinets indépendants estiment le prix autour de 130.

**À quelle valeur devrait l'entreprise Capucine enregistrer son portefeuille ?**

L'ensemble des actions est détenu à des fins de spéculation. Il est donc évalué à la juste valeur. La juste valeur est le cours boursier 120.

## CHAPITRE 3. LES RÉFÉRENTIELS COMPTABLES INTERNATIONAUX

Quels sont les référentiels comptables internationaux et quel est le processus d'élaboration d'une norme ?

### SECTION 1. LES RÉFÉRENTIELS COMPTABLES INTERNATIONAUX

#### I. LES NORMES COMPTABLES AMÉRICAINES

Les normes comptables américaines sont publiées par le *Financial Accounting Standards Board* (FASB). Le FASB est considéré comme l'organisme influençant les pays anglo-saxons (États-Unis, Australie, Canada, Royaume-Uni). Il a été créé en 1973 par l'AICPA (*American Institute of Certified Public Accountants*).

#### II. LES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES IAS/IFRS

Les normes comptables internationales IAS/IFRS sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). L'IASB est le comité exécutif de l'IASCF (*International Accounting Standards Committee Foundation*), organisme privé à but non lucratif, et donc non gouvernemental. C'est en 2001 que l'IASB, fondé en 1973, est devenu l'IASB et que l'appellation IFRS a supplanté l'appellation IAS.

Ses objectifs sont :

- d'élaborer et de publier les normes comptables internationales pour la présentation des états financiers ;
- de promouvoir leur utilisation au niveau mondial ;
- de publier des interprétations qui sont développées par l'*International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'application des normes IAS/IFRS est obligatoire pour la publication des comptes consolidés des sociétés cotées en Europe. Sont concernées les sociétés mères ayant leur siège social en Europe et leurs filiales.

#### REMARQUE

En France, les sociétés non cotées peuvent choisir (sans y être contraintes) le référentiel IAS/IFRS pour leurs comptes consolidés.

En revanche, les comptes individuels sont présentés suivant le référentiel accepté en comptabilité nationale dans les pays respectifs.

### III. LA SIGNIFICATION DES CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS ET DES APPELLATIONS IAS/IFRS

Les transformations de 2001 ont deux significations majeures :

- La modification des structures internes de l'IASC, devenu IASB, marque une suprématie et une indépendance nettement plus importante du *Board*, ses membres ne représentant désormais plus leur pays d'origine ;
- La transformation de l'appellation IAS (*International Accounting Standard*) en IFRS (*International Financial Reporting Standard*) montre clairement que l'objectif n'est pas seulement l'harmonisation de standards comptables, mais bien l'harmonisation de l'information financière. Les normes internationales concernent dès lors toutes les communications financières, la comptabilité est désormais appelée comptabilité financière.

### IV. LA CONVERGENCE DES NORMES COMPTABLES AMÉRICAINES ET DES NORMES IFRS

Un accord des convergences des normes IFRS/US GAAP a été conclu le 2 octobre 2002 (accord de Norwalk) afin de résoudre les divergences. Ce dialogue a permis une évolution des textes des deux référentiels. Depuis 2007, les travaux s'accroissent avec une échéance fixée à 2011.

En effet, un premier rapprochement concret a été réalisé le 15 novembre 2007, la SEC ayant approuvé un amendement autorisant les émetteurs privés étrangers cotés aux États-Unis à publier leurs comptes avec le référentiel comptable IFRS, sans obligation de réconciliation de leurs états financiers avec les US GAAP.

Un deuxième rapprochement est en cours. Une décision du 27 avril 2008 précise les échéances de la convergence des US GAAP vers les normes IFRS. La SEC a publié une feuille de route précisant les 4 conditions nécessaires pour qu'elle prenne sa décision en 2011. Cette décision de convergence s'imposerait aux sociétés cotées américaines à compter de 2014. Les quatre conditions concernent :

- le financement à long terme et la gouvernance de l'IASCF (voir la création du Monitoring Groupe) ;
- l'aboutissement du programme de travail sur l'amélioration des IFRS ;
- la prise en compte de l'impact culturel des IFRS aux États-Unis, avec des plans de formation adaptés ;
- l'amélioration de l'outil informatique (XBRL) déjà utilisé par les banques européennes depuis 2007.

### V. LA RECONNAISSANCE PAR L'OICV (IOSCO EN ANGLAIS)

En 1995, l'IOSCO (*International Organization of Securities Commission*), organisme regroupant les commissions de bourse, a signé un accord avec l'IASC, lui demandant de développer, au plus tard pour 1999, un package complet de normes. Ce travail réalisé, l'IOSCO a reconnu les normes IAS en mai 2000.

Ce corps de normes, approuvé aussi par les différentes commissions de régulation des marchés boursiers, permettra aux entreprises non anglo-saxonnes d'être cotées aux États-Unis sans appliquer ou se rapprocher complètement des normes américaines.

Cette reconnaissance fait aussi de l'IASC le seul normalisateur comptable international. Son rôle n'est plus seulement d'harmoniser les pratiques comptables, mais bien de créer des normes ne correspondant pas obligatoirement aux pratiques d'un pays.

## SECTION 2. L'ÉLABORATION ET LE PROCESSUS D'ADOPTION D'UNE NORME

### I. STRUCTURE DE L'IASB

L'*IFRS-Foundation* (ex-*IASC-Foundation*) est composée de 22 membres appelés « Trustees » qui ont pour fonction d'assurer la direction de l'IASB et des entités qui lui sont associées.

L'*IFRS Interpretations Committee* (Comité d'interprétations des IFRS, ex-*IFRIC*) est chargé de répondre aux problèmes d'interprétation posés par certaines normes. À ce titre, ils travaillent avec les comités d'urgence des normalisateurs nationaux. Ils comportent 14 membres votants.

L'*IFRS Advisory Council* (ex-*SAC*) oriente le programme de travail du board. Il joue le rôle d'interface avec les normalisateurs nationaux. Il est composé d'au moins trente membres (une quarantaine actuellement).

L'IASB est composé de 16 membres permanents (depuis juillet 2012), chargés de préparer et d'adopter les normes.

Le *Monitoring Board* (Conseil de surveillance), créé en janvier 2009, établit un lien formel entre les trustees et les autorités publiques. Il s'assure que les trustees remplissent leurs fonctions telles qu'elles sont définies par la constitution et approuve leur nomination. Il est composé des représentants de la Commission européenne, de l'OICV, de l'agence des services financiers du Japon (FSA), de la Securities and Exchange Commission (SEC) et du Comité de Bâle (supervision bancaire) en tant qu'observateur.

#### La convergence entre normes nationales et normes internationales

L'IASB est également en contact avec sept organismes nationaux de la comptabilité, dont l'organisme français. Ayant des règles indépendantes de celles de l'IASB, les pays doivent chercher à faire converger leurs règles nationales vers les règles internationales. Les *liaisons members* participent aux débats au sein de l'organisme de normalisation et font part des positions de leur organisme national.

### II. LE PROCESSUS D'ADOPTION D'UNE NORME

Les normes sont émises par une organisation internationale privée, le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et doivent être soumises à une procédure d'adoption avant d'être mises en vigueur dans l'Union européenne. Cette procédure d'adoption d'une norme par l'U.E comporte 9 étapes, réalisées en principe dans un délai de 9 mois. Différents organismes sont sollicités : l'*European Financial Reporting Advisory Group* (EFRAG), l'*Accounting Regulatory Committee* (ARC) et le *Standards Advice Review Group* (SARG), la commission Européenne, le parlement européen, et le conseil européen.

#### Première étape :

L'IASB propose un projet de normes.

#### Deuxième et troisième étapes :

L'EFRAG organise des groupes de réflexion sur le projet de normes.

L'EFRAG est l'interlocuteur des normalisateurs comptables internationaux. Sa mission est technique, elle consiste à commenter les projets des normes de l'IASB, à proposer des modifications ou à élaborer des guides d'application.

#### Quatrième étape :

Le SARG donne son avis sur l'objectivité et l'impartialité des avis donnés par l'EFRAG.

#### Cinquième étape :

En s'appuyant sur l'avis de l'EFRAG et du SARG, la commission européenne propose un draft.

**Sixième étape :**

L'ARC a une mission politique. Il représente la structure juridique européenne qui homologue les normes internationales.

**Septième et huitième étapes :**

Le parlement européen, avec le conseil des affaires économiques et financières adoptera ou non le projet, en tenant compte des avis de l'ARC sans y être lié. Si l'ARC émet un avis positif, le parlement européen et le conseil économique et social dispose d'un délai de trois mois pour exercer leur droit de veto. Si l'ARC émet un avis négatif, le conseil économique et social peut également s'opposer au projet et la norme ou l'interprétation ne sera pas adoptée, mais il peut émettre un avis positif ou s'abstenir. Le parlement dispose alors d'un délai de deux mois pour exercer son veto ; s'opposant ainsi à la décision du conseil. La norme ou l'interprétation serait alors adoptée.

**Neuvième étape :**

La commission européenne se prononce sur l'adoption des textes. Si le Parlement européen et la commission européenne donnent leur accord, les textes sont alors traduits dans chacune des langues (24) de l'union européenne par voie de règlement publié au JOUE (*Journal officiel de l'Union européenne*). Cette publication donne une validité juridique européenne aux normes qui doivent être alors appliquées obligatoirement par les sociétés concernées.

**III. LA LISTE DES NORMES**

- Les IFRS sont émises par l'IASB.
- Les IAS ont été émises par l'IASC (Comité des normes comptables internationales), prédécesseur de l'IASB jusqu'en 2000.
- Les IFRIC sont les interprétations des normes émises par le comité de l'IFRIC.
- Les SIC étaient les interprétations des normes émises par le Comité d'interprétation des normes, prédécesseur de l'IFRIC jusqu'en 2002.
- Toutes les normes et les interprétations sont adoptées sous la forme de règlements.

Le règlement CE n° 1126/2008 du 3 novembre 2008 publie la version consolidée de toutes les normes et interprétations approuvées au niveau européen jusqu'à la date du 15 octobre 2008. Ainsi, cette publication regroupe toutes les normes et interprétations adoptées entre le 29 septembre 2003 et le 15 octobre 2008. Mais depuis cette date, des amendements ont été encore apportés et continueront d'être apportés. Par exemple, la norme IFRS pour PME a été publiée le 9 juillet 2009, l'amendement pour IFRS 1 a été publié le 27 juillet 2009, et la norme IFRS 9 a été proposée le 12 novembre 2009 mais n'a pas encore été adoptée.

Le cadre conceptuel n'a pas fait l'objet d'une adoption par la Commission européenne (CE) et n'a donc pas été publié sous la forme d'un règlement (contrairement aux IAS et aux IFRS). Il a cependant été publié en annexe aux « Observations concernant certains articles du règlement CE n° 1606/2002 ».

N° Norme	Nom	Adopté par Union européenne
–	IFRS pour les PME	Non
–	Améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS	Oui
–	Améliorations annuelles (2008-2010) des IFRS	Oui
–	Améliorations annuelles (2007-2009) des IFRS	Oui
–	Améliorations annuelles (2006-2008) des IFRS	Oui
IAS 1	Présentation des états financiers	Oui
Amendements à IAS 1	Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)	Oui
IAS 2	Stocks	Oui
IAS 7	État des flux de trésorerie	Oui



N° Norme	Nom	Adopté par Union européenne
IAS 8	Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs	Oui
IAS 10	Événements postérieurs à la période de reporting	Oui
IAS 11	Contrats de construction	Oui
IAS 12	Impôts sur le résultat	Oui
Amendements à IAS 12	Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents A	Oui
IAS 14 remplacée par IFRS 8 « Segments opérationnels ».	Information sectorielle	Oui
IAS 16	Immobilisations corporelles	Oui
IAS 17	Contrats de location	Oui
IAS 18	Produits des activités ordinaires	Oui
IAS 19 (version applicable avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Avantages du personnel (version applicable avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Oui (version avant 1 <sup>er</sup> janvier 2013)
IAS 19 (version applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Avantages du personnel (version 2013)	Oui (version 2013)
IAS 20	Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique	Oui
IAS 21	Effets des variations des cours des monnaies étrangères	Oui
IAS 23	Coûts d'emprunt	Oui
IAS 24	Information relative aux parties liées	Oui
IAS 26	Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite	Oui
IAS 27 (révisée en 2008)	États financiers consolidés et individuels (version applicable avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Oui (version applicable avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)
IAS 27 (modifiée en 2011)	États financiers individuels (version applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Oui (version applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013)
IAS 28 (révisée en 2003)	Participations dans des entreprises associées (version applicable avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Oui (version applicable avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)
IAS 28 (modifiée en 2011)	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (version applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	Oui (version applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2013)
IAS 29	Information financière dans les économies hyperinflationnistes	Oui
IAS 31 <sup>(1)</sup>	Participations dans des coentreprises	Oui
IAS 32	Instruments financiers : Présentation	Oui
Amendements à IAS 32 et à IAS 1	Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation	Oui
Amendements à IAS 32	Classement des émissions de droits	Oui
Amendements à IAS 32	Compensation des actifs financiers et des passifs financiers	Oui
IAS 33	Résultat par action	Oui
IAS 34	Information financière intermédiaire	Oui
IAS 36	Dépréciation d'actifs	Oui
Amendements à IAS 36	Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	Non
IAS 37	Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels	Oui
IAS 38	Immobilisations incorporelles	Oui
IAS 39	Instruments financiers : comptabilisation et évaluation	Oui, à l'exception des dispositions concernant la comptabilité de couverture

N° Norme	Nom	Adopté par Union européenne
Amendements IAS 39	Éléments éligibles à la couverture	Oui
Amendements à IAS 39 et à IFRS 7	Reclassement d'actifs financiers	Oui
Amendements à IAS 39 et à IFRIC 9	Dérivés incorporés	Oui
Amendements à IAS 39 et IFRS 9	Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	Non
IAS 40	Immeubles de placement	Oui
IAS 41	Agriculture	Oui
IFRS 1	Première adoption des IFRS	Oui
Amendements à IFRS 1	Exemptions additionnelles pour les premiers adoptants	Oui
Amendements à IFRS 1	Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 par les premiers adoptants	Oui
Amendements à IFRS 1	Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants	Oui
Amendements à IFRS 1	Prêts publics	Oui
IFRS 2	Paieement fondé sur des actions	Oui
Amendements à IFRS 2	Conditions d'acquisition et annulations	Oui
Amendements à IFRS 2	Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie	Oui
IFRS 3	Regroupements d'entreprises	Oui
IFRS 4	Contrats d'assurance	Oui
Amendements à IFRS 4 et à IFRS 7	Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers	Oui
IFRS 5	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	Oui
IFRS 6	Prospection et évaluation de ressources minérales	Oui
IFRS 7	Instruments financiers : informations à fournir	Oui
Amendements à IFRS 7 et à IFRS 4	Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers	Oui
Amendements à IFRS 7	Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers	Oui
Amendements à IFRS 7	Informations à fournir - compensation des actifs financiers et des passifs financiers	Oui
IFRS 8	Secteurs opérationnels	Oui
IFRS 9	Instruments financiers (phase 1 : classification et évaluation des actifs financiers)	Non
Compléments à IFRS 9	Instruments financiers (phase 1 : option à la juste valeur pour les passifs financiers)	Non
	Date de prise d'effet d'IFRS 9	Non
IFRS 10	États financiers consolidés	Oui
	Amendements : dispositions transitoires IFRS 10, 11 et 12	Oui
	Entités d'investissement : amendements IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27	Non
IFRS 11	Partenariats	Oui

(1) Supprimé par IFRS 11 « "Partenariats" adoptée par l'UE ».

### Synthèse

- Deux différentiels internationaux existent : les US GAAP et les IAS/IFRS.
- Les comptabilités nationales tentent de converger vers les comptabilités internationales.
- L'évaluation comptable n'est pas neutre. Il existe plusieurs évaluations dépendant des parties prenantes et des objectifs fixés.



## TITRE 2. ACTUALITÉS DES IAS/IFRS

Chapitre 1. La crise financière et l'IASB Chapitre 2. Les IAS/IFRS et la position de l'ANC Chapitre 3. Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)	<b>Objectifs :</b> Comprendre les enjeux économiques, financiers et politiques des normes IAS/IFRS Comprendre l'importance de l'évaluation comptable Connaître la norme IFRS 13
--	--

### CHAPITRE 1. LA CRISE FINANCIÈRE ET L'IASB

Avec la crise financière, les IAS ont fait l'objet de vives critiques concernant :

- La multiplicité de la définition de la juste valeur : la juste valeur n'est pas définie dans le cadre conceptuel, mais elle est définie dans certaines normes.
- La comptabilisation des instruments financiers.
- Le problème de gouvernance des trustees.
- L'importance d'une partie prenante : les investisseurs.

En réponse à cette crise financière et aux critiques, l'*International Accounting Standards Board* (IASB) a entrepris des travaux sur ces thèmes. Il a également examiné s'il était nécessaire d'apporter des modifications aux IAS/IFRS. Ces modifications ont abouti, entre autre à :

- La refonte des normes concernant les instruments financiers (IFRS 9). L'IFRS 9 n'est pas adoptée au niveau européen.
- Une définition précise de la juste valeur (IFRS 13). L'IFRS 13 est adoptée au niveau européen. Paradoxalement, la norme traitant de la juste valeur renforce la position des investisseurs et la valeur de marché.
- Des modifications en cours du cadre conceptuel. L'IASB et le FASB ont achevé la première étape de leur projet de cadre conceptuel. Seuls les deux premiers chapitres résultant de la **phase A** sont terminés : « L'objectif de l'information financière à usage général » et « Les caractéristiques qualitatives d'une information financière utile ». Cette phase n'est pas adoptée au niveau européen.

#### EXEMPLE

En réponse aux recommandations formulées par les dirigeants du G20, notamment à l'occasion du sommet organisé à Cannes les 3 et 4 novembre 2011, l'*International Accounting Standards Board* (IASB) a publié, le 9 novembre 2011, une version actualisée des travaux effectués ou restant à accomplir. L'IASB a présenté les progrès réalisés dans les domaines suivants :

- Achèvement de la révision globale du financement hors-bilan : amendements apportés à IFRS 7 et publication d'un nouveau corps de normes sur la consolidation (IFRS 10, 11 et 12).
- Achèvement de la réforme des exigences en matière d'évaluation de la juste valeur (publication de l'IFRS 13).
- Achèvement de la première phase relative à la réforme portant sur la comptabilité des instruments financiers (IFRS 9 et à mi-chemin pour les phases qui concernent la comptabilité de couverture et la dépréciation).
- Achèvement de la majorité des projets qui font partie du « Memorandum of Understanding » avec le FASB et priorisation pour finaliser les projets restant (contrats de location, comptabilisation du chiffre d'affaires et instruments financiers) ainsi que le projet commun concernant les contrats d'assurance.

Recommandations du G20	Actions réalisées ou en cours
Les normalisateurs comptables devraient améliorer les dispositions relatives au provisionnement, à l'exposition aux activités hors-bilan et aux incertitudes de valorisation.	L'IASB a maintenant finalisé son réexamen global du financement hors-bilan : • Publication en mai 2011 de normes concernant la consolidation. • Publication d'une norme sur l'évaluation de la juste valeur.
Les normalisateurs devraient renforcer les dispositions sur la comptabilisation des dépréciations enregistrées sur les prêts en ajoutant des informations sur le risque de crédit.	Novembre 2009 : publication par l'IASB d'un premier exposé-sondage sur la dépréciation des instruments financiers prenant en compte un modèle de perte attendue. Janvier 2011 : publication conjointe par l'IASB et le FASB.
Les normalisateurs devraient réduire la complexité des dispositions comptables sur les instruments financiers.	Finalisation en 2010 de la phase I d'IFRS 9.
Les normalisateurs comptables devraient améliorer les normes sur l'évaluation des instruments financiers, basée sur la liquidité de ces derniers et les prévisions de détention des investisseurs, tout en réaffirmant le cadre d'application de la comptabilité à la juste valeur.	Publication en mai 2011 d'une norme sur l'évaluation de la juste valeur.
Les normalisateurs comptables devraient accomplir des progrès significatifs vers un jeu unique de normes comptables de haute qualité.	La réalisation de telles normes constitue un objectif prioritaire pour l'IASB, comme cela est défini dans la Constitution.
Améliorer l'implication des parties prenantes, y compris des régulateurs prudentiels et des économies émergentes.	

## CHAPITRE 2. LES IAS/IFRS ET LA POSITION DE L'ANC

### SECTION 1. LE RAPPORT MORAND-MARTEAU

Parallèlement en France, Pascal Morand et Didier Marteau, respectivement directeur général et professeur de l'ESCP Europe, ont remis le 26 octobre 2009 au ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi un rapport intitulé « **Normes comptables et crise financière** », sous-titré « **Propositions pour une réforme du système de régulation comptable** ».

Ce rapport s'intéresse notamment aux évolutions actuellement débattues au sein de l'*International Accounting Standards Board* (IASB) s'agissant de la valorisation des instruments financiers. Il présente également les questions de gouvernance de la normalisation comptable.

Voici un extrait des principales conclusions des deux auteurs présentées dans ce rapport :

#### Juste valeur et propositions

« Exiger des instances de normalisation comptable de rendre explicites les principes fondateurs des normes produites. Celles-ci semblent aujourd'hui reposer sur trois principes au moins discutables, jamais validés par une instance démocratique, l'adossement des informations comptables aux besoins des investisseurs de court terme, la mesure du résultat par la variation des postes du bilan et enfin la valorisation des actifs et passifs au prix de marché. [...] »

Limiter le champ d'application de la « *fair value* » aux positions financières assimilées à des « valeurs d'échange », c'est-à-dire à un périmètre proche du portefeuille de transactions.

Valoriser les autres positions financières à leur valeur d'usage, qui peut être le coût amorti ou toute autre méthode d'évaluation ne prenant pas en compte le *spread* de liquidité.

Le système de valorisation proposé n'est pas un retour au coût historique.

.../...

.../... Le prix de marché est retenu en priorité pour les valeurs d'échange, remplacé par un prix de modèle si la liquidité est insuffisante. Les actifs de crédit portés à échéance sont valorisés au coût amorti, avec un système de provisionnement reposant sur les pertes attendues, qui prend en compte, au nom du principe de prudence, la dégradation éventuelle de la qualité de crédit au cours du temps. [...]

Dans un souci de transparence, supprimer le terme "*fair value*" du référentiel de valorisation comptable. Un actif financier peut avoir deux valeurs "*fair*", le prix de marché s'il est destiné à l'échange, une valeur d'usage (coût amorti associé à un provisionnement des pertes attendues par exemple) s'il est porté jusqu'à l'échéance.

Sur les positions valorisées au prix de marché, prévoir un changement exceptionnel de mode de valorisation lorsque les circonstances de marché l'exigent, afin d'extraire le *spread* de défiance des valorisations. Traiter de manière symétrique les crises financières et les "bulles" de crédit. La responsabilité de ce changement de méthode doit être assurée par un régulateur international. [...]

Redéfinir la responsabilité des auditeurs dans le processus de validation des valorisations, dans le sens d'une plus grande clarté. Le développement du marché de gré à gré des produits structurés, depuis le début des années 2000, met en lumière la question du périmètre de responsabilité des CAC, auxquels on ne peut demander, sauf à envisager un renforcement considérable de leurs moyens, la validation de chaque valorisation, voire du portefeuille global.

La question du périmètre de responsabilité des commissaires aux comptes sur le niveau des valorisations ne doit pas cacher celle de la responsabilité des entités émettrices de produits structurés, voire celle des investisseurs. [...]

Créer une Haute Autorité de valorisation, entité publique intervenant en appui éventuel des cabinets d'audit et lors des litiges de valorisation, de plus en plus nombreux. »

## SECTION 2. LA POSITION DE L'ANC

Dans un entretien accordé à la revue *Échanges* (novembre-décembre 2012), Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables, développe la position de l'ANC.

**Jérôme Haas, vous êtes président de l'Autorité des normes comptables. Pouvez-vous nous indiquer à quoi sert l'ANC ?**

Créée en 2010, l'Autorité des normes comptables est le normalisateur comptable français, c'est-à-dire qu'elle est l'institution chargée d'édicter les règles techniques que doivent appliquer toutes les sociétés et tous les commerçants quand ils élaborent leurs comptes annuels. L'ANC prend des règlements homologués par les ministres compétents. Elle agit bien entendu dans le cadre des directives européennes.

La deuxième mission de l'ANC est de participer à l'adoption des normes internationales – IFRS – que les sociétés cotées en Europe doivent, depuis 2002, appliquer pour l'élaboration de leurs comptes consolidés. L'adoption de ces normes s'effectue une par une, à l'échelle européenne, mais fait l'objet de négociations en amont, auxquelles l'ANC participe très activement.

Enfin, l'ANC exerce une troisième mission : celle de jouer un rôle actif en matière de recherche. En effet, les normes comptables sont de plus en plus complexes et souvent inscrites dans le droit fil de théories diverses. Il est donc indispensable de participer au débat intellectuel dans lequel s'enracinent ensuite les choix fondamentaux de normalisation.

**Vous indiquez que les normes internationales sont introduites dans plusieurs États. Comment se déroule cette intégration ?**

Je dois préciser. La différence essentielle est entre les comptes consolidés et les comptes sociaux. Pour les comptes consolidés, qui sont les comptes dits « économiques » que regardent les marchés financiers, les IFRS sont obligatoires dans l'Union européenne, ainsi que dans quelques pays comme l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et plus récemment le Brésil et la Corée. D'autres pays les appliquent à leur façon. Certains les adoptent avec des réserves très nombreuses comme en Inde, ou moins nombreuses, mais très substantielles comme au Canada. D'autres adaptent ces normes en édictant des règles d'application nationale, de façon formelle ou

.../...

.../... informelle, notamment parmi les récents adoptants. Tout l'enjeu est de conserver une unité dans ce patchwork. Par ailleurs, si les IFRS sont devenues la principale référence mondiale, elles ne sont pas appliquées par deux très grands pays : les États-Unis et le Japon.

### **Et qu'en est-il des comptes sociaux, c'est-à-dire des seuls comptes que produisent les PME qui n'ont pas de filiales, par exemple ?**

Ces comptes servent essentiellement à des usages nationaux très nombreux, divers et très importants avec des conséquences juridiques fortes. Par exemple : le calcul des impôts, la distribution de dividendes, le calcul de la participation des salariés, les statistiques. Les pays comme la France ou l'Allemagne considèrent que les normes nationales constamment actualisées sont de loin les plus simples, les plus conformes aux besoins des PME. Cela va sans dire : elles ont été établies pour les besoins locaux et elles s'imposent comme les mieux adaptées. Cela permet de surcroît la « connexion » entre les différentes réglementations, source de simplicité et de sécurité pour tous les acteurs : entreprises et partenaires.

Une deuxième catégorie de pays tente d'adapter, dans leur droit local, les IFRS. Mais en pratique certains de ces pays maintiennent leurs anciennes normes dans un 3<sup>e</sup> jeu imposé aux entreprises (Brésil). Les autres font face à des problèmes pratiques considérables (Italie, Grèce, Corée), car les normes IFRS, très financières d'inspiration, conduisent à des résultats trop volatiles pour y ancrer des définitions et des effets juridiques.

Une troisième catégorie de pays, sans tradition de droit civil, n'applique ni leurs normes ni réellement les IFRS, qu'ils adaptent considérablement au prix de très longues négociations internes (Royaume-Uni).

D'autres pays enfin acceptent de séparer radicalement la comptabilité de toutes les autres branches du droit, imitant l'exemple américain, le plus souvent à partir d'une « table rase » juridique (c'est le cas de pays est-européens), et leur système est alors, contrairement à une opinion répandue, infiniment plus lourd, complexe et moins sûr.

### **Que dit le droit européen de cette situation ?**

Le projet de révision des directives actuellement en cours de discussion ne tranche pas entre ces choix. Il laisse toutes les voies ouvertes. Il faudra y revenir.

### **À vous entendre, les différences entre les IFRS et les normes européennes nationales sont abyssales ? Pouvez-vous mieux les expliquer ?**

Les concepts sous-jacents aux normes internationales sont d'emblée très profondément marqués. Ils s'inscrivent dans un cadre conceptuel qui revendique que les comptes servent essentiellement les investisseurs. Les normes IFRS sont enracinées dans une vision qui vise à produire des normes rejetant toute subjectivité des entreprises, considérées comme systématiquement enclines à tricher. Les IFRS privilégient des règles permettant de rapprocher les comptes le plus possible des valeurs de marché, supposées seules objectives. S'ensuit une vision de court terme, centrée sur une approche financière et contraire à la prise en compte des spécificités des lois ou pratiques dans l'économie réelle, surtout dans des PME. Non seulement cette approche n'a aucune pertinence pour les sociétés non cotées qui cherchent, dans leurs comptes, une compréhension de leur activité, mais elle est même peu pertinente pour les sociétés cotées. À tel point que celles-ci n'utilisent plus guère leurs comptes en IFRS pour communiquer aux marchés, alors que c'était pourtant le but des IFRS !

Il faut dire que le degré de complexité, la quantité de jargon et le niveau d'abstraction introduits depuis quelques années dans ces normes les rendent réellement très incompréhensibles, sauf à une minorité de techniciens pour qui il faut avoir une grande admiration.

Ce que je vous dis là, je ne l'invente pas. C'est exactement ce que des grands patrons français de sociétés de toutes tailles et secteurs ont dit à l'IASB lors d'une journée organisée à Paris, il y a près d'un an. La route est longue, mais cette vision est unanime en France et de plus en plus rares sont ceux qui pensent profiter d'une façon ou d'une autre de tant de complexité.

Cette perception est aussi très largement partagée, avec des variations dues à l'histoire économique de chaque pays, dans de nombreux autres pays. Vous savez, si les IFRS ne sont pas adoptées dans certains grands États, il doit y avoir des raisons. Or, ce sont nos normes en Europe et nous devons à la fois les améliorer et les promouvoir. Voilà notre feuille de route. Il suffirait de quelques changements pour revenir à plus de réalisme dans les normes, les dirigeants de l'IASB commencent à en être conscients. S'ils ne l'étaient pas, il faudrait en tirer d'autres conclusions.

.../...

### .../... **Et en France ? Quelles sont les entreprises qui appliquent les normes IFRS ?**

L'application des IFRS n'est obligatoire en Europe que pour les sociétés cotées qui présentent des comptes consolidés. La France a ouvert aux sociétés non cotées la possibilité de choisir les IFRS pour leurs comptes consolidés. De nombreux cas peuvent le justifier, même si l'expérience que j'ai décrite plus haut a conduit relativement peu de sociétés à faire ce choix.

En pratique, lorsque vous êtes une société qui n'est pas soumise à l'obligation de recourir aux IFRS mais que vous projetez d'entrer en Bourse par exemple, il peut être recommandé de choisir les IFRS par anticipation, car l'application de ces normes complexes ne va pas de soi et nécessite du temps. Il peut en aller de même lorsque tous vos actionnaires, clients ou fournisseurs utilisent eux-mêmes ces normes.

### **Il y a donc deux référentiels comptables applicables en France ?**

Comme je l'évoquais en commençant, nos normes nationales s'appliquent en France à 100 % des entités soumises à l'obligation d'établir des comptes sociaux et à la grande majorité de celles qui publient des comptes consolidés.

Il faut donc resituer chacun des corps de normes à leur juste place et les faire coexister « pacifiquement » avec leur utilité respective : d'une part les normes nationales directement issues du cadre européen, et d'autre part les normes internationales. Cela suppose que chacun de ces référentiels soit bien centré sur ses avantages comparatifs et que l'équilibre ainsi atteint soit maintenu.

Notre métier, à l'ANC, est de veiller scrupuleusement à naviguer entre ces deux corps de règles, à assurer à la fois leurs différences, pour toutes les raisons que j'ai expliquées, mais aussi leur cohérence pour créer une continuité et éviter de trop grandes ruptures entre les systèmes lorsque cela n'est pas justifié. C'est notre travail quotidien, dans l'intérêt général.

### **Quid des normes IFRS-PME ? Ne représentent-elles pas l'équilibre que vous appelez de vos vœux ?**

Le référentiel IFRS-PME ne constitue pas ce point d'équilibre. Il n'a pas été élaboré à partir des besoins spécifiques des PME mais à partir du référentiel IFRS d'origine, qu'il décline avec quelques différences, sans aucune logique ni continuité ou stabilité. Ce référentiel recèle donc les mêmes défauts, plus accentués encore du fait qu'il s'applique à des entreprises qui ne se financent pas sur les marchés. Au fond, c'est une formidable incohérence : comment avoir l'idée d'appliquer des normes conçues expressément pour les marchés financiers, à des sociétés qui n'ont aucun rapport avec les marchés financiers ? Alors que le G20 souhaite faire évoluer les normes comptables et corriger certains de leurs défauts pour les plus grandes entreprises et que celles-ci les jugent trop complexes, est-il sensé de les proposer aux PME qui n'ont qu'un ou deux professionnels pour les comprendre ?

Il faut aussi le dire : le normalisateur international, l'IASB, qui produit les normes IFRS, est un organisme privé ; les objectifs de parts de marché, tant dans un but commercial (il vend l'accès à ses documents) que d'influence, sont au cœur de sa stratégie.

Pourtant, il existe de réels besoins des PME en matière comptable. Elles ne cessent de les évoquer, mais on ne les écoute pas. Avec les sociétés cotées représentées par Middledent, avec tous les acteurs de la place, dès 2010, j'ai proposé 11 mesures de simplification des annexes, qui sont la principale source de lourdeur identifiée par les PME elles-mêmes. Nous avons présenté ces propositions partout, reçu de nombreux soutiens, mais rien ne se passe encore. Pourquoi ? Parce que la propagation des IFRS est la solution de facilité. Nos propositions visaient à les adapter de façon contrôlée. Maintenant, ce sont aux IFRS elles-mêmes que les sociétés s'attaquent. Et sans doute en ira-t-il de même tôt ou tard, probablement trop tard, dans les pays les plus pauvres de la planète, à qui, dans la même stratégie que je viens de décrire, l'on propose aussi les IFRS, alors qu'ils n'ont pas une seule société cotée sur leur territoire.

### **La France a pourtant introduit dans le PCG certains principes ou définitions des IFRS ?**

Oui, la France comme d'autres pays ont importé il y a quelques années quelques éléments des normes internationales dans leur corpus de normes locales. La France comme l'Allemagne ont été pionnières en ce domaine ; d'autres pays, comme l'Espagne ont suivi plus récemment. Mais dans le détail des textes, tous souhaitent désormais en rester là. On peut le comprendre : il n'est pas question de substituer au système national actuel, stable et sûr, un système international importé dont les fondements n'ont pas été réellement discutés, qui est en perpétuel changement, alors même que nous n'avons pas encore vraiment réglé les problèmes comptables révélés par la crise.

.../...



.../... Au fond, permettez-moi de résumer les choses ainsi : nous avons tout fait dans les normes nationales pour établir un pont solide entre les normes locales et internationales ; c'est maintenant à l'IASB de faire sa part du chemin, qu'elle n'a pas encore entamé, pour éliminer de ses normes tout ce qui est excessivement complexe, abstrait et contre-intuitif. Regardez les résultats de la dernière enquête de Price Waterhouse Coopers en Europe : la demande en ce sens est massive, même si elle est souvent exprimée de façon anonyme plutôt qu'à découvert, par peur de « fâcher » l'IASB. Vous le comprenez : nous sommes dans une période de transition. Comme nous ne pouvons être certains du temps qu'elle durera, nous garantissons, dans une situation imparfaite, le meilleur équilibre possible, dans l'intérêt de tous.

### Quelles sont ces « imperfections » que vous dénoncez ?

D'abord, la quête de la « vraie valeur », dont j'ai déjà parlé. J'ai déjà dit que le caractère théorique des normes avait conduit à les rendre contre-intuitives. De façon générale, la part des estimations a atteint un pourcentage beaucoup trop élevé : plus de la moitié des éléments des comptes. Les résultats, tels qu'ils ressortent des normes, ne sont pas compris, ni par les dirigeants, ni par les salariés, ni par les actionnaires. On demande beaucoup trop à la comptabilité. On attend d'elle à la fois qu'elle scelle le passé en exposant la situation présente, mais aussi qu'elle prédise l'avenir !

À cette vision, j'oppose l'idée inverse : la comptabilité a pour fonction de livrer des chiffres sûrs, crédibles. La comptabilité doit « rendre compte » des opérations réalisées et non prêter main-forte à la finance en engageant des paris sur l'avenir qui ne disent rien de la performance des dirigeants et noient au contraire les informations utiles. La Banque d'Angleterre, tout récemment, ne disait pas autre chose, dans un pays où le coût de sauvetage de banques imprudentes est un poids massif sur les citoyens.

D'autre part, même s'il est évident que la comptabilité n'est pas la cause de la crise, l'évaluation à la valeur de marché a trompé les lecteurs des comptes. Au lieu de montrer la spécificité des produits financiers complexes et les risques différents qu'ils faisaient courir à tous ceux qui en avaient acheté, les comptes n'ont plus rien fait d'autre que de refléter servilement les errements du marché. La constitution d'une bulle financière n'a donc pu être repérée, alors que les comptes auraient dû permettre de la lire. Dans les situations de krach, le même phénomène se produit. Et que dire de l'objectivité des marchés compte tenu de tout ce que nous savons aujourd'hui sur leur mode de fonctionnement à travers des révélations dont le débat sur le LIBOR est un épisode. La valeur de marché n'a de sens que pour les activités de marché, c'est aussi simple que cela. Vous le comprenez, la comptabilité internationale, qui se veut indépendante, est en réalité – peut-être à son corps défendant – un des principaux instruments de la finance de l'excès, dénoncée par le G20, qui a conduit à la crise.

### Comment précisément faire en sorte que l'IASB édicte des normes à même de mieux prendre en compte les besoins dont vous parliez ?

Pour ce faire, l'ANC préconise plusieurs orientations. Actuellement elle propose la mise en place chez le normalisateur international de procédures mieux adaptées à l'édiction de la norme globale. Cela signifie que les normes comptables ne doivent pas être fondées sur des concepts mais au contraire permettre de refléter le « modèle économique » d'une entreprise. Pour ce faire, le normalisateur doit partir d'emblée des besoins de ces entreprises. Il faut donc partir de l'analyse de la pratique et si un besoin émerge, élaborer un projet de norme dans un processus auquel toutes les parties sont associées en vue d'une décision d'intérêt général.

### Comment cette approche *bottom up* peut-elle réellement infléchir la façon d'élaborer les normes internationales au niveau de l'IASB ?

Il faut en premier lieu souligner que nous devons inventer un processus entièrement nouveau : jamais l'élaboration du droit européen n'a été confiée à un organisme privé non européen ! Au surplus, l'IASB fonctionne de façon opposée à la nôtre : elle écrit intégralement une norme, puis elle la met en consultation. Si des ajustements suffisent, tout va bien. Si ce n'est pas le cas, le processus dure des années et souvent, comme c'est le cas actuellement, il se bloque. Donc vous avez parfaitement raison, il faut faire évoluer ces méthodes. Comme je le disais, il faut d'abord renoncer aux normes conceptuelles ou idéologiques – opposer la valeur de marché aux entreprises « tricheuses » – privilégier l'élaboration de normes *bottom up* pour s'ancrer dans la réalité économique des utilisateurs.

.../...

.../... Plus profondément, il s'agit de trouver un juste équilibre entre le local et le global. La question cardinale qu'il faut résoudre est celle de la production d'une norme mondiale qui s'applique dans des environnements juridiques et économiques différents. Il est parfaitement possible d'y parvenir de façon harmonieuse et de réaliser le souhait du G20 d'une norme mondiale unique. En revanche, si l'on veut imposer une norme unique partout, cela ne marche pas. Les États-Unis et le Japon officiellement, et beaucoup d'autres pays, à leur façon, ne l'accepteront pas et ils auront sans doute leurs raisons. Je suis persuadé que le secret de la réussite de cette entreprise est le développement d'une intense coopération entre les normalisateurs comptables nationaux et l'IASB. En effet, les normalisateurs nationaux sont incontestablement les mieux placés pour jouer ce rôle de relais qui manque aujourd'hui et pour assurer ensuite la meilleure manière de mettre en œuvre la norme ainsi édictée dans leur environnement économique respectif.

### Et comment procéder concrètement ?

L'ANC travaille actuellement avec l'ensemble de ses homologues pour constituer un véritable réseau. Les conséquences pratiques à en tirer sont en cours de débat et l'ANC est fière d'avoir posé le problème de façon très explicite et obtenu que le rôle éminent et croissant des normalisateurs nationaux pour garantir la qualité des normes soit pleinement reconnu, notamment, par les trustees de la fondation IFRS.

### Quels sont les grands sujets d'actualité en matière de normalisation comptable sur lesquels vous travaillez actuellement ?

Plusieurs projets font toujours l'objet d'âpres discussions actuellement, et pour certains d'entre eux, depuis beaucoup trop d'années. L'ANC, dans sa réponse à l'IASB sur son agenda, se positionne et argumente sur les différents projets en cours. Ainsi, le projet de norme sur les assurances risque de transformer un secteur qui a traversé toutes les crises sans accident majeur et de le faire entrer directement dans la sphère de la finance à risque. Le projet, s'il aboutissait, donnerait une vision excessivement de court terme d'un segment de l'économie qui, par définition, s'inscrit dans le plus long terme. Par ailleurs, les modifications de la comptabilisation des contrats de location et du chiffre d'affaires ne répondent pas à des besoins et ces projets devraient être abandonnés ; il n'y a pas d'enjeux majeurs ni dans la perspective de la stabilité financière, ni en termes de risques majeurs, ou encore en termes de transparence. La comptabilisation des instruments financiers doit être améliorée de manière significative, en reconnaissant tous les cas où la valeur de marché n'est pas pertinente, pour des raisons objectives. D'autres sujets sont à venir et sont inscrits dans le programme de travail de l'IASB. L'ANC souhaite être une force de proposition et faire part de ses réflexions. Elle travaille quotidiennement en réseau avec ses homologues mais écoute également toutes les parties prenantes. Sur ces sujets, elle formule des propositions.

Sur les quotas de CO<sub>2</sub>, l'ANC en association étroite avec les entreprises, est parvenue à identifier deux schémas de comptabilisation en fonction du *business model* de l'entreprise. Elle souhaite diffuser ce schéma consensuel en France afin qu'il soit utilisé au niveau international.

Sur le projet *Disclosure framework*, la volonté de l'ANC et de ses homologues est de proposer des principes clés pour l'établissement des annexes aux comptes devenues si lourdes et diluées que les lecteurs des comptes ne peuvent plus retrouver l'information dont ils ont besoin. Ces annexes ont donc perdu leur utilité première d'explications et de commentaires de l'information chiffrée.

Sur le *reporting* non financier, l'ANC fait des propositions pour harmoniser les pratiques aujourd'hui très disparates qui nuisent à la qualité de l'information délivrée. Si la volonté d'introduire dans les comptes des informations sur tous les phénomènes économiques susceptibles de concourir à la performance des entreprises est légitime, il faut s'interroger sur la place qu'il convient de leur réserver.

Vous le voyez, l'ANC s'engage pour améliorer les normes comptables internationales et faire que la norme comptable unique, que tous appellent de leurs vœux, devienne crédible. C'est une affaire collective qui ne peut pas être monopolisée.

Revue *Échanges*, novembre-décembre 2012.

## CHAPITRE 3. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (IFRS 13)

### RÉSUMÉ

IFRS 13 définit ce qu'est la juste valeur.

La juste valeur d'un actif non financier se détermine par rapport à l'usage optimal qu'en ferait un intervenant de marché.

IFRS 13 définit une méthode pour déterminer la juste valeur qui répertorie les différentes étapes à effectuer et hiérarchise les différents niveaux des données utilisées.

Le point de vue d'un intervenant de marché est privilégié au détriment de celui du détenteur de l'actif.

### SECTION 1. DATE D'APPLICATION

La date d'application fixée par l'IASB concerne les périodes annuelles débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ou après ; une application anticipée étant autorisée. La norme IFRS 13 a été homologuée le 11 décembre 2012, parue au journal officiel de l'UE du 29 décembre 2012.

### SECTION 2. CHAMP D'APPLICATION

IFRS 13 s'applique aux IFRS qui exigent ou permettent des évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations sur la juste valeur, sauf pour :

- Les transactions dont le paiement est fondé sur les actions (IFRS 2).
- Les transactions de location selon IAS 17 « Contrats de location ».
- Les évaluations qui ont des similitudes avec la juste valeur mais ne sont pas des justes valeurs, telles que la valeur nette de réalisation utilisée dans IAS 2 « Stocks » ou valeur d'utilité utilisée dans IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Les informations à fournir développées dans IFRS 13 ne sont pas exigées pour les éléments suivants :

- Les actifs du régime évalués à la juste valeur selon IAS 19 « Avantages du personnel ».
- Les participations dans un régime de retraite évaluées à la juste valeur selon IAS 26 « Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite ».
- Les actifs pour lesquels la valeur recouvrable est la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Les principes d'évaluation de la juste valeur décrits dans IFRS 13 s'appliquent à la fois aux évaluations initiales et aux évaluations subséquentes à la juste valeur.

### I. DÉFINITION DE LA JUSTE VALEUR

Prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La norme décrit l'approche globale de l'évaluation de la juste valeur. L'entité doit déterminer l'ensemble des éléments suivants :

- L'actif spécifique ou le passif faisant l'objet de l'évaluation (conformément à son unité de compte).
- Pour un actif non financier, le postulat d'évaluation approprié (conformément à son utilisation optimale).
- Le marché principal (ou le plus avantageux) pour l'actif ou le passif.



- La ou les technique(s) d'évaluation appropriées, compte tenu de la disponibilité des données avec lesquelles seront élaborées les données d'entrée qui représentent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, ainsi que du niveau où seraient classées ces données d'entrée dans la hiérarchie des justes valeurs.

## A. L'ACTIF OU LE PASSIF

L'évaluation de la juste valeur porte sur un actif ou un passif déterminé. En conséquence, lors de l'évaluation de la juste valeur, une entité doit tenir compte des caractéristiques de l'actif ou du passif lorsque les intervenants du marché en tiendraient compte pour déterminer le prix de l'actif ou du passif à la date d'évaluation. Elles comprennent, par exemple :

- l'état de l'actif et l'endroit où il se trouve ;
- les restrictions, le cas échéant, sur la vente ou l'utilisation de l'actif.

### 1. La transaction

Une évaluation de la juste valeur implique que la transaction de vente de l'actif ou du transfert du passif a lieu soit sur le marché principal, c'est-à-dire le marché sur lequel on observe le volume et le niveau d'activité les plus élevés pour l'actif ou le passif ou, en l'absence de marché principal, le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif, c'est-à-dire le marché qui maximise le montant qui serait reçu pour vendre l'actif ou qui minimise le montant qui serait payé pour transférer le passif.

### 2. Les intervenants du marché

L'entité doit utiliser les hypothèses que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, considérant que les participants du marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

### 3. Le prix

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation selon les conditions courantes du marché (i.e. un prix de sortie), que ce prix soit directement observable ou estimé en utilisant une autre technique d'évaluation.

## B. APPLICATION AUX ACTIFS NON-FINANCIERS : UTILISATION OPTIMALE

L'évaluation de la juste valeur d'un actif non-financier tient compte de la capacité d'un intervenant du marché de générer un avantage économique en utilisant l'actif de façon optimale ou en le vendant à un autre intervenant du marché qui en fera une utilisation optimale. L'utilisation optimale prend en compte l'utilisation de l'actif qui est physiquement possible, légalement admissible et financièrement réalisable.

## C. APPLICATION AUX PASSIFS ET AUX INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES DE L'ENTITÉ

Une évaluation de la juste valeur présume qu'un passif financier ou non-financier ou un instrument de capitaux propres de l'entité est transféré à un intervenant du marché à la date d'évaluation. Le transfert d'un passif ou d'un instrument de capitaux propres suppose ce qui suit :

- Un passif demeurerait en suspens et l'intervenant du marché bénéficiaire serait obligé de l'honorer. Le passif ne serait pas réglé avec l'autre partie ou autrement éteint à la date d'évaluation.
- Un instrument de capitaux propres de l'entité demeurerait en suspens et l'intervenant du marché bénéficiaire prendrait les droits et responsabilités associés avec l'instrument. L'instrument ne serait pas annulé ou autrement éteint à la date d'évaluation.

## II. TECHNIQUES D'ÉVALUATION

L'entité doit utiliser des techniques d'évaluation qui sont appropriées aux circonstances et pour lesquelles il existe des données d'entrée suffisantes pour évaluer la juste valeur, maximisant l'utilisation de données d'entrée observables qui sont pertinentes et minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables. Lorsque l'actif fait l'objet de transactions observables sur un marché, la détermination de la juste valeur est simple. Dans l'hypothèse inverse, il convient de recourir à une autre méthode de valorisation, étant précisé que l'évaluation doit, autant se faire se peut, utiliser des données observables. L'objectif est de s'approcher le plus possible d'une valeur de marché. La norme IFRS 13 présente trois méthodes :

- **l'approche « marché »** : l'entité utilise les prix découlant de transactions portant sur des actifs (ou passifs) identiques ou similaires (la méthode des multiples issue d'entreprises comparables fait également partie de cette famille d'évaluation) ;
- **l'approche « revenu »** : l'entité utilise les flux futurs pour déterminer la valeur actualisée de l'élément ;
- **l'approche « coût »** : il s'agit en pratique de la valeur de remplacement.

## III. HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

IFRS 13 impose une hiérarchie stricte quant aux données utilisées pour calculer la juste valeur ; cette hiérarchie privilégie les données issues du niveau 1, c'est-à-dire les cours observables sur des marchés actifs. Signalons que cette hiérarchie concerne les données de base utilisées lors de l'évaluation et non la technique d'évaluation elle-même.

### A. DONNÉES D'ENTRÉE DE NIVEAU 1

Les données d'entrée de niveau 1 s'entendent des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Un prix coté dans un marché actif fournit la preuve la plus fiable de la juste valeur et doit être utilisé sans ajustement pour évaluer la juste valeur lorsque disponible.

### B. DONNÉES D'ENTRÉE DE NIVEAU 2

Les données d'entrée de niveau 2 sont des données d'entrée, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- les données d'entrée autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple, les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels, les volatilités implicites, les différentiels de taux.

Les ajustements apportés aux données d'entrée de niveau 2 varient selon des facteurs spécifiques à l'actif ou au passif. Ces facteurs incluent : l'état de l'actif ou l'endroit où il se trouve, la mesure dans laquelle les données d'entrée ont trait à des éléments comparables à l'actif ou au passif, ainsi que le volume et le niveau d'activité sur les marchés où ces données d'entrée sont observées.

Un ajustement qui est significatif pour la juste valeur dans son ensemble peut donner lieu à une évaluation de la juste valeur classée au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur si l'ajustement utilise des données d'entrée importantes non observables.

### C. DONNÉES D'ENTRÉE DE NIVEAU 3

Les données d'entrée de niveau 3 sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables. Ces données d'entrée non observables doivent être utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où il n'y a pas de données d'entrée observables disponibles, ce qui rend possible l'évaluation dans les cas où il n'y a pas, ou presque pas, d'activité sur les marchés pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation. Cependant, l'objectif de l'évaluation de la juste valeur demeure le même, à savoir l'estimation d'un prix de sortie du point de vue d'un intervenant du marché qui détient l'actif ou qui doit le passif. Ainsi, les données d'entrée non observables doivent refléter les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses concernant le risque.

### SECTION 3. INFORMATIONS À FOURNIR

Il s'agit principalement d'informations relatives :

- aux techniques d'évaluation ;
- aux données utilisées à chaque niveau de la hiérarchie ;
- Aux incidences de l'utilisation de données non observables sur le résultat.

Pour les évaluations récurrentes de la juste valeur utilisant de manière significative des données d'entrée non observables (niveau 3), l'impact des évaluations sur les pertes et profits ou autres éléments du résultat global de la période.

#### Synthèse

Les trois approches	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « <b>Marché</b> » : l'entité utilise les prix découlant de transactions portant sur des actifs (ou passifs) identiques ou similaires.</li> <li>• « <b>Revenu</b> » : l'entité utilise les flux futurs pour déterminer la valeur actualisée de l'élément.</li> <li>• « <b>Coût</b> » : c'est souvent la valeur de remplacement.</li> </ul>
Hiérarchie des trois niveaux	<p><i>Niveau 1</i> : Les données sont totalement observables (par exemple, cours non ajusté sur un marché actif pour des actifs identiques).</p> <p><i>Niveau 2</i> : Données autres que celles du niveau 1, observables directement ou indirectement (il peut s'agir de cours sur des marchés actifs mais pour des actifs similaires, ou de cours pour des actifs identiques mais sur des marchés non actifs).</p> <p><i>Niveau 3</i> : Données non observables. Ces données sont généralement internes à l'entité ; elles doivent néanmoins prendre en compte les hypothèses qu'utiliserait un intervenant de marché pour valoriser l'actif ou le passif. À titre d'exemple, une projection de flux de trésorerie futurs, élaborée par l'entité pour valoriser une UGT, relève de cette catégorie.</p>

## TITRE 3. LE CADRE CONCEPTUEL ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (LES NORMES IAS 1 ET IAS 7)

Chapitre 1. Le cadre conceptuel  
Chapitre 2. La présentation des états financiers  
(les normes IAS 1 et IAS 7)

### Objectifs :

- Comprendre et connaître le cadre conceptuel de l'IASB.
- Comprendre et connaître les états financiers.

Le cadre conceptuel et la présentation des états financiers sont nécessaires pour comprendre les concepts et principes utilisés (définition des termes actif, passif...) et les modèles comptables employés (les tableaux, bilan...).

## CHAPITRE 1. LE CADRE CONCEPTUEL

### RÉSUMÉ

Le cadre IAS/IFRS et leurs interprétations par l'IFRIC s'inscrivent au sein d'un cadre préalable dénommé « cadre conceptuel ».

**Le cadre conceptuel de l'IASB définit :**

- à qui s'adressent les états financiers et précise leur contenu ;
- quels sont leurs objectifs ;
- la liste des principes comptables à respecter ;
- des termes actif, passif, etc. ;
- des règles de comptabilisation ;
- des règles d'évaluation ;
- le concept de capital et de maintien du capital.

Le cadre conceptuel n'est pas une norme et ne remplace pas une norme avec laquelle il présenterait des divergences. Néanmoins, le contenu du cadre permet de comprendre la construction des normes et la présentation des états financiers.

### SECTION 1. DÉFINITION, CHAMP D'APPLICATION ET OBJECTIFS DU CADRE CONCEPTUEL

Le Cadre de l'IASB a été approuvé par le Conseil en avril 1989 pour publication en juillet 1989 et a été adopté par l'IASB en avril 2001. Le présent cadre définit les concepts qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers à l'usage des utilisateurs externes.

**Le cadre conceptuel de l'IASB définit :**

- à qui s'adressent les états financiers et précise leur contenu.
- quels sont leurs objectifs ;
- la liste des principes comptables à respecter ;
- des termes actif, passif, etc. ;
- des règles de comptabilisation ;
- fixe des règles d'évaluation ;
- le concept de capital et de maintien du capital.

L'objectif de ce cadre est :

- d'aider le Conseil de l'IASB à développer les futures Normes comptables internationales et à réviser les Normes comptables internationales existantes ;

- d'aider le Conseil de l'IASC à promouvoir l'harmonisation des réglementations, des normes comptables et des procédures liées à la présentation des états financiers, en fournissant la base permettant de réduire le nombre de traitements comptables autorisés par les Normes comptables internationales ;
- d'aider les organismes de normalisation nationaux à développer des normes nationales ;
- d'aider les préparateurs des états financiers à appliquer les Normes comptables internationales et à traiter de sujets qui doivent encore faire l'objet d'une Norme comptable internationale ;
- d'aider les auditeurs à se faire une opinion sur la conformité des états financiers avec les Normes comptables internationales ;
- d'aider les utilisateurs des états financiers à interpréter l'information contenue dans les états financiers préparés en conformité avec les Normes comptables internationales ;
- de fournir à ceux qui s'intéressent aux travaux de l'IASC des informations sur son approche d'élaboration des Normes comptables internationales.

### ATTENTION

- Ce cadre n'est pas une Norme comptable internationale, et en conséquence ne comporte pas de disposition normative sur une quelconque question d'évaluation ou d'information à fournir. Rien dans ce cadre ne supplante une Norme comptable internationale spécifique.
- Le Conseil de l'IASC reconnaît que, dans un nombre limité de cas, il peut y avoir un conflit entre ce Cadre et une Norme comptable internationale. Dans les cas où il y a conflit, les dispositions prévues par la Norme comptable internationale prévalent sur celles du cadre. Cependant, comme le Conseil de l'IASC sera guidé par ce cadre pour développer des Normes futures et pour réviser les Normes existantes, le nombre de cas de conflit entre le cadre et les Normes comptables internationales diminuera avec le temps.
- Le cadre sera révisé de temps en temps sur la base de l'expérience qu'acquerra le Conseil en l'utilisant.

### Actualités

L'*International Accounting Standards Board* (IASB) et le *Financial Accounting Standards Board* (FASB) ont achevé et publié, le 28 septembre 2010, la première partie de leur projet commun d'amélioration d'un cadre conceptuel pour les IFRS et les US GAAP (*Generally Accepted Accounting Principles* ou principes comptables généralement acceptés aux États-Unis). Cette publication inclut deux nouveaux chapitres qui portent sur :

- les caractéristiques qualitatives d'une information financière utile, c'est-à-dire les qualités que l'information financière doit posséder ;
- l'objectif de l'information financière à caractère général, qui constitue les fondations du cadre conceptuel.

Le cadre conceptuel n'a pas fait l'objet d'une adoption par la Commission européenne (CE) et n'a donc pas été publié sous la forme d'un règlement (contrairement aux IAS et aux IFRS). Il a cependant été publié en annexe aux « Observations concernant certains articles du règlement CE n° 1606/2002 ».

### Comparaison avec le PCG

Dans le cadre conceptuel, il n'est pas prévu de plan de comptes ni de modèles de présentation des états financiers. Dans le PCG, il n'existe pas de cadre conceptuel ; néanmoins le PCG définit les principes.

## SECTION 2. LES PRINCIPES À RESPECTER

### I. DEUX HYPOTHÈSES DE BASE

#### La comptabilité d'engagement

La comptabilité d'engagement tient compte des charges et des produits engagés lors d'un exercice social (*accrual basis of accounting*), quelle que soit la date de leurs règlements.

#### La continuité d'exploitation

Les états financiers sont normalement préparés selon l'hypothèse qu'une entreprise est en situation de continuité d'exploitation et poursuivra ses activités dans un avenir prévisible.

### II. QUATRE CARACTÉRISTIQUES QUALITATIVES DES ÉTATS FINANCIERS

**Intelligibilité** : l'information fournie dans les états financiers doit être compréhensible par les utilisateurs.

**Pertinence** : l'information doit influencer les décisions économiques des utilisateurs en les aidant à évaluer des événements passés, présents ou futurs.

**Importance relative** : l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers. Ce principe permet de ne pas mentionner des informations non significatives qui noient le lecteur sous une avalanche de détails.

**Fiabilité** : l'information possède la qualité de fiabilité quand elle est exempte d'erreurs et de biais significatifs. Elle permet de présenter une image fidèle :

- **Image fidèle** : l'information doit présenter une image fidèle des transactions et autres événements, afin de refléter raisonnablement l'entité économique.
- **Prééminence de la substance sur la forme** : les transactions et autres événements sont comptabilisés et présentés conformément à leur substance et à leur réalité économique, et non pas seulement selon leur forme juridique.
- **La substance des transactions et autres événements** n'est pas toujours cohérente avec ce qui ressort du montage juridique apparent.
- **Neutralité** : les informations contenues dans les états financiers doivent être choisies et présentées sans parti pris.
- **Prudence** : la prudence est la prise en compte d'un certain degré de précaution lors de la préparation des estimations.
- **Exhaustivité** : pour être fiable, l'information contenue dans les états financiers doit être exhaustive, autant que le permettent le souci de l'importance relative et le souci du coût. Une omission peut rendre l'information fausse ou trompeuse et, en conséquence, non fiable et insuffisamment pertinente.
- **Comparabilité** (et principe de permanence des méthodes) : l'évaluation et la présentation des informations doivent être effectuées de façon cohérente et permanente afin de les rendre comparables d'un exercice à un autre, mais aussi d'une société à une autre.

Le principe de comparabilité indique que les utilisateurs soient informés des méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers et de tout changement apporté à ces méthodes, ainsi que des effets de ces changements.

### III. QUATRE CONTRAINTES À RESPECTER POUR QUE L'INFORMATION SOIT PERTINENTE ET FIABLE

- **Célérité** : l'information doit être fournie à la bonne date. Les utilisateurs ont besoin pour leur prise de décisions économiques d'une information fiable, mais aussi rapide. Certains groupes publient maintenant leurs comptes arrêtés le 31 décembre dès le mois de février N+1.
- **Rapport coût/avantage** : les avantages obtenus de l'information doivent être supérieurs au coût qu'il a fallu consentir pour la produire.
- **Équilibre entre les caractéristiques qualitatives** : pour que le lecteur soit satisfait des informations financières reçues, l'entreprise doit doser les informations. En effet, trop d'informations, par exemple trop de détails, finissent par diminuer la qualité de l'ensemble des informations reçues.
- **Image fidèle et présentation fidèle** : le respect de ces principes permet d'atteindre l'image fidèle. IAS 1 précise en outre que les informations financières sont souvent plus compréhensibles par une présentation en milliers ou en millions d'unités monétaires.

## **SECTION 3. LA DÉFINITION, LA COMPTABILISATION ET L'ÉVALUATION DES ÉLÉMENTS À PARTIR DESQUELS LES ÉTATS FINANCIERS SONT CONSTRUITS**

### I. LE CONTENU DES ÉTATS FINANCIERS

Un jeu complet d'états financiers comprend cinq documents :

- un état de la situation financière (ou bilan) ;
- un état du résultat global ;
- un état de variation des capitaux propres ;
- un tableau des flux de trésorerie ;
- une annexe.

Le cadre conceptuel encourage la présentation d'un rapport de gestion décrivant et expliquant les principales caractéristiques de la performance financière et de la situation financière de l'entreprise, ainsi que les principales incertitudes auxquelles celle-ci est confrontée. Il propose également la présentation d'états supplémentaires comprenant, s'ils sont significatifs, un rapport environnemental et des informations sur la valeur ajoutée.

### II. LES ÉLÉMENTS DES ÉTATS FINANCIERS

#### A. SITUATION FINANCIÈRE

Les éléments directement liés à l'évaluation de la situation financière sont les actifs, les passifs et les capitaux propres. Ils sont définis comme suit :

1. Un actif est une ressource contrôlée par l'entreprise du fait d'événements passés et dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise.
2. Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.
3. Les capitaux propres sont l'intérêt résiduel dans les actifs de l'entreprise après déduction de tous ses passifs.



## 1. Actif

Un actif est une ressource contrôlée par l'entreprise du fait d'événements passés et dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise. L'avantage économique futur représentatif d'un actif est le potentiel qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au bénéfice de l'entreprise.

### Comparaison avec le PCG

Le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 a introduit dans le PCG des définitions des actifs quasiment semblables à celles des IFRS.

## 2. Passif

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Une des caractéristiques essentielles d'un passif est que l'entreprise a une obligation actuelle. Une obligation est un devoir ou une responsabilité d'agir ou de faire quelque chose d'une certaine façon. Les obligations peuvent être juridiquement exécutoires en conséquence d'un contrat irrévocable ou d'une disposition statutaire.

Une distinction doit être faite entre une obligation actuelle et un engagement futur. Une décision prise par la direction d'une entreprise d'acquérir des actifs à l'avenir ne donne pas lieu, en elle-même, à une obligation actuelle. Une obligation ne naît normalement que lorsque l'actif est livré ou lorsque l'entreprise conclut un accord irrévocable pour acquérir l'actif.

Quand une provision implique une obligation actuelle et satisfait au reste de la définition, c'est un passif même si le montant doit être estimé.

**Comparaison avec le PCG :** depuis le règlement n° 2000-06 du CRC modifiant le plan comptable général, il n'existe plus de différence significative entre les règles françaises et les règles IAS concernant les passifs (y compris, par conséquent, les provisions pour risques et charges).

## 3. Capitaux propres

Les capitaux propres sont l'intérêt résiduel dans les actifs de l'entreprise après déduction de tous ses passifs.

## B. PERFORMANCE

Le résultat est fréquemment utilisé comme mesure de la performance ou comme base pour d'autres mesures telles que le rendement des placements ou le résultat par action. Les éléments directement liés à l'évaluation du résultat sont les produits et les charges. La comptabilisation et l'évaluation des produits et des charges, et par conséquent du résultat, dépendent en partie des concepts de capital et de maintien du capital utilisés par l'entreprise pour préparer ses états financiers.

### 1. Produits

Les produits sont les accroissements d'avantages économiques au cours de l'exercice, sous forme d'entrées ou d'accroissements d'actifs, ou de diminutions de passifs qui ont pour résultat l'augmentation des capitaux propres autres que les augmentations provenant des apports des participants aux capitaux propres.

La définition des produits inclut à la fois les produits des activités ordinaires et les profits. Les produits des activités ordinaires résultent des activités ordinaires d'une entreprise et portent différents noms tels que ventes, honoraires, intérêts, dividendes, redevances et loyers (§ 74).

Les profits incluent, par exemple, ceux résultant de la sortie d'actifs à long terme.



## 2. Charges

Les charges sont des diminutions d'avantages économiques au cours de l'exercice sous forme de sorties ou de diminutions d'actifs, ou de survenance de passifs qui ont pour résultat de diminuer les capitaux propres autrement que par des distributions aux participants aux capitaux propres.

La définition des charges comprend les pertes aussi bien que les charges qui résultent des activités ordinaires de l'entreprise. Les charges qui surviennent au cours des activités ordinaires de l'entreprise comprennent, par exemple, le coût des ventes, les salaires et les amortissements.

Les pertes incluent, par exemple, celles qui résultent de catastrophes naturelles telles que les incendies ou les inondations, et celles qui résultent de la sortie d'actifs non courants. La définition des charges comprend également des pertes latentes.

## C. AJUSTEMENT DE MAINTIEN DU CAPITAL (RÉÉVALUATION)

La réévaluation ou la réestimation des actifs et des passifs donne naissance à des augmentations ou à des diminutions des capitaux propres. Bien que ces augmentations ou ces diminutions satisfassent à la définition des produits et des charges, elles ne sont pas incluses dans le compte de résultat selon certains concepts de maintien du capital. Au contraire, ces éléments sont inclus dans les capitaux propres en tant qu'ajustements de maintien du capital ou réserves de réévaluation.

## III. LES RÈGLES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION

Un article doit être comptabilisé si :

- il est probable que tout avantage économique futur qui lui est lié ira à l'entreprise ou en proviendra ;
- l'article a un coût ou une valeur qui peut être évalué de façon fiable.

Nombre de conventions d'évaluation sont employées à des degrés divers et selon des combinaisons diverses dans les états financiers.

Ces conventions incluent les suivantes :

- **Coût historique** : les actifs sont comptabilisés pour le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie payé ou pour la juste valeur de la contrepartie donnée pour les acquérir au moment de leur acquisition. Les passifs sont comptabilisés pour le montant des produits reçus en échange de l'obligation, ou dans certaines circonstances (par exemple, les impôts sur le résultat), pour le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie que l'on s'attend à verser pour éteindre le passif dans le cours normal de l'activité.
- **Coût actuel** : les actifs sont comptabilisés pour le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie qu'il faudrait payer si le même actif ou un actif équivalent était acquis actuellement. Les passifs sont comptabilisés pour le montant non actualisé de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie qui serait nécessaire pour régler l'obligation actuellement.
- **Valeur de réalisation (de règlement)** : les actifs sont comptabilisés pour le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie qui pourrait être obtenu actuellement en vendant l'actif lors d'une sortie volontaire. Les passifs sont comptabilisés pour leur valeur de règlement, c'est-à-dire pour les montants non actualisés de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie que l'on s'attendrait à payer pour éteindre des passifs dans le cours normal de l'activité.
- **Valeur actuelle** : les actifs sont comptabilisés pour la valeur actuelle des entrées nettes futures de trésorerie que l'élément génère dans le cours normal de l'activité. Les passifs sont comptabilisés à la valeur actuelle des sorties de trésorerie nettes futures que l'on s'attend à devoir consentir pour éteindre les passifs dans le cours normal de l'activité.

### REMARQUE

Le cadre conceptuel ne définit pas la juste valeur, ni le coût amorti.

## SECTION 4. LES CONCEPTS DE CAPITAL ET DE MAINTIEN DE CAPITAL

### I. CONCEPTS DE CAPITAL

Il existe deux concepts de capital, physique et financier :

**Un concept financier de capital** est adopté par la plupart des entreprises pour préparer leurs états financiers. Selon un concept financier de capital, tel que celui de l'argent investi ou du pouvoir d'achat investi, le capital est **synonyme d'actif net ou de capitaux propres de l'entreprise**.

Selon **un concept physique de capital**, tel que la capacité opérationnelle, le capital est considéré comme **la capacité productive de l'entreprise, fondée, par exemple, sur les unités produites par jour**.

Comment les choisir ?

Le choix du concept de capital approprié pour une entreprise doit être fondé **sur les besoins des utilisateurs de ses états financiers**.

Ainsi, un concept financier de capital doit être adopté si les utilisateurs des états financiers sont d'abord concernés par le maintien du capital nominal investi ou par le pouvoir d'achat du capital investi.

Si, par contre, le principal souci des utilisateurs est la capacité opérationnelle de l'entreprise, il faut utiliser un concept physique de capital. Le concept choisi indique l'objectif à atteindre pour déterminer le résultat, même s'il peut y avoir certaines difficultés d'évaluation pour rendre le concept opérationnel.

### II. CONCEPTS DE MAINTIEN DU CAPITAL ET DÉTERMINATION DU RÉSULTAT

L'entreprise doit, au préalable, choisir entre le concept financier du capital et le concept physique du capital. Ce choix conditionne les modalités de mesure de ses performances et de son bénéfice. Le terme « capital » est ici synonyme d'actif net ou de capitaux propres.

Le concept de maintien du capital et de détermination du bénéfice crée un lien entre ces deux concepts de capital et les concepts de résultat.

#### A. MAINTIEN DU CAPITAL FINANCIER

Selon ce concept, un bénéfice est obtenu uniquement lorsque le montant financier (ou en argent) de l'actif net à la clôture de l'exercice dépasse le montant financier (ou en argent) de l'actif net à l'ouverture de l'exercice, après exclusion de toute distribution aux propriétaires et de toute contribution de la part de ces propriétaires au cours de l'exercice. Le maintien du capital financier peut être évalué soit en unités monétaires nominales, soit en unités de pouvoir d'achat constant. Ainsi, les accroissements des prix des actifs détenus au cours de l'exercice sont, conceptuellement, des bénéfices.

Ce concept est intéressant si l'utilisateur des états financiers est intéressé par la notion de pouvoir d'achat du capital. Ce concept est adopté par la plupart des entreprises.

#### B. MAINTIEN DU CAPITAL PHYSIQUE

Selon ce concept, un bénéfice n'est obtenu que si la capacité de production physique (ou la capacité productive) de l'entreprise (ou les ressources ou fonds nécessaires pour atteindre cette capacité) à la clôture de l'exercice, dépasse la capacité productive physique à l'ouverture de l'exercice après exclusion de toute distribution aux propriétaires et de toute contribution de leur part au cours de l'exercice. Tous les changements de prix affectant les actifs et les passifs de

l'entreprise sont considérés comme des changements de l'évaluation de la capacité productive physique de l'entreprise. En conséquence, ils ne sont pas traités comme bénéfices, mais comme des ajustements de maintien du capital qui font partie des capitaux propres.

Ce concept est intéressant si l'utilisateur des états financiers est intéressé par la notion de performance de l'entreprise.

## SECTION 5. EXERCICES AUTOCORRIGÉS

### Exercice 1

#### ÉNONCÉ

L'entreprise Dupont possède des titres financiers pour 10 000 €. À la fin de l'année, les titres valent 14 000 €. Vous êtes comptable dans l'entreprise. Le dirigeant a lu dans la presse des articles au sujet du développement des normes IAS/IFRS et des enjeux de la valorisation. Il vous demande conseil :

#### TRAVAIL À FAIRE

1. a. Quelle est la valeur des titres en PCG ?  
b. Quelle est la valeur en normes IAS/IFRS ?
2. Peut-on donner une seule et unique valeur à une entreprise ou une société ?
3. S'il fallait vendre la société, quel serait le montant à proposer ?
4. Les titres s'échangent sur un marché réglementé. À combien les investisseurs estiment-ils la valeur de la société ?
5. Que vaut la société par rapport à ce qu'elle peut rapporter ?
6. Quelle est la meilleure valeur ?

#### CORRIGÉ

#### Question 1

- a. Si on a une vue juridique, la valeur est la valeur au moment du transfert de la propriété c'est-à-dire 10 000 €.
- b. Si on a une vue économique, la valeur est la valeur économique c'est-à-dire 14 000 €.

#### Question 2

Répondre par l'affirmative reviendrait à se placer dans un absolu qui ne rend pas compte de la diversité des besoins des destinataires ou des utilisateurs de cette valorisation.

#### Question 3

Le coût historique n'est pas une bonne réponse car il ne tient pas compte des augmentations de valeurs qui ne se sont pas traduites par des documents juridiques : plus-values latentes sur certaines immobilisations, notoriété, parts de marché, fonds commercial, etc.

Le calcul de ces valeurs, développé dans les cours de finances, permet de déterminer la valeur d'une société pour certaines transactions telles que les fusions ou des prises de participation qui font entrer une société dans le périmètre d'un groupe.

Mais le prix qui sera définitivement retenu tiendra compte également des résultats d'une négociation : jusqu'où les acheteurs sont-ils prêts à payer, à partir de quel prix les vendeurs accepteront-ils de se dessaisir de leur bien ?

**Question 4**

La valeur boursière est ainsi déterminée uniquement par des tiers, supposés neutres. Mais, ces marchés boursiers subissent des mouvements spéculatifs qui viennent troubler la neutralité supposée.

**Question 5**

Ce sont les aspects économiques et financiers qui priment. La société est valorisée en fonction des bénéfices qu'elle peut générer à la fois pour financer son développement futur et pour rémunérer les investisseurs, par la distribution de dividendes.

C'est la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

**Question 6**

Dans l'absolu, aucune car chacune a son intérêt et répond à des préoccupations ou à des approches diverses.

**Test : Les différentes harmonisations comptables****QUESTIONS**

Indiquer si les énoncés sont vrais ou faux.

1. Les normes US GAAP et IAS/IFRS sont des normes convergentes.
2. Les normes IAS/IFRS ont influencé le contenu du PCG.
3. Le PCG a une approche juridique.
4. Les normes IAS/IFRS ont une approche économique et financière.

**RÉPONSES**

1. Vrai : elles tentent de converger.
2. Vrai : les comptabilités nationales de la Communauté européenne convergent vers les normes internationales.
3. Vrai : la comptabilité en France est régie par le Code de commerce et le PCG.
4. Vrai : les normes internationales sont faites principalement pour les investisseurs. Leur approche est économique et financière.

**CHAPITRE 2. LA NORME IAS 1 : LES ÉTATS FINANCIERS****RÉSUMÉ**

Les états financiers sont au nombre de cinq : Le bilan, l'état de résultat global, l'état des variations des capitaux propres, l'état de flux de trésorerie, les notes.

**Bilan**

Il n'y a pas de présentation obligatoire du bilan. Cependant, le bilan doit être présenté en distinguant actifs et passifs courants et non courants, ou à défaut, actifs et passifs court terme et long terme. Certains postes doivent obligatoirement figurer au bilan.

**L'état de résultat global**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, les entreprises doivent publier deux niveaux de résultat, le résultat net et le résultat global (*comprehensive income*). La norme IAS 1 prévoit deux options de présentations : un seul état financier, nommé « état de résultat global », ou deux états financiers, le compte de résultat et l'état de résultat global. Le résultat peut être présenté en classant les charges par nature ou par destination.

**L'état des variations des capitaux propres**

Il n'existe pas de norme propre décrivant les variations des capitaux propres. Seul l'IAS 1, traite de l'état des variations des capitaux propres. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'objectif de l'état de variation des capitaux propres est de présenter les transactions de l'entité avec ses actionnaires. Les charges et les produits qui ne transitent pas par le résultat mais par les capitaux propres, comme les écarts de conversion, les écarts de réévaluation, les écarts actuariels liés aux engagements de retraite sont présentés dans l'état du résultat global comme « autres éléments du résultat global ».

**L'état de flux de trésorerie (la norme IAS7 développe ce tableau)**

La trésorerie provient de l'activité, du financement, de l'investissement.

Les notes sont l'équivalent de l'annexe.

## **SECTION 1. LES COMPOSANTES DE L'IAS 1 ET LES PRINCIPES À RESPECTER**

**Objectif de la Norme**

L'objectif de la présente Norme est de prescrire une base de présentation des états financiers à usage général, afin qu'ils soient comparables tant aux états financiers de l'entité pour les périodes antérieures qu'aux états financiers d'autres entités.

**Champ d'application**

La présente Norme s'applique à tous les états financiers à usage général établis et présentés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

**Composante des états financiers**

Les états financiers sont au nombre de cinq : le bilan, l'état de résultat global, l'état des variations des capitaux propres, l'état de flux de trésorerie, les notes.

**Principes à respecter**

Les principes ont été déjà définis dans le cadre conceptuel mais la norme IAS 1 les décrit à nouveau.

**Image fidèle et conformité aux IFRS**

Les états financiers doivent **présenter une image fidèle** de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'une entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation fidèle des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans le cadre.

L'application des IFRS, accompagnée de la présentation d'informations supplémentaires lorsque nécessaire, est présumée conduire à des états financiers qui donnent une image fidèle.

Une entité dont les états financiers sont conformes aux IFRS doit procéder à une déclaration explicite et sans réserve de cette conformité dans les notes. Des états financiers ne doivent être déclarés conformes aux IFRS que s'ils sont conformes à toutes les dispositions des IFRS.

**Continuité d'exploitation**

**Lors de l'établissement des états financiers, la direction doit évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.** Les états financiers doivent être établis sur une base de continuité d'exploitation sauf si la direction a l'intention, ou n'a pas d'autre solution réaliste, que de

liquider l'entité ou de cesser son activité. **Lorsque la direction prend conscience, à l'occasion de cette appréciation, d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son activité, ces incertitudes doivent être indiquées.**

### Méthode de la comptabilité d'engagement

Une entité doit établir ses états financiers selon la méthode de la comptabilité d'engagement, sauf pour les informations relatives aux flux de trésorerie.

Lorsque la méthode de la comptabilité d'engagement est utilisée, les éléments sont comptabilisés en tant qu'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges (les éléments des états financiers) lorsqu'ils satisfont aux définitions et aux critères de comptabilisation pour ces éléments définis dans le Cadre.

### Permanence de la présentation

La présentation et la classification des postes dans les états financiers doivent être conservées d'une période à l'autre, à moins :

- qu'il soit apparent, suite à un changement important de la nature des activités de l'entité ou à un examen de la présentation de ses états financiers, qu'une autre présentation ou classification serait plus adéquate eu égard aux critères de sélection et d'application des méthodes comptables selon IAS 8 ;
- ou qu'une Norme ou une Interprétation impose une modification de la présentation.

### Importance relative et regroupement

Chaque catégorie significative d'éléments similaires doit faire l'objet d'une présentation séparée dans les états financiers. Les éléments de nature ou de fonction dissemblables sont présentés séparément, sauf s'ils sont non significatifs.

### Compensation

Les actifs, passifs, produits et charges ne doivent pas être compensés sauf si cette compensation est imposée ou autorisée par une Norme ou une Interprétation.

### Informations comparatives

Sauf autorisation ou disposition contraire d'une Norme ou d'une Interprétation, des informations comparatives au titre de la période précédente doivent être présentées pour tous les montants figurant dans les états financiers. Des informations comparatives sous forme narrative et descriptive doivent être incluses lorsque cela est nécessaire à la bonne compréhension des états financiers de la période.

## **SECTION 2. BILAN**

**Il n'y a pas de présentation obligatoire du bilan. Cependant, le bilan doit être présenté en distinguant actifs et passifs courants et non courants, ou à défaut, actifs et passifs court terme et long terme. Certains postes doivent obligatoirement figurer au bilan.**

### **I. DISTINCTION ENTRE COURANT ET NON COURANT**

**Une entité doit présenter séparément au bilan les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants, sauf lorsqu'une présentation selon le critère de liquidité apporte des informations fiables et plus pertinentes. Lorsque cette exception s'applique, tous les actifs et passifs doivent être généralement présentés par ordre de liquidité.**

Quelle que soit la méthode de présentation adoptée, pour chaque ligne d'éléments d'actif et de passif comprenant des montants qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler (a) au plus tard dans les douze mois à compter de la date de clôture et (b) plus de douze mois après la date de clôture ; l'entité doit indiquer le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au-delà de douze mois.

### Actifs courants

Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants :

- on s'attend à ce qu'il soit réalisé, ou il est destiné à la vente ou à la consommation, dans le cadre du cycle normal de l'exploitation de l'entité ;
- il est détenu principalement aux fins d'être négocié ;
- on s'attend à ce qu'il soit réalisé dans un délai de douze mois après la date de clôture ;
- il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7), sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture.

**Tous les autres actifs doivent être classés en tant qu'actifs non courants.** Il s'agit par exemple des immobilisations et des créances de longue durée.

### Passifs courants

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants :

- l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ;
- il est détenu principalement aux fins d'être négocié ;
- il doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture ;
- l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

**Tous les autres passifs doivent être classés en passifs non courants.** C'est le cas par exemple des emprunts dont l'échéance excède 12 mois.

## II. – INFORMATIONS À PRÉSENTER AU BILAN

Au minimum, le bilan doit comporter des postes présentant les montants suivants :

- (a) immobilisations corporelles ;
- (b) immeubles de placement ;
- (c) immobilisations incorporelles ;
- (d) actifs financiers (à l'exclusion des montants indiqués selon (e), (h) et (i)) ;
- (e) participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- (f) actifs biologiques ;
- (g) clients et autres débiteurs ;
- (i) trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- (j) fournisseurs et autres créditeurs ;
- (k) provisions ;
- (l) passifs financiers (à l'exclusion des montants indiqués selon (j) et (k)) ;
- (m) passifs et actifs d'impôt exigible, tels que définis dans IAS 12 *Impôts sur le résultat* ;
- (n) passifs et actifs d'impôt différé, tels que définis dans IAS 12 ;
- (o) intérêts minoritaires, présentés au sein des capitaux propres ;
- (p) capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère.

Le bilan doit comporter également des postes présentant les montants suivants :

- le total des actifs classés comme étant détenus en vue de la vente et les actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés qui sont classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* ;
- les passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5.



Des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires doivent être présentés au bilan lorsqu'une telle présentation est nécessaire pour comprendre la situation financière de l'entité.

Lorsqu'une entité présente séparément les actifs courants et non courants et les passifs courants et non courants dans son bilan, **elle ne classe pas les actifs (passifs) d'impôts différés comme actifs (passifs) courants.**

### III. INFORMATIONS À PRÉSENTER SOIT AU BILAN SOIT DANS LES NOTES

L'entité doit indiquer, soit au bilan soit dans les notes, des subdivisions complémentaires aux postes présentés, classées d'une manière adaptée à l'activité de l'entité. Le niveau de détail de ces subdivisions dépend des dispositions des IFRS et de la taille, de la nature et de la fonction des montants concernés.

Les informations à fournir varient pour chaque élément ; à titre d'exemple :

- **les immobilisations corporelles** sont ventilées par catégorie selon IAS 16 ;
- **les créances sont ventilées en clients**, créances à recevoir des parties liées, paiements d'avance et autres montants ;
- **les stocks** sont subdivisés, selon IAS 2 *Stocks*, en catégories telles que marchandises, fournitures de production, matières premières, travaux en cours et produits finis ;
- **les provisions** sont ventilées en provisions relatives aux avantages du personnel et autres éléments ;
- le capital apporté et les réserves sont ventilés en différentes catégories, telles que capital émis, primes d'émissions et réserves.

Une entité **doit** fournir, soit au bilan soit dans les notes, les informations suivantes **pour chaque catégorie de capital** :

- le nombre d'actions autorisées ;
- le nombre d'actions émises et entièrement libérées et le nombre d'actions émises et non entièrement libérées ;
- la valeur nominale des actions ou le fait que les actions n'ont pas de valeur nominale ;
- un rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au début et en fin de période ;
- les droits, privilèges et restrictions attachés à cette catégorie d'actions, y compris les restrictions relatives à la distribution de dividendes et au remboursement du capital.

### IV. MODÈLE DE BILAN CONFORME À IAS 1

<b>Actifs non courants</b> Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Titres de participations Prêts <b>Actifs courants</b> Stocks Créances clients et autres créances Trésorerie	<b>Capitaux propres</b> Capital émis Réserves et résultats <b>Passifs non courants</b> Emprunt Provisions <b>Passifs courants</b> Dettes fournisseurs Provisions Emprunts et découverts
--	--

## SECTION 3. LE COMPTE DE RÉSULTAT ET L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, les entreprises doivent publier deux niveaux de résultat, le résultat net et le résultat global (*comprehensive income*). La norme IAS 1 prévoit deux options de présentations : un seul état financier, nommé « état de résultat global », ou deux états financiers, le compte de résultat et l'état de résultat global. Le résultat peut être présenté en classant les charges par nature ou par destination.

Le 16 juin 2011, l'IASB a publié les amendements portant sur la présentation des « autres éléments du résultat global » (OCI), adoptés par l'Union européenne le 5 juin 2012. Ces amendements précisent à nouveau la présentation de l'état du résultat global, soit une présentation dans un seul état, « État du résultat net et résultat global », des éléments contenus dans les « autres éléments du résultat global » et ceux composant le résultat net, soit dans deux états distincts consécutifs, « État du résultat net » et « État du résultat global ». Ces amendements définissent :

- des sous-totaux distincts des éléments composant les « autres éléments du résultat global » qui sont appelés à un reclassement ultérieur dans la section « résultat net » de l'état des résultats (exemples : la couverture de flux de trésorerie, la conversion de devises étrangères) et de ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net (exemple : juste valeur des éléments comptabilisés en OCI selon IFRS 9) ;
- que les impôts relatifs aux éléments présentés avant impôts soient présentés de manière séparée pour chacun des deux groupes d'éléments composant l'OCI (sans modifier cependant l'option actuelle de présenter ces éléments avant impôts ou nets d'impôt).

## I. DISTINCTION ENTRE COMPOSANTES DU RÉSULTAT NET ET AUTRES COMPOSANTES DU RÉSULTAT GLOBAL

Plusieurs normes du référentiel IFRS prévoient que certains produits et charges soient comptabilisés directement en capitaux propres, c'est-à-dire ne transitent pas par le résultat. Ces produits et charges constituent les autres composantes du résultat global (ou les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, selon la terminologie proposée par l'ANC en France), ce qui signifie qu'ils ne font pas partie du résultat net mais entrent dans le résultat global.

Il s'agit :

- des variations des écarts de réévaluation d'actifs corporels et incorporels (IAS 16) ;
- des pertes et les gains actuariels sur engagements de retraite (IAS 19) ;
- des pertes et les gains liés à la conversion des états financiers libellés en devises (IAS 2) ;
- des pertes et les gains liés à la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (IAS 39) ;
- des pertes et les gains liés aux opérations de couverture de flux de trésorerie (IAS 39).

Les autres produits et charges sont considérés comme des composantes du résultat net.

## II. INFORMATIONS À PRÉSENTER AU COMPTE DE RÉSULTAT

Au minimum, le compte de résultat doit comporter des postes présentant les montants suivants au titre de la période :

- les produits des activités ordinaires ;
- les charges financières ;
- la quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- la charge d'impôt sur le résultat ;
- un montant unique comprenant le total du résultat après impôt des activités abandonnées et du résultat après impôt comptabilisé et résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, ou de la cession des actifs ou du (des) groupe(s) destiné(s) à être cédé(s) constituant l'activité abandonnée ;
- le résultat.

Il doit également comporter les autres éléments du résultat global :

- les variations des écarts de réévaluation d'actifs corporels et incorporels (IAS 16) ;
- les pertes et les gains actuariels sur engagements de retraite (IAS 19) ;
- les pertes et les gains liés à la conversion des états financiers libellés en devises (IAS 2) ;
- les pertes et les gains liés à la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (IAS 39) ;
- les pertes et les gains liés aux opérations de couverture de flux de trésorerie (IAS 39).

Enfin, il doit comporter :

- le résultat attribuable aux intérêts minoritaires ;
- le résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère. Des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires doivent être présentés au compte de résultat lorsqu'une telle présentation est pertinente pour comprendre la performance financière de l'entité.

**Une entité ne doit pas présenter des éléments de produits et de charges en tant qu'éléments extraordinaires, que ce soit dans le corps des états financiers ou dans les notes.**

Puisque les effets des différentes activités, transactions et autres événements d'une entité diffèrent dans leur fréquence, leur potentiel de profit ou de perte et leur prévisibilité, la communication des composantes de performance financière aide à comprendre la performance financière réalisée et à effectuer des projections des résultats futurs. Des postes supplémentaires sont ajoutés au compte de résultat et les descriptions utilisées ainsi que leur classification sont modifiées, lorsque nécessaire, pour expliquer les éléments de performance financière. Les facteurs à prendre en considération sont l'importance relative, la nature et la fonction des composantes des produits et des charges.

Par exemple, une institution financière peut modifier les descriptions mentionnées ci-dessus pour fournir des informations adaptées à ses activités.

#### **Informations à présenter soit au compte de résultat, soit dans les notes**

Lorsque des éléments de produits et de charges sont significatifs, leur nature et leur montant sont indiqués séparément.

Il s'agit des éléments suivants :

- les dépréciations de stocks et reprise de dépréciations ;
- les provisions pour restructurations ;
- les sorties d'immobilisations corporelles ;
- les sorties de placements financiers ;
- les règlements de litiges ;
- les autres reprises de provisions.

### **III. PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT OU DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL PAR NATURE DE CHARGES**

Une entité doit présenter une analyse des charges en utilisant une classification reposant soit **sur la nature des charges, soit sur leur fonction** au sein de l'entité, en choisissant la méthode qui fournit des informations fiables et plus pertinentes.

#### **A. MÉTHODE DES CHARGES PAR NATURE**

La première forme d'analyse est appelée méthode des charges par nature. Elle consiste à regrouper les charges du compte de résultat selon leur nature (par exemple, dotation aux amortissements, achats de matières premières, frais de transport, avantages du personnel, dépenses de publicité), et à ne pas les réaffecter aux différentes fonctions de l'entité. Cette méthode peut être simple à appliquer car elle ne nécessite aucune affectation des charges aux différentes fonctions. Voici un exemple de classification selon la méthode des charges par nature :

- Produit des activités ordinaires X.
- Autres produits X.
- Variations des stocks de produits finis et des travaux en cours X.
- Matières premières et consommables utilisées X.
- Charges au titre des avantages du personnel X.
- Dotations aux amortissements X.
- Autres charges X.

- Total des charges (X).
- Résultat X.

## B. MÉTHODE DES CHARGES PAR FONCTION

La deuxième forme d'analyse est appelée méthode des charges par fonction ou du « coût des ventes ». Elle consiste à classer les charges selon leur fonction dans le coût des ventes ou, par exemple, dans le coût des activités commerciales ou administratives. Selon cette méthode, une entité présente au moins son coût des ventes séparément des autres dépenses. Cette méthode peut fournir des informations plus pertinentes pour les utilisateurs que la classification des charges par nature mais l'affectation des coûts aux différentes fonctions peut nécessiter des affectations arbitraires et implique une part de jugement considérable. Un exemple de classification selon la méthode des charges par fonction serait le suivant :

- Produit des activités ordinaires X.
- Coût des ventes (X).
- Marge brute X.
- Autres produits X.
- Coûts commerciaux (X).
- Charges administratives (X).
- Autres charges (X).
- Résultat X.

Les entités classant les charges par fonction doivent fournir des informations supplémentaires sur la nature des charges, y compris les dotations aux amortissements et les charges liées aux avantages du personnel.

Le choix entre la méthode des charges par fonction et la méthode des charges par nature dépend de facteurs à la fois historiques et liés au secteur d'activité ainsi qu'à la nature de l'entité. Ces deux méthodes fournissent une indication des coûts pouvant être soumis à des variations directes ou indirectes en fonction du niveau des ventes ou de la production de l'entité. Comme chacune des deux méthodes de présentation comporte des avantages selon les types d'entités, la présente Norme impose à la direction de sélectionner la présentation la plus pertinente et la plus fiable. Toutefois, puisqu'il est utile d'avoir des informations sur la nature des charges pour prédire les flux de trésorerie futurs, la présentation d'informations supplémentaires est imposée lorsque la méthode des charges par fonction est utilisée.

**L'entité doit indiquer, soit au compte de résultat soit dans l'état des variations des capitaux propres, soit encore dans les notes, le montant des dividendes comptabilisés au titre de distributions aux porteurs de capitaux propres au cours de la période, ainsi que le montant correspondant par action.**

## IV. SYNTHÈSE : LES DIFFÉRENTES PRÉSENTATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT OU DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL

### A. PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT OU DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL PAR NATURE DE CHARGES

Nous présentons un état de résultat global unique présenté par nature de charges, première option proposée par IAS 1.

**État de résultat global (par nature de charges)**

Ventes
+ variation de stocks des produits finis (production stockée)
+ revenu de locations
– consommation de MP
– charges externes
– impôts et taxes
– charges de personnel
– dotations aux amortissements et aux provisions
+ autres produits
– résultats financiers
– impôts sur les bénéfices
= Résultat net
Réévaluation des immobilisations corporelles
Variation des écarts de conversion
+ total des autres composantes du résultat global
= Résultat global <sup>(1)</sup>

(1) Dans sa recommandation de juillet 2009, l'ANC recommande plutôt l'utilisation du terme « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

L'entreprise peut aussi choisir de présenter ces informations en deux états (2<sup>e</sup> option d'IAS 1).

**Compte de résultat (par nature de charges)**

Ventes
+ variation de stocks des produits finis (production stockée)
+ revenus de location
– consommation de MP
– charges externes
– impôts et taxes
– charges de personnel
– dotations aux amortissements et aux provisions
+ autres produits
– résultat financier
– impôt sur les bénéfices
= Résultat net

**État de résultat global**

Résultat net
Réévaluation des immobilisations corporelles
Variation des écarts de conversions
+ total des autres composantes du résultat global
= Résultat global

## B. PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT OU DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL PAR DESTINATION

Nous proposons un état de résultat global unique présenté par fonction, première option proposée par IAS 1.

### Compte de résultat global par destination

Ventes
– Coût des produits vendus
– Frais de commercialisation
– Frais de recherche
– Frais d'administration générale
+ Autres produits
– Résultat financier
– Impôt sur les bénéfices
= Résultat net
Réévaluation des immobilisations corporelles
Variation des écarts de conversion
+ Total des autres composantes de résultat global
= Résultat global

### Exercice 3

#### ÉNONCÉ

- Production de l'exercice : 140 pièces.
- Coûts de production : 100 € par pièce (dont 60 pour matériels et 40 pour salaires).
- Stock initial produits finis : 0.
- Ventes de l'exercice : 100 pièces.
- Prix de vente : 130 € par pièce.

#### TRAVAIL À FAIRE

Présenter le compte de résultat :

1. avec un classement des charges par nature ;
2. avec un classement des charges par destination/fonction.

#### CORRIGÉ

#### 1. Compte de résultat avec un classement des charges par nature

Charges	CDR par nature	Produits	
Achat de matières premières (= $140 \times 60$ €)	8 400	Ventes de produits finis (= $100 \times 130$ €)	13 000
Autres charges externes	–		
Charges de personnel (= $140 \times 40$ €)	5 600	Variation des stocks de produits finis (= $+ 40 \times 100$ €)	4 000
Résultat d'exploitation	3 000		
Actif	<b>Bilan</b>	Passif	
Stocks de produits finis (= $+ 40 \times 100$ €)	4 000		

Dans la présentation du compte de résultat avec un classement des charges par nature, le compte de résultat comprend **toutes les charges de l'exercice**.

(14 000 =  $140 \times 100$  €) qu'elles soient liées aux ventes de l'exercice ou non. Les variations de stocks de produits finis sont prises en compte en **ajustant les produits** (écriture : débit du compte stocks au bilan/crédit du compte variation des stocks de produits finis au compte de résultat).

## 2. Compte de résultat avec un classement des charges par destination/fonction

Charges	CDR par destination/fonction		Produits
Coût des ventes (= 100 × 100 €)	10 000	Ventes de produits finis (= 100 × 130 €)	13 000
Charges commerciales	–		
Charges administratives	–		
Résultat d'exploitation	3 000		
	Actif	Bilan	Passif
Stocks de produits finis (= + 40 × 100 €)	4 000		

Dans la présentation du compte de résultat avec un classement des charges par destination/fonction, le poste « Coût des ventes » comprend **uniquement les charges de production liées aux ventes de l'exercice**. Les charges de production de l'exercice qui ne concernent pas les ventes de l'exercice sont sorties du compte de résultat (écriture : débit du compte stocks au bilan/crédit des comptes de charges concernés). Les variations de stocks sont donc prises en compte en **ajustant les charges**.

## SECTION 4. ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Il n'existe pas de norme propre décrivant les variations des capitaux propres. Seul l'IAS 1, traite de l'état des variations des capitaux propres.

### I. OBJECTIF

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le seul objectif de l'état de variation des capitaux propres est de présenter les transactions de l'entité avec ses actionnaires. Les charges et les produits qui ne transitent pas par le résultat mais par les capitaux propres, comme les écarts de conversion, les écarts de réévaluation, les écarts actuariels liés aux engagements de retraite sont présentés dans l'état du résultat global comme « autres éléments du résultat global ».

### II. CONTENU

L'entité doit présenter un état des variations des capitaux propres présentant :

- **le résultat global** total de la période, présentant séparément les montants totaux attribuables aux propriétaires de la société mère et aux intérêts minoritaires ;
- pour chaque composante des capitaux propres, les effets d'une application rétrospective ou d'un retraitement rétrospectif comptabilisés selon IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » ;
- **les montants des transactions avec les propriétaires** agissant en cette qualité, présentant séparément les contributions des propriétaires et les distributions aux propriétaires ;
- pour chaque composante de capitaux propres, un rapprochement entre la valeur comptable en début et en fin de période, indiquant séparément chaque élément de variation.

L'entité doit indiquer, soit dans l'état des variations des capitaux propres, soit dans les notes, **le montant des dividendes** comptabilisés au titre des distributions aux propriétaires au cours de la période, ainsi que **le montant correspondant par action**.



## **SECTION 5. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE**

Le tableau de flux de trésorerie est obligatoire et fait partie de la norme IAS 1. Son contenu est décrit dans la norme IAS 7.

## **SECTION 6. LES NOTES (ANNEXE)**

L'annexe est le cinquième document de synthèse.

Il n'existe pas de norme propre aux notes. Les notes sont traitées dans chacune des normes IAS/IFRS et des interprétations, sans faire l'objet d'une norme spécifique.

Elle permet d'améliorer l'information auprès des actionnaires et d'atteindre le principe d'image fidèle.

### **I. CONTENU DES NOTES**

Dans les notes se trouvent :

- la description des bases d'évaluation utilisées pour l'établissement d'état financier et chacune des méthodes comptables spécifiques ;
- la description des informations imposées par les normes comptables internationales qui ne sont pas présentées par ailleurs dans les états financiers. Des tableaux détaillés des postes du bilan sont présentés comme l'état des créances et des dettes, les impôts différés, la segmentation sectorielle ;
- des informations supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le corps des états financiers, mais qui sont nécessaires à une image fidèle. Il s'agit, par exemple, des engagements hors bilan.

### **II. CLASSEMENT DES INFORMATIONS DANS L'ANNEXE**

La norme IAS 1 préconise un classement des informations dans les notes « pour aider les utilisateurs à comprendre les états financiers et à les comparer à ceux d'autres entreprises ». L'ordre conseillé, mais non obligatoire est :

- une déclaration de conformité aux normes comptables internationales ;
- l'énoncé de la base (des bases) d'évaluation et des méthodes comptables appliquées ;
- des informations supplémentaires pour les éléments présentés dans le corps de chacun des états financiers en respectant l'ordre dans lequel apparaissent chacun des postes et chacun des états financiers ;
- d'autres informations dont :
  - les éventualités, les engagements et d'autres informations financières ;
  - des informations non financières.

## **SECTION 7. EXERCICES AUTOCORRIGÉS**

### **Exercice 4 : Présentation du compte de résultat par nature, par destination selon la norme IAS 1**

#### **ÉNONCÉ**

- Ventes de 200 000 unités de produits finis à 200 € l'unité.
- Production de 150 000 unités de produits finis en N.
- Stock initial de produits finis (au 1/1/N) : 75 000 unités à 100 €.

- Achats de 195 000 composants à 50 € l'unité il faut un composant par unité de produit fini. Le stock initial de composants était de 10 000 unités à 50 €.
- Charges de personnel : 8 000 000 € dont 5 600 000 € concernent le personnel de production, 1 400 000 € le personnel commercial et 1 000 000 € le personnel administratif.
- Dotations aux amortissements du matériel industriel : 600 000 €.
- Loyer du siège social : 100 000 €.
- Frais de transport des produits vendus : 2 € par unité vendue.
- Les stocks sont valorisés en premier entré, premier sorti.

**TRAVAIL À FAIRE**

Présenter le compte de résultat :

1. Avec un classement des charges par nature.
2. Avec un classement des charges par destination/fonction.

**CORRIGÉ****1. Présentation du compte de résultat par nature des charges****a. Calcul du coût de production des produits fabriqués**

Coût d'achat des composants consommés $150\,000 \times 50 =$	7 500 000
Personnel de production	5 600 000
Dotation aux amortissements de matériel et de production	600 000
<b>Coût de production des produits finis fabriqués</b>	<b>13 700 000</b>
Coût de production unitaire des produits finis fabriqués	$13\,700\,000 / 150\,000$
	<b>= 91,33 euros par unité</b>

**b. Calcul de la variation du stock de produits finis**

Production = Ventes + SF – SI  $\rightarrow 150\,000 = 200\,000 + 25\,000 - 75\,000$

Le SF est évalué à 91,33/unité

Le SF =  $25\,000 \times 91,33 = 2\,283\,333,33$

Le SI =  $75\,000 \times 100 = 7\,500\,000$

La variation de stock de produits finis ou production stockée est :

SF – SI =  $- 5\,216\,666,66$

**Compte de résultat par nature des charges**

Ventes ( $200\,000 \times 200$ )	40 000 000
+ variation du stock de produits finis	- 5 216 666,66
- coût d'achat des matières consommées	- 7 500 000
- charges externes (transport + loyer)	- 500 000
- charges de personnel	- 8 000 000
- dotation aux amortissements	- 600 000
<b>= Résultat net</b>	<b>18 183 333,33</b>

**2. Présentation du compte de résultat par destination****Coût de production des produits vendus :**

$75\,000 \times 100 + 125\,000 \times 91,33 = 18\,916\,666,667$

**Compte de résultat par destination**

Ventes	40 000 000
- coût de production des produits vendus	- 18 916 666,66
- frais de commercialisation ( $1\,400\,000 + 2 \times 200\,000$ )	- 1 800 000
- frais d'administration générale ( $1\,000\,000 + 100\,000$ )	- 1 100 000
<b>= Résultat net</b>	<b>18 183 333,33</b>

**Exercice 5 : Présentation du bilan selon la norme IAS 1****ÉNONCÉ**

La SA Dupont est une société française qui établit ses états financiers selon les règles du plan comptable général, mais qui est concernée par le passage aux normes IFRS.

**Bilan de la SA Dupont (avant affectation) au 31/12/N (en k€)**

Actif immobilisé		Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles	200	Capital social	600
Immobilisations corporelles	800	Réserves	300
Immobilisations financières <sup>(1)</sup>	450	Résultat de l'exercice <sup>(6)</sup>	90
		Provisions pour litiges <sup>(3)</sup>	30
Actif circulant		Dettes	
Stock de marchandises	250	Dettes financières <sup>(4)</sup>	500
Créances clients <sup>(2)</sup>	400	Dettes fournisseurs <sup>(5)</sup>	400
VMP	100	Dettes fiscales et sociales <sup>(5)</sup>	300
Disponibilités	20		
<b>TOTAL</b>	<b>2 220</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 220</b>

(1) Il s'agit de titres de participation pour 400 et d'un prêt accordé à une filiale pour un montant de 50. Ce prêt doit être remboursé dans 6 mois.

(2) Créances à échéances < à 12 mois.

(3) Il s'agit d'un litige avec un salarié. La décision du conseil de prud'hommes est attendue dans 3 mois.

(4) Dont 100 de découverts.

(5) Ces dettes ont une échéance inférieure à 12 mois.

(6) Aucune distribution de dividendes n'est prévue.

**TRAVAIL À FAIRE**

Présenter le bilan Dupont selon la présentation courant/non courant requise par la norme IAS 1.

**CORRIGÉ**

Actifs non courants		Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles	200	Capital émis	600
Immobilisations corporelles	800	Réserves	300
Titre de participation	400	Résultat non distribué	90
		Passifs non courants	
		Emprunt	400
Actifs courants		Passifs courants	
Stock 250		Dettes fournisseurs	400
Créances clients 400		Dettes fiscales et sociales	300
Autres créances (prêt filiale)	50	Provisions	30
Trésorerie 120		Dettes financières	100
<b>TOTAL</b>	<b>2 220</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 220</b>

**CHAPITRE 3. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (IAS 7)****RÉSUMÉ**

La norme IAS 7 normalise le contenu du tableau des flux de trésorerie.

Il fait partie des états financiers (voir la norme IAS 1) et est obligatoire.

Les flux de trésorerie retenus par l'IAS 7 sont de trois natures : opérationnel, investissement et financement. Leur addition explique pourquoi la trésorerie a augmenté ou diminué durant un exercice social.

## SECTION 1. ÉLÉMENTS INTRODUCTIFS À LA NORME IAS 7

### I. OBJECTIF DE LA NORME IAS 7

Le tableau des flux de trésorerie est un document très apprécié par les dirigeants, analystes financiers et actionnaires pour une raison simple : il est facile à interpréter car il n'y figure que les entrées et les sorties d'argent : Les informations concernant les flux de trésorerie d'une entreprise sont utiles aux utilisateurs des états financiers car elles leur apportent une base d'évaluation de la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des besoins d'utilisation de cette trésorerie par l'entreprise.

L'objectif de la norme est de normaliser l'information à donner. Les flux de trésorerie retenus par l'IAS 7 sont de trois natures : opérationnel, investissement et financement.

### II. OBLIGATION D'ÉTABLISSEMENT DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

« Une entreprise doit établir un tableau des flux de trésorerie selon les dispositions définies par la présente norme et doit le présenter comme partie intégrante de ses états financiers pour chaque exercice donnant lieu à présentation d'états financiers. »

IAS 7, § 1.

Dans les comptes consolidés français : le tableau des flux de trésorerie est obligatoire depuis le règlement n° 99-02 du CRC relatif aux comptes consolidés.

### III. AVANTAGES DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

« Les utilisateurs des états financiers d'une entreprise sont intéressés par la façon dont l'entreprise génère et utilise sa trésorerie ou ses équivalents de trésorerie. »

IAS 7, § 3.

« Un tableau des flux de trésorerie, lorsqu'il est utilisé de concert avec le reste des états financiers, fournit des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer les changements de l'actif net d'une entreprise, sa structure financière (y compris sa liquidité et sa solvabilité) et sa capacité à modifier les montants et l'échéancier des flux de trésorerie pour s'adapter aux changements de circonstances et opportunités. Les informations relatives aux flux de trésorerie sont utiles pour apprécier la capacité de l'entreprise à dégager de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et permettent aux utilisateurs d'élaborer des modèles pour apprécier et comparer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de différentes entreprises. Elles renforcent également la comparabilité des informations sur la performance opérationnelle de différentes entreprises car elles éliminent les effets de l'utilisation de traitements comptables différents pour les mêmes opérations et événements. »

IAS 7, § 4.

## SECTION 2. PRINCIPE DE PRÉSENTATION DU TABLEAU

Toutes les entrées et sorties d'argent qui figurent sur le tableau des flux de trésorerie sont celles d'un même exercice social. Les trois flux de trésorerie (opérationnel, investissement, financement) permettent d'expliquer pourquoi l'argent en trésorerie en fin d'exercice social est supérieur (ou inférieur) à ce qu'il était en début d'exercice social.

Le tableau des flux de trésorerie boucle sur le flux de trésorerie : il est la résultante des trois flux fondamentaux retenus par l'IAS 7 (opérationnel, investissement, financement).

- (1) Flux de trésorerie opérationnel (*cash flow from operating activities, operating cash flow*)
- (2) Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (*cash flow from investing activities*)
- (3) Flux de trésorerie lié aux opérations de financement (*cash flow from financing activities*)

= Variation (augmentation ou diminution) de la trésorerie = (1) + (2) + (3).

= *Net decrease or increase*

## **SECTION 3. DÉFINITIONS**

### **I. TRÉSORERIE**

Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les « fonds en caisse » correspondent au poste disponibilités au sens français du terme. Il convient également de comprendre (§ 8) que la trésorerie comprend les concours bancaires courants et les soldes créditeurs de banque (au sens français du terme).

### **II. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

Ce sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils ne correspondent pas exactement aux valeurs mobilières de placement (au sens français du terme).

### **III. FLUX DE TRÉSORERIE**

Ils résultent des entrées et des sorties de trésorerie (voir I. ci-dessus) et d'équivalents de trésorerie (voir II. ci-dessus). Ils ne comprennent pas les mouvements entre postes de trésorerie ou d'équivalents trésorerie (§ 9).

### **IV. ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES**

Ce sont les principales activités génératrices de produits de l'entreprise et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

### **V. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

Ce sont l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

### **VI. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Ce sont les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et des emprunts de l'entreprise.

## **SECTION 4. CONTENU ET ANALYSE DES TROIS FLUX**

### **I. FLUX PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES**

Il est fondamental pour déterminer l'aptitude de l'entreprise à dégager de l'argent par ses seules activités opérationnelles (activités autres que d'investissement ou de financement).

En cas de doute sur la nature d'un flux, il convient de déterminer s'il répond aux définitions ou aux contenus des flux d'investissement ou de financement ; dans la négative le flux considéré est réputé être un flux opérationnel.

## II. FLUX PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Il génère le plus souvent des sorties importantes d'argent car il comprend toutes les acquisitions d'immobilisations qui ont été payées lors de l'exercice social. Il peut être réduit si l'entreprise a cédé des immobilisations. Le flux lié aux opérations d'investissement :

- comprend également les mouvements sur prêts ;
- et tient compte des mouvements sur créances et dettes sur immobilisations.

Le flux en provenance des activités d'investissement ne comprend pas les investissements réalisés par location-financement (§ 44-a). Les acquisitions et sorties de filiales figurent dans le flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (§ 39).

## III. FLUX PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les nouveaux emprunts génèrent des entrées d'argent tandis que les remboursements d'emprunts génèrent des sorties d'argent. Le flux en provenance des activités de financement comprend également les versements de dividendes aux actionnaires (sorties d'argent) et les augmentations de capital (entrées d'argent). Au total le flux provenant des activités de financement peut aussi bien générer des entrées d'argent que des sorties d'argent. Le § 17 de la norme précise :

« La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités de financement est importante, car elle est utile à la prévision des flux futurs de trésorerie de l'entreprise attendus par les apporteurs de capitaux.

Exemples de flux de trésorerie provenant des activités de financement :

- entrées de trésorerie de l'émission d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres ;
- sorties de trésorerie faites aux actionnaires pour acquérir ou racheter les actions de l'entreprise ;
- produits de l'émission d'emprunts obligataires, ordinaires, de billets de trésorerie, d'emprunts hypothécaires et autres emprunts à court ou à long terme ;
- sorties de trésorerie des montants empruntés ; et
- sorties de trésorerie effectuées par un preneur de bail dans le cadre de la réduction du solde de la dette relative à un contrat de location-financement. »

### **SECTION 5. DÉTERMINATION DU FLUX EN PROVENANCE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES**

Il est égal à la différence entre les produits et les charges liés aux activités opérationnelles encaissés l'année N, qu'ils soient dus à des opérations de l'année N ou à des opérations antérieures. Les opérations concernées correspondent :

- à tous les produits du compte de résultat, excepté les cessions d'immobilisations, qui donnent lieu à des encaissements ; il convient de noter que les reprises sur amortissements et provisions et les transferts de charges ne donnent jamais lieu à des encaissements ;
- et à toutes les charges du compte de résultat qui donnent lieu à des décaissements ; il convient de noter que les dotations aux amortissements et aux provisions ne donnent jamais lieu à des décaissements.

Le flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles est déterminé par la méthode directe ou par la méthode indirecte (§ 18) :

- méthode directe : on détermine les encaissements et les décaissements ;
- méthode indirecte : on part du bénéfice que l'on ajuste en tenant compte des charges et des produits calculés et des variations de certains postes du besoin en fonds de roulement (stocks, client, fournisseurs, etc.).

Des dispositions similaires figurent dans l'article 46211 du règlement n° 99-02 du CRC.

IAS 7 § 19 précise que la méthode directe est préférable. Cette précision du § 19 est parfaitement logique : tout l'intérêt du tableau des flux de trésorerie est, comme son nom l'indique, de présenter des *flux de trésorerie* (des entrées et des sorties d'argent) ; ceci est bien le cas avec la méthode directe mais non dans la méthode indirecte. En outre la présentation avec la méthode indirecte est, à notre avis, nettement plus difficile à comprendre que la présentation avec la méthode directe car, comme on le voit avec l'illustration ci-après on y trouve des termes techniques, tels que « variation du besoin en fonds de roulement », qui impliquent, chez le lecteur des comptes, un niveau minimum de connaissances comptables et financières.

L'annexe d'IAS 7 propose deux exemples de tableaux des flux de trésorerie (des exemples... non des modèles) qui ne font pas partie d'IAS 7 ; ces exemples figurent dans le texte original en anglais mais ils n'ont pas été repris dans la traduction officielle publiée par l'Union européenne.

#### Direct Method Cash Flow Statement (paragraph 18a)

		20-2
<b>Cash flows from operating activities</b>		
Cash receipts from customers	30 150	
Cash paid to suppliers and employees	27 600	
Cash generated from operations	2 550	
Interest paid	(270)	
Income taxes paid	(900)	
<i>Net cash from operating activities</i>		1 380
<b>Cash flows from investing activities</b>		
Acquisition of subsidiary X, net of cash acquired (Note A)	(550)	
Purchase of property, plant and equipment (Note B)	(330)	
Proceeds from sale of equipment	20	
Interest received	200	
Dividends received	200	
<i>Net cash used in investing activities</i>		(480)
<b>Cash flows from financing activities</b>		
Proceeds from issue of share capital	250	
Proceeds from long-term borrowings	250	
Payment of finance lease liabilities	(90)	
Dividends paid <sup>(1)</sup>	(1 200)	
<i>Net cash used in financing activities</i>		(790)
<b>Net increase in cash and cash equivalents</b>		110
<b>Cash and cash equivalents at beginning of period (Note C)</b>		120
<b>Cash and cash equivalents at end of period (Note C)</b>		230

(1) This could also be shown as an operating cash flow.



## Indirect Method Cash Flow Statement (paragraph 18b)

20-2

**Cash flows from operating activities**

Profit before taxation	3 350
Adjustments for	
Depreciation	450
Foreign exchange loss	40
Investment income	(500)
Interest expense	400
	<u>3 740</u>
Increase in trade and other receivables	(500)
Decrease in inventories	1 050
Decrease in trade payables	<u>(1 740)</u>
Cash generated from operations	2 550
Interest paid	(270)
Income taxes paid	<u>(900)</u>

*Net cash from operating activities*

1 380

**Cash flows from investing activities**

Acquisition of subsidiary X net of cash acquired (Note A)	(550)
Purchase of property, plant and equipment (Note B)	(350)
Proceeds from sale of equipment	20
Interest received	200
Dividends received	<u>200</u>

*Net cash used in investing activities*

(480)

**Cash flows from financing activities**

Proceeds from issue of share capital	250
Proceeds from long-term borrowings	250
Payment of finance lease liabilities	(90)
Dividends paid <sup>(1)</sup>	<u>1 200</u>

*Net cash used in financing activities*

(790)

Net increase in cash and cash equivalents

110

Cash and cash equivalents at beginning of period (Note C)

120

230

(1) This could also be shown as an operating cash flow.

**SECTION 6. POINTS PARTICULIERS****I. EFFET DES VARIATIONS DE CHANGE**

Les gains et pertes latents provenant des variations des cours de change ne sont pas des flux de trésorerie. Toutefois, l'effet des variations des cours de change sur la trésorerie ou les équivalents de trésorerie détenus ou dus en monnaie étrangère est présenté dans le tableau des flux de trésorerie de façon à permettre le rapprochement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à l'ouverture et à la clôture de l'exercice (§ 28).

**III. INTÉRÊTS ET DIVIDENDES**

Les intérêts versés et les intérêts et dividendes reçus sont habituellement classés en flux de trésorerie opérationnelle par une institution financière. Toutefois, il n'y a aucun consensus pour le classement de ces flux de trésorerie chez les entreprises des autres branches d'activité (§ 33).

En définitive, précisez le § 31, les intérêts et dividendes perçus ou versés doivent être présentés séparément, l'entreprise faisant le choix de les faire figurer en sein de l'un des trois flux.

#### IV. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Les impôts payés sont habituellement classés en flux de trésorerie d'activités opérationnelles (§ 36).

##### Exemple de tableau des flux de trésorerie figurant dans l'annexe de la norme IAS 7 (1992) ; méthode directe (§ 18-a)

<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :</b>	X1
Encaissements reçus des clients	+
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	-
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	=
Intérêts payés	-
Impôts sur le résultat payés	-
Flux de trésorerie avant élément extraordinaire	=
Indemnités perçues à la suite d'un tremblement de terre	+
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	X2
Acquisition de la filiale X nette de la trésorerie acquise	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	-
Produit résultant de la vente de matériel	+
Intérêts encaissés	+
Dividendes reçus	+
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	X3
Produits de l'émission d'actions	+
Produits d'emprunts à long terme	+
Remboursement de dettes résultant des contrats de location-financement	-
Dividendes versés	-
<b>Augmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	X6
$X1 + X2 + X3 = X6 = X5 - X4$	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	X4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	X5

### SECTION 7. EXERCICES AUTOCORRIGÉS

#### Exercice 6

##### ÉNONCÉ

Hermès International est spécialisé dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits de luxe.

Le CA par activité d'Hermès International se répartit comme suit :

- vente en magasins sous l'enseigne Hermès (79,7 %) : vente de sacs, bagages, agendas et produits de sellerie et de petite maroquinerie (54,9 % du CA), de vêtements, chaussures et accessoires (24,3 %), d'articles de soie (14,4 %), de bijoux et produits d'art de vivre (6,4 %) ;
- vente en magasins spécialisés (16,9 %) : vente d'articles d'horlogerie (43,1 % du CA), de parfums (39,5 %) et de produits d'art de la table (17,4 %) ;
- autres (3,4 %) : vente de chaussures sous la marque John Lobb et prestations de production en sous-traitance (notamment de parfums et d'impressions textiles).

Le groupe Hermès International dispose d'un réseau de 291 points de vente répartis entre succursales (145), magasins concessionnaires (107) et autres (39). La répartition géographique du CA est la suivante : France (19,2 %), Europe (18,5 %), Japon (27 %), Asie-Pacifique (17,2 %), Amériques (15,3 %) et autres (2,8 %).

Le groupe Hermès est coté sur Euronext et compose le SBF 120.

### Bilan consolidé au 31 décembre 2008<sup>3</sup>

#### Actif (en million d'euros)

	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Actifs non courants	1 583,0	585,0	998,0
Goodwill (note 11)	70,2	34,5	35,7
Immobilisations incorporelles (note 12)	124,4	71,1	53,2
Immobilisations corporelles (note 13)	1 148,3	476,1	672,1
Immeubles de placement (note 14)	11,1	1,0	10,1
Immobilisations financières (note 15)	50,5	0,8	49,7
Participation dans les entreprises associées (note 16)	15,7	–	15,7
Prêts et dépôts (note 17)	21,2	1,3	19,8
Actifs d'impôts différés (note 9)	140,0	–	140,0
Autres débiteurs non courants (note 19)	1,6	–	1,6
Actifs courants	1 502,6	172,7	1 329,9
Stocks et en-cours (note 18)	691,6	168,0	523,6
Créances clients et comptes rattachés (note 19)	157,8	4,4	153,4
Créances d'impôts exigibles (note 9-19)	5,0	–	5,0
Autres débiteurs (note 19)	67,7	0,3	67,4
Juste valeur des instruments financiers (note 23)	94,8	–	94,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 20)	485,8	–	485,8
<b>Total actifs</b>	<b>3 085,6</b>	<b>757,7</b>	<b>2 327,9</b>

#### Passif avant répartition (en millions d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres	1 604,8	1 475,1
Capital social (note 21)	53,8	54,1
Primes	48,6	43,5
Actions d'autocontrôle (note 21)	(36,8)	(33,8)
Réserves	1 275,8	1 138,8
Différence de conversion (note 21)	(25,7)	(45,2)
Instruments dérivés – Part capitaux propres (note 21)	(15,1)	17,0
Résultat de l'exercice – Part du groupe	290,2	288,0
Intérêts minoritaires (note 22)	14,0	12,7
Passifs non courants	107,7	99,6
Emprunts et dettes financières (note 23)	24,5	25,3
Provisions (note 24)	2,8	1,5
Engagements de retraites et autres avantages au personnel (note 26)	48,9	39,8
Passifs d'impôts différés (note 9)	9,6	8,1
Autres créditeurs non courants (note 27)	21,9	24,9
Passifs courants	615,4	490,4
Emprunts et dettes financières (note 23)	71,0	60,7
Provisions (note 24)	15,0	15,1
Engagements de retraites et autres avantages au personnel (note 26)	3,0	4,0
Fournisseurs et comptes rattachés (note 27)	210,8	204,7
Juste valeur des instruments financiers (note 23)	105,3	32,6
Dettes d'impôts exigibles (notes 9 – 27)	44,5	34,6
Autres créditeurs courants (note 27)	165,8	138,7
<b>Total passifs</b>	<b>2 327,9</b>	<b>2 065,1</b>

3. Vous pouvez consulter les notes dans le rapport annuel 2008 d'Hermès International.

**Tableau de Flux de trésorerie consolidés 2008 avant répartition (en millions d' €)**

	31/12/2008	31/12/2007
Capacité d'autofinancement	378,9	356,6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net et charge d'impôt courante)	523,3 (76,1)	502,3 (60,8)
Stocks et en-cours (note 20)	3,3	(4,9)
Clients et comptes rattachés (note 20)	(16,8)	(10,0)
Autres créances et divers (hors impôts courants) (note 20)	5,6	24,7
Dettes fournisseurs (note 20)	7,9	14,9
Autres dettes et divers (hors impôts courants) (note 20)	(4,4)	0,1
Variation de la juste valeur des instruments dérivés (note 20)		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (note 20)	(80,5)	(36,0)
Flux provenant des activités opérationnelles	442,9	466,3
Coût de l'endettement financier net	19,3	11,8
Impôt sur le résultat payé	(159,6)	(159,6)
<b>Flux nets générés par l'activité</b>	<b>302,6</b>	<b>318,5</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (note 12)	(16,9)	(13,3)
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 13)	(138,6)	106,6
Acquisitions de titres de participation	(5,0)	(36,0)
Acquisitions d'autres immobilisations financières	(1,9)	(20,4)
Dettes sur immobilisation	(5,1)	13,9
Cessions d'immobilisation opérationnelle	0,1	4,4
Cession de titres consolidés	1,1	–
Cessions d'autres immobilisations financières	–	15,0
<b>Flux affectés à l'investissement</b>	<b>(166,2)</b>	<b>(143,0)</b>
Distribution mise en paiement	(111,0)	(106,6)
Rachats d'actions propres	(50,9)	(100,6)
Souscriptions d'emprunts	22,6	5,7
Remboursements d'emprunts	(4,1)	(9,1)
Autres augmentations/(diminution) des capitaux propres	5,8	2,0
<b>Flux de financement</b>	<b>(137,6)</b>	<b>(208,6)</b>
Variation de périmètre (note 20)	–	(20,9)
Variation de change sur opérations intragroupe	(27,6)	6,3
Variation de change (note 20)	(1,2)	(10,0)
Variation de la trésorerie nette (note 20)	(30,0)	(57,7)
Trésorerie nette à l'ouverture (note 20)	480,5	538,2
Trésorerie nette à la clôture	450,5	480,5
Variation de la trésorerie nette (note 20)	(30,0)	(57,7)

**Détail de la capacité d'autofinancement (en millions d'euros)**

	2008	2007
Résultat net – Part du groupe	290,2	288,0
Dotations aux amortissements	74,5	64,6
Pertes de valeur	1,7	1,3
Mark-to-Market instruments dérivés	(5,3)	(6,3)
Gains/(pertes) de change sur variations de juste valeur	(11,5)	6,1
Mouvements des provisions	3,1	1,2
Part dans le résultat net des entreprises associées	11,4	(1,6)
Intérêts minoritaires	5,0	5,8
Plus ou moins-values de cessions	0,9	(1,2)
Charge d'impôts différés	4,9	(2,0)
Charges et produits cumulés liés au paiement en action	3,9	–
Autres	0,1	0,7
Capacité d'autofinancement	378,9	356,6
Coût de l'endettement financier net	(19,3)	(11,8)
Charge d'impôt courante	163,7	157,5
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et charge d'impôt courante	523,3	502,3

**TRAVAIL À FAIRE**

1. Selon quel(s) référentiel(s) comptable(s) Hermès doit-elle présenter ses états financiers consolidés à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ?
2. Existe-t-il une présentation formelle du bilan en IAS/IFRS ?
3. Qu'entend-on par « Actifs courants » au bilan consolidé du groupe (référentiel IAS/IFRS) ?
4. . Quel jeu complet d'états financiers la norme IAS 1 exige-t-elle de présenter aux assemblées d'actionnaires d'Hermès ?
5. Interpréter le tableau de flux de trésorerie.

**CORRIGÉ**

1. Les comptes consolidés doivent être établis selon la réglementation IAS/IFRS car Hermès International est cotée sur un marché **réglementé** (Euronext).
2. La norme IAS 1 n'impose pas de présentation formelle du bilan. Mais il faut distinguer actifs courants et actifs non courants, passifs courants et passifs non courant. Certaines informations doivent figurer obligatoirement.
3. IAS 1 § 57 :
 

« Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants :

  - a) l'entité s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
  - b) l'actif est détenu essentiellement aux fins d'être négocié ;
  - c) on s'attend à ce que l'actif soit réalisé dans les douze mois suivant la date de clôture ;

ou

  - d) il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie) sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture. »
4. IAS 1 :
 

« Un jeu complet d'états financiers comprend :

  - a) un bilan ;
  - b) un compte de résultat ;
  - c) un état des variations des capitaux propres [...] ;
  - d) un tableau des flux de trésorerie ;
  - e) des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives », soit une annexe.
5. Les flux générés par l'activité sont largement positifs et couvrent les investissements et permettent de distribuer des dividendes.

**Synthèse**

Le cadre conceptuel de l'IASB est un système d'objectifs et de principes fondamentaux. L'IAS 1 définit les états financiers, qui sont au nombre de 5 :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'état de résultat global ;
- l'état de variation de capitaux propres ;
- l'état de flux de trésorerie ;
- les notes.

La comptabilisation des variations de juste valeur directement dans les capitaux propres a eu pour conséquence d'introduire un nouveau document : l'état de résultat global.

Les objectifs définis par le cadre conceptuel (entre autres d'intelligibilité et de comparabilité) ont rendu obligatoire la présentation de l'état de variation de capitaux propres et d'état de flux de trésorerie.

# EXERCICES DE SYNTHÈSE DE LA PARTIE 1

## Exercice 7 : Cadre conceptuel

### ÉNONCÉ

#### TRAVAIL À FAIRE

1. Qu'est-ce que le cadre conceptuel ?
2. Quel est le contenu du cadre conceptuel ?
3. Quels sont ses objectifs ?
4. À qui s'adresse l'information financière ?
5. Existe-t-il un cadre conceptuel dans le PCG ?

### CORRIGÉ

#### 1. Qu'est-ce que le cadre conceptuel ?

Le cadre conceptuel de l'IASB approuvé en avril 1989 (*conceptual framework*) est un système cohérent d'objectifs et de principes fondamentaux liés entre eux, qui a pour objet de donner une représentation utile de l'entreprise. Par ailleurs, en avril 2004, le *Financial Accounting Standards Board* (FASB) et l'IASB se sont réunis pour examiner leurs plans d'actions communs et ont décidé, en octobre 2004, d'y ajouter le projet de développer un cadre conceptuel commun construit à partir des deux cadres existants. Le cadre conceptuel fait actuellement l'objet d'un réexamen par ce dernier. Le 28 septembre 2010, l'IASB et le FASB ont achevé la première étape de leur projet de cadre conceptuel.

#### 2. Quel est le contenu du cadre conceptuel ?

Le cadre conceptuel de l'IASB :

- indique à qui s'adresse les états financiers et précise leur contenu ;
- précise quels sont leurs objectifs ;
- donne la liste des principes comptables à respecter ;
- donne des définitions ;
- fixe des règles de comptabilisation ;
- fixe des règles d'évaluation ;
- traite du concept de capital et de maintien du capital.

#### 3. Quels sont ses objectifs ?

Les objectifs de ce cadre sont notamment :

- d'aider l'IASB à développer les futures normes comptables internationales et à réviser celles qui existent déjà ;
- d'aider les préparateurs des états financiers à appliquer les IAS et IFRS et à traiter de sujets qui doivent encore faire l'objet d'une norme ;
- d'aider les auditeurs à se faire une opinion sur la conformité des états financiers avec les normes comptables internationales ;
- d'aider les utilisateurs des états financiers à interpréter l'information contenue dans les états financiers préparés en conformité avec les normes comptables internationales.

#### 4. À qui s'adresse l'information financière ?

Les utilisateurs des états financiers comprennent les investisseurs actuels et potentiels, les membres du personnel, les prêteurs, les fournisseurs et autres créanciers, les clients, les États et leurs organismes publics et le public. Ils utilisent les états financiers afin de satisfaire certains

de leurs besoins différents d'informations. Comme les investisseurs sont les apporteurs de capitaux à risque de l'entreprise, la fourniture d'états financiers qui répondent à leurs besoins répondra également à la plupart des besoins des autres utilisateurs susceptibles d'être satisfaits par des états financiers. C'est d'abord sur la direction de l'entreprise que repose la responsabilité de la préparation et de la présentation des états financiers.

### REMARQUE

Nouveauté en cours (pas votée)

#### L'IASB et le FASB achèvent la première étape de leur projet de cadre conceptuel :

L'*International Accounting Standards Board* (IASB) et le *Financial Accounting Standards Board* (FASB) ont achevé et publié, le 28 septembre 2010, la première partie de leur projet commun d'amélioration d'un cadre conceptuel pour les IFRS et les US GAAP (*Generally Accepted Accounting Principles* ou principes comptables généralement acceptés aux États-Unis). Cette publication inclut deux nouveaux chapitres qui portent sur :

- l'objectif de l'information financière à caractère général, qui constitue les fondations du cadre conceptuel ;
- les caractéristiques qualitatives d'une information financière utile, c'est-à-dire les qualités que l'information financière doit posséder.

### 5. Existe-t-il un cadre conceptuel en PCG ?

Il n'existe pas.

Le PCG décrit des plans de comptes et des modèles de présentation des états financiers. Ceux-ci n'existent pas dans le cadre conceptuel.

### Exercice 8 : États financiers IAS 1

#### ÉNONCÉ

L'entreprise Boisé est établie dans le Sud de la France et a été fondée le 01/01/2004. Elle fabrique et commercialise des meubles. Elle vend aussi des planches de bois qu'elle ne découpe pas mais achète et revend en l'état.

#### Compte de résultat individuel de l'année 2010 (en k€)

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation	
Achats de marchandises	500	Ventes de marchandises	2 000
Var. du stock de marchandises	- 20	Ventes de produits finis	14 000
Achats de matières premières	1 800	Production stockée	- 100
Var. du stock de matières premières	200		
Autres achats et charges externes <sup>(1)</sup>	1 000		
Charges de personnel <sup>(2)</sup>	4 000		
DAP – charges d'exploitation <sup>(3)</sup>	1 100		
Charges financières	110		
Intérêts	2		
Charges exceptionnelles			
Sur opération de gestion			
<b>Total des charges</b>	<b>8 692</b>	<b>Total des produits</b>	<b>15 900</b>
Bénéfice	7 208		
<b>Total</b>	<b>15 900</b>	<b>Total</b>	<b>15 900</b>

(1) 800 concernent la production, 150 la commercialisation et 50 les frais administratifs.

(2) 3 000 pour le personnel productif, 600 pour le personnel commercial et 400 pour le personnel administratif.

(3) 770 pour l'amortissement des installations productives, 220 pour l'amortissement des locaux commerciaux et 110 pour l'amortissement des locaux administratifs.



**TRAVAIL À FAIRE**

1. Calculer la marge commerciale, la production de l'exercice, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation.
2. En prévision des travaux de consolidation, Boisé souhaite présenter ses comptes selon le règlement 99.09 pour les comptes consolidés. Elle opte pour le classement par destination (fonction) afin de se rapprocher du modèle de l'IASB. Procéder aux modifications.
3. Le comptable de Boisé se demande encore à quoi ressemblerait le compte de résultat si l'entreprise décidait d'appliquer les normes IAS 1. Établir le compte de résultat selon le modèle proposé par l'IAS 1. Est-il possible de calculer les soldes intermédiaires de gestion ?
4. Que comprennent les états financiers définis dans la norme 1 ?

**CORRIGÉ****1. Soldes intermédiaires de gestion**

Marge commerciale =  $2\,000 - (500 - 20) = 1\,520$

Production de l'exercice =  $14\,000 - 100 = 13\,900$

VA =  $1\,520 + 13\,900 - ((1\,800 + 200) + 1\,000) = 12\,420$

EBE =  $12\,420 - 4\,000 - 1\,100 = 7\,320$

**2. Passage d'un compte de résultat individuel PCG classé par nature à un compte de résultat classé par fonction**

Coût d'achat des marchandises vendues

= Achats de marchandises + variations des stocks de marchandises

=  $500 - 20 = 480$

Coût d'achat des matières premières consommées en 2004 (CAMP)

=  $1\,800 + 200 = 2\,000$

Coût de production des produits fabriqués en 2010

= CAMP + AACE productifs + personnel productif + dotations aux amortissements (DA) des installations productives

=  $480 + 2\,000 + 800 + 3\,000 + 770 = 7\,050$

Coûts de production des produits vendus

= Coût de production - Production stockée

=  $7\,050 - (-100) = 7\,150$

Coûts commerciaux

= AACE commerciaux + Personnel commercial + DA des immobilisations commerciales

=  $150 + 600 + 220 = 970$

Coûts administratifs

= AACE administratifs + Personnel administratif + DA des immobilisations administratives

=  $50 + 400 + 110 = 560$

**Compte de résultat classé par fonction**

Chiffre d'affaires	16 000
– Coût des ventes	7 150
= Marge provenant du CA	8 850
– Charges commerciales	970
– Charges administratives	560
= Résultat d'exploitation	7 320
Produits financiers	
– Charges financières	110
= Résultat financier	– 110
Résultat courant avant impôt	7 210
Produits et charges exceptionnels	– 2
= Résultat	7 208

**3. Présentation selon la norme IAS 1****Compte de résultat selon l'IAS 1**

Chiffre d'affaires (Revenue)	16 000
– Coût des ventes (Cost of sales)	– 7 150
= Marge brute (Gross profit)	8 850
– Coûts commerciaux (Distribution costs)	– 970
– Charges administratives (Administrative expenses)	– 560
– Autres charges (Other expenses)	– 112
Résultat (Profit)	7 208

**4. Définition des états financiers selon la norme 1**

Un jeu complet d'états financiers comprend :

- un état de situation financière à la fin de la période ;
- un état du résultat global de la période ;
- un état des variations de capitaux propres de la période ;
- un tableau de flux de trésorerie de la période ;
- des notes, contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives ;
- un état de situation financière au début de la première période de comparaison lorsque l'entité applique une méthode comptable à titre rétroactif ou effectue un retraitement rétroactif des éléments de ses états financiers, ou lorsqu'elle procède à un reclassement des éléments dans ses états financiers.

Les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation fidèle des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans le cadre conceptuel.

IAS 1 précise notamment que l'entité :

- doit préparer les états financiers sur une base de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention ou n'a pas d'autre solution réaliste, que de liquider l'entité ou de cesser son activité ;
- doit établir ses états financiers selon la méthode de la comptabilité d'engagement, sauf pour les informations relatives aux flux de trésorerie ;
- doit présenter séparément chaque catégorie significative d'éléments similaires. L'entité doit présenter séparément les éléments de nature ou de fonction dissemblables, sauf s'ils sont non significatifs ;
- ne doit pas compenser les actifs et les passifs ou les produits et les charges, sauf si cette compensation est imposée ou autorisée par une IFRS ;
- doit présenter un jeu complet d'états financiers au minimum une fois par an ;

- doit présenter, sauf autorisation ou disposition contraire des IFRS, des informations comparatives au titre de la période précédente pour tous les montants figurant dans les états financiers de la période ;
- doit conserver la présentation et le classement des postes dans les états financiers d'une période à l'autre.

## Exercice 9 : Actif et passif

### ÉNONCÉ

#### TRAVAIL À FAIRE

1. Quelle est la définition d'un actif ?
2. Quelle est la définition d'un passif ?

Le 01/01/2012, la société Edito SA vend des marchandises de reproduction graphique à son client allemand Graphik AG, aux conditions de règlement suivantes : 200 000 € lors de la vente initiale, 300 000 € dans douze mois et 500 000 € dans deux ans. Le taux sur les marchés financiers pour un crédit aux mêmes conditions est d'environ 7 %.

3. Qu'est-ce qu'un produit ?
4. Quelles sont les écritures au moment de la vente ?
5. Quelles sont les écritures à la fin de l'exercice 2008 ?
6. Quelles sont les écritures au moment de versement ?

### CORRIGÉ

#### 1. Quelle est la définition d'un actif ?

Un actif est une ressource contrôlée par l'entreprise du fait d'événements passés et dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise. L'avantage économique futur représentatif d'un actif est le potentiel qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au bénéfice de l'entreprise.

#### 2. Quelle est la définition d'un passif ?

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

#### REMARQUE

L'évaluation des produits ordinaires s'effectue selon la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas d'un paiement différé, on actualise les revenus futurs. Car en cas d'un paiement différé, le client bénéficie d'un crédit c'est-à-dire d'un prêt.

#### 3. Qu'est-ce qu'un produit ?

Les produits sont les accroissements d'avantages économiques au cours de l'exercice, sous forme d'entrées ou d'accroissements d'actifs, ou de diminutions de passifs qui ont pour résultat l'augmentation des capitaux propres autres que les augmentations provenant des apports des participants aux capitaux propres.

**4. Quelles sont les écritures au moment de la vente ?**

Dans ces conditions, la valeur (juste valeur) de la créance est déterminée de la manière suivante, en actualisant les flux de liquidité futurs :

$$300\,000/1,07 + 500\,000/(1,07)^2 = 713\,093$$

Au moment de la vente, Edito SA comptabilise les opérations suivantes :

Banque	200 000	
Créances clients (+A)	717 093	
Ventes		917 093

Le montant de la vente est de 917 093 €, alors que l'ensemble des paiements sera de 1 000 000 € (200 € + 300 k€ + 500 k€). En effet, le client va devoir verser plus que la valeur des marchandises (917 093 €) car il bénéficie d'un crédit que lui accorde le vendeur (la société Edito SA). La différence entre la juste valeur des marchandises et les montants encaissés correspond au coût du service financier (c'est-à-dire le prêt) accordé par le vendeur, et qu'il faut donc payer à son client.

**5. Quelles sont les écritures à la fin de l'exercice 2012 ?**

À la fin de l'exercice 2012, le client Graphik verse 300 000 €.

La valeur résiduelle de la créance à cette date correspond à la valeur actualisée du montant restant dû :  $500\,000/1,07 = 467\,290$ .

C'est la valeur qu'il convient de reporter dans le bilan de l'entreprise.

Le montant de la créance client est de  $(717\,093 - 467\,290)$  soit 249 803 €.

La différence entre le versement de 300 000 € et le montant de la créance client de 249 803 € est un produit financier 50 197 €.

Ce produit de 50 197 € correspond aux intérêts qui proviennent du prêt accordé par Edito SA à son client ( $7\% \times 717\,093$ ) pendant l'année 2008.

Banque	300 000	
Créances clients		249 803
Produit financier		50 197

**6. Quelles sont les écritures au moment de versement ?**

À l'échéance du dernier versement, Edito SA enregistre les écritures suivantes :

Banque	500 000	
Créances clients		467 290
Produit financier ( $7\% \times 467\,290$ )		32 710

**Exercice 10 : ANC et IFRS****ÉNONCÉ****Une politique de recherche ambitieuse**

« Pour que les normes comptables internationales ne soient pas fondées sur une vision exclusivement financière et reflètent mieux la réalité économique, l'ANC souhaite proposer des alternatives en s'appuyant sur des travaux de recherche de qualité.

L'Autorité des normes comptables (ANC), créée en février 2010, s'est vu confier trois missions : édicter les normes comptables françaises applicables aux comptes sociaux de toutes les sociétés, avec une attention forte aux besoins des sociétés non cotées ; influencer les débats sur les normes comptables internationales (IFRS) applicables aux comptes consolidés des sociétés cotées ; et stimuler et coordonner la recherche comptable en France. Pourquoi inclure dans les missions de l'ANC le soutien à la recherche comptable ? En fait, si l'on considère la comptabilité comme une matière très pratique et concrète – consistant à rendre compte des opérations économiques et de la situation financière d'une entreprise – elle comporte aussi un aspect très conceptuel car les normes comptables doivent créer des classifications élémentaires pour traduire des flux économiques souvent complexes. Or, il existe un débat de fond récurrent sur les concepts à appliquer en comptabilité. Selon l'ANC, les normes comptables internationales élaborées par l'International Accounting Standard Board (IASB) s'inspirent d'une vision « marchande » et financière, où l'on cherche à mesurer la valeur du patrimoine dans une optique d'achat ou de vente. Cette approche conduit à vouloir inscrire au bilan toutes les conséquences financières possibles des contrats signés par l'entreprise. Dans cette vision, il convient de rechercher une valeur de marché, existante ou théorique, pour déterminer à quel prix s'échangerait chaque élément du bilan. Le résultat comptable qui en découle repose alors sur une variation de valeur de marché des actifs et passifs de l'entreprise.

**Pour une vision davantage basée sur la performance économique**

Cette approche, qui tend à confondre comptabilité et évaluation financière, s'éloigne d'une vision plus économique, de production, où les biens de l'entreprise ne sont pas tous destinés à la vente et où ce qui compte, c'est de mesurer la performance de l'activité sur le long terme, résultant de la différence entre les dépenses et les revenus générés par cette activité. Ainsi se forme le résultat comptable, fiable et prudemment évalué, servant de base à de nombreux usages (calcul des impôts, des dividendes, références juridiques et contractuelles...) et dont l'accumulation forme le patrimoine. Dans ce débat, la recherche en France a été novatrice à certaines époques et moins à d'autres. Aujourd'hui, les idées dominantes – presque l'idéologie – viennent de ceux qui promeuvent une vision financière. Pour que les normes comptables internationales ne soient pas fondées sur une vision exclusivement financière et reflètent mieux la réalité économique, il est fondamental de proposer des alternatives. »

Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables,  
*Revue Échanges*, mars 2012.

**TRAVAIL À FAIRE**

À la lecture de ce texte, préciser quelle est la partie prenante valorisée et quel est le point de vue de l'ANC ?

**CORRIGÉ**

La partie prenante valorisée est l'investisseur, et la position de l'ANC à l'international est de proposer différentes perspectives.



# FUSION ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

Partie rédigée par Pierre KRO

## TITRE 1. OPÉRATIONS DE REGROUPEMENT ET STRATÉGIES D'ENTREPRISES

<p>Chapitre 1. Les opérations de croissance externe</p> <p>Chapitre 2. Les opérations de restructurations internes</p> <p>Chapitre 3. Les étapes du processus de regroupement</p>	<p><b>Objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Savoir analyser la stratégie d'entreprise qui motive le regroupement et comprendre la différence entre une opération de croissance et une opération de restructuration.</li> <li>• Prendre connaissance des étapes du processus.</li> </ul>
---	--

Les opérations de regroupement, fusions, scissions et apports partiels d'actifs, constituent les véhicules juridiques privilégiés de la mise en œuvre des stratégies d'entreprises. On doit distinguer les opérations de croissance externe, qui modifient la consistance économique des sociétés qui participent à l'opération, des opérations de restructuration interne qui n'ont, du point de vue économique, aucun effet significatif.

### CHAPITRE 1. LES OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

#### RÉSUMÉ

La croissance externe consiste, pour la société initiatrice à obtenir le contrôle sur les activités d'une société cible et, dans le cas général, tirer avantage des revenus que ces activités génèrent.

Cette prise de contrôle peut prendre deux voies : l'achat des titres de la cible ou la fusion acquisition de la cible.

#### SECTION 1. LES PRISES DE CONTRÔLE

La stratégie de croissance et les décisions d'investissement qu'elle implique confrontent l'entreprise à l'alternative de la croissance interne ou externe.

La croissance interne se base sur le développement des actifs et marchés actuels de l'entreprise et passe par l'acquisition de nouveaux équipements, le lancement de nouveaux produits, l'augmentation du chiffre d'affaires avec les clients actuels ou recherche de nouveaux clients...

La croissance externe se fonde sur l'obtention d'une activité nouvelle ou complémentaire par l'acquisition d'une activité cible : ce mode de développement se réalise par la prise de contrôle d'une autre entreprise déjà implantée dans le domaine de produits ou la zone géographique ciblée.



La croissance externe présente, par rapport à la croissance interne, de nombreux avantages : l'obtention immédiate de nouvelles parts de marché, de nouvelles compétences, d'une organisation immédiatement opérationnelle, d'une nouvelle renommée, etc.

L'entreprise initiatrice dispose de deux voies juridiques pour réaliser une opération de croissance externe : soit elle procède à l'acquisition des titres de la société cible, soit elle se regroupe avec la société cible.

La première voie se traduit par une sortie de trésorerie équivalente à la valeur de la société cible, cette trésorerie étant remise à ses actionnaires pour l'achat des titres qu'ils détiennent.

La seconde voie, qui se réalise par regroupement de sociétés, ce qui est le thème de ce cours, se traduit par le transfert du patrimoine de la société cible à la société initiatrice et la rémunération de ce transfert par remise de titres de la société initiatrice.

Qu'il s'agisse d'une acquisition de titres ou d'une opération de regroupement, il y a, dans les deux cas, un transfert du pouvoir de contrôle de la société cible qui se trouve, après l'opération, intégrée dans la stratégie de la société initiatrice.

Par comparaison avec l'acquisition pure et simple des titres de la société cible, l'avantage évident d'un regroupement c'est que l'entreprise initiatrice aboutit au même résultat sans devoir se priver de sa trésorerie.

En effet, réaliser une augmentation de capital ne lui « coûte » rien, à l'exception de quelques frais qui sont peu importants au regard de la valeur de l'entreprise dont elle prend le contrôle.

## **SECTION 2. LES ALLIANCES**

Les alliances, ou associations d'intérêts, constituent une autre stratégie de développement externe qui se fonde sur la réunion d'activités antérieurement réalisées au sein d'entreprises distinctes. Ces sociétés indépendantes décident de s'associer pour réaliser en commun ce qu'elles n'ont pas les moyens de réaliser isolément.

Ces opérations aboutissent à la création d'entités nouvelles qui, tout en étant dans la continuité des entités anciennes, marquent le nouveau point de départ des activités regroupées.

Les dirigeants et les actionnaires des sociétés à l'origine de l'alliance vont se partager, plus ou moins également, la direction et les bénéfices de l'entreprise qui réunit les activités qu'ils ont décidé de mettre en commun.

Par souci d'homogénéité avec les traitements comptables qui sont fixés par le PCG, les alliances constituent dans ce cours une sous-catégorie des acquisitions mais il est clair, et d'autres auteurs le font observer, qu'on aurait pu considérer qu'elles constituent une catégorie distincte.

## **CHAPITRE 2. LES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATIONS INTERNES**

### **RÉSUMÉ**

À la différence des opérations de croissance externe, les opérations de restructuration interne n'ont pas pour objectif une prise de contrôle.

Elles visent à restructurer, pour des raisons diverses, les relations juridiques qui existent entre des sociétés qui sont sous contrôle commun.

Ces opérations se caractérisent par l'absence de modification du pouvoir de contrôle et par une continuité économique en dépit de l'apparente rupture juridique à laquelle on a procédé.

Dans la généralité des cas on considère qu'il y a restructuration interne quand le regroupement porte sur des entreprises sous contrôle commun, c'est-à-dire quand elles sont, au moment de l'opération, dans le périmètre de consolidation d'un groupe par intégration globale. Ces notions seront détaillées dans la suite du cours.

Les raisons qui fondent les décisions de restructurations internes peuvent avoir pour objet de rationaliser les structures ou l'organisation, par exemple une société d'un groupe dont l'activité est insuffisante rapportée au montant de ses frais généraux sera regroupée avec une autre société du même groupe en vue de réaliser des économies d'échelle.

Elles peuvent aussi avoir un fondement visant la clarification de l'organisation juridique, par exemple dans un groupe présentant un organigramme de filiales confus et complexe il sera nécessaire d'écarter ou regrouper plusieurs entreprises qui sont toutes liées par l'unité de leur direction ou de leur stratégie, sans que cette unité ne soit modifiée après la réalisation de la restructuration interne.

## CHAPITRE 3. LES ÉTAPES DU PROCESSUS DE REGROUPEMENT

### RÉSUMÉ

Qu'il s'agisse d'une fusion-acquisition ou d'une restructuration, les étapes du processus de regroupement sont identiques : négociation préalable, mise en œuvre, réalisation.

Il paraît utile de rappeler qu'une opération de regroupement est toujours un processus complexe, y compris pour les opérations simples ou impliquant des petites entreprises.

C'est pourquoi le plus souvent ce sont des experts financiers ou des banques d'affaires qui pilotent l'opération. Mais dans les opérations les plus simples, sans doute les plus nombreuses, l'expert-comptable sera celui qui conseillera les entreprises participant à l'opération.

Ce processus se découpe typiquement en trois étapes.

### SECTION 1. LA NÉGOCIATION PRÉALABLE

Elle a pour objet de cadrer l'intérêt de l'opération pour les sociétés et actionnaires concernés. Les questions à traiter sont variées et leur examen conduit à une décision de principe des partenaires : aspects économiques, aspects financiers, aspects fiscaux, aspects administratifs, incidence pour le personnel, incidence pour l'image de marque...

Cette étape peut être plus facile si l'une des sociétés a déjà le contrôle de l'autre ou si les sociétés concernées font partie du même groupe.

Elle peut être très complexe si les sociétés en cause sont indépendantes, a fortiori si elles sont concurrentes, éventuellement hostiles.

### SECTION 2. LA MISE EN ŒUVRE

Cette étape débute par la rédaction d'une lettre d'intention qui marque la volonté des parties de s'engager dans le processus.

Cette étape comprend, pour les opérations importantes, des audits juridiques, fiscaux, comptables et aussi des audits commerciaux dont l'objet est de s'assurer de la réalité et de la solidité des clients et contrats.

On appelle communément « *Data room* » l'ensemble des informations qui sont ainsi centralisées pour les besoins de ces audits.

Dans le même temps, le processus d'évaluation des sociétés concernées est lancé et intègre les conséquences des négociations préparatoires.

À l'issue de cette deuxième étape, les dirigeants des sociétés en cause vont consigner, dans un document ayant un caractère officiel, les conclusions des études et discussions de la phase de négociation et préciser toutes les modalités financières de l'opération envisagée : c'est le projet de traité de fusion ou d'apport.

### SECTION 3. LA RÉALISATION

Cette étape constitue le dénouement juridique du processus de regroupement avec l'intervention des commissaires aux apports et à la fusion, la tenue des assemblées et les publications légales.

Dans certaines situations complexes, il peut être intéressant d'effectuer au préalable diverses opérations (augmentation ou réduction de capital, apurement de pertes, vente d'actifs non utiles, etc.) ayant pour but de faciliter l'opération de regroupement ou permettant de répondre à certains objectifs financiers, fiscaux, comptables ou autres.

Les aspects humains et commerciaux ne sont pas à négliger. Même si ce n'est pas l'objet de ce cours, rappelons que ce que l'on appelle le « management du changement » traite pour l'essentiel des conséquences de ces opérations de regroupement.

## TITRE 2. LES FUSIONS

Chapitre 1. Le contexte juridique  
Chapitre 2. Les modalités financières et comptables  
Chapitre 3. Les méthodes d'évaluation des entreprises  
Chapitre 4. Le régime fiscal  
Chapitre 5. Les schémas comptables de base  
Chapitre 6. Les difficultés comptables et fiscales  
Chapitre 7. La norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises

#### Objectifs :

- Connaître le contexte juridique des opérations de fusion : fusion création, fusion absorption.
- Comprendre les modalités financières : savoir déterminer la valeur de fusion et en déduire le rapport d'échange, savoir appliquer les règles comptables qui déterminent les valeurs d'apport.
- Connaître l'incidence du régime fiscal des fusions.
- Savoir traiter comptablement une fusion : enregistrer la prime de fusion, le boni ou le mali de fusion, savoir identifier un mali technique.
- Savoir traiter les difficultés.

## CHAPITRE 1. LE CONTEXTE JURIDIQUE

### RÉSUMÉ

Le régime des fusions de sociétés commerciales est réglementé par le Code de commerce.

Au plan juridique la fusion a pour conséquences : la dissolution sans liquidation de la société absorbée, la transmission universelle du patrimoine de la société absorbée à la société absorbante et l'échange des titres détenus par les associés de la société absorbée contre les titres qui ont été créés par la société absorbante.

L'effet juridique de la fusion peut coïncider avec sa réalisation mais peut aussi prendre une date différente.

Dans le cas où la société absorbante détient une participation dans le capital de la société absorbée, des modalités particulières sont prévues pour éviter d'aboutir à des situations d'autocontrôle : ce sont la fusion allotissement et la fusion renonciation.

Si cette participation au capital de l'absorbée est de 100 %, le régime des fusions simplifié s'applique ou celui de la transmission universelle du patrimoine (TUP) qui est organisé par le Code civil.

## **SECTION 1. LES DÉFINITIONS DU CODE DE COMMERCE**

La fusion est définie à l'article L. 236-1 du Code de commerce :

« Une ou plusieurs sociétés peuvent, par voie de fusion, transmettre leur patrimoine à une société existante ou à une nouvelle société qu'elles constituent. »

Il existe donc deux voies possibles pour réaliser la fusion :

- a. La fusion-absorption lorsque le transfert du patrimoine est réalisé au profit d'une société existant antérieurement,
- b. La fusion-crédation lorsque la fusion est réalisée par création d'une nouvelle société.

En pratique, la fusion absorption est le cas le plus fréquent car c'est la voie la plus simple de mise en œuvre puisque la société absorbante existe déjà au moment de l'opération.

Dans la suite de ce cours les termes « société absorbée » et « société absorbante » seront utilisés indifféremment des modalités retenues, société absorbante déjà existante ou créée par l'opération de fusion.

Précisons que l'article L. 236-2 du Code de commerce autorise la fusion entre des sociétés de formes différentes.

## **SECTION 2. LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES**

Les trois conséquences de la fusion sont précisées à l'article L. 236-3 du Code de commerce.

### **I. DISSOLUTION SANS LIQUIDATION DES SOCIÉTÉS QUI DISPARAISSENT**

Pour mémoire, il convient de rappeler que les causes de dissolution d'une société peuvent être les suivantes : arrivée du terme, extinction de l'objet social, réunion de tous les droits sociaux en une seule main, décision des associés ou décision judiciaire.

Dans le cas où l'une de ces situations survient, les conséquences juridiques de la dissolution sont nulles si la régularisation des causes qui l'ont motivée intervient.

En revanche, en l'absence de régularisation, la liquidation de la société est prononcée entraînant sa radiation au registre du commerce et la fin de son existence légale.

Dans le cas de la fusion, la dissolution n'a pas pour conséquence d'entraîner la liquidation de la société dissoute. Ce qui signifie que la société absorbée poursuit son existence, avec son patrimoine, avec ses droits et obligations, mais voit sa personnalité morale se « dissoudre » dans celle de la société absorbante de telle sorte que juridiquement c'est, après fusion, la société absorbante qui détient ce patrimoine et ces droits et qui est engagée par ces obligations.

## II. LA TRANSMISSION UNIVERSELLE DE LEUR PATRIMOINE AUX SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES, DANS L'ÉTAT OÙ IL SE TROUVE À LA DATE DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'OPÉRATION

La société absorbée transmet son patrimoine à la société absorbante. Cela signifie qu'elle lui cède son patrimoine, mais la « transmission universelle » recouvre une notion plus large que celle recouverte par un simple contrat de cession.

Les effets d'une cession réalisée par contrat portent exclusivement sur les biens, ou les passifs, explicitement mentionnés dans ce contrat.

A contrario, la « transmission universelle » recouvre tous les actifs et passifs, tous les droits et obligations de la société absorbée qui les transmet à la société absorbante même s'ils ne figurent pas dans le traité de fusion ou d'apport, même s'ils ont été omis dans l'inventaire ou le bilan de l'absorbé qui sert de base à l'opération.

Le Code de commerce stipule, en outre, que ce patrimoine est transféré « dans l'état où il se trouve à la date de réalisation définitive de l'opération », ce qui signifie que si ce patrimoine a subi des altérations, venant l'enrichir ou au contraire l'appauvrir, entre la date à laquelle il a été inventorié et la date où l'opération est juridiquement réalisée, celles-ci n'ont pas d'incidence sur la réalisation de l'opération.

Ce dernier point sera précisé avec l'étude des opérations de la période de rétroactivité.

## III. L'ACQUISITION, PAR LES ASSOCIÉS DES SOCIÉTÉS QUI DISPARAISSENT, DE LA QUALITÉ D'ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

Le Code de commerce stipule, à l'article L. 236-1, que les associés des sociétés qui transmettent leur patrimoine reçoivent des parts ou des actions de la société bénéficiaire des apports.

Cela signifie que les actionnaires, ou associés, de la société absorbée doivent recevoir en échange des titres qu'ils détiennent les actions, ou parts, de la société absorbante. Ces actions ou parts doivent être créées par une augmentation de capital réalisée par celle-ci et concomitante au transfert de patrimoine de la (ou les) société absorbée.

Cet échange de titres se fait sur la base d'un rapport d'échange. Cet aspect sera étudié au chapitre 2 sur les modalités financières.

C'est le rôle des commissaires à la fusion de vérifier que les valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération sont pertinentes et que le rapport d'échange est équitable. Le contrôle légal des opérations de regroupement est étudié au titre 4.

Le Code de commerce autorise que l'échange des titres soit complété, éventuellement, par une soulte en espèces dont le montant ne peut dépasser 10 % de la valeur nominale des parts ou des actions attribuées.

Cette possibilité est utile pour gérer les calculs de rompus, c'est-à-dire de nombres non entiers, qui peuvent éventuellement survenir lors de l'échange des titres de la société absorbée contre ceux de la société absorbante.

### SECTION 3. LE CALENDRIER DES FORMALITÉS

Le processus de fusion peut s'étaler sur une durée assez longue. À titre indicatif, le calendrier des formalités juridiques s'organise comme suit :

Date limite	Dans chaque société participante
	• Établissement d'un protocole.
	• Dépôt d'une requête auprès du président du tribunal de commerce pour la désignation d'un commissaire à la fusion.
	• Convocation des conseils d'administration.
ÂGE – 45 j	• Réunion des conseils d'administration : § arrêté du projet de fusion, § fixation de la date de l'AGE, § fixation de l'ordre du jour, § arrêté du rapport du conseil à l'AGE, § fixation du texte des résolutions.
ÂGE – 30 j	• Signature du projet de fusion. • Communication aux commissaires à la fusion du projet de fusion. • Publicité légale du projet de fusion : § dépôt au greffe du siège de chaque société participante, § insertion dans un journal d'annonce légale au département du siège de chaque société. • Mise à disposition des actionnaires au siège des documents : § projet de fusion, § rapport du conseil d'administration, § rapports des commissaires à la fusion sur les modalités de la fusion et sur l'évaluation des apports, § comptes annuels et RG des 3 derniers exercices, § état comptable intermédiaire le cas échéant.
ÂGE – 15 j	• Convocation des AGE.
ÂGE – 8 j	• Dépôt au greffe du rapport des commissaires à la fusion.
ÂGE	• Tenue des AGE pour approuver la fusion.
ÂGE + 30 j	Dépôt au greffe du tribunal de commerce § 2 exemplaires de la déclaration de régularité et de conformité § 2 exemplaires du projet de fusion, § 2 exemplaires du PV de l'AGE de la société absorbée, § 2 exemplaires du PV de l'AGE de la société absorbante, § 2 copies des statuts modifiés de la société absorbante.

#### **SECTION 4. DATE D'EFFET ET DATE DE RÉALISATION**

La date de réalisation juridique d'une fusion est la date de la dernière assemblée statuant sur le traité de fusion mais sa date d'effet peut être différente. Selon l'article L. 236-4 du Code de commerce, la fusion prend effet :

- en cas de création d'une ou plusieurs sociétés nouvelles, à la date d'immatriculation, au registre du commerce et des sociétés, de la nouvelle société ou de la dernière d'entre elles ;
- dans les autres cas, à la date de la dernière assemblée générale ayant approuvé l'opération sauf si le contrat prévoit que l'opération prend effet à une autre date, laquelle ne doit être ni postérieure à la date de clôture de l'exercice en cours de la ou des sociétés bénéficiaires ni antérieure à la date de clôture du dernier exercice clos de la ou des sociétés qui transmettent leur patrimoine.

Il convient de préciser que le cas de création d'une ou plusieurs sociétés nouvelles est limité à la création des sociétés nouvelles résultant de la fusion elle-même, et non de la création préalable d'une société « coquille vide » pour accueillir ensuite les sociétés absorbées.

Dans les autres cas, où la société bénéficiaire des apports existe préalablement, il est donc possible d'envisager deux possibilités :

## I. UN EFFET RÉTROACTIF

Dans cette situation, toutes les opérations réalisées par la (ou des) société absorbée seront réputées avoir été réalisées par la société absorbante dès lors que l'opération aura été définitivement réalisée juridiquement.

L'effet rétroactif est borné dans le passé par la date de clôture du dernier exercice clos de la (ou des) société(s) absorbée(s).

### EXEMPLE

La société Amboise qui clôture son exercice le 31 décembre N absorbe la société Bordo qui clôture son exercice le 31 mars N. Les AGE qui approuvent l'opération se tiennent en juin N. La date d'effet de la fusion peut rétroagir au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril N.

Du fait de l'effet rétroactif, la consistance des apports peut être affectée par les opérations que la société absorbée réalise entre la date d'effet et la date de réalisation juridique de la fusion.

C'est pourquoi l'article L. 236-3 du Code de commerce stipule que le patrimoine de la (ou les) société(s) absorbée(s) est transféré « dans l'état où il se trouve à la date de réalisation définitive de l'opération », ce qui signifie que si ce patrimoine a subi des altérations, venant l'enrichir ou au contraire l'appauvrir, entre la date à laquelle il a été inventorié et la date où l'opération est juridiquement réalisée, celles-ci n'ont pas d'incidence directe sur la réalisation de l'opération.

Néanmoins, en cas de pertes réalisées par la (ou les) sociétés absorbées durant la période intercalaire, se pose le jour de l'assemblée la question de savoir si l'obligation de libération immédiate du capital et des primes y afférentes qui s'impose en cas d'apport en nature est respectée.

## II. UN EFFET DIFFÉRÉ

Dans cette situation, la fusion prend effet après les AGE qui l'ont décidé et l'effet différé est borné dans le futur par la date de clôture de l'exercice en cours de la société absorbante.

### EXEMPLE

Reprenons les données de l'exemple précédent.

La date d'effet de la fusion peut être postérieure au 31 décembre N.

L'option pour une date d'effet futur est généralement contestée quant à sa validité pour les motifs suivants :

- elle fait peser sur les apports une incertitude qui est incompatible avec la nécessité de libérer le capital ;
- le commissaire à la fusion, chargé aussi de l'appréciation des apports, ne peut apprécier une situation future et, sauf cas particulier, la Compagnie des commissaires aux comptes recommande d'éviter la mise en œuvre de l'effet futur.

Il existe, néanmoins, des cas où il est possible d'évaluer la situation financière future d'une société avec une assurance raisonnable : par exemple dans les activités qui fonctionnent avec des abonnements donnant lieu à un encaissement en début de période d'abonnement, car, dans cette situation, il est possible d'évaluer la situation financière future.

## SECTION 5. FUSION-RENONCIATION, FUSION-ALLOTISSEMENT

Dans l'hypothèse où la société absorbante détient une participation dans le capital de la société absorbée, il est interdit de procéder à l'échange des parts ou actions qui constituent cette participation, conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce.



En effet, s'il était procédé à cet échange, la société absorbante recevrait ses propres actions et serait amenée à détenir une partie de son propre capital en conséquence de l'opération de fusion.

Compte tenu de cette interdiction deux voies sont possibles au plan juridique :

## I. LA FUSION-RENONCIATION

La société absorbante limite son augmentation de capital à la création des droits sociaux nécessaires à la rémunération des associés de la société absorbée autres qu'elle-même.

Elle renonce, en conséquence, à recevoir ses propres actions en échange des actions qu'elle détient dans le capital de la société absorbée.

### EXEMPLE APPLICATIF 4

La société Amboise au capital composé de 2 000 actions absorbe la société Bordo au capital composé de 1 000 actions. Deux actions de la société Bordo sont échangées contre 1 action nouvelle de la société Amboise.

Mais la société Amboise détient 200 actions de la société Bordo.

La société Amboise va créer :  $(1\,000 - 200) \times (1/2) = 400$  actions nouvelles.

## II. LA FUSION-ALLOTISSEMENT

Il est attribué à la société absorbante une fraction de l'actif de la société absorbée correspondant à la quote-part que représente sa participation dans le capital de l'absorbée.

C'est un partage partiel d'actif de l'absorbée dont les modalités et conséquences sont identiques à celles qui résultent d'une liquidation de société. Ce partage partiel intervient au profit de l'absorbante, le surplus d'actif faisant alors seul l'objet d'un apport fusion.

Cette formule n'est pratiquement pas appliquée pour un motif fiscal, puisque le partage partiel qu'elle provoque s'assimile à une liquidation partielle et ne peut bénéficier du régime fiscal particulier des fusions qui est exposé au chapitre 4.

Certains auteurs considèrent que la méthode de la fusion-renonciation serait la seule reconnue par la loi et que la méthode de l'allotissement ne serait donc pas valable du point de vue juridique.

### SECTION 6. PARTICIPATION DE L'ABSORBÉE DANS LE CAPITAL DE L'ABSORBANTE

Dans le cas où la société absorbée détient une participation dans le capital de la société absorbante, cette participation sera comprise dans les apports que reçoit la société absorbante.

De ce fait, la société absorbante est amenée à détenir une partie de son propre capital en conséquence de l'opération de fusion, mais contrairement au cas précédent cette situation n'est pas interdite.

Elle reste néanmoins réglementée pour les sociétés par actions qui peuvent conserver des titres de leur propre capital pendant un délai maximum de deux ans et sous réserve qu'ils ne représentent pas plus de 10 % de leur capital.

La société absorbante a la possibilité d'annuler les titres en cause par une réduction de capital concomitamment à la fusion, ce qui permettrait, selon certains auteurs, de ne pas appliquer les procédures légales prévues normalement pour les réductions de capital non motivées par des pertes (assemblée, rapport du commissaire aux comptes).

Si l'absorbante n'est pas une société par actions, aucune disposition légale ne lui permet de conserver ses propres titres. Elle devra donc, dans tous les cas, les annuler par une réduction de capital.

## **SECTION 7. FUSION SIMPLIFIÉE ET TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE (TUP)**

Quand une société détient la totalité du capital de sa filiale et envisage de l'absorber, deux voies juridiques peuvent être envisagées :

### **I. LA FUSION SIMPLIFIÉE**

Les modalités de la fusion simplifiée sont prévues l'article L. 236-11 du Code de commerce :

- lorsque la société absorbante détient la totalité du capital des sociétés absorbées, il n'y a lieu ni à approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des sociétés absorbées ni à l'établissement d'un rapport de commissaire à la fusion ;
- l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante statue au vu du rapport d'un commissaire aux apports.

### **II. LA TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE (TUP)**

Les modalités de TUP sont prévues par l'article 1845-1 du Code civil :

- quand tous les droits sociaux se trouvent réunis entre les mains d'une seule personne ;
- l'actionnaire unique a la possibilité de décider de la dissolution de la société ;
- cette décision entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société dissoute à son actionnaire unique sans qu'il soit nécessaire de la liquider ;
- l'actionnaire unique se trouve, du fait de la transmission universelle du patrimoine de la société dissoute, substitué dans tous les droits, biens et obligations de celle-ci.

Il convient de préciser que la TUP ne peut avoir d'effet rétroactif car le Code civil ne prévoit pas cette possibilité, contrairement aux fusions simplifiées pour lesquelles la possibilité d'effet rétroactif est offerte par le Code de commerce.

## **SECTION 8. LE TRAITÉ DE FUSION**

Le projet de fusion est arrêté par le conseil d'administration, le directoire, ou le gérant de chacune des sociétés participant à l'opération de fusion projetée.

Il doit contenir les indications suivantes :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes ;
- les motifs, buts et conditions de la fusion ;
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission aux sociétés absorbantes ou nouvelles est prévue ;
- les modalités de remise des parts ou actions ;
- la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seront considérées comme accomplies par la ou les sociétés bénéficiaires des apports ;
- les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération ;
- le rapport d'échange des droits sociaux et, le cas échéant, le montant de la soulte ;
- le montant prévu de la prime de fusion ;
- les droits accordés aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ainsi que, le cas échéant, tous avantages particuliers.

## CHAPITRE 2. LES MODALITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES

### RÉSUMÉ

Les modalités financières sont celles qui vont permettre de fixer le rapport d'échange et donc de calculer le nombre d'actions que la société absorbante va créer pour rémunérer les apports et ainsi fixer l'augmentation de capital qu'elle doit réaliser.

Sous réserve du maintien de l'équité entre les actionnaires des sociétés qui participent à l'opération, ce qui fait l'objet d'un contrôle légal, les modalités financières ne sont pas règlementées et résultent en grande partie d'une négociation.

Les modalités comptables sont celles qui vont permettre de fixer les valeurs d'apports reportés dans le traité de fusion. A contrario des modalités financières, les modalités qui déterminent ces valeurs sont fixées réglementairement par le PCG.

En particulier quand la société absorbante détient une participation dans le capital de la société absorbée, le PCG impose des règles très précises pour calculer et enregistrer les bonis et les malis qui sont créés par l'opération de fusion.

Il convient d'attirer l'attention des étudiants sur le caractère relativement complexe des modalités financières et comptables relatives aux fusions.

Cette complexité est avant tout due au fait que le processus de fusion rend nécessaire l'appel à des techniques qui couvrent une part importante des connaissances que les candidats du DSCG doivent maîtriser : aspects financiers incluant les techniques d'évaluation d'entreprise, aspects fiscaux incluant les principes de la fiscalité différée, aspects comptables incluant les règles de transcription des apports et la maîtrise de la lecture des états financiers des entreprises... et cette liste n'est sans doute pas exhaustive.

C'est pourquoi il est apparu intéressant de présenter une méthodologie (ce n'est pas la seule qui existe) qui permet de dérouler le processus avec ses étapes logiques et nécessaires.

### SECTION 1. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie financière et comptable des opérations de regroupement s'organise en plusieurs étapes qui répondent chacune à un objectif et à des règles propres. Ces étapes sont résumées dans le tableau suivant et sont analysées en détail dans la suite du cours.

Détermination des valeurs de fusion et fixation du rapport d'échange
Détermination de l'augmentation de capital à réaliser
Détermination des valeurs d'apport
Analyse de la prime de fusion et de ses composantes : prime pure, boni ou mali de fusion

### SECTION 2. VALEURS DE FUSION ET RAPPORT D'ÉCHANGE

Cette étape a pour objet de fixer la valeur relative des titres de chacune des sociétés qui participent à l'opération :

- les sociétés sont valorisées ;
- la valeur de chacune des sociétés est divisée par le nombre de titres qui composent son capital pour obtenir leur valeur de fusion, aussi appelée valeur d'échange ;
- la valeur de fusion relative de chaque titre est exprimée sous la forme d'un rapport.

**EXEMPLE APPLICATIF 5**

La société Amboise dont le capital est composé de 150 000 actions de 30 € absorbe la société Bordo dont le capital est composé de 120 000 actions de 10 €.

La valorisation de la société Amboise ressort à 8 100 000 € et celle de la société Bordo à 2 160 000 €. On obtient donc les valeurs de fusion :

- pour Amboise :  $8\,100\,000 / 150\,000 = 54$  € ;
- pour Bordo :  $2\,160\,000 / 120\,000 = 18$  €.

Et le rapport d'échange s'établit à 1 Amboise pour 3 Bordo car :  $1 \times 54 = 3 \times 18$ .

Le processus qui permet d'obtenir la valorisation des sociétés intègre à la fois les résultats de l'évaluation financière des entreprises concernées, mais aussi, et surtout, les résultats des négociations qui ont été menées par les dirigeants de ces entreprises.

Il est piloté par des banques d'affaires ou des conseils financiers qui en ont fait leur spécialité, sauf dans le cas des petites opérations qui sont, en règle générale, dans le périmètre d'intervention de l'expert-comptable.

Concrètement, il faut distinguer, à l'intérieur de ce processus, la phase d'évaluation financière uniquement fondée sur des critères mesurables, issus de la comptabilité et de prévisions financières, de la phase de valorisation qui intègre des éléments non mesurables objectivement.

**Deux situations** peuvent se présenter :

**La première situation** correspond au cas où la valorisation des sociétés qui participent à l'opération résulte uniquement des éléments inscrits dans leurs patrimoines respectifs, pouvant être identifiés et chiffrés sans difficulté.

Dans cette situation aucun autre élément n'intervient dans la valorisation de l'action de la société absorbante, ni dans celle de la société absorbée.

La valeur des actions est alors simple à fixer : elle correspond au quotient de l'évaluation financière par le nombre des actions composant le capital car l'évaluation financière et la valorisation procèdent d'une seule et même démarche.

Mais de tels cas sont rares car les entreprises sont des ensembles disparates avec des actifs d'âges et d'origines diverses, avec des éléments incorporels difficilement chiffrables ou absents du bilan, avec des applications inégales des règles comptables, etc. qui font que l'évaluation uniquement financière des patrimoines est trompeuse.

Dans cette **seconde situation**, le processus d'évaluation financière est complété par des éléments non financiers qui sont négociés par les dirigeants en prenant en considération l'ensemble des avantages que l'opération projetée apporte à leur société dans le présent et dans l'avenir en tenant compte de leur stratégie industrielle ou commerciale à long terme.

D'autres éléments d'appréciation peuvent également intervenir : intérêts du groupe auquel appartient la société, intérêts des salariés de l'entreprise, influence de considérations personnelles touchant à l'avenir des dirigeants de l'une ou l'autre des sociétés concernées.

Mais, à l'issue des négociations, le rapport d'échange retenu pour une opération de fusion doit être équitable. Cette notion suppose une évaluation relative des sociétés en présence qui doit conduire à ne pas désavantager une société par rapport à une autre, ni les actionnaires de l'une par rapport aux actionnaires de l'autre.

En conclusion, la détermination des valeurs de fusion, servant de base au calcul du rapport d'échange, et l'évaluation financière des sociétés qui participent à l'opération s'obtiennent rarement par une seule démarche :

- la détermination du rapport d'échange doit être entièrement animée par la recherche de l'équité de l'opération pour tous les actionnaires des sociétés concernées ;
- l'évaluation financière des entreprises est influencée par le respect des règles comptables et l'insuffisance des informations relatives aux éléments absents des comptes.

Ces deux démarches aboutissent à des résultats nécessairement distincts, sauf exception.

### SECTION 3. AUGMENTATION DE CAPITAL À RÉALISER – CAS GÉNÉRAL

La société absorbée disparaissant avec la fusion, ses actionnaires ou associés vont présenter les titres qu'ils détiennent dans son capital et obtenir en échange des titres de la société absorbante.

Par voie de conséquence, le nombre de titres à créer s'obtient en appliquant la formule :

×	Nombre de titres composant le capital de l'absorbée
	Rapport d'échange
=	Nombre de titres de l'absorbante à créer

Le montant en euros de l'augmentation de capital à réaliser par la société absorbante s'obtient ensuite en multipliant le nombre de titres à créer par la valeur nominale en euros du titre.

Il convient de préciser que l'augmentation de capital à réaliser par la société absorbante dépend directement du rapport d'échange qui a été précédemment déterminé. C'est pourquoi nous suggérons de faire les calculs à partir du nombre de titres et non directement à partir des valeurs de capital exprimées en euros car cette façon de procéder, même si elle donne les mêmes résultats, conduit fréquemment à des erreurs de raisonnement.

Certes, il peut arriver que les valeurs en euros soient utilisées pour calculer l'augmentation de capital, et il arrive aussi qu'une fois l'accord réalisé sur un rapport d'échange, on soit amené à déterminer des valeurs en euros pour répondre aux exigences fiscales ou comptables ou pour déterminer une soulte afin d'équilibrer l'échange. Mais le lien entre les deux n'est pas obligatoire et les valeurs relatives ont plus d'importance que les valeurs absolues.

#### EXEMPLE APPLICATIF 6

La société Amboise dont le capital est composé de 150 000 actions absorbe la société Bordo dont le capital est composé de 120 000 actions.

Le rapport d'échange est arrêté à 1 Amboise pour 3 Bordo.

En conséquence la société Amboise devra créer :  $120\,000 \times (1/3) = 40\,000$  actions.

Quand le rapport d'échange obtenu ne permet pas à certains actionnaires de la société absorbée d'obtenir à l'échange un nombre entier de titres de la société absorbante il y a création de rompus.

Cela signifie que les porteurs de titres de l'absorbée ont la possibilité d'acheter ou de vendre les titres manquants ou en excédent pour se retrouver propriétaire du nombre voulu pour l'échange.

#### EXEMPLE APPLICATIF 7

La société Amboise absorbe la société Bordo. La valeur de fusion de l'action Amboise a été fixée à 12 € et le rapport d'échange arrêté à 7 Amboise pour 3 Bordo.

Si l'actionnaire Durand détient 2 actions Bordo il devra acquérir 1 action Bordo au prix de  $12 \times (7/3) = 28$  € qui est la valeur du rompu.

Il est aussi possible d'ajuster l'équilibre de l'échange par la création d'une soulte en espèces.

### SECTION 4. AUGMENTATION DE CAPITAL À RÉALISER – FUSION-RENONCIATION

Les calculs doivent prendre en compte, le cas échéant, l'existence d'une participation de la société absorbante dans le capital de la société absorbée.

Dans cette situation, comme cela a été exposé dans le chapitre portant sur le contexte juridique, la société absorbante va renoncer à la création des titres nécessaire à l'échange des titres qu'elle détient dans le capital de la société absorbée.

Par voie de conséquence, le nombre de titres à créer s'obtient en appliquant la formule :

–	Nombre de titres composant le capital de l'absorbée
	Nombre de titres détenus par la société absorbante
=	Nombre de titres à échanger
x	Rapport d'échange
=	Nombre de titres de l'absorbante à créer

Et les titres détenus par la société absorbante dans le capital de la société absorbée sont annulés du fait de sa disparition puisqu'elle est dissoute dans l'opération de fusion.

#### EXEMPLE APPLICATIF 8

La société Amboise dont le capital est composé de 150 000 actions absorbe la société Bordo dont le capital est composé de 120 000 actions. La société Amboise détient 30 000 actions de la société Bordo.

Le rapport d'échange a été arrêté à 1 Amboise pour 3 Bordo.

En conséquence la société Amboise devra créer :

$(120\,000 - 30\,000) \times (1/3) = 30\,000$  actions.

## SECTION 5. VALEURS D'APPORT

Les valeurs d'apport sont celles qui sont attribuées aux actifs apportés et aux passifs transférés et qui sont obligatoirement mentionnées dans le traité de fusion.

Nous avons précédemment souligné que le processus de détermination des valeurs de fusion et du rapport d'échange est totalement libre, sous réserve du contrôle légal auquel sont soumises les opérations de regroupement étudié au titre 4.

A contrario, la détermination des valeurs d'apport est un processus qui doit nécessairement respecter les dispositions du règlement du CRC 2004-01 relatif au traitement comptable des opérations de fusions et assimilées.

Ce règlement, qui figure en annexe au PCG, pose les principes généraux suivants :

### I. DEUX MÉTHODES DE VALORISATION DES APPORTS

Il n'existe que deux méthodes pour valoriser les apports :

- la valeur comptable, qui correspond aux valeurs figurant dans les livres de la société absorbée ;
- la valeur réelle, qui correspond à la valeur globale attribuée aux apports, celle-ci étant affectée aux éléments identifiés du patrimoine apporté et le solde résiduel étant assimilé à un élément incorporel non identifié.

### II. MÉTHODE DE VALORISATION PAR LA VALEUR COMPTABLE

Pour les opérations impliquant des entreprises sous contrôle commun, c'est-à-dire les opérations de restructuration interne dans les cas où une des sociétés contrôle préalablement l'autre ou bien lorsque les deux sociétés sont préalablement sous le contrôle d'une même société mère, la méthode de valorisation est celle de la valeur comptable.

Il est précisé que la notion de contrôle renvoie à celle définie par le règlement n° 99-02 du CRC relatif aux comptes consolidés : le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;



- soit de la désignation, pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, dès lors qu'existe la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise concernée.

Le cas le plus général de situation de contrôle commun est celui où la majorité des droits de votes correspondant au capital des sociétés fusionnées est détenue par une même société.

L'obligation de ne pas modifier les valeurs figurant dans les livres de la société absorbée se justifie par le fait que le regroupement opéré change la structure juridique du groupe, dont font partie les sociétés fusionnées, mais ne modifie pas sa substance économique.

### III. MÉTHODE DE VALORISATION PAR LA VALEUR RÉELLE

Dans les autres opérations, celles impliquant des entreprises sous contrôle distinct, c'est-à-dire les opérations conduisant à une prise de contrôle, la méthode de valorisation est celle de la valeur réelle.

L'obligation de retenir les valeurs réelles se justifie car, d'un point de vue économique, l'une des sociétés appelée « société initiatrice » prend l'initiative des opérations et prend le contrôle d'une autre société appelée « société cible » ou renforce son contrôle sur celle-ci.

Il s'agit en définitive d'une acquisition qui doit être valorisée selon des principes homogènes avec ceux qui auraient été retenus si les éléments du patrimoine reçu en apport avaient été acquis individuellement.

Dans la généralité des cas, la fusion est une « opération à l'endroit », c'est-à-dire que la société initiatrice de l'opération est la société absorbante ou sa société mère, alors que la société absorbée est la société cible. Dans ce cas, après la fusion, l'actionnaire principal de l'absorbante, bien que dilué, conserve son pouvoir de contrôle sur celle-ci.

Néanmoins, certains montages juridiques peuvent conduire à la réalisation « d'opérations à l'envers ». Dans ce cas, la société initiatrice de l'opération est la société absorbée ou sa société mère, alors que la société cible est la société absorbante. Après la fusion, l'actionnaire principal de l'absorbée a pris le contrôle de l'absorbante.

Quand l'opération est juridiquement à l'envers de sa réalité économique, ce sont les valeurs de la société initiatrice qui figurent dans le traité de fusion et il n'y a pas lieu de les modifier car ce n'est pas cette société qui est acquise. Par exception à la règle générale énoncée ci-dessus, on retiendra dans ce cas les valeurs comptables.

En résumé le tableau ci-après présente les différentes situations envisagées par le règlement CRC 2004-2 :

	Contrôle commun	Contrôle distinct
<b>Opérations à l'endroit</b>	Valeurs comptables	Valeurs réelles
<b>Opérations à l'envers</b>	Valeurs comptables	Valeurs comptables

#### EXEMPLE APPLICATIF 9

La société Mère n° 1 détient 99,99 % du capital de la société Fille n° 1 qui est composé de 100 actions au nominal de 100 €. La société Mère n° 2 détient 99,99 % du capital de la société Fille n° 2 qui est composé de 50 actions au nominal de 100 €. À l'exception des participations susmentionnées, il n'existe aucun lien, ni juridique, ni contractuel, entre ces sociétés.

Les caractéristiques de l'opération projetée sont les suivantes :

- la société Fille n° 2 absorbera la société Fille n° 1 ;
- la valorisation en valeur réelle de la société Fille n° 1 est de 200 000 € et en valeur comptable de 150 000 € ;
- la valorisation en valeur réelle de la société Fille n° 2 est de 20 000 € et en valeur comptable de 20 000 € ;
- les valeurs de fusion retenues pour déterminer le rapport d'échange sont les valeurs réelles.



Par simplification on ne tiendra pas compte des 0,01 % des minoritaires.

Compte tenu de ces données les valeurs de fusion ressortent à 2 000 € (200 000/100) pour F1 et 400 € (20 000/50) pour F2. Le rapport d'échange est donc de 5 F2 pour 1 F1.

Le nombre d'actions créées par F2 est de 500 ( $100 \times 5$ ) et son capital se compose de 550 actions (50 + 500) après l'opération.

Ces actions sont maintenant détenues par M1 à hauteur des 500 titres reçus en échange des actions qu'elle détenait dans le capital de la société absorbée, et à hauteur de 50 par M2 pour qui l'opération ne modifie pas le nombre de titres détenus dans le capital de F2.

Compte tenu de cette nouvelle répartition du capital de F2, celle-ci est maintenant contrôlée à 90,91 % par M1 alors qu'auparavant elle était contrôlée à 100 % par M2.

L'opération est donc à l'envers : la société absorbante est la cible.

## SECTION 6. PRIME DE FUSION

La prime de fusion correspond à la différence positive qui est constatée entre la valeur globale des apports stipulée au traité de fusion et la valeur nominale de l'augmentation de capital qui est réalisée par la société absorbante.

Elle a la même nature qu'une prime d'émission car si une augmentation de capital identique avait été réalisée en numéraire, les souscripteurs auraient versé une somme équivalente à la valeur globale attribuée aux apports et dans cette situation la différence entre la trésorerie reçue et le montant nominal de l'augmentation de capital constitue la prime d'émission.

La prime de fusion, comme la prime d'émission, est classée dans le PCG avec les « *primes liées au capital social* », ce qui les situe entre le capital et les réserves.

### EXEMPLE APPLICATIF 10

La société Amboise dont le capital est composé de 150 000 actions de 30 € absorbe la société Bordo et crée 40 000 actions en rémunération des apports dont la valeur globale est de 2 000 000 €.

La prime de fusion se calcule comme suit :  $2\,000\,000 - (40\,000 \times 30) = 800\,000$  €

Il est possible d'utiliser la prime de fusion pour les opérations suivantes :

- transfert de la prime de fusion à la réserve légale ;
- prélèvements sur la prime en vue de la constitution de réserves (mais non de provisions) destinées à faire face à des risques éventuels ;
- imputation des frais d'augmentation de capital ;
- reconstitution des postes qui doivent rester isolés au point de vue fiscal : réserve spéciale des œuvres d'art d'artistes vivants, provisions réglementées ;
- distribution ;
- incorporation au capital.

Les autres opérations sont irrégulières, en particulier l'utilisation de la prime de fusion pour procéder à une régularisation des valeurs d'apport.

## SECTION 7. BONI DE FUSION

Lorsque la société absorbante détient des titres de la société absorbée il est procédé par fusion-renonciation comme cela a été exposé précédemment. En conséquence, les titres détenus par la société absorbante disparaissent avec la dissolution de l'absorbée.

Comptablement, un boni ou un mali peut apparaître lors de l'annulation des titres de la société absorbée qui figuraient au bilan de la société absorbante.

Le boni représente l'écart positif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

Les tableaux suivants résument l'analyse à laquelle on doit procéder :

x	Valeur globale d'apport de la société absorbée % de capital détenu par la société absorbante
=	Actif net reçu correspondant à la participation
-	Valeur comptable des titres
=	Boni ou mali
-	Valeur globale d'apport de la société absorbée Valeur comptable des titres annulés
=	Accroissement de l'actif net
-	Augmentation de capital
=	Prime de fusion brute
+/-	Boni ou mali
=	Prime de fusion nette

### EXEMPLE APPLICATIF 11

La société Amboise dont le capital est composé de 120 000 actions de 10 € absorbe la société Bordo dont le capital est composé de 60 000 actions de 10 €.

Le rapport d'échange est arrêté à 2 Amboise pour 3 Bordo, la valeur d'apport globale de la société Bordo est fixée à 720 000 €.

La société Amboise détient 15 000 actions de la société Bordo qu'elle a acquises pour 165 000 €.

Les modalités financières de l'opération sont donc les suivantes :

- actions nouvelles Amboise à créer :  $(60\,000 - 15\,000) \times (2/3) = 30\,000$
- montant nominal de l'augmentation de capital :  $30\,000 \times 10 = 300\,000$  €
- prime de fusion brute :  $720\,000 - 165\,000 - 300\,000 = 255\,000$
- boni de fusion :  $(720\,000 \times 15\,000/60\,000) - 165\,000 = 15\,000$  €
- prime de fusion nette :  $(720\,000 \times 45\,000/65\,000) - 300\,000 = 240\,000$  €

Le boni de fusion correspond donc à la réévaluation des titres détenus par l'absorbante du fait de la valorisation des apports en valeurs réelle.

Cette réévaluation a deux origines distinctes :

- d'une part elle s'explique par les profits que la société absorbée a réalisés et qu'elle a mis en réserve ;
- d'autre part par l'existence des plus-values que son patrimoine recèle.

L'analyse du boni de fusion suit la même logique :

- il correspond à un résultat financier à hauteur de la quote-part des résultats accumulés et non distribués par la société absorbée depuis son acquisition ;
- le montant résiduel a pour origine les plus-values d'apport ainsi que les résultats accumulés qui ne peuvent être déterminés de façon fiable.

## SECTION 8. MALI DE FUSION

Le mali de fusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

**EXEMPLE APPLICATIF 11 (SUITE)**

Reprenons les données de l'exemple précédent mais en supposant que les 15 000 actions de la société absorbée Bordo détenues par la société absorbante Amboise ont été acquises pour 200 000 €.

Les modalités financières de l'opération deviennent donc les suivantes :

- actions nouvelles Amboise à créer :  $(60\,000 - 15\,000) \times (2/3) = 30\,000$  inchangé
- montant nominal de l'augmentation de capital :  $30\,000 \times 10 = 300\,000$  € inchangé
- prime de fusion brute :  $720\,000 - 200\,000 - 300\,000 = 220\,000$
- mali de fusion :  $(720\,000 \times 15\,000/60\,000) - 200\,000 = -20\,000$  €
- prime de fusion :  $720\,000 \times (45\,000/60\,000) - 300\,000 = 240\,000$  €

Un mali existe généralement dans le cas des opérations réalisées entre entités sous contrôle commun et évaluées à la valeur comptable.

Dans cette situation un écart négatif peut apparaître entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

Cet écart est dû au fait que la valeur comptable des titres est fondée sur la valeur réelle de la société à la date de leur acquisition, alors que la quote-part de l'actif net reçu au moment de la fusion est valorisée en valeur comptable.

C'est pourquoi le mali doit être analysé en fonction de ses deux origines :

- le mali technique correspondant aux plus et moins-values latentes sur les éléments d'actif et de passif non réévalués ou non évalués dans les comptes de l'absorbée ;
- au-delà du mali technique, il est représentatif d'une dépréciation des titres qui aurait dû être constatée en résultat financier par la société absorbante.

Le mali technique ne représente donc pas une vraie « perte de valeur » mais est la conséquence de l'application de règles comptables qui se fondent sur le principe des coûts d'entrée aux valeurs historiques.

## CHAPITRE 3. LES MÉTHODES D'ÉVALUATION DES ENTREPRISES

### RÉSUMÉ

Les sociétés qui participent à une opération de fusion doivent faire l'objet d'une évaluation qui participe au processus de fixation du rapport d'échange.

Ces méthodes se fondent sur des approches patrimoniales ou basées sur la rentabilité, ou sur une combinaison des deux précédentes. Il existe aussi des méthodes d'évaluation par comparaison et des méthodes fondées sur une approche strictement financière basée sur les flux de trésorerie futurs générés par les entités à évaluer.

Toutes ces méthodes font l'objet de techniques et de méthodologies qui sont usuelles mais qui ne présentent aucun caractère réglementaire.

Comme cela a été indiqué dans les chapitres précédents, la réalisation d'une fusion implique le recours à des méthodes d'évaluation à toutes les étapes du processus :

- pour déterminer la valorisation des sociétés et déterminer le rapport d'échange ;
- pour valoriser les apports dans le traité de fusion globalement d'une part, et élément par élément d'autre part.

**Deux observations** importantes sont à formuler avant de présenter les méthodes d'évaluation des entreprises.

La **première** est que, dans le processus de fusion, il est fait référence à plusieurs valeurs qui, bien que résultant de l'utilisation de méthodes d'évaluation et de données financières et comptables identiques, peuvent présenter des résultats différents.

C'est ainsi que la valorisation utilisée pour déterminer le rapport d'échange, qui intègre l'effet de négociations entre les dirigeants, peut être différente de celle résultant de l'évaluation basée uniquement sur les données comptables et financières.

De même, la valeur d'apport globale peut être différente de la valorisation utilisée pour déterminer le rapport d'échange, et ce pour les mêmes raisons. Ou encore la somme des valeurs d'apport individuelles peut laisser subsister un solde non identifié par rapport à la valeur d'apport globale du fait des contraintes de la réglementation comptable.

L'attention des étudiants est attirée sur le fait que ces valeurs n'ont pas la même signification ni la même utilisation et il leur est demandé de se rapporter au chapitre 2 ci-avant pour obtenir les explications correspondantes.

La **seconde observation** est que l'approche la plus communément partagée pour définir objectivement la valeur est celle qui résulte du jeu normal de l'offre et de la demande dans un marché réel. Force est cependant de reconnaître qu'elle peut s'avérer difficile à mettre en œuvre car l'entreprise, en particulier celle qui n'est pas cotée, n'est pas un bien banalisé pour lequel existe un marché actif.

C'est pourquoi l'évaluation d'une entreprise intègre nécessairement un jugement subjectif qui sera différent selon le point de vue de l'évaluateur. Par exemple le résultat de l'évaluation d'une entreprise sera différent selon que l'évaluateur est :

- un investisseur purement financier, pour qui la valeur va dépendre du retour sur investissement, c'est-à-dire de la capacité de l'entreprise à distribuer des résultats ;
- une société de capital-risque envisageant de revendre à court terme, pour qui la valeur va dépendre de la trésorerie générée (le « cash-flow ») ;
- un industriel qui considérera que la valeur d'une entreprise est avant tout la valeur des salariés qui travaillent pour elle et les connaissances (le « know-how ») qu'ils détiennent.

De plus, les méthodes d'évaluation font intervenir des prévisions de résultats futurs et des calculs intégrant des facteurs de capitalisation ou d'actualisation ce qui implique une projection dans l'avenir qui, par définition, est incertain.

C'est pourquoi, l'objectif final d'une évaluation d'entreprise est d'aboutir à une fourchette de valeurs plus qu'à une valeur unique.

La conclusion de l'évaluation combinera les méthodes d'évaluation pour former une approche multicritère, visant à obtenir une fourchette de valeurs et déterminer ainsi un intervalle de valorisation pertinent, c'est-à-dire raisonnable, et équitable, qui ne lèse pas les intérêts de l'une des sociétés par le recours à une approche qui la pénalise au bénéfice des autres sociétés participant à l'opération.

## **SECTION 1. TYPOLOGIE DES MÉTHODES D'ÉVALUATION**

Il existe quatre grandes approches pour évaluer une entreprise :

- l'approche patrimoniale qui vise à cerner et valoriser le patrimoine de l'entreprise et se fonde sur des données comptables bilancielle rétrospectives ;
- l'approche fondée sur les performances réalisées par l'entreprise et qui fait appel à différents flux financiers ou économiques. Cette démarche s'appuie, en règle générale, sur des données obtenues à partir de résultats prospectifs ;
- l'approche mixte qui vise à intégrer les deux précédentes ;
- l'approche comparative qui s'appuie sur les transactions observées sur les titres des sociétés cotées.

Toutes ces approches ont des fondements économiques différents mais elles se complètent. Certaines approches sont analytiques, cas de l'approche par le patrimoine, alors que d'autres sont plutôt synthétiques, approches par le revenu ou par comparaison.

## **SECTION 2. L'ACTIF NET COMPTABLE CORRIGÉ**

La méthode de l'Actif net comptable corrigé (ANCC) se fonde sur les données comptables patrimoniales de l'entreprise à évaluer : la valeur de l'entreprise est égale à la somme des éléments qui constituent le patrimoine de l'entreprise, qu'ils soient comptabilisés ou non, exprimé en valeur actuelle au jour de l'évaluation.

L'ANCC étant égal à la valeur économique des capitaux propres, cela rend nécessaire un retraitement du bilan de façon à corriger les valeurs comptables pour les amener aux valeurs réelles.

Il existe deux modes de calcul pour obtenir l'ANCC :

- le mode soustractif qui correspond à la somme des valeurs réelles des différents éléments de l'actif diminuée de la somme des éléments du passif externe (dettes et provisions) ;
- le mode additif qui s'obtient en faisant la somme des capitaux propres comptables et des retraitements appliqués aux valeurs comptables pour les amener aux valeurs réelles.

Rappelons la signification du terme « capitaux propres comptables » tel qu'il est défini au paragraphe 234-1 du PCG ; ils correspondent à la somme algébrique :

- des apports : capital, primes liées au capital ;
- des écarts de réévaluation ;
- des écarts d'équivalence ;
- des bénéfices autres que ceux pour lesquels une décision de distribution est intervenue : réserves, report à nouveau créditeur, bénéfice de l'exercice ;
- des pertes : report à nouveau débiteur, perte de l'exercice ;
- des subventions d'investissement ;
- des provisions réglementées.

Rappelons aussi la signification du terme « retraitement » dans le cadre d'un processus d'évaluation d'entreprise : on procède à des retraitements pour tenir compte des distorsions entre les règles comptables (coût d'entrée, coût historique, valeur nette comptable...) et la réalité économique (valeur actuelle, valeur de réalisation) du patrimoine de l'entreprise à évaluer.

En effet, le bilan comptable est établi selon des modalités qui ne sont pas toujours compatibles avec la réalité économique et financière, du fait notamment de :

- l'application de certaines règles comptables qui conduisent à enregistrer à l'actif des charges qui ne représentent pas de valeur patrimoniale : frais d'établissement, frais de recherche et développement ;
- l'absence de comptabilisation de certains éléments incorporels : fonds de commerce, valeur de marque, savoir-faire de l'entreprise, valeur du droit au crédit-bail, etc. ;
- l'évolution du marché : en particulier pour l'immobilier ;
- l'existence de réserves occultes, ou de la surestimation, ou sous-estimation, de certains postes : dépréciations, provisions, par exemple.

L'objectif des retraitements est d'attribuer aux actifs et aux passifs identifiables de l'entreprise à évaluer une valeur déterminée en fonction de leur usage prévu. Cette démarche s'applique tant aux éléments inscrits dans les livres qu'à ceux qui ne le sont pas.

En vue de procéder à leur évaluation les actifs sont classés en deux catégories :

- les biens non destinés à l'exploitation, c'est-à-dire les actifs destinés à être revendus ou non nécessaires à l'exploitation, sont évalués à leur valeur de marché à la date de l'évaluation ou, en l'absence de marché, à leur valeur nette probable de réalisation ;
- les biens destinés à l'exploitation sont évalués à leur valeur d'utilité pour l'entreprise évaluée. Celle-ci correspond au prix qu'elle aurait accepté de payer si elle avait acquis ces éléments séparément, compte tenu de l'usage qu'elle compte en faire.

D'une manière générale, la valeur d'utilité s'identifie, pour les actifs acquis et destinés à l'exploitation, à leur valeur de remplacement, c'est-à-dire à l'investissement que l'entreprise devrait réaliser pour les remplacer par de nouveaux actifs, éventuellement différents, mais permettant à l'entreprise le maintien de sa production dans son secteur.

Les dettes et créances d'impôts différés attachées aux retraitements d'évaluation sont aussi prises en compte selon les modalités analysées plus loin dans ce chapitre.

Le tableau présenté ci-après résume la démarche d'ensemble à appliquer :

Retraitements des valeurs comptables		
Nature du retraitement	Justifications	Postes concernés
Élimination des non-valeurs	Il faut supprimer les actifs qui n'ont pas de valeur vénale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Frais d'établissement</li> <li>Frais de recherche et développement</li> <li>Charges à répartir</li> </ul>
Valorisation en valeur d'utilité des immobilisations	Les biens nécessaires à l'exploitation doivent être réestimés à leur valeur d'utilité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constructions exploitation</li> </ul>
Valorisation en valeur de réalisation des immobilisations	Les biens non nécessaires à l'exploitation doivent être valorisés au prix du marché	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction hors exploitation</li> </ul>
Valorisation du droit au crédit-bail	La valeur du droit au CB est égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et la valeur actuelle des échéances restant à courir.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Droit au CB</li> </ul>
Écart de conversion actif Écart de conversion passif	Ces écarts correspondent à une perte ou un gain sur une dette ou créance en devise étrangère. Ils doivent être supprimés de même que la provision pour perte de change pour inclure ces résultats dans la valorisation.	<ul style="list-style-type: none"> <li>ECA</li> <li>ECP</li> <li>Provision pour perte de change</li> </ul>
Affectation du résultat	Si le bilan est présenté avant affectation du résultat, il faut procéder à la répartition de ce dernier et mettre en dettes la part qui sera distribuée.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dividendes</li> </ul>
Incidence de la fiscalité différée	Les ajustements pratiqués sont potentiellement porteurs d'une charge ou d'une économie d'impôt futur.	

Nous allons analyser en détail chacun de ces retraitements.

## I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Tous les actifs incorporels identifiables, y compris ceux qui ne seraient pas inscrits dans les comptes de l'entreprise évaluée, font l'objet d'une évaluation.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles correspond à leur valeur de marché lorsqu'il existe un marché actif pour des biens similaires. Par marché actif, on entend un marché sur lequel s'échangent régulièrement à des prix connus des biens de nature homogène. En l'absence de marché actif, on retient la valeur d'utilité de l'immobilisation incorporelle en se référant notamment à la pratique du secteur concerné.

Lorsque l'entreprise évaluée détient un bien dans le cadre d'un contrat de location financement, ce qui ne donne lieu à aucun enregistrement à l'actif en application des règles du PCG, le droit incorporel correspondant doit être évalué à un montant égal à la différence entre d'une part, la valeur actuelle du bien concerné et d'autre part, la dette résiduelle à la date d'acquisition correspondant à la valeur actualisée des loyers et de l'option de rachat restant à payer.



**EXEMPLE APPLICATIF 12**

Un contrat de crédit-bail prévoit, pour un bien d'équipement d'une valeur de 100 000 €, le paiement d'un loyer annuel de 13 500 € sur 10 ans, et une option d'achat de 10 000 € en fin de contrat.

La durée d'utilisation du bien est de 20 ans et le taux d'intérêt de 10 %.

Au bout de 5 années d'utilisation, le droit au crédit-bail sera évalué à :

- Valeur actuelle du bien =  $100\,000 - (100\,000/20) \times 5 = 77\,378$ .
- Valeur actuelle de la dette =  $13\,500 \times \frac{1 - (1 + 0,1)^{-5}}{0,1} + \frac{10\,000}{(1 + 0,1)^5} = 57\,365$  €.

Valorisation du droit au crédit-bail :  $77\,378 - 57\,365 = 20\,013$  €.

**II. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Leur valeur d'utilité correspond à la valeur de marché pour les biens banalisés ou à leur valeur de remplacement nette pour les biens spécifiques à l'exploitation. Dans ce dernier cas, on recherche la valeur à neuf d'un bien équivalent en tenant compte de l'usage que l'entreprise évaluée compte en faire. De cette valeur on retranche l'amortissement correspondant à la durée de vie utile écoulée pour obtenir la valeur de remplacement nette.

La valeur des terrains et des constructions s'obtient en se référant aux conditions du marché local.

Les agencements et installations n'ont pas à faire l'objet d'une évaluation séparée s'ils sont intégrés dans la valeur des constructions.

En ce qui concerne les postes « Matériel, outillage, matériel de bureau et de transport » on constate que la durée de vie économique de ces actifs est souvent supérieure à la durée d'utilisation comptable. C'est ainsi que l'on retrouve, totalement amortis, des biens qui ont toujours une valeur d'usage et que l'on doit évaluer.

Exception faite des matériels d'usage courant pour lesquels il existe un cours sur le marché de l'occasion, l'appréciation des valeurs pourra être faite :

- soit à partir de la valeur à neuf, diminuée d'un coefficient de vétusté, lequel devra tenir compte, d'une part, de l'amortissement normal du matériel et, d'autre part, de son degré plus ou moins grand de désuétude ou d'obsolescence ;
- soit à partir de la valeur comptable brute actualisée d'un amortissement normal eu égard à la nature et à l'utilisation du bien.

**III. PORTEFEUILLE TITRES**

Les titres de participation ne sont pas évalués directement mais au travers des éléments d'actif et de passif identifiables des filiales qu'ils représentent, selon la même méthodologie que celle appliquée à l'entreprise en cours d'évaluation.

Les autres titres immobilisés du portefeuille sont évalués à leur valeur de marché, qui, pour les titres cotés, est généralement égale au cours de Bourse, ou à la moyenne pondérée des cours constatés et en neutralisant les fortes variations ponctuelles.

Les VMP sont valorisées à leur valeur de réalisation (cours de Bourse, s'il s'agit de titres cotés), nette des frais de cession.



#### IV. STOCKS

En règle générale, la valeur d'utilité des stocks ne correspond pas au coût historique d'achat ou de production reflété par les comptes de l'entreprise. Il convient de tenir compte des efforts déjà consentis pour amener chaque élément du stock en l'état d'élaboration où il se trouve.

En conséquence, un produit fini est valorisé au prix de cession diminué des frais et de la marge de commercialisation restant à réaliser, sur la base de la marge normale de l'activité de commercialisation.

Un produit en cours de production est valorisé sur ces mêmes bases diminuées des coûts de production restant à encourir et de la marge de production.

Pour les contrats à long terme ou de services en cours, la marge correspondant à l'état d'avancement des contrats est incluse dans la valeur des en-cours.

Enfin, une matière première est valorisée à son coût de remplacement. Ce coût sera aisément déterminé pour les matières premières qui font l'objet d'un large marché et dont par conséquent les prix sont connus. C'est le cas le plus fréquent.

Mais, pour les processus d'évaluation simples c'est, en pratique, la valeur comptable au bilan qui est généralement retenue.

#### V. PRÊTS ET CRÉANCES, DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS, DETTES FINANCIÈRES ET D'EXPLOITATION

Leur valeur est déterminée par actualisation des valeurs dues à l'échéance, au taux constaté sur le marché financier à la date d'évaluation. Cette règle s'applique, en particulier, dans le cas où les prêts ou créances ne sont pas productifs d'un intérêt aux conditions normales du marché à la date de l'évaluation, comme par exemple les prêts « 1 % construction ».

Pour les comptes clients et les créances diverses, le montant des provisions est à ajuster le cas échéant.

#### VI. ENGAGEMENTS RELATIFS AUX AVANTAGES À LONG TERME ACCORDÉS AUX SALARIÉS

Tous les engagements relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés tels qu'indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, médaille du travail, doivent être identifiés et évalués.

#### VII. PROVISIONS

L'évaluation du passif de l'entreprise doit tenir compte de tous les risques et charges identifiés et en particulier de ceux qui, dans le respect des règles du PCG, ne peuvent pas figurer dans les livres de l'entreprise évaluée :

- provisions pour pertes d'exploitation futures ;
- licenciements économiques programmés mais non rendus publics ;
- coûts de restructuration pour lesquels une annonce publique n'a pas encore été faite à la date de l'évaluation.

#### VIII. ÉCARTS DE CONVERSION

Ces écarts constatent une perte ou un gain latent sur une dette ou créance en devises étrangères. Ils doivent être supprimés, de même que la provision pour perte de change qui figure au passif.

## IX. LES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais d'établissement sont des dépenses déjà réalisées sans possibilité de valorisation ultérieure. Ce sont donc des non-valeurs à déduire de l'actif net.

Le cas des frais de recherche et développement est plus complexe car le PCG est très contraignant sur les conditions à respecter pour les inscrire à l'actif. De ce fait, l'ancienne doctrine qui consistait à les considérer systématiquement comme des non-valeurs ne peut plus être appliquée dans une approche de valorisation élément par élément.

En revanche, dans une approche de valorisation globale on continuera à neutraliser les frais de recherche et développement, ceux-ci se trouvant implicitement valorisés avec les autres éléments incorporels composant le solde non affecté.

## X. INCIDENCE DE LA FISCALITÉ DIFFÉRÉE

En application des règles du PCG, lorsqu'un impôt est dû ou à recevoir et que son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, il est qualifié d'exigible et figure au passif ou à l'actif du bilan.

Mais, dans le processus d'évaluation, il convient aussi de tenir compte des dettes ou créances d'impôt qui existent à la date de l'évaluation mais qui, en application des règles fiscales, ne sont pas encore exigibles et de ce fait non inscrits en comptabilité, le plus souvent.

Ces dettes et créances d'imposition différée ont trois origines :

- l'incidence des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale (exemple : différence entre amortissements dégressifs et amortissements économiques, provisions réglementées) car l'économie d'impôt réalisée n'est que temporaire et un passif d'impôt différé existe à ce titre ;
- les crédits d'impôts dont l'existence résulte d'un report déficitaire, dès lors qu'il n'existe pas de doute sur les possibilités futures d'imputer ces crédits d'impôts sur les impôts qui seront dus au titre des bénéfices futurs, un actif d'impôt différé existe à ce titre ;
- les retraitements pris en compte pour l'évaluation de l'entreprise qui peuvent avoir des conséquences fiscales positives ou négatives car ils sont potentiellement créateurs de différences qui sont appelées à se manifester à l'avenir, entre le résultat fiscal et le résultat comptable de l'entreprise évaluée.

Pour cette dernière catégorie on retiendra, comme outil mnémotechnique, qu'un retraitement qui vient majorer les capitaux propres comptables génère un passif d'impôt différé et, qu'en sens inverse, un retraitement négatif des capitaux propres comptables génère un actif d'impôt différé.

La question se pose de savoir s'il y a lieu de tenir compte dans le processus d'évaluation de toute la fiscalité différée sur les plus-values observées sur les postes de l'actif immobilisé. La règle admise le plus souvent est la suivante :

- pour les biens nécessaires à l'activité de la société, qui de ce fait n'ont pas vocation à être vendus, il n'y a pas lieu de retenir l'incidence de la fiscalité différée dès lors qu'elle n'est que latente puisqu'il n'est pas prévu qu'elle se transforme en impôt exigible ;
- pour les biens qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation, la société pouvant les céder sans nuire au bon déroulement de son activité, il convient de tenir compte de la fiscalité différée puisque l'hypothèse que la fiscalité différée se transforme en impôt exigible est vraisemblable.

**EXEMPLE APPLICATIF 13**

Le bilan de la société Amboise se présente comme suit à la date d'évaluation :

ACTIF			PASSIF	
Frais d'établissement	7 000	(1)	Capital	76 000
Fonds de commerce	203 000	(2)	Réserve légale	7 600
Construction	7 000	(3)	Report à nouveau	59 300
ITMO	4 000		Résultat	4 000 (5) (9)
Autres immo. corp.	17 000		Provision réglementée	81 300 (6)
Stocks	8 200		Provision risques et charges	19 500 (7)
Clients	113 600		Emprunt établissement de crédit	1 900
Autres créances	8 100		Dettes financières diverses	22 900
ECA	500	(4)	Fournisseurs	53 800
			Dettes fiscales et sociales	41 300
			ECP	800 (8)
Total actif	<u>368 400</u>		Total passif	<u>368 400</u>

(1) Frais d'augmentation de capital.

(2) Fonds acquis en N-2.

(3) Dont :

– nécessaires à l'exploitation : VNC 2 000, valeur d'utilité 10 000, valeur de réalisation 8 000 ;

– non nécessaires : VNC 5 000, valeur d'utilité 15 000, valeur de réalisation 20 000.

(4) Sur opérations en £.

(5) Distribution de dividendes prévue à la prochaine AGO = 6 000.

(6) Provision pour hausse des prix.

(7) Dont provision pour perte de change 500.

(8) Sur opérations en £.

(9) Report déficitaire utilisable de 82 401.

Il est précisé que le 1<sup>er</sup> janvier N-1 la société Amboise a pris en crédit-bail un équipement informatique pour le traitement numérique des images dont les caractéristiques sont les suivantes : valeur du matériel 250 000 €, durée d'utilisation 5 ans, durée du crédit-bail 4 ans, taux implicite 6 %, loyer annuel à terme échu 72 148 €.

Sur la base de ces données, l'évaluation selon la méthode de l'actif net comptable corrigé est la suivante :

Montant des capitaux propres comptables	228 200
Élimination des frais d'établissement	– 7 000
Valorisation en valeur d'utilité des biens nécessaires à l'exploitation	8 000
Valorisation en valeur de réalisation des biens non nécessaires	15 000
Valorisation du droit au crédit-bail	17 725
Neutralisation écarts de conversion (– 500 + 500 + 800)	800
Distribution prévue	– 6 000
Fiscalité différée	
• sur provision règlement	– 27 100
• sur retraitement frais établissement	2 333
• sur biens non nécessaires	– 5 000
• sur report déficitaire	27 467
<b>ANCC</b>	<b>254 425</b>

Calcul du droit au CB :

• VNC du matériel :  $250\,000 - (250\,000 \times 1/5 \times 2) = 150\,000$ .

• Valeur actuelle des échéances futures : 132 275.

• Valeur du droit au CB :  $150\,000 - 132\,275 = 17\,725$ .

Tableau d'emprunt :

Année	K restant	Intérêt	K remboursé	Annuité
N-1	250 000	15 000	57 148	72 148
N	192 852	11 571	60 577	72 148
N+1	132 275	7 937	64 211	72 148
N+2	68 064	4 084	68 064	72 148

### SECTION 3. LA VALEUR DE RENDEMENT

Cette méthode se fonde sur le principe que la valeur d'une entreprise est celle qui correspond au capital qu'il serait nécessaire de placer pour obtenir un revenu identique à celui que procure l'entreprise. Le taux à retenir sera d'autant plus élevé que le revenu de l'entreprise concernée sera volatil et donc que l'investissement sera risqué.

La valeur d'une entreprise est donc obtenue en capitalisant le résultat net réalisé par l'activité.

Quand cette méthode est mise en œuvre à partir du bénéfice distribué (les dividendes), dans le but d'apprécier plus particulièrement la valeur des titres minoritaires, on parle de valeur de rentabilité, mais tous les auteurs ne sont pas d'accord sur la terminologie. Dans ce cas, il faut qu'il existe une politique régulière de distribution. Le rendement du titre est calculé en capitalisant le dividende.

La méthode de la valeur de rendement capitalise à l'infini le bénéfice. Aussi convient-il de déterminer avec précision le bénéfice retenu et de s'assurer qu'il est reproductible.

Le bénéfice à retenir est établi à partir du résultat net courant (résultat courant avant impôt, minoré de l'impôt sur les sociétés), afin d'éliminer les éléments exceptionnels affectant le résultat net comptable. On retient généralement le résultat net courant moyen des trois dernières années.

Ce résultat net courant moyen, ou net comptable lorsque les résultats exceptionnels ne sont pas déterminants, peut être pondéré, par exemple, coefficient 1 pour l'année N-2, coefficient 2 pour l'année N-1, coefficient 3 pour l'année N, pour tenir compte de l'évolution des résultats,

Concrètement, la valeur de l'entreprise sera égale au capital qui correspond aux revenus qu'elle procure, le revenu à considérer étant différent selon que l'on se place du point de vue d'un investisseur ou d'un entrepreneur comme résumé dans le tableau suivant :

Méthode	Valeur de rentabilité	Valeur de rendement
Calcul	Capitalisation des dividendes $VE = D/i$	Capitalisation des résultats économiques $VE = R/i$
Choix préférentiel	Pour l'actionnaire minoritaire (investisseur), car il s'intéresse au revenu que procurent les dividendes (D) distribués par l'entreprise.	Pour l'actionnaire opérationnel (entrepreneur), car il s'intéresse à l'ensemble des résultats (R) dégagés par l'entreprise.

#### EXEMPLE APPLICATIF 13 (SUITE)

Le compte de résultat de la société Amboise qui sert de base pour l'évaluation se présente comme suit :

Résultat d'exploitation	8 369
Résultat financier	- 1 200
Résultat exceptionnel	- 1 169
IS	- 2 000
Résultat net	4 000

Sur la base d'un taux de capitalisation de 7 % on en déduit la valeur de rendement :

Résultat d'exploitation	8 369
Résultat financier	- 1 200
Résultat courant	7 169
IS	2 390
Résultat net hors exceptionnel	4 779
Taux	7 %
Valeur de rendement	68 276

## SECTION 4. LE « GOODWILL »

Dans cette approche, la valeur globale de l'entreprise est analysée comme étant constituée de la somme de :

- la valeur attribuable aux éléments corporels ;
- la valeur attribuable aux éléments incorporels.

La valeur attribuable aux éléments corporels est appréciée à partir de la méthode de l'ANCC, mais en neutralisant tous les éléments incorporels non dissociables car autrement on les inclurait deux fois dans la valeur globale.

La valeur attribuée aux éléments incorporels est dénommée la « survaleur », ou le « goodwill ».

En définitive dans cette méthode la valeur de l'entreprise s'établit à partir de la formule :

$$VE = ANCC + GW$$

La valeur et l'existence du « goodwill » s'analysent comme suit :

- l'entreprise engage un capital économique dans son activité pour dégager sa rentabilité ;
- ce capital économique doit être plus rémunéré que ne le serait un placement sans risque pour justifier le risque d'entreprise ;
- le « superprofit » réalisé, appelé aussi rente du « goodwill » traduit l'existence d'un actif de nature incorporelle qui vient compléter la valeur des éléments corporels qui sont présents dans le patrimoine de l'entreprise.

La survaleur ou « goodwill » est le supplément de valeur de l'entreprise dû à sa réputation, à la valeur de son équipe, à son nom, ses marques, son réseau de distribution, etc.

Cet actif incorporel, « survaleur » ou « goodwill », est évalué à partir de la rente des « superprofits » générés sur une certaine période. Si le « superprofit » est négatif, le « goodwill » se transforme en « badwill ».

Cette approche consiste donc à analyser la valeur attribuable aux éléments incorporels (le « goodwill ») comme représentatif de la valeur actuelle de l'excédent des profits futurs que générera l'exploitation de l'entreprise comparée à ce qu'aurait procuré un placement sans risque.

Le superprofit correspond à l'excédent de rendement que procurent les capitaux économiques engagés avec risque dans l'entreprise comparé au revenu que procure le même placement non risqué :  $SP = R - (t \times K)$  avec  $t$  = taux de rémunération sans risque.

Deux options peuvent ensuite être retenues :

- soit on considère que le superprofit va se reproduire indéfiniment, et dans cette hypothèse on va procéder à la capitalisation du superprofit ;
- soit on considère que l'existence du superprofit ne peut être retenue que sur un horizon de prévision raisonnable, soit 3 à 5 ans, et dans cette hypothèse on va procéder à l'actualisation du superprofit.

Dans la méthode de la rente abrégée, le « goodwill » est égal à l'actualisation sur une période limitée du superprofit.

$$GW = \sum_{(1 \text{ à } n)} \frac{SP}{(1 + i)^n} \text{ avec } i = \text{taux de rémunération avec risque.}$$

La définition des capitaux engagés (K) qui sont retenus pour le calcul du superprofit dépend de l'approche retenue pour définir l'actif économique de l'entreprise. On peut retenir par exemple :

- K = actif net comptable corrigé (ANCC).
- K = capitaux permanents nécessaires à l'exploitation (CPNE).
- K = valeur substantielle brute (VSB).

Le facteur K qui est retenu n'est pas la valeur de l'entreprise, mais une représentation économique de l'actif économique. Cette valeur ne sert qu'à calculer une rémunération « normale » de l'outil de production et ainsi à déterminer le montant du « goodwill ».

Mais il faut toujours qu'il y ait cohérence entre la définition retenue pour le facteur K (les capitaux engagés) et la définition retenue pour le résultat qui est pris en compte pour le calcul du superprofit.

La mise en œuvre d'une évaluation d'entreprise par la méthode de la rente abrégée du goodwill requiert en conséquence les étapes suivantes :

- détermination de l'actif économique à, partir duquel le calcul sera fait ;
- détermination du résultat économique correspondant ;
- calcul du superprofit ;
- calcul du « goodwill » ;
- fixation de la valeur globale de l'entreprise.

#### EXEMPLE APPLICATIF 13 (SUITE)

1. Reprenons les données de la société Amboise présentées à la section 2 et considérons que le compte de résultat de cette société qui sert de base pour l'évaluation se présente comme suit :

Chiffre d'affaires	570 469
Autres produits	1 500 (a)
Produits exploitation	571 969
Achats consommés	280 400
Autres charges externes	106 000 (b)
Impôts	6 000 (c)
Personnel	121 000
Dotation aux amortissements	28 700 (d)
Autres charges	21 500
Charges exploitation	563 600
Résultat d'exploitation	8 369
Résultat financier	- 1 200
Résultat exceptionnel	- 1 169
IS	- 2 000
Résultat net	4 000

(a) Loyer des constructions hors exploitation.

(b) Dont frais sur construction hors exploitation = 950.

(c) Dont impôt foncier construction hors exploitation = 50.

(d) Dont :

- DAP constructions exploitation = 10 000 ;
- DAP construction hors exploitation = 3 500 ;
- DAP ITMO = 10 000 ;
- DAP frais d'établissement 3 700 ;
- DAP R&C = 1 500.

Sur la base d'un taux de rémunération des capitaux sans risques de 5 % et d'un taux d'actualisation de 12 % on en déduit la valeur de l'entreprise par application de méthode de la rente du « goodwill » sur 5 ans avec un capital économique égal à l'ANCC :

**a.** Détermination de l'actif économique corporel par la méthode de l'ANCC : c'est l'actif net comptable corrigé correspondant aux moyens d'exploitation engagés par l'entreprise dans son activité et dont elle est propriétaire pour secréter sa rentabilité.

ANCC calculé à l'exemple de la section 2	254 425
Neutralisation des éléments incorporels	
– fonds de commerce comptable	– 203 000
Neutralisation des éléments hors exploitation	
– construction HE	– 20 000
ANCC d'exploitation	<u>31 425</u>

**b.** Détermination du résultat économique correspondant : c'est le résultat courant dégagé par l'entreprise compte tenu des moyens d'exploitation engagés dans son activité et dont elle est propriétaire.

Résultat d'exploitation	8 369
Résultat financier	– 1 200
Résultat courant	7 169
Loyers HE	– 1 500
Frais HE	950
Impôts HE	50
DAP HE	3 500
DAP FE	3 700
Résultat courant retraité	13 869
IS	– 4 623
Résultat retraité	<u>9 246</u>

**c.** Calcul du superprofit :

$$SP = 9\,246 - (5\% \times 31\,425) \rightarrow SP = 7\,675$$

**d.** Calcul du « goodwill » :

$$GW = \sum_{n=1}^5 7\,675 / (1 + 12\%)^n = 27\,666$$

**e.** Valeur globale de l'entreprise :

$$VE = ANCC(e) + ANCC(he) + GW = 31\,425 + 20\,000 + 27\,666 = 79\,091$$

**2.** Reprenons les données de la société Amboise, avec un taux de rémunération des capitaux sans risques de 5 %, un taux d'actualisation de 14 % et un BFR égal à 60 jours de CA HT. La valeur de l'entreprise par application de la méthode de la rente du « goodwill » sur 5 ans avec un capital économique égal au CPNE s'établit comme suit :

**a.** Détermination de l'actif économique par la méthode des CPNE : c'est le capital permanent nécessaire pour financer les moyens d'exploitation engagés par l'entreprise dans son activité qu'elle en soit propriétaire ou locataire, soit :

- le financement des investissements ;
- le financement du BFR d'exploitation.

Les CPNE sont les capitaux qu'il est nécessaire d'investir pour mener l'exploitation actuelle. On tient compte dans les CPNE du BFR et donc du financement gratuit offert par les fournisseurs.



Immobilisations détenues :		
• Construction d'exploitation	10 000	
• ITMO	4 000	
• Autres immobilisations corporelles	17 000	
Immobilisation en CB :		
• Valeur actuelle :	150 000	
Sous-total immobilisations nécessaires		181 000
BFR		93 776
Total CPNE		<u>274 776</u>

Calcul du BFR :  $570\,469 \times 60/365 = 93\,776$

**b.** Détermination du résultat économique correspondant : c'est le résultat courant dégagé par l'entreprise compte tenu des moyens d'exploitation engagés par l'entreprise dans son activité et dont le financement est assuré par les CPNE.

Résultat courant d'exploitation (voir exemple 1)	13 869
Loyer CB	72 148
DAP matériel CB	- 50 000
Frais financier LT	600
Résultat retraité	36 617
IS	- 12 206
Résultat courant CPNE	<u>24 411</u>

**c.** Calcul du « superprofit » :

$$SP = 24\,411 - (5\% \times 274\,776) = 10\,673$$

**d.** Calcul du « goodwill » :

$$GW = \sum_{(1 \text{ à } 5)} 10\,673 / (1 + 14\%)^n = 36\,641$$

**e.** Valeur globale de l'entreprise :

$$VE = ANCC(e) + ANCC(he) + GW = 31\,425 + 20\,000 + 36\,641 = 88\,066$$

## SECTION 5. LES « DISCOUNTED CASH FLOWS »

La méthode des flux futurs de trésorerie (Discounted Cash Flow – DCF) est une méthode largement répandue chez les spécialistes d'évaluation d'entreprises.

Elle se fonde sur le principe que la valeur d'une entreprise correspond à la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs disponibles (« free cash flows »). Le montant ainsi obtenu correspond à la valeur de l'entreprise puisque qu'il est égal aux capitaux qui sont engagés au départ.

Plus l'investissement est risqué, plus le taux d'actualisation sera élevé. Cette méthode a donc l'avantage de mettre en évidence l'arbitrage qui est effectué par l'investisseur en fonction des risques qu'il est prêt à prendre.

L'application de la méthode DCF conduit donc à déterminer la valeur de l'entreprise comme la somme des cash-flows disponibles prévisionnels actualisés au taux de rémunération du capital engagé. La mise en œuvre d'une évaluation par la méthode des DCF comprend les quatre phases suivantes :

## I. PROJECTION DES FLUX DE TRÉSORERIE FUTURS (CF)

Elle est établie à partir du business plan établi par la société sur un horizon de 3 à 5 ans, appelé horizon explicite.

Le « cash-flow libre » est le montant de la trésorerie produite par l'entreprise après couverture de la croissance du besoin en fonds de roulement et financement des investissements selon la formule suivante :

$$\text{FCF} = \text{CF} + \text{Var. BFR} - \text{I} + \text{Var. E}$$

Avec :

**FCF** = Cash-flow libre

**CF** = Capacité d'autofinancement

**Var BFR** = Variation du BFR

**I** = Investissements

**Var E** = Variation emprunts (nouveaux et remboursements)

Cette première étape a pour objet de disposer d'une projection sans erreurs matérielles reflétant des hypothèses d'activité réalistes, cohérentes et pertinentes.

## II. MODÉLISATION D'UN FLUX NORMATIF (CFN)

Sur la base de la projection explicite, qui couvre l'horizon de 3 à 5 ans, on estime la performance financière de l'entreprise qui est reproductible au-delà de l'horizon de prévision explicite.

La valeur en fin de période (VF) dépend directement du montant du flux normatif, celui-ci étant fondé sur le dernier « cash-flow » de la projection explicite. Des correctifs peuvent être éventuellement apportés pour tenir compte des évolutions qui peuvent être raisonnablement anticipées.

Il faut noter que la valeur en fin de période (VF) représente une part importante de la valeur d'entreprise, notamment pour une société en croissance. Cette proportion élevée s'explique par le fait que les prévisions explicites sont établies sur un horizon relativement court par rapport à la durée réelle de vie de l'entreprise.

## III. FIXATION DU TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation représente le coût du risque d'entreprise. Plus les résultats de l'entreprise sont volatils, plus le risque d'entreprise est important et la rentabilité attendue élevée.

Les explications de principe qui permettent de comprendre les mécanismes aboutissant à la fixation du taux d'actualisation ne sont pas présentées dans ce cours car elles ne font pas partie du programme. Quelques rappels de mathématiques financières sont donnés à la *Section 7* ci-après.

## IV. CALCUL DE LA VALEUR DE L'ENTREPRISE

Cette dernière étape consiste à faire les calculs nécessaires selon la formule :

$$VE = \sum_{i=1}^n \frac{CF_i}{(1+k)^i} + VF$$

et

$$VF = \frac{CF}{k^n}$$

Avec :

**CF** = Flux de trésorerie disponible

**k** = Taux d'actualisation

**VF** = Valeur en fin de période

Il est précisé qu'en règle générale le taux d'actualisation de la valeur en fin de période est différent du taux retenu pour la période de projection explicite.

### EXEMPLE APPLICATIF 13 (SUITE)

Taux d'actualisation = 7 %

Le business plan de la société Amboise permet d'établir la projection explicite suivante :

	N	N+1	N+2	N+3	N+4
Capacités d'autofinancement	800	810	820	830	840
Variation du BFR	- 20	- 10	- 5	- 2	0
Investissements	0	0	- 100	0	0
Variation des emprunts	0	0	100	0	0
Flux trésorerie disponibles	780	800	815	828	840

On obtient la valeur actualisée des FTF explicites :

	N	N+1	N+2	N+3	N+4
Flux trésorerie disponibles	780	800	815	828	840
Facteur d'actualisation	0,934 579	0,873 439	0,816 298	0,762 895	0,712 986
Actualisation	729	699	665	632	599

On obtient la valeur finale :  $VF = 840/0,07 = 12\ 000$

Et une valeur d'entreprise :  $VE = (729 + 699 + 665 + 632 + 599) + (12\ 000 \times 0,712\ 986)$   
 $VE = 3\ 324 + 8\ 556 = 11\ 879$

## SECTION 6. L'APPROCHE COMPARATIVE

Cette méthode se fonde sur le principe que l'on peut évaluer une société par comparaison avec des entreprises similaires. La condition évidente de l'application de l'approche comparative est que l'entreprise à évaluer et l'entreprise qui sert de référence soient comparables.

Deux modes de comparaison peuvent être mis en œuvre :

- soit à partir d'une cession ou d'un transfert antérieur du titre à évaluer ;
- soit à partir de l'évolution des valeurs boursières concernant des sociétés cotées très proches structurellement et financièrement de la société non cotée dont on recherche la valeur des titres, ou encore à partir de transactions d'entreprises non cotées dans le même secteur d'activité.

Il est donc nécessaire de constituer un échantillon de référence par sélection des sociétés comparables cotées en Bourse ou ayant fait l'objet de transactions récentes et de rechercher les facteurs pouvant expliquer les différences de valeurs entre les sociétés choisies.

À partir des données publiées par les sociétés cotées opérant dans le même secteur d'activité que la société à évaluer, il est possible de rechercher les ratios suivants :

- le taux de capitalisation de la valeur de rendement : c'est le rapport, exprimé en pourcentage, entre le dividende par action et le cours moyen. Ce taux doit être mis en relation avec le pourcentage de distribution c'est-à-dire la fraction du bénéfice distribué (ou pay-out) ;
- le coefficient multiplicateur à appliquer à la marge brute d'autofinancement qui s'obtient en calculant le rapport existant entre la capitalisation boursière et la marge brutes d'autofinancement ;
- le coefficient multiplicateur du résultat (en anglais, PER ou price earning ratio). Ce ratio est le rapport entre le cours moyen de Bourse et le bénéfice net par action : il est donc l'inverse du taux de capitalisation retenu pour le calcul de la valeur de rendement.

Les valeurs de comparaison les plus couramment utilisées sont :

- pour les sociétés importantes, le PER ;
- pour les TPE, le coefficient du chiffre d'affaires.

### EXEMPLE APPLICATIF 13 (SUITE)

Il ressort de la comparaison avec les entreprises cotées opérant dans le même secteur d'activité que la société Amboise que le ratio multiplicateur de bénéfice moyen est de 8.

La société Amboise a un capital composé de 10 000 actions et réalise un bénéfice net moyen de 300 000 €.

La valeur unitaire du titre Amboise sera de :  $(300\,000/10\,000) \times 8 = 240$  €.

## SECTION 7. RAPPEL SUR LES NOTIONS DE CAPITALISATION ET D'ACTUALISATION

Il paraît utile de rappeler succinctement quelques notions :

### I. ACTUALISATION

L'actualisation a pour objet de ramener un ensemble de sommes réparties dans le temps à une valeur actuelle (VA) :

$VA = S1/(1+i) + S2/(1+i)^2 + S3/(1+i)^3 + \dots + Sn/(1+i)^n$  et si  $S1 = S2 = S3 = \dots = Sn$  alors VA s'obtient avec la formule :

$$VA = S \times \frac{(1 - (1+i)^{-n})}{i}$$

### II. CAPITALISATION

La capitalisation permet de calculer le montant du capital nécessaire pour obtenir un revenu selon un taux déterminé (i) :

Comme  $R = K \times i$ , on en déduit que  $K = \frac{R}{i}$ .

La relation qui existe entre taux de capitalisation et taux d'actualisation est la suivante : quand la durée des résultats tend vers l'infini, le résultat de l'actualisation devient égal au résultat de la capitalisation :

$$n \rightarrow \infty \rightarrow \frac{(1 - (1+i)^{-n})}{i} = \frac{1}{i}$$

### III. DÉTERMINATION DU TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation s'obtient en faisant le cumul entre :

- d'une part, un taux de base sans risque, à savoir le taux de rendement des obligations publiques garanties par l'État ;
- d'autre part, une prime de risque, justifiée par la recherche d'un rendement supplémentaire par rapport au taux considéré comme minimum. Cette prime a deux composantes : la prime de risque constatée sur le marché et le coefficient de risque propre à l'entreprise en fonction du risque interne d'exploitation et du risque externe lié à l'environnement, la concurrence, la technologie, etc.

## CHAPITRE 4. LE RÉGIME FISCAL

### RÉSUMÉ

Le régime fiscal de droit commun assimile une fusion à une cessation d'entreprise et en tire les conséquences rigoureuses qui en résultent, en particulier en termes d'imposition des plus-values, c'est-à-dire chaque fois que les valeurs d'apport sont différentes des valeurs comptables et qu'elles génèrent des plus-values d'apport.

La rigueur de ce régime étant de nature à freiner le dynamisme économique du pays, le législateur a instauré un régime fiscal de faveur qui atténue fortement l'impact des conséquences fiscales de la cessation d'activité de la société absorbée.

### SECTION 1. LE RÉGIME DE DROIT COMMUN

Les fusions de sociétés impliquent une cessation totale d'entreprise pour la (ou les) société(s) absorbée(s), entraînent toutes les conséquences fiscales d'une telle opération et, notamment, donnent lieu à l'imposition immédiate au nom de ces sociétés de l'ensemble des bénéfices non encore taxés, y compris les plus-values réalisées à cette occasion.

### SECTION 2. LE RÉGIME SPÉCIAL DES FUSIONS

Afin d'encourager les regroupements d'entreprises, le législateur a institué un régime de faveur d'exonération et de sursis d'imposition pour les fusions de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés.

Les principaux aspects du régime spécial (CGI, art. 210 A) sont les suivants :

#### I. CONDITIONS À REMPLIR

- seules les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier de ce régime ;
- les apports doivent être rémunérés par des actions ou des parts sociales ;
- l'apport des éléments de l'actif immobilisé doit faire apparaître une plus-value nette globale.

#### II. IMPOSITION DU RÉSULTAT DE LA FUSION

Le résultat de fusion réalisé par la société absorbée n'est pas imposé immédiatement lors de l'opération :

- les plus-values nettes et les profits dégagés sur l'ensemble des éléments d'actif apportés (actif immobilisé et actif circulant) ne sont pas imposables chez la société absorbée ;
- de même des provisions qui ne deviennent pas sans objet.

Lorsque l'apport fait apparaître une moins-value nette, celle-ci peut être imputée par la société absorbée sur ses résultats imposables ou transférée à la société absorbante qui l'imputera sur ses propres résultats.

#### III. LE BONI DE FUSION

Le boni de fusion dégagé par la société absorbante, lors de l'annulation des actions ou parts qui correspondent à ses droits dans la société absorbée, n'est pas soumis à l'IS. En contrepartie le mali technique de fusion ne peut donner lieu à aucune déduction.

#### IV. OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

La société absorbante doit s'engager, dans l'acte de fusion, à respecter les obligations suivantes :

- Inscrire à son bilan les provisions réglementées figurant au passif de la société absorbée, sauf les amortissements dérogatoires.
- Se substituer à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière, en particulier les plus-values en report qui proviennent de fusions ayant précédemment bénéficié du régime spécial.
- Calculer les plus-values réalisées ultérieurement sur la cession d'éléments d'actif non amortissables d'après la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée.
- Réintégrer dans les bénéfices imposables au taux de droit commun les plus-values nettes dégagées lors de l'apport des biens amortissables en respectant les modalités suivantes :
  - la réintégration des plus-values d'actif immobilisé est effectuée par parts égales sur une période de quinze ans pour les constructions et les droits qui se rapportent à des constructions, sur une période de cinq ans dans les autres cas ;
  - lorsque le total des plus-values nettes sur les constructions excède 90 % de la plus-value nette globale sur éléments amortissables, la réintégration des plus-values afférentes aux constructions est effectuée sur une période égale à la durée moyenne d'amortissement de ces biens pondérée en fonction de leur valeur d'apport ;
  - toutefois, la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée ;
  - il est précisé que les droits afférents à un contrat de crédit-bail sont assimilés à des éléments de l'actif immobilisé amortissables ou non amortissables selon la nature du bien auquel ils se rapportent.
- Enfin, la société absorbante doit inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée. À défaut, elle doit comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (cette règle concerne en particulier l'apport en valeur réelle des stocks).

#### V. CALCUL DES PLUS-VALUES ET AMORTISSEMENTS ULTÉRIEURS

La société absorbante peut calculer les plus-values et les amortissements ultérieurs d'après les valeurs attribuées aux apports.

#### VI. LES DÉFICITS ANTÉRIEURS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE,

Les déficits antérieurs de la société absorbée, sous réserve d'un agrément ministériel préalable peuvent être reportés sur les bénéfices de la société absorbante réalisés après la fusion.

Il est précisé que l'agrément est délivré lorsque :

- l'opération est justifiée du point de vue économique et obéit à des motivations principales autres que fiscales ;
- l'activité à l'origine des déficits dont le transfert est demandé est poursuivie par la société bénéficiaire des apports pendant un délai minimum de trois ans.

#### VII. DÉFICITS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

Sous réserve de l'absence de changement d'objet social ou d'activité réelle, la société absorbante peut continuer à reporter ses déficits subis jusqu'au jour de la fusion sur les bénéfices réalisés ultérieurement à cette opération.

### **SECTION 3. RÈGLES FISCALES DE TRANSCRIPTION DES APPORTS**

Que l'opération soit placée sous le régime de droit commun ou sous le régime spécial des fusions, le résultat de fusion réalisé par la société absorbée constitue la base de l'imposition qui est due (régime de droit commun) ou reportée (régime spécial des fusions) selon le cas.

Le résultat de fusion résulte de la différence constatée entre les valeurs d'apport et les valeurs fiscales qui sont, sauf cas particulier, identiques aux valeurs comptables figurant dans les livres de l'absorbée.

Les règles fiscales de transcription des apports sont en conséquence celles qui déterminent le résultat de fusion. Conformément au principe de « connexion », elles sont identiques aux règles comptables, étant toutefois précisés les aspects suivants :

- les règles de transcription comptable des apports sont fixées par le Comité de la réglementation comptable et aucune disposition fiscale ne permet d'y déroger ; il convient donc de se conformer à ces règles qui doivent être appliquées par les entreprises qui y sont soumises ;
- si les apports sont transcrits sur la base de leur valeur comptable, ces mêmes valeurs sont admises du point de vue fiscal à la double condition que l'opération soit placée au régime spécial des fusions et que la société absorbante reprenne à son bilan les valeurs d'origine, les amortissements, les dépréciations et qu'elle continue de calculer les amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la société absorbée ;
- si les apports sont transcrits sur la base de leur valeur comptable mais que l'opération est placée sous le régime fiscal de droit commun, il faut déterminer la plus-value fiscalement imposable en tenant compte de la valeur réelle des biens apportés.

En cas de cession ultérieure des biens apportés, le résultat de cession sera calculé en tenant compte de la valeur réelle retenue pour la détermination de la plus-value d'apport fiscalement imposable, diminuée des amortissements pratiqués depuis lors sur le bien en comptabilité.

### **SECTION 4. TRAITEMENT FISCAL DU BONI DE FUSION**

Quand la société absorbante détient des titres de la société absorbée, le processus de la fusion-renonciation conduit à l'annulation de ces titres en contrepartie de la quote-part détenue dans l'actif net de la société absorbée. Du fait de l'annulation de ces titres, une différence apparaît qui est soit un boni, soit un mali de fusion.

L'ensemble de ce processus est repris en détail au chapitre 5.

La définition fiscale du boni de fusion est la suivante :

- il représente l'écart positif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée et la valeur comptable de cette participation ;
- il correspond à un résultat financier à hauteur de la quote-part des résultats accumulés par la société absorbée depuis l'acquisition et non distribués et à une composante de la prime de fusion pour le montant résiduel ou si les résultats accumulés ne peuvent être déterminés de manière fiable.

Il convient d'observer que la définition fiscale du boni de fusion est identique au plan comptable et au plan fiscal.

Le traitement fiscal du boni de fusion dépend du régime fiscal dans lequel l'opération a été placée :

#### **I. RÉGIME SPÉCIAL DES FUSIONS**

Ce régime prévoit d'exonérer la plus-value dégagée par la société absorbante lors de l'annulation des actions ou parts qui correspondent à ses droits dans la société absorbée. En conséquence, la quote-part de la plus-value exonérée qui correspond à un résultat financier n'est pas imposable, et un retraitements extra-comptable est à effectuer pour neutraliser le produit comptabilisé à ce titre.



## II. RÉGIME DE DROIT COMMUN

La plus-value dégagée par la société absorbante lors de l'annulation des actions ou parts qui correspondent à ses droits dans la société absorbée est imposable.

En conséquence la quote-part de la plus-value qui excède la part constitutive d'un résultat financier est aussi imposable et un retraitement extra-comptable est à effectuer pour imposer la part du boni qui ne figure pas en produits.

### EXEMPLE APPLICATIF 14

La société Amboise détient 60 % des titres de la société Bordo, acquis 12 000 €.

À la date d'acquisition, le bilan de la société Bordo présentait des capitaux propres d'un montant de 21 000 €.

La société Amboise absorbe sous le régime de droit commun la société Bordo qui présente à la date de l'opération des capitaux propres d'un montant de 28 000 €.

Calcul du boni de fusion :  $(28\,000 \times 60\%) - 12\,000 = 4\,800$  €

Calcul de la quote-part des résultats de Bordo mis en réserve et revenant à Amboise :  $(28\,000 - 21\,000) \times 60\% = 4\,200$  €

En application des règles comptables sur les fusions, on aura :

- 4 200 € en produits financiers ;
- le reliquat soit :  $4\,800 - 4\,200 = 600$  € en capitaux propres.

Sur le plan fiscal, l'opération n'étant pas placée sous le régime spécial, il y aura lieu de soumettre la totalité des 4 800 € à l'impôt sur les sociétés.

## SECTION 5. TRAITEMENT FISCAL DU MALI DE FUSION

De même, la définition fiscale du mali de fusion est identique à sa définition comptable : il représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation. Au plan fiscal comme au plan comptable (voir Chapitre 5), le mali de fusion s'analyse en deux éléments :

- Un mali technique, généralement constaté pour les fusions en valeur comptable, lorsque la valeur des titres de la société absorbée figurant à l'actif de la société absorbante est supérieure à l'actif net comptable apporté.  
Cette composante du mali correspond, à hauteur de la participation, aux plus-values sur éléments d'actif, comptabilisées ou non dans les comptes de l'absorbée, déduction faite des passifs non comptabilisés : par exemple provisions pour retraites, impôts différés passifs.
- Au-delà du mali technique, le solde peut être représentatif d'une dépréciation de la participation détenue dans la société absorbée.

Le sort fiscal du mali de fusion dépend donc de l'analyse comptable qui en est faite :

**a.** Le vrai mali est déductible. Dans le cas où les titres ont fait l'objet, avant la fusion, d'une provision pour dépréciation, le vrai mali est calculé à partir de la valeur nette comptable des titres.

**b.** Le mali technique ne peut donner lieu à aucune déduction fiscale immédiate ou ultérieure dans le cadre du régime spécial des fusions.

Cette non-déductibilité se justifie par le fait que ce mali technique est représentatif de tout ou partie des plus-values et profits latents existant chez la société absorbée, lesquels ne font pas l'objet d'une imposition lors de l'apport en application des dispositions du régime spécial l'article 210 A du CGI.

**c.** Si la fusion est placée sous le régime de droit commun, la société absorbée doit être imposée sur les plus-values et profits latents existant à la date de l'opération.

Dans ces conditions, et dès lors que le mali technique est représentatif de tout ou partie de ces plus-values ou profits latents, sa dépréciation ou sa sortie du bilan sont des charges déductibles du résultat imposable.

## **SECTION 6. CONSÉQUENCES FISCALES DE L'ÉCHANGE DES TITRES POUR LES ASSOCIÉS**

Les associés de la société qui disparaît reçoivent en échange des titres qu'ils détenaient des titres nouveaux créés par la société absorbante. Cet échange a pour conséquence fiscale la constatation d'une plus-value (ou moins-value) d'échange.

En principe, tout échange d'éléments d'actif d'une entreprise contre d'autres éléments présente le caractère d'une opération de vente suivie d'un achat. Il s'ensuit que le profit (plus-value) ou la perte (moins-value) résultant éventuellement de cette opération doit être pris en compte pour la détermination des résultats imposables de l'exercice en cours à la date de l'échange.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 38-7 bis du Code général des impôts, le profit ou la perte réalisé lors de l'échange de droits sociaux résultant d'une fusion de sociétés, ou d'une scission de société bénéficiant du régime prévu à l'article 210 B (voir titre 3, chapitre 2 ci-après), peut être compris dans le résultat de l'exercice au cours duquel les droits sociaux reçus en échange sont cédés. Dans ce cas, le profit ou la perte résultant de la cession ultérieure de ces droits sociaux est déterminé par rapport à la valeur que les droits sociaux remis à l'échange avaient du point de vue fiscal.

Ce sursis d'imposition est applicable que l'opération ait été ou non placée sous le régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A (régime spécial des fusions).

Les bénéficiaires du report d'imposition sont toutes les entreprises soumises, de plein droit ou sur option, à l'impôt sur les sociétés ainsi que les entreprises imposables à l'impôt sur le revenu selon un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices agricoles, qui reçoivent du fait de la fusion des titres de la société absorbante en échange des titres précédemment détenus dans le capital de la société absorbée.

## **CHAPITRE 5. LES SCHÉMAS COMPTABLES DE BASE**

### **RÉSUMÉ**

L'enregistrement des opérations de fusion suit la logique juridique de ces opérations.

Chez l'absorbée : extourne de tous les comptes, mise en évidence du résultat de fusion le cas échéant, transfert à l'absorbante des apports, remise des titres reçus en rémunération de ces apports et annulation du capital de l'absorbée.

Chez l'absorbante : enregistrement des apports selon les termes du traité de fusion, augmentation de capital avec, le cas échéant, annulation des titres détenus par l'absorbante dans le capital de l'absorbée et mise en évidence d'un boni ou mali de fusion, en particulier un mali technique.

## **SECTION 1. TRAITEMENT COMPTABLE DANS LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE**

Dans les comptes de la société absorbée, les événements qui sont à enregistrer sont les suivants :

- solder tous les comptes constitutifs des éléments actifs et passifs du patrimoine pour les montants figurant dans les livres ;

- constater une créance sur la société absorbante égale à la valeur globale des apports, stipulée au traité de fusion, au compte « 466 Compte d'apport absorbante » ;
- constater le résultat de fusion égal à la différence entre la valeur globale des apports et le montant de l'actif net comptable, au compte « 773 Résultat de fusion » ;
- enregistrer la remise des titres de la société absorbante en contrepartie de l'extinction de cette créance ;
- annuler les capitaux propres de la société absorbée, qui comprennent le résultat de fusion, et constater une dette envers les actionnaires au compte « 456 compte d'apports associés » ;
- constater la remise des titres de la société absorbante aux actionnaires pour extinction de cette dette.

**EXEMPLE APPLICATIF 15**

La société Amboise absorbe la société Bordo.

Le bilan de la société Bordo servant de base à l'opération se compose comme suit :

Matériel et outillage	100 000	Capital	25 000
Marchandises	25 000	Réserves	75 000
Banque	10 000	Fournisseurs	35 000
Actif	135 000	Passif	135 000

L'opération est réalisée aux valeurs réelles et l'apport global ressort à 150 000, soit un résultat de fusion de 50 000.

Les enregistrements sont les suivants :

466		Compte d'apport Amboise	150 000	
401		Fournisseurs	35 000	
215		Matériel et outillage		100 000
31		Marchandises		25 000
512		Banque		10 000
773		Résultat de fusion		50 000
508		Titres Bordo	150 000	
466		Compte d'apport Amboise		150 000
101		Capital	25 000	
106		Réserves	75 000	
12		Résultat	50 000	
456		Compte d'apport actionnaires		150 000
456		Compte d'apport actionnaires	150 000	
508		Titres Bordo		150 000

## **SECTION 2. TRAITEMENT COMPTABLE DANS LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE**

Dans les comptes de la société absorbante les événements à comptabiliser sont les suivants :

- reprise du patrimoine transféré en valeur d'apport ;
- rémunération des apports par création de titres.

**EXEMPLE APPLICATIF 15 (SUITE)**

Reprenons les données de l'exemple précédent en considérant que les valeurs d'apport sont les suivantes :

- Fonds de commerce : 30 000.
- Matériel et outillage : 120 000.
- Autres éléments sans changement.

En supposant que l'augmentation de capital que la société Amboise réalise pour rémunérer les apports est de 50 000 €, les enregistrements sont les suivants :

207		Fonds de commerce	30 000	
215		Matériel et outillage	120 000	
31		Stock	25 000	
512		Banque	10 000	
	401	Fournisseur		35 000
	466	Compte d'apport Bordo		150 000
	101	Capital		50 000
	104	Prime de fusion		100 000
466		Compte d'apport Bordo	150 000	

**SECTION 3. FUSION-RENONCIATION**

Rappelons les conséquences de l'existence d'une participation de la société absorbante dans le capital de la société absorbée :

- l'augmentation de capital est limitée au nombre de titres nécessaires pour rémunérer les autres actionnaires de la société absorbée ;
- l'annulation des titres de la société absorbée qui ne sont pas échangés, ceux détenus par la société absorbante, génère un écart positif (le boni de fusion) ou négatif (le mali de fusion) entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

**I. COMPTABILISATION DU BONI DE FUSION**

Le boni est comptabilisé dans le résultat financier à hauteur de la quote-part des résultats accumulés par la société absorbée depuis l'acquisition et non distribués et en capitaux propres pour le montant résiduel ou si les résultats accumulés ne peuvent être déterminés de manière fiable.

**EXEMPLE APPLICATIF 16**

La société Amboise qui détient 20 % des titres de la société Bordo acquis pour 30 000 € absorbe sa participation sur la base des apports en valeurs réelles suivants :

Fonds de commerce	200 000
Matériel et outillage	150 000
Marchandises	120 000
Fournisseurs	- 30 000
Actif net apporté	440 000

L'augmentation de capital est de 10 000 €. Il est précisé que les résultats mis en réserves par la société Bordo depuis sa date d'acquisition s'élèvent à 200 000 €.

Calcul du boni de fusion :  $(440\,000 \times 20\%) - 30\,000 = 58\,000$  € dont :

- résultats de Bordo mis en réserve et revenant à Amboise :  $200\,000 \times 20\% = 40\,000$  €.
- reliquat soit :  $58\,000 - 40\,000 = 18\,000$ .

Calcul de la prime de fusion pure :  $440\,000 \times 80\% - 10\,000 = 342\,000$ .

Les enregistrements sont les suivants :

207		Fonds de commerce	200 000	
215		Matériel et outillage	150 000	
31		Stocks	120 000	
	401	Fournisseurs		30 000
	466	Compte d'apport Bordo		440 000
	101	Capital		10 000
	261	Titres Bordo		30 000
	104	Prime de fusion		360 000
	761	Revenus de participation		40 000
466		Compte d'apport Bordo	440 000	

## II. COMPTABILISATION DU MALI DE FUSION

L'apparition d'un mali de fusion est, en règle générale, la conséquence d'une transcription des apports à leur valeur comptable et il peut être décomposé en deux éléments :

- le mali technique qui correspond, à hauteur de la participation détenue, aux plus-values latentes sur éléments d'actif comptabilisés ou non dans les comptes de l'absorbée déduction faite des passifs non comptabilisés en l'absence d'obligation comptable dans les comptes de la société absorbée, par exemple : provisions pour retraites, impôts différés passifs.

La totalité du mali technique est inscrit dans un sous-compte intitulé « Mali de fusion » du compte « 207 Fonds commercial ».

- au-delà du mali technique, le solde du mali qui peut être représentatif d'une dépréciation de la participation détenue dans la société absorbée, doit être comptabilisé dans le résultat financier de la société absorbante de l'exercice au cours duquel l'opération est réalisée.

### EXEMPLE APPLICATIF 16 (SUITE)

Reprenons les données de l'exemple précédent en supposant que les apports sont réalisés en valeurs comptables car les deux sociétés font partie du même groupe :

Fonds de commerce	0
Matériel et outillage	50 000
Marchandises	120 000
Fournisseurs	- 30 000
Actif net apporté	440 000

Calcul du mali de fusion :  $(140\,000 \times 20\%) - 30\,000 = - 2\,000$  €

Ce mali est en totalité un mali technique car la différence entre valeur réelle des apports et leur valeur comptable compense largement cette perte apparente.

Calcul de la prime de fusion pure :  $140\,000 \times 80\% - 10\,000 = 102\,000$

Les enregistrements sont les suivants :

207		Fonds de commerce	0	
215		Matériel et outillage	50 000	
31		Stocks	120 000	
	401	Fournisseurs		30 000
	466	Compte d'apport Bordo		140 000
	101	Capital		10 000
	261	Titres Bordo		30 000
	104	Prime de fusion		102 000
207		Mali technique	2 000	
466		Compte d'apport Bordo	140 000	

## CHAPITRE 6. LES DIFFICULTÉS COMPTABLES ET FISCALES

### RÉSUMÉ

À côté des opérations simples, il existe des cas particuliers qui sont traités par la doctrine comptable et fiscale :

- dérogation aux règles de valorisation des apports ;
- valeur globale et individuelle des apports ;
- suivi dans le temps du mali technique ;
- apport d'un actif net comptable négatif ;
- filialisation d'une branche d'activité destinée à être cédée ;
- existence d'une perte de rétroactivité ;
- incidence d'une réévaluation sur le mali technique ;
- décision de fusion plus de six mois après la clôture.

### SECTION 1. DÉROGATION À LA RÈGLE DE VALORISATION AUX VALEURS COMPTABLES

Par dérogation, lorsque les apports doivent être évalués à la valeur nette comptable en application des règles comptables et que l'actif net apporté est insuffisant pour permettre la libération du capital, les valeurs réelles des éléments apportés doivent être retenues.

#### EXEMPLE APPLICATIF 17

La société Amboise absorbe la société Bordo. Les deux sociétés sont sous contrôle distinct et l'opération est réalisée à l'envers : la société initiatrice est la société Bordo et la société cible est la société Amboise.

La valorisation en valeur comptable de la société Bordo est de 40 000 €, alors qu'en valeur réelle elle ressort à 200 000 €. L'augmentation de capital est de 50 000 €.

En application des dispositions générales prévues pour la valorisation des apports, ceux-ci doivent être retenus pour leur valeur comptable :

- Valeur d'apport de Bordo : 40 000 €.
- Augmentation de capital de Amboise : 50 000 €.

La valorisation en valeur comptable n'est pas possible car il n'y a pas libération du capital et par dérogation, lorsque les apports doivent être évalués à la valeur nette comptable en application des règles générale mais que l'actif net apporté est insuffisant pour permettre la libération du capital, les valeurs réelles des éléments apportés doivent être retenues.

Donc :

- Valeur d'apport de Bordo : 200 000 €
- Augmentation de capital d'Amboise : 50 000 €
- Prime de fusion : 150 000 €

## **SECTION 2. DIFFÉRENCE ENTRE VALEUR D'APPORT GLOBALE ET ÉLÉMENT PAR ÉLÉMENT**

Lorsque les apports sont évalués à la valeur réelle, les valeurs individuelles des actifs et passifs apportés correspondent aux valeurs réelles attribuées à chacun des éléments dans le traité d'apport.

Ces éléments sont ceux qui figurent dans les livres de la société absorbée ou ceux que le processus d'évaluation conduit à valoriser dans le traité d'apport alors qu'ils ne sont pas dans les comptes : par exemple les marques ou les impôts différés actifs, les provisions pour retraites ou les impôts différés passifs.

Ces valeurs s'apprécient par référence au marché ou en fonction de l'utilité du bien pour la société. Les modalités de valorisation de ces éléments sont exposées au chapitre 3 dans l'exposé sur la méthode de l'actif net comptable corrigé (ANCC).

La différence entre la valeur globale des apports et la somme algébrique des valeurs réelles individuelles des éléments identifiés, est inscrite dans le traité d'apport sur une ligne « Fonds commercial », reprise comme telle au bilan de la société absorbante.

### **EXEMPLE APPLICATIF 18**

La société Amboise absorbe la société Bordo. Il s'agit d'une opération à l'endroit impliquant des entités sous contrôle distinct et la valeur globale des apports est fixée en valeur réelle à 1 500 000 €.

À partir des comptes servant de base à l'opération, les valeurs réelles des éléments individuels figurant dans les livres ont été réestimées comme suit :

Fonds de commerce	200 000
Matériel et outillage	150 000
Marchandises	120 000
Dettes financières	- 325 000
Fournisseurs	- 120 000
Postes comptables en valeurs réelles	25 000

Par ailleurs les éléments suivants non comptabilisés chez Bordo ont été identifiés dans le processus d'évaluation :

- existence d'une marque dont la valeur est estimée à 773 000 €
- coûts des indemnités de départ à la retraite estimés à 72 000 €
- IS afférent aux plus-values d'apport sur éléments amortissables estimé à 43 000 €.

Compte tenu de ces éléments, il y a lieu d'inscrire ces éléments dans le traité d'apport, ainsi que le fonds de commerce correspondant à la différence entre la valeur globale des apports et leur valeur individuelle :



Valeur réelle des éléments comptables	25 000
Marque	773 000
Provision IDR	- 72 000
Provision IS	- 43 000
Total des éléments identifiés	<u>683 000</u>
Valeur globale des apports	1 500 000
Fonds de commerce	<u>817 000</u>

Lorsque les apports sont évalués à la valeur comptable, les valeurs comptables individuelles des actifs et passifs apportés correspondent aux valeurs de chaque actif et passif figurant dans les comptes de l'absorbée à la date d'effet de l'opération.

Lorsque, dans des cas exceptionnels où la prise en compte de ces éléments d'actifs et de passifs éventuels conduit à rendre la valeur du fonds commercial négative (constatation d'un badwill), il convient d'en tenir compte dans le traité d'apport, en comptabilisant cette différence dans un sous compte de la prime de fusion lors de la réalisation de l'opération.

Dès la constatation de la charge, celle-ci est imputée sur ce sous compte de la prime de fusion.

### SECTION 3. SUIVI ULTÉRIEUR DE LA VALEUR DU MALI TECHNIQUE

Les entreprises procèdent à la date de l'opération de manière extra-comptable, à l'affectation de ce mali aux différents actifs apportés par la société absorbée dans la mesure où la plus-value latente constatée par actif est significative, cela afin de suivre dans le temps la valeur du mali.

Cette affectation peut être faite selon les modalités suivantes :

- détermination de la valeur réelle à la date de l'opération des actifs de la société absorbée y compris ceux ne figurant pas dans ses comptes ;
- calcul du montant des plus-values latentes par différence entre cette valeur et la valeur comptable de chaque actif ;
- affectation extra-comptable du mali technique aux différents actifs au prorata des plus-values latentes et dans la limite de celles-ci.

Le mali technique n'est pas un élément amortissable car la durée de consommation de ses avantages économiques futurs ne peut être déterminée de façon fiable.

Cependant les éléments constitutifs du mali technique doivent faire l'objet d'un test de dépréciation dans les conditions prévues au § 322-5 du PCG.

Le mali subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un ou plusieurs actifs sous-jacents auxquels une quote-part de mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable du ou des actifs précités, majorée de la quote-part de mali affectée. La valeur actuelle correspond à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage (cf. article 322-1 du PCG).

En cas de sortie d'un actif auquel une quote-part de mali a été affectée, le mali doit être réduit à due concurrence.

#### EXEMPLE APPLICATIF 19

La société Amboise détient une participation de 80 % dans la société Bordo acquise 4 000 k€. Il est prévu que la société Amboise absorbe la société Bordo :

- la valeur comptable de la société Bordo ressort à 3 400 k€ ;
- les plus-values identifiées concernent : Fonds de commerce 20 000 k€ (valeur au bilan : néant) et terrain 16 600 k€ (valeur au bilan : 100 000 k€) ;
- l'augmentation de capital chez Amboise sera de 640 000 €, compte tenu du processus de fusion renonciation.

L'opération étant réalisée entre sociétés sous contrôle commun elle se fait en valeurs comptable.  
L'analyse des conditions financières donne :

Valeur d'apport	3 400
Valeur comptable de la participation	- 4 000
Net	- 600
Augmentation de capital	640
Prime de fusion brute	- 1 240

Dont :

- Prime d'émission 40 :  $(3\,400 \times 20\% - 640)$
- Mali de fusion - 1 280 :  $(3\,400 \times 80\% - 4\,000)$

L'affectation extra-comptable du mali technique est présentée dans le tableau suivant :

	Valeur comptable	Valeur réelle	Plus-value latente	Affectation du mali
Terrain	100 000	116 600	16 600	581
Fonds de commerce	0	20 000	20 000	699
			36 600	1 280

Si le terrain est ensuite cédé pour une valeur de 150 000 k€, le mali technique doit être réduit à due concurrence de la part correspondant à cet actif sous-jacent :

675	213	VINCEAC Terrain	100 000	100 000
456	775	Créances sur cession PCEAC	150 000	150 000
675	207	VINCEAC Mali technique	581	581

#### **SECTION 4. DÉTERMINATION DU MALI TECHNIQUE EN CAS D'APPORT EN VALEUR COMPTABLE D'UN ACTIF NET NÉGATIF**

Cette situation trouve en particulier son application dans le cas des fusions simplifiées ou des TUP. En effet, dans ce cas, la société absorbante détenant la totalité du capital de la société absorbée ne procède pas à une augmentation de capital et aucune contrainte de libération du capital n'existe. Il est, de ce fait, juridiquement possible de faire un apport dont la valeur est négative.

Ce point a été traité spécifiquement par le Comité d'urgence du CNC en juin 2007 qui a rappelé les règles générales suivantes :

- les opérations de dissolution par confusion de patrimoine étant par définition toujours réalisées entre entreprises sous contrôle commun, les actifs et passifs de l'entreprise dissoute sont toujours transmis à leur valeur comptable ;
- le traitement du mali et du boni pouvant apparaître lors de l'annulation dans les comptes de l'entreprise bénéficiaire de la transmission universelle de patrimoine suit les règles générales ;
- pour assurer la neutralité des opérations au niveau du résultat et des capitaux propres de la société absorbante ou confondante, la définition générale du mali technique s'applique quel que soit l'actif net comptable de la société absorbée ;
- le calcul du mali technique n'est limité que par les montants des plus-values latentes.

En conséquence, les modalités de détermination du mali technique sont identiques quel que soit l'actif net comptable de la société absorbée.

#### EXEMPLE APPLICATIF 20

La société Amboise décide la dissolution avec TUP de la société Bordo dont elle est l'associé unique.

La situation nette de Bordo est négative de 200 k€ et les titres Bordo figurent au bilan de la société Amboise pour un montant de 50 k€. L'actif net apporté recèle des plus-values latentes pour un montant de 100 k€.

Dans cette situation le mali de fusion ressort à 250 k€ et s'analyse à hauteur de 100 k€ comme un mali technique, le solde étant représentatif d'une dépréciation non constatée sur les titres.

### SECTION 5. FILIALISATION D'UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ DISTINCTE DESTINÉE À ÊTRE CÉDÉE

Le règlement sur les fusions prévoit une règle dérogatoire de valorisation des apports en cas de filialisation d'une branche d'activité appelée à être cédée à une société sous contrôle distinct.

La filialisation par une société d'une branche d'activité appelée à être cédée à une société sous contrôle distinct s'analyse comme une opération réalisée entre sociétés sous contrôle distinct, les apports doivent donc être effectués à la valeur réelle.

Cette exception ne peut cependant être mise en œuvre que s'il existe, préalablement à l'opération de filialisation, un engagement de cession conduisant à une perte de contrôle et mentionné explicitement dans le traité d'apport.

Si la cession ne se réalise pas, les écritures d'apport initiales aux valeurs réelles doivent être contre-passées pour enregistrer les apports aux valeurs comptables tant chez la société bénéficiaire des apports que chez la société apporteuse.

Au niveau de la société bénéficiaire, les valeurs comptables d'apport doivent être substituées aux valeurs réelles, avec réduction de la prime d'apport et retraitement des amortissements, provisions et des plus ou moins-values.

Au niveau de la société apporteuse, il convient de réduire la plus-value d'apport à concurrence du résultat de cession anticipé.

L'administration fiscale a repris ces dispositions en retenant les mêmes règles et admet en cas de résolution de la cession que l'opération soit soumise au régime spécial des fusions, sous réserve qu'une option soit prise dans le traité d'apport et que figure dans le traité d'apport :

- une date limite de réalisation pour la cession des titres ;
- l'identité du cessionnaire ;
- la valorisation des apports en valeurs comptables et en valeurs réelles ;
- l'option, à titre conservatoire, pour le régime de faveur.

#### EXEMPLE APPLICATIF 21

La société Amboise exerce plusieurs activités organisées sous forme de trois branches autonomes d'activité : A, B et C.

Il est décidé de céder la branche A au groupe Cota selon le processus suivant :

- une société Bordo est constituée avec pour seul actionnaire la société Amboise ;
- la société Amboise transmet par apport partiel d'actif sa branche autonome d'activité A à la société Bordo ;
- Amboise reçoit en contrepartie de cet apport des actions de Bordo pour lesquelles elle prend dans le traité d'apport un engagement de cession au profit du groupe Cota avec une date limite fixée 6 mois après la date de l'apport.

Suite à la défaillance du groupe Cota la cession des titres ne se réalise pas en définitive.

Pour valoriser l'apport conformément aux dispositions du règlement sur les fusions, il faut appliquer les règles suivantes :

- l'opération d'apport au profit d'une société sous contrôle commun doit obligatoirement se faire en valeur comptable ;
- toutefois s'agissant d'une filialisation en vue d'une cession la règle est dérogatoire et la valorisation se fait aux valeurs réelles.

Du point de vue fiscal, le régime de faveur des apports partiels d'actif (voir titre 3, chapitre 2) s'applique aux opérations :

- qui portent sur des branches complètes d'activité ;
- pour lesquelles la société apporteuse a pris l'engagement de conserver les titres reçus pendant 3 ans ;
- pour lesquelles la société apporteuse a pris l'engagement de calculer les plus-values de cession ultérieure de ces titres par référence à la valeur que les éléments apportés avaient dans ses propres livres.

La société Amboise ayant pris l'engagement de céder les titres reçus suite à l'apport de la branche complète d'activité A, elle ne peut pas conserver les titres pendant 3 ans et de ce fait c'est le régime fiscal de droit commun des fusions (voir chapitre 4, section 1) qui s'applique.

Compte tenu de la défaillance du groupe Cota la cession n'a pas lieu en définitive. Dans cette situation le règlement sur les fusions prévoit de retraiter l'apport comme il aurait dû être réalisé au départ, c'est-à-dire en retenant une valorisation aux valeurs comptables. Il faut donc modifier la valeur d'entrée des apports chez Bordo et retraiter les amortissements qui ont éventuellement été pratiqués.

Du point de vue fiscal, l'administration autorise que l'opération soit placée sous le régime de faveur sous réserve qu'une option ait été exercée dans le traité d'apport.

Les plus-values qui ont été imposées au moment de l'apport (application du régime de droit commun) doivent être neutralisées (application du régime de faveur).

## **SECTION 6. TRAITEMENT DE LA PERTE DE RÉTROACTIVITÉ**

L'obligation de libération des apports doit être appréciée à la date de réalisation définitive de l'opération, c'est-à-dire la date des assemblées générales extraordinaires des sociétés participant à l'opération.

En cas d'effet rétroactif, lorsque la valeur des apports à la date d'effet risque de devenir, du fait d'une perte intercalaire, supérieure à la valeur réelle globale de la société à la date de réalisation de l'opération, une provision pour perte de rétroactivité est constatée au passif pris en charge dans le traité d'apport, réduisant d'autant le montant des apports pour répondre à l'obligation de libération du capital.

La société absorbante l'inscrit dans un sous-compte de la prime de fusion, et non en provisions pour risques et charges. En effet, elle ne doit pas reprendre en résultat une provision qui n'a jamais été dotée comptablement.

Lorsque les apports sont évalués à la valeur réelle, une provision pour perte de rétroactivité ne devrait être constatée que dans des cas exceptionnels.

Lorsque les apports sont évalués à la valeur comptable, la valeur totale des apports est généralement inférieure à la valeur globale de la société. De ce fait normalement, aucune provision ne devrait être nécessaire.

Toutefois, l'existence d'une perte de rétroactivité n'amène à la constatation d'une provision que dans les cas suivants (règlement CRC 04-01, § 5) :

- si les apports sont évalués en valeurs réelles, en cas d'événements significatifs non prévus durant la période intercalaire et qui remettraient en cause les évaluations effectuées ;
- si les apports sont évalués en valeurs comptables, en cas de valeur globale de la société absorbée inférieure à sa valeur comptable.

Du point de vue fiscal l'enregistrement de la perte de rétroactivité par la société absorbante dans un sous-compte de la prime de fusion n'a pas d'incidence sur la déductibilité de cette perte : la société bénéficiaire de l'apport prend en compte pour la détermination de ses résultats impossibles ceux provenant des activités apportées à compter de la date d'effet.

En particulier, la société bénéficiaire des apports prend en compte, dans le premier bilan établi après l'apport, les pertes provenant des opérations de la société apporteuse depuis la date d'effet de la rétroactivité fixée dans le contrat.

Il convient en dernier lieu de préciser que l'existence de perte de rétroactivité ne peut pas concerner les opérations de transmission universelle de patrimoine (TUP) dans la mesure où l'effet rétroactif ne leur est pas applicable.

## **SECTION 7. IMPACT D'UNE RÉÉVALUATION SUR LE MALI TECHNIQUE**

### **I. RAPPEL DES RÈGLES APPLICABLES À LA RÉÉVALUATION LIBRE**

Le Code de commerce et le PCG autorisent la réévaluation libre des immobilisations corporelles et financières :

Les conditions de comptabilisation de la réévaluation sont prévues par les textes suivants :

- Article L 123-18 du Code de commerce :

« À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les biens acquis à titre onéreux sont enregistrés à leur coût d'acquisition, les biens acquis à titre gratuit à leur valeur vénale et les biens produits à leur coût de production. Pour les éléments d'actif immobilisés, les valeurs retenues dans l'inventaire doivent, s'il y a lieu, tenir compte des plans d'amortissement... La plus-value constatée entre la valeur d'inventaire d'un bien et sa valeur d'entrée n'est pas comptabilisée. S'il est procédé à une réévaluation de l'ensemble des immobilisations corporelles et financières, l'écart de réévaluation entre la valeur actuelle et la valeur nette comptable ne peut être utilisé à compenser les pertes ; il est inscrit distinctement au passif du bilan. »

- Article 350-1 du plan comptable général :

« Des ajustements de valeur portant sur l'ensemble des immobilisations corporelles et financières peuvent être effectués dans le cadre de la réévaluation des comptes. L'écart entre la valeur actuelle et la valeur nette comptable constatée lors d'une opération d'ensemble de réévaluation ne participe pas à la détermination du résultat. Il est inscrit directement dans les capitaux propres.

L'écart de réévaluation peut être incorporé en tout ou partie au capital. Il ne peut pas compenser les pertes, sauf s'il a été préalablement incorporé au capital. »

### **II. RAPPEL DES RÈGLES APPLICABLES AU MALI TECHNIQUE**

Nous avons vu dans les chapitres précédents qu'en application du règlement CRC 99-03, pour les opérations évaluées à la valeur comptable, le mali de fusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

Le mali de fusion peut être décomposé en deux éléments :

- Un mali technique généralement constaté pour les fusions ou les opérations de transmission universelle de patrimoine évaluées à la valeur comptable lorsque la valeur nette des titres de la société absorbée figurant à l'actif de la société absorbante est supérieure à l'actif net

comptable apporté. Cette composante du mali correspond, à hauteur de la participation antérieurement détenue aux plus-values latentes sur éléments d'actif comptabilisés ou non dans les comptes de l'absorbée déduction faite des passifs non comptabilisés en l'absence d'obligation comptable dans les comptes de la société absorbée (par exemple provisions pour retraites, impôts différés passifs).

- Au-delà du mali technique, le solde du mali qui peut être représentatif d'un complément de dépréciation de la participation détenue dans la société absorbée, doit être comptabilisé dans le résultat financier de la société absorbante de l'exercice au cours duquel l'opération est réalisée.

Le traitement comptable du mali technique est le suivant : La société absorbante ou bénéficiaire des apports inscrit la totalité du mali technique dans un sous compte intitulé « mali de fusion » du compte 207 « fonds commercial ».

Le mali n'est pas un élément amortissable car la durée de consommation de ses avantages économiques futurs ne peut être déterminée a priori de façon fiable.

Cependant, les éléments constitutifs du mali, tels que définis précédemment, doivent faire l'objet d'un test de dépréciation prévu à l'article 322-5 du règlement n° 99-03 du CRC et selon les modalités exposées ci-après.

Le mali subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un ou plusieurs actifs sous-jacents auxquels une quote-part de mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable du ou des actifs précités, majorée de la quote-part de mali affectée. La valeur actuelle correspond à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage (cf. article 322-1 du règlement n° 99-03 du CRC modifié par le règlement n° 2002-10).

En cas de sortie d'un actif auquel une quote-part de mali a été affectée, le mali doit être réduit à due concurrence.

### III. COMBINAISON DES DEUX RÉGLEMENTATIONS

Par analogie avec l'analyse de la Commission des études comptables de la CNCC de décembre 2010, la réévaluation à laquelle peuvent procéder les sociétés est une réévaluation libre conduisant à inscrire l'ensemble des immobilisations corporelles et financières à leur valeur actuelle et à constater dans les capitaux propres l'écart de réévaluation net d'impôt correspondant.

Le mali constaté précédemment lors d'une opération de fusion réalisée à la valeur comptable a été affectée à la plus-value nette latente attachée à certaines de ces immobilisations.

En application des dispositions du plan comptable général rappelées ci-dessus, ce mali de fusion correspond à un mali technique et a été comptabilisé à l'actif du bilan de la société absorbante en immobilisations incorporelles.

S'il est procédé à la réévaluation des immobilisations apportées, le mali comptabilisé à l'actif du bilan de la société absorbante lors de l'opération de fusion réalisée antérieurement ne peut être maintenu en mali technique car la plus-value latente est constatée au bilan lors de la réévaluation.

En application des textes rappelés précédemment, les conditions pour constater le mali technique en charges ne semblent pas être remplies. En effet, les immobilisations concernées auxquelles le mali a été affecté n'ont été ni cédées, ni sorties des comptes annuels de la société, et n'ont pas été dépréciées.

La réévaluation des immobilisations sous-jacentes au mali technique change la nature de celui-ci et doit conduire à constater la plus-value résultant de la réévaluation.

Dans ces conditions, lors de la réévaluation des immobilisations, le mali technique doit être reclassé du poste d'immobilisations incorporelles au poste d'immobilisations corporelles correspondant aux actifs réévalués afin que la plus-value latente dont le mali est représentatif soit agrégée à la valeur de ces actifs au moment du calcul de l'écart de réévaluation. En conséquence, l'écart de réévaluation, qui est défini comme la différence entre « la valeur actuelle et la valeur nette comptable (qui inclut l'ancien mali technique) », sera réduit du montant du mali technique.



**EXEMPLE APPLICATIF 22**

La société Amboise décide la dissolution avec TUP de la société Bordo dont elle est l'associé unique.

La situation nette de Bordo est négative de 200 k€ et les titres Bordo figurent au bilan de la société Amboise pour un montant de 50 k€. L'actif net apporté recèle des plus-values latentes pour un montant de 100 k€.

Dans cette situation le mali de fusion ressort à 250 k€ et s'analyse à hauteur de 100 k€ comme un mali technique, le solde étant représentatif d'une dépréciation non constatée sur les titres.

L'exercice suivant la société Amboise procède à une réévaluation libre en dégagant un écart de réévaluation de 150 k€.

Les enregistrements sont les suivants :

2XX		Immobilisations		150 000	
	105	Écart de réévaluation			150 000
105		Écart de réévaluation		100 000	
	207	Mali technique			100 000

## **SECTION 8. APPROBATION DU TRAITÉ DE FUSION PLUS DE SIX MOIS APRÈS LA DATE DE CLÔTURE**

En application de l'article R. 236-3 du Code de commerce :

« Toute société par actions participant à une opération de fusion ou de scission met à la disposition de ses actionnaires, au siège social, un mois au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet, les documents suivants :

- 1° Le projet de fusion ou de scission ;
- 2° Les rapports des commissaires à la fusion et aux apports
- 3° Les comptes annuels approuvés par les assemblées générales ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération ;
- 4° Un état comptable établi selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que le dernier bilan annuel, arrêté à une date qui, si les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à la date du projet de fusion ou de scission, doit être antérieure de moins de trois mois à la date de ce projet. »

En application du quatrième alinéa de l'article R 236-3 du Code de commerce, si l'approbation du traité de fusion est réalisée plus de 6 mois après la date de clôture de l'exercice, un arrêté intermédiaire doit être établi. Il doit aussi faire l'objet d'un examen limité par le commissaire aux comptes.



# CHAPITRE 7. LA NORME IFRS 3

## SUR LES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

### RÉSUMÉ

Les règles du PCG français restent empruntées de juridisme et, de ce fait, privilégient la vision contractuelle dans le traitement comptable des opérations de fusions.

A contrario, la norme IFRS 3, qui traite du regroupement d'entreprises dans le cas des opérations d'acquisition, applique le principe général retenu par les normes internationales : la prééminence de la substance sur la forme.

Il en résulte plusieurs divergences, notamment dans la transcription du coût d'acquisition quand la fusion est à l'envers.

### SECTION 1. PÉRIMÈTRE

La norme IFR 3 porte sur les regroupements d'entreprises qui répondent à la définition stricte d'acquisition ou de prise de contrôle (voir titre 1), mais ne s'applique pas :

- aux regroupements d'entreprises dans lesquels des entités ou des activités distinctes sont rassemblées pour former une coentreprise ;
- aux regroupements d'entreprises impliquant des entités ou des activités sous contrôle commun.

### SECTION 2. RÉSUMÉ

La norme IFRS 3 impose que les regroupements d'entreprises soient comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Selon cette méthode, le regroupement doit être analysé du point de vue de l'acquéreur qui comptabilise les actifs acquis et les passifs, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés auparavant par l'entreprise acquise.

Pour l'application de cette méthode, un acquéreur doit être identifié. L'acquéreur est l'entreprise qui obtient le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, des autres entreprises qui participent à l'opération.

Le coût global pour l'acquéreur est le total formé par :

- les justes valeurs des actifs et passifs remis, et des titres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise ;
- plus tous les coûts externes directement attribuables à l'opération : honoraires versés aux comptables, aux conseils juridiques, aux évaluateurs et autres consultants intervenus pour effectuer le regroupement.

L'acquéreur doit affecter le coût de l'opération en comptabilisant les actifs et les passifs identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective.

Toute différence entre le coût global de l'opération et la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi constatée, doit être comptabilisée comme « goodwill » :

- en tant qu'actif ;
- dont la valeur est l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables.

Pour la norme IFRS 3 le terme passif inclut les passifs éventuels.

## TITRE 3. LES SCISSIONS ET APPORTS PARTIELS D'ACTIFS

Chapitre 1. Le cadre juridique  
Chapitre 2. Le cadre fiscal  
Chapitre 3. Méthodologie financière et cadre comptable

### Objectifs :

Savoir traiter les opérations spécifiques de scission et d'apport partiel d'actif au plan juridique, fiscal et comptable.

## CHAPITRE 1. LE CADRE JURIDIQUE

### RÉSUMÉ

Les scissions et apports partiels d'actifs sont des opérations qui, bien que de nature distincte sont régies par des règles juridiques similaires à celles applicables aux fusions.

### SECTION 1. LES SCISSIONS

La définition des scissions est donnée à l'article L. 236-1 du Code de commerce qui stipule qu'une société peut, par voie de scission, transmettre son patrimoine à plusieurs sociétés existantes ou à plusieurs sociétés nouvelles.

La loi assimile totalement la scission à la fusion : dans les deux cas, il y a disparition d'une société ancienne et transmission universelle de son patrimoine à plusieurs sociétés existantes ou nouvelles, avec échange de droits sociaux.

D'une façon générale, les conditions, modalités et conséquences des scissions sont analogues à celles des fusions, étant précisé que la scission constitue l'opération inverse de la fusion.

### SECTION 2. LES APPORTS PARTIELS D'ACTIFS

Les opérations d'apports partiels d'actifs sont prévues par les articles L. 236-22 (pour les SA) et L. 236-24 (pour les SARL) du Code de commerce qui stipulent que la société qui apporte une partie de son actif à une autre société et la société qui bénéficie de cet apport peut décider d'un commun accord de soumettre l'opération aux dispositions applicables aux scissions.

## CHAPITRE 2. LE CADRE FISCAL

Le régime fiscal de faveur des fusions s'applique aux scissions et aux apports partiels d'actif de plein droit ou sur agrément (article 210 B du CGI).

### RÉSUMÉ

Le cadre fiscal des scissions et apports partiels d'actifs est identique à celui des fusions sous réserve de quelque aménagement. En particulier la jurisprudence fiscale a créé une entité originale : la branche d'activité complète et autonome.

## **SECTION 1. LE RÉGIME FISCAL DE FAVEUR DE PLEIN DROIT**

Le régime spécial des fusions s'applique à l'apport partiel d'actif d'une branche complète d'activité lorsque la société apporteuse prend l'engagement dans l'acte d'apport :

- de conserver pendant trois ans les titres reçus en contrepartie de l'apport ;
- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures.

Le régime des fusions s'applique également à la scission de société comportant au moins deux branches complètes d'activités si :

- chacune des sociétés bénéficiaires des apports reçoit une ou plusieurs de ces branches
- les associés de la société scindée s'engagent, dans l'acte de scission, à conserver pendant trois ans les titres qui leur ont été répartis proportionnellement à leurs droits dans le capital de la société scindée.

L'obligation de conservation des titres s'applique dans les conditions suivantes :

- elle concerne les associés qui détiennent dans la société scindée au moins de 5 % des droits de vote ;
- et les associés qui exercent ou y ont exercé dans les six mois précédant l'opération des fonctions de direction, d'administration ou de surveillance et qui détiennent au moins 0,1 % des droits de vote dans la société scindée ;
- les droits de vote des associés ainsi soumis à l'obligation de conservation doivent représenter ensemble, à la date de l'opération, 20 % au moins du capital de la société scindée.

La branche complète d'activité est définie par l'administration fiscale mais n'est pas supportée par une définition juridique spécifique. Selon l'administration, la branche complète d'activité se définit comme l'ensemble des éléments d'actif et de passif d'une division d'une société qui constitue, du point de vue de l'organisation, une exploitation autonome, c'est-à-dire un ensemble capable de fonctionner par ses propres moyens.

Cela implique notamment une clientèle, du personnel et des installations propres. L'autonomie s'apprécie au regard de l'organisation de la société apporteuse et non de la société bénéficiaire des apports.

En cas d'apport partiel d'actif, il est admis que la branche complète d'activité apportée ne comprend pas certains éléments d'actif et de passif. Cette mesure d'assouplissement ne s'applique pas aux opérations de scissions

## **SECTION 2. LE RÉGIME FISCAL DE FAVEUR SUR AGRÉMENT**

Lorsque les conditions mentionnées ci-dessus ne sont pas remplies, le régime spécial des fusions s'applique aux apports partiels d'actif et aux scissions sur agrément de l'administration.

L'agrément est délivré lorsque, compte tenu des éléments faisant l'objet de l'apport :

- l'opération est justifiée par un motif économique ;
- l'opération n'a pas comme objectif la fraude ou l'évasion fiscales ;
- les modalités de l'opération permettent d'assurer l'imposition future des plus-values mises en sursis d'imposition.

## **CHAPITRE 3. MÉTHODOLOGIE FINANCIÈRE ET CADRE COMPTABLE**

### **RÉSUMÉ**

La méthodologie financière et le cadre comptable utilisé pour les fusions est adaptable aux opérations de scissions et apports partiels d'actifs.

**SECTION 1. LES SCISSIONS**

Les développements qui ont été traités au titre 2 portant sur les fusions et relatifs à la détermination d'un rapport d'échange et à la transcription des valeurs d'apports s'appliquent aux scissions.

**SECTION 2. LES APPORTS PARTIELS D'ACTIFS**

Rappelons qu'il s'agit de l'opération par laquelle une société apporte un ensemble d'actifs et de passifs constituant une branche autonome à une autre société et reçoit en échange des titres remis par la société bénéficiaire des apports.

**EXEMPLE APPLICATIF 23**

1. Une branche complète et autonome d'activité de la société Amboise fait l'objet d'un apport partiel d'actif à la société Bordo à leur valeur réelle. Le traité d'apport donne les valeurs d'apport suivantes :

Fonds de commerce	4 004
ITMO	413
Marchandises	91
Clients	42
Trésorerie	7
Total de l'actif apporté	4 557
Fournisseurs	7
Fiscal et social	406
Total du passif transféré	413
Actif net apporté	4 144

Il est précisé que le fonds de commerce n'était pas inscrit dans les livres de la société Amboise mais fait partie de la branche complète d'activité apportée.

L'enregistrement de l'opération dans les livres de la société B-M se présentera comme suit :

456		Associé apports	4 144	
401		Fournisseurs	7	
42-44		Dettes fiscales et sociales	406	
	215	ITMO		413
	31	Stocks		91
	411	Clients		42
	512	Banque		7
	773	Résultat d'apport		4 004
261		Titres et participations	4 144	
	456	Associés apports		4 144

2. Considérons qu'en rémunération de ces apports, il sera procédé à une augmentation de capital de 854 k€ de la société Bordo.

L'enregistrement de l'apport dans les livres de la société Bordo sera le suivant :

207		Fonds de commerce	4 004	
215		ITMO	413	
31		Stocks	91	
411		Clients	42	
512		Banque	7	
	401	Fournisseurs		7
	42-44	Dettes fiscales et sociales		406
	466	Associés apports		4 114
466		Associés apports	4 144	
	101	Capital		854
	104	Prime d'apport		3 290

## TITRE 4. LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS DE REGROUPEMENT

Chapitre 1. Les dispositions réglementaires  
Chapitre 2. Le contrôle des modalités de la fusion  
Chapitre 3. Le contrôle des valeurs d'apport

### Objectifs :

Connaître les dispositions spécifiques qui s'appliquent au contrôle légal des opérations de regroupement : la mission du commissaire à la fusion et du commissaire aux apports.

Le contrôle des opérations de regroupement est prévu par le Code de commerce et a fait l'objet de normes professionnelles de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC).

Bien qu'en cours de mise à jour dans le cadre de la refonte en cours du cadre normatif applicable aux missions légales du Commissaire aux comptes, leurs dispositions restent applicables.

## CHAPITRE 1. LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

### RÉSUMÉ

Le Code de commerce prévoit que les opérations de fusions et assimilées fassent l'objet d'un contrôle légal.

### SECTION 1. DISPOSITIONS DU CODE DE COMMERCE

Le Code de commerce stipule (articles L. 236-10 et L. 236-23) :

- « Un ou plusieurs commissaires à la fusion, désignés par décision de justice, établissent sous leur responsabilité un rapport sur les modalités de la fusion.
- Ils vérifient que les valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération sont pertinentes et que le rapport d'échange est équitable.

- Leur rapport doit :
  - indiquer la ou les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange ;
  - indiquer si cette ou ces méthodes sont adéquates et mentionner les valeurs auxquelles chacune de ces méthodes conduit, se prononcer sur l'importance relative donnée à ces méthodes ;
  - indiquer les difficultés particulières d'évaluation. »
- « Les commissaires à la fusion apprécient sous leur responsabilité la valeur des apports en nature et les avantages particuliers et établissent à cet effet le rapport prévu [en cas d'apports en nature]. »

## **SECTION 2. PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION**

Le rapport sur les modalités de la fusion et le caractère équitable du rapport d'échange est requis pour les opérations suivantes :

- fusion et scission de sociétés par actions et à responsabilité limitée ;
- apport partiel d'actif à ces sociétés, soumis au régime des scissions (article L. 236-22 du Code de commerce).

Il est précisé que, dans ce cas, le commissaire à la fusion assure également la mission de commissaire aux apports.

En revanche ce rapport n'est pas nécessaire :

- dans le cas d'apport en nature ou d'apport partiel d'actif non placé sous le régime des scissions ;
- dans le cas de création, par voie de scission, de sociétés nouvelles constituées sans autre apport que celui de la société scindée, où les actions ou parts de chacune des sociétés nouvelles sont attribuées aux actionnaires ou associés de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette société (article L. 236-17 et L. 236-23 du Code de commerce) ;
- dans le cas de fusion simplifiée : depuis le dépôt du projet de fusion au greffe du tribunal de commerce et jusqu'à la date de réalisation, la société absorbante détient la totalité des titres représentant le capital des sociétés absorbées (article L. 236-11 pour les sociétés anonymes et L. 236-23 pour les SARL).

Il est précisé que, dans ce cas, seul un commissaire aux apports interviendra.

## **SECTION 3. DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE À LA FUSION**

Le commissaire à la fusion est choisi parmi les commissaires aux comptes inscrits et est désigné par le président du tribunal de commerce, sur requête des dirigeants des sociétés concernées.

En pratique, les sociétés intéressées s'entendent pour faire une demande conjointe au tribunal qui désigne un ou plusieurs commissaires qui agissent pour toutes les sociétés concernées.

# **CHAPITRE 2. LE CONTRÔLE DES MODALITÉS DE LA FUSION**

### **RÉSUMÉ**

Un commissaire à la fusion vérifie le rapport d'échange et son caractère équitable.

Le commissaire à la fusion établit un rapport sur les modalités de l'opération et dans lequel il exprime son avis sur le caractère équitable du rapport d'échange proposé en formulant, le cas échéant, des observations la pertinence des valeurs relatives.

Il est rappelé que :

- la valeur relative résulte d'une pesée comparative par action des entités en présence à l'aide de différents critères et méthodes d'évaluation ;
- le rapport d'échange représente le nombre d'actions de la société absorbante à échanger contre une action de la société absorbée.

L'objectif du contrôle des modalités de l'opération est d'éclairer les actionnaires ou les associés sur le caractère équitable du rapport d'échange proposé. À ce titre, le commissaire à la fusion met en évidence les points qu'il estime utiles à une bonne information des actionnaires ou associés.

## **SECTION 1. NATURE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

La mission dévolue au commissaire à la fusion a pour objectif final d'apprécier le caractère équitable du rapport d'échange. À cet effet, le commissaire à la fusion vérifie :

- Que les valeurs relatives attribuées aux actions (ou parts) des sociétés participant à l'opération sont pertinentes :
  - le caractère adéquat des méthodes d'évaluation retenues et les raisons ayant conduit à écarter certaines ou méthodes ;
  - les hypothèses qui fondent les données prévisionnelles qui servent de base aux évaluations ;
  - l'incidence sur les valeurs relatives des événements survenus entre la date de leur détermination et la date de son rapport ;
  - la correcte mise en œuvre des méthodes d'évaluation.
- L'importance relative donnée aux valeurs jugées pertinentes et le positionnement du rapport d'échange par rapport à ces valeurs.

Il convient de rappeler que le processus d'évaluation qui permet de fixer les valeurs de fusion et, par voie de conséquence le rapport d'échange, conduit à une fourchette de valeurs qui elles-mêmes permettent de déterminer un « intervalle de pertinence » à l'intérieur duquel le rapport d'échange sera fixé en définitive. C'est ce processus qui fait l'objet de la vérification par le commissaire à la fusion.

- Si le rapport d'échange proposé n'entraîne pas d'appauvrissement durable pour chaque catégorie d'actionnaires.

## **SECTION 2. CONTENU DU RAPPORT**

Le rapport sur les modalités de la fusion :

- rappelle les méthodes d'évaluation retenues pour déterminer les valeurs relatives servant au choix du rapport d'échange ;
- indique si ces méthodes sont adéquates et rend compte des méthodes complémentaires qu'il a été jugé utile d'introduire ;
- signale les difficultés d'évaluation et mentionne leur incidence sur les valeurs relatives présentées ;
- formule les observations nécessaires affectant la pertinence des valeurs relatives ;
- exprime l'avis sur le caractère équitable du rapport d'échange.

# **CHAPITRE 3. LE CONTRÔLE DES VALEURS D'APPORT**

## **RÉSUMÉ**

Un commissaire aux apports vérifie les valeurs attribuées aux apports et la libération de l'augmentation de capital qui est réalisée pour rémunérer les apports.

Dans les opérations de fusion ou de scission, le commissaire à la fusion désigné assure également la mission de vérification des apports. Les modalités de désignation sont donc similaires.



## **SECTION 1. NATURE ET OBJECTIF DE LA MISSION**

En application des dispositions du Code de commerce relatives aux apports en nature, le commissaire aux apports vérifie :

- la valeur des apports et que celle-ci correspond au moins à la valeur au nominal des actions ou parts à émettre, augmentée de la prime de fusion ou de scission ;
- les avantages particuliers qui peuvent être stipulés lors de telles opérations.

Il est précisé que la valeur des apports s'entend de la somme des valeurs individuelles des apports figurant dans le traité d'apport et correspond, en cas de fusion ou d'apport d'une branche d'activité, à la notion d'actif net apporté.

Généralement la valeur globale ne correspond à la somme des valeurs individuelles que lorsque les apports sont effectués à leur valeur nette comptable, ce qui n'est pas le cas pour les apports en valeurs réelles.

La mission du commissaire aux apports a pour objectif final d'apprécier que la valeur des apports ne soit pas surévaluée.

Hormis les opérations de fusion simplifiée, qui ne donnent pas lieu à augmentation de capital, cette mission doit permettre au commissaire aux apports de conclure que la valeur des apports est au moins égale au montant de l'augmentation du capital de la société absorbante (ou au montant du capital de la société issue de la fusion) augmenté de la prime de fusion.

Pour répondre à l'objectif de sa mission, le commissaire aux apports met en œuvre les diligences suivantes :

- contrôler la réalité des apports et l'existence des titres de propriété valides ;
- contrôler l'exhaustivité des passifs transmis à la société absorbée ou bénéficiaire des apports ;
- apprécier la pertinence des méthodes retenues pour déterminer la valeur individuelle des apports ;
- apprécier l'incidence, sur la valeur individuelle des apports, des événements intervenus entre la date de prise d'effet de l'opération et la date de son rapport ;
- s'assurer que la valeur réelle des apports, pris dans leur ensemble, est au moins égale à la valeur des apports proposée dans le traité d'apport.

Pour apprécier la valeur des apports, le commissaire aux apports contrôle les apports pris individuellement et procède également à une approche directe de la valeur des apports considérés dans leur ensemble.

Cette démarche ne se confond pas avec une simple sommation des évaluations individuelles et relève des techniques d'évaluation d'entreprise. Le commissaire aux apports est ainsi conduit à approcher la valeur réelle des apports pris dans leur ensemble selon une évaluation multicritères.

Il est précisé que, concernant la fiscalité différée dans la société absorbée ou apporteuse, le commissaire aux apports prend en considération le caractère aléatoire de la survenance du fait générateur de l'imposition.

Pour les valeurs individuelles qui ont fait l'objet de ré-estimations par rapport à leur valeur comptable, le commissaire aux apports vérifie que les méthodes d'évaluation retenues sont pertinentes et que la confrontation des résultats des méthodes retenues avec celles qui ont été écartées ne remet pas en cause les valeurs obtenues.

Dans le cas d'une opération avec effet rétroactif, le commissaire aux apports examine si, durant la période de rétroactivité, les activités apportées n'ont pas généré de pertes susceptibles d'affecter la valeur des apports à la date de réalisation définitive de l'opération. Il s'assure, le cas échéant, que les conséquences d'une telle situation ont été correctement appréhendées dans le traité d'apport.

## SECTION 2. CONTENU DU RAPPORT

Le commissaire agissant en tant que commissaire aux apports établit un rapport distinct de celui qu'il dépose en tant que commissaire à la fusion ou à la scission.

Le rapport décrit chacun des apports, indique le mode d'évaluation adopté et les raisons pour lesquelles il a été retenu. La conclusion du rapport contient :

- l'appréciation de la non-surévaluation des apports et l'affirmation que l'actif net apporté est au moins égal à la valeur nominale des actions ou parts à émettre, augmentée de la prime de fusion ou de scission ;
- l'appréciation sur les avantages particuliers stipulés.

### CONCLUSION

Ce cours a permis de mettre en évidence la complexité et la technicité des opérations de regroupement. À l'issue de cette étude, les étudiants doivent avoir acquis un ensemble de connaissances financières, fiscales et comptables et aussi une compréhension économique de ces opérations. Ils doivent avoir conscience que ces opérations sont de plus en plus fréquentes et qu'elles ne concernent pas uniquement les multinationales.

## EXERCICES DE SYNTHÈSE DE LA PARTIE 2

### Exercice 1 : Cas de synthèse

#### ÉNONCÉ

Le groupe Ator (conception et vente de logiciels experts) comprend un nombre important de sociétés, dont notamment :

- la SAS Ator holding ;
- la SA Forex, détenue à 60 % par la SAS Ator ;
- la SAS Virax au capital composé de 100 000 actions de 10 €, détenue à 90 % par la SAS Ator ;
- la SA Marax au capital de 50 000 actions de 1 000 €, détenue à 75 % par la SAS Ator.

La SA Marax détient elle-même des participations dans les sociétés suivantes :

- la SARL Avux au capital composé de 40 000 parts de 10 €, détenue à 40 %. Les parts détenues par la SA Marax ont été acquises 4 000 000 € ;
- la SARL Fox au capital composé de 3 000 parts de 1 000 €, détenue à 80 %. Les parts détenues par la SA Marax ont été acquises 5 000 000 € ;
- la SARL Freex détenue à 100 %. Les parts détenues par la SA Marax ont été acquises 6 000 000 €.

La stratégie du groupe Ator pour l'exercice N est construite autour de 3 axes :

- recentrage sur les activités principales en cédant les sociétés qui ont une activité différente ;
- développement par croissance externe ;
- restructuration juridique visant la réduction des frais de fonctionnement.

Les opérations envisagées sont regroupées en 5 dossiers. Pour chacun des dossiers, vous devez répondre aux questions posées.

#### Dossier 1. Cession de la société Virax

La société Borax, au capital composé de 50 000 actions de 10 €, est une filiale de la société BIO-International qui la détient à 80 %, les 20 % restant étant détenus par la famille G. Compte tenu de la position de leader détenue par le groupe BIO-International, il a été décidé de lui céder la société Virax qui vend les mêmes produits. Les caractéristiques de l'opération envisagée sont les suivantes :

- la société Virax absorbera la société Borax ;

- la valeur réelle de la société Borax a été estimée à 8 000 000 € pour un montant de capitaux propres comptables de 6 500 000 €, la plus-value correspond à la valorisation des éléments incorporels ;
- la valeur réelle de la société Virax a été estimée à 2 000 000 € sans plus-value par rapport au montant de ses capitaux propres ;
- l'opération est placée sous le régime de l'article 210 A. Compte tenu de la nature des plus-values, aucune imposition différée n'est retenue ;
- il n'existe aucun lien, ni juridique, ni contractuel, entre ces sociétés, ni entre les deux groupes.

**TRAVAIL À FAIRE**

1. Dans le cadre de l'opération projetée, déterminer :
  - a. le rapport d'échange ;
  - b. l'augmentation de capital à réaliser par la société Virax ;
  - c. la valeur de l'apport en justifiant les principes retenus.
2. À partir de l'analyse réalisée en répondant à la question 1, expliquer pourquoi cette opération est qualifiée de « cession ».

**Dossier 2. Acquisition de la société Cotex**

Il est prévu que la SA Forex absorbera la société Cotex. Les analyses réalisées par les conseils des deux sociétés ont permis de déterminer qu'il s'agit d'une opération à l'endroit impliquant des entités sous contrôle distinct. L'opération envisagée présente les caractéristiques suivantes :

- valeur globale des apports à rémunérer 3 000 000 € ;
- augmentation de capital de 200 000 € à réaliser par Forex.

L'analyse des valeurs comptables et réelles des actifs et passifs de la société Cotex est présentée ci-après :

	Valeurs	
	Comptables	Réelles
ITMO	170 000	428 000
Stocks	64 000	64 000
Clients	12 000	12 000
Trésorerie	4 000	4 000
Total Actif	250 000	508 000
Provision pour litiges	24 000	24 000
Emprunt établissement de crédit	98 000	98 000
Fournisseurs	10 000	10 000
Dettes fiscales et sociales	116 000	116 000
Total Passif	248 000	248 000
Total net des éléments comptables	2 000	260 000

Par ailleurs les éléments suivants non comptabilisés chez Cotex ont été identifiés dans le processus d'évaluation :

- existence d'une marque dont la valeur est estimée à 1 546 000 € ;
- indemnité de départ à la retraite estimée à 144 000 €.

Du point de vue fiscal, l'opération sera placée sous le régime spécial des fusions et il est conventionnellement prévu que l'IS afférent aux plus-values d'apport qui sont à réintégrer par la société absorbante Forex, en application des dispositions de l'article 210 A du CGI, devra être calculé au taux de 33 1/3 % et être inscrit comme passif transféré dans le traité d'apport.

3. Présenter l'enregistrement de l'apport chez la société Forex.

**Dossier 3. Restructuration Marax-Avux**

Une simplification de l'organigramme juridique est envisagée dans les conditions suivantes :

- la SA Marax absorbera la SARL Avux ;
- les comptes servant de base à l'opération projetée donnent pour la SA Marax des capitaux propres comptables d'un montant de 48 000 000 € et pour ceux de la SARL Avux de 3 400 000 € ;
- des plus-values ont été identifiées chez la SARL Avux : éléments incorporels 20 000 000 € et terrain 16 600 000 € ;
- les valeurs de fusion correspondent à la valeur de l'actif net comptable corrigé ;
- compte tenu de la participation détenue par la SA Marax dans la SARL Avux il sera procédé par fusion renonciation ;
- depuis la date d'acquisition des titres de la SARL Avux, les résultats accumulés et non distribués s'établissent à 2 000 000 € et sont inscrits en report à nouveau dans les livres de la SARL Avux ;
- l'opération est placée sous le régime de l'article 210 A du CGI, aucune imposition différée n'est à prendre en compte.

**4. Analyser l'opération en précisant :**

- a. la valeur de fusion de l'action Marax et de la part Avux ;
- b. le rapport d'échange ;
- c. l'augmentation de capital à réaliser par la société Marax ;
- d. la valeur de l'apport en justifiant les principes retenus ;
- e. le montant du boni de fusion et son analyse comptable ;
- f. le traitement fiscal du boni de fusion.

**5. Présenter l'écriture de fusion dans les livres de la SA Marax.****Dossier 4. Restructuration Marax-Fox**

Toujours dans le cadre de la simplification de la structure juridique du groupe, l'opération suivante est envisagée :

- la SA Marax absorbera la SARL Fox, les comptes servant de base à l'opération projetée donnent pour la SARL Fox des capitaux propres comptables de 6 000 000 € et une plus-value de 36 600 000 €, affectable à la réestimation d'une construction de centre-ville pour 16 000 000 €, dont terrain 6 000 000 €, et aux éléments incorporels pour le solde ;
- compte tenu de la participation détenue par la SA Marax dans le capital de la SARL Fox il sera procédé par fusion renonciation. De ce fait, l'augmentation de capital à réaliser par la SA Marax s'établit à 640 000 € ;
- l'opération est placée sous le régime de l'article 210 A du CGI, aucune imposition différée n'est à prendre en compte ;
- la situation de contrôle n'est pas modifiée par cette opération.

**6. Déterminer :**

- a. la valeur d'apport en justifiant les principes retenus ;
- b. le mali de fusion en analysant ses composantes.

**7. a. Enregistrer la fusion dans les livres de la SA Marax.**

- b. Préciser le traitement fiscal du mali de fusion au moment où il est constaté.

**8. En N+ 3 la construction qui figure au bilan pour : valeur brute 2 500 000 €, amortissements 2 450 000 €, fait l'objet d'une cession-bail (vente assortie d'un crédit-bail) dégageant une plus-value de 16 000 000 € sans évolution depuis la date de la fusion.**

- a. Enregistrer la cession.
- b. Comparer le traitement comptable avec le traitement fiscal de la cession et calculer l'incidence fiscale de cette cession.

**Dossier 5. Restructuration Marax-Freex**

La dernière opération envisagée dans le cadre de la simplification de la structure juridique du groupe prévoit que le 30/06/N la société Marax absorbera par fusion simplifiée sa filiale à 100 % la société Freex avec effet rétroactif au 01/01/N. Les comptes de la SARL Freex au 31/12/N-1 qui servent de base à l'opération sont les suivants :

Immo. corporelles	3 360 000	Capital	37 000
Actifs circulants	1 500 000	Réserves	3 110 000
		Dettes	1 713 000
Total Actif	4 860 000	Total Passif	4 860 000

- montant des plus-values latentes identifiées sur immobilisations amortissables 2 100 000 € ;
- passif non comptabilisé 2 460 000 €, correspondant à une provision pour licenciements et restructuration dont la décision a été annoncée officiellement en janvier N ;
- application du régime spécial des fusions, pas de provision pour IS sur plus-value dans le traité.

9. Rappeler synthétiquement les différences au plan juridique, fiscal et comptable entre la fusion simplifiée et la confusion de patrimoine ?

10. Présenter l'enregistrement de la fusion dans les livres de Marax.

**CORRIGÉ****Dossier 1. Cession de la société Borax****Question 1****a. Rapport d'échange**

	<b>Virax</b> (absorbante)	<b>Borax</b> (absorbée)
Valeur réelle	2 000 000	8 000 000
Nb d'actions	100 000	50 000
Valeur de fusion	20	160

Soit 8 actions Virax pour 1 action Borax.

**b. Augmentation de capital**

Nombre d'actions composant le capital de l'absorbée Borax	50 000
Rapport d'échange	8
Nombre d'actions à créer par l'absorbante Virax	400 000
Valeur nominale de l'action Virax	10 €
Augmentation de capital	4 000 000 €

**c. Valeur d'apport**

**Principes de détermination de la valeur d'apport selon le règlement CRC 2004-01 relatif au traitement comptable des fusions**

	<b>Contrôle commun</b>	<b>Contrôle distinct</b>
<b>Opérations à l'endroit</b>	Valeurs comptables	Valeurs réelles
<b>Opérations à l'envers</b>	Valeurs comptables	Valeurs comptables

*Application à l'opération projetée*

*Analyse de la situation de contrôle avant l'opération*

C'est une situation de contrôle distinct.

*Analyse du sens de l'opération*

	Avant	Après
Nombre d'actions composant le capital de l'absorbante Virax	100 000	500 000
Actions détenues par l'actionnaire majoritaire Ator	90 000	90 000
% de contrôle	90 %	18 %

On constate que la société Ator qui initialement contrôlait Virax ne la contrôle plus après la fusion. Donc dans l'opération envisagée :

- la société initiatrice est la société BIO-International et la société cible est la Virax ;
- l'opération envisagée est à l'envers car l'absorbante Virax est la société cible.

L'opération projetée étant à l'envers, la valorisation des apports se fera en valeur comptable, soit 6 500 000 €.

**Question 2**

Avant la fusion, le groupe Ator exerçait un contrôle exclusif sur la société Virax et de ce fait avait le pouvoir de diriger ses politiques financière et opérationnelle : Virax était dans le périmètre de consolidation du groupe Ator.

Après la fusion, le groupe Ator est devenu un actionnaire minoritaire qui n'exerce plus aucun contrôle sur la société Virax : Virax est déconsolidée.

C'est pourquoi on peut qualifier cette opération de cession par symétrie avec le terme fusion-acquisition qui s'applique à la même opération vue du point de vue du groupe BIO-International.

**Dossier 2. Acquisition de la société Cotex****Question 3**

Lorsque les apports sont évalués à la valeur réelle, ce qui sera le cas ici en application des dispositions du règlement sur les fusions, les valeurs individuelles des actifs et passifs apportés correspondent aux valeurs réelles attribuées à chacun des éléments dans le traité d'apport, figurant ou non dans les comptes de l'absorbée à la date de l'opération.

La différence éventuelle entre la valeur globale des apports et la somme algébrique des valeurs réelles des actifs et passifs identifiés, est également inscrite dans le traité d'apport, sur une ligne « Fonds commercial », reprise comme telle au bilan de la société bénéficiaire :

Actif net comptable	2 000
Marque	1 546 000
Provision IDR	- 144 000
Réestimation ITMO	258 000
Provision IS	- 85 991 <sup>(a)</sup>
Total des éléments identifiés	1 576 009
Valeur globale des apports	3 000 000
Fonds de commerce	1 423 991

(a) L'IS à provisionner porte sur les plus-values d'apport qui sont à réintégrer, c'est-à-dire uniquement celles qui concernent les biens amortissables :  $258\,000 \times 33\,1/3\,\% = 85\,991$ .

207		Fonds de commerce	1 423 991	
205		Marque	1 546 000	
215		ITMO	428 000	
3		Stocks	64 000	
411		Clients	12 000	
52		Trésorerie	4 000	
	151	Provision R & C		24 000
	153	Provision IDR		144 000
	155	Provision IS		85 991
	164	Emprunts		98 000
	401	Fournisseurs		10 000
	42	Dettes fiscales et sociales		116 000
	456	Société Cotex		3 000 000
456		Société Cotex	3 000 000	
	101	Capital		200 000
	104	PF		2 800 000

### Dossier 3. Restructuration Marax-Avux

#### Question 4

##### a. Valeur de fusion

	Marax (absorbante)	Avux (absorbée)
Capitaux propres	48 000 000	3 400 000
Incorporels		20 000 000
PV terrain		16 600 000
40 % ANCC Soc. Avux	16 000 000	
Titres Soc. Avux	- 4 000 000	
ANCC	60 000 000	40 000 000
Nombre d'actions	50 000	40 000
Valeur de fusion	<u>1 200</u>	<u>1 000</u>

##### b. Rapport d'échange

5 actions Marax pour 6 actions Avux.

##### c. Augmentation de capital

Nombre d'actions de la SARL Avux	40 000
Dont 40 % détenues par SA Marax	16 000
Nombre d'actions SARL Avux à échanger	24 000
Rapport d'échange	0,8
Nombre d'actions SA Marax à créer	<u>20 000</u>
Valeur nominale de l'action Marax	<u>1 000 €</u>
Augmentation de capital	20 000 000 €



**d. Valeur d'apport**

Aucune des sociétés participant à l'opération ne contrôle préalablement l'autre et elles ne sont pas sous le contrôle d'une même société mère, donc la SA Marax et la SARL Avux sont sous contrôle distinct.

**REMARQUE**

La notion de contrôle d'une société est définie au paragraphe 1002 du règlement n° 99-02 du CRC relatif aux comptes consolidés : le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Sens de l'opération :

	<b>Avant</b>	<b>Après</b>
Nombre de titres composant le capital de Marax	50 000	70 000
Dont détenus par Ator	37 500	37 500
soit	75 %	54 %

Après la fusion, l'actionnaire principal de l'absorbante (Ator), bien que dilué, conserve son pouvoir de contrôle sur celle-ci :

- la cible est la société absorbée ;
- l'initiatrice est la société absorbante ou l'une de ses filiales.

C'est donc une opération à l'endroit.

Valeur d'apport égal valeur réelle en application de l'avis sur les fusions = 40 000 000 €.

**e. Boni de fusion**

Valeur d'apport société Avux	40 000 000	
Valeur comptable de la participation	- 4 000 000	
Net	36 000 000	
Augmentation de capital Marax	20 000 000	
Prime de fusion	<u>16 000 000</u>	
Prime d'émission	4 000 000	(40 000 000 × 60 % - 20 000 000)
Boni de fusion	12 000 000	(40 000 000 × 40 % - 4 000 000)

**f. Traitement fiscal du boni de fusion**

En application de l'article 210 A la plus-value constatée par la société absorbante à raison de l'annulation de sa participation dans la société absorbée est exonérée.

**Question 5**

Le boni représente l'écart positif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

Le boni est comptabilisé dans le résultat financier à hauteur de la cote part des résultats accumulés par la société absorbée depuis l'acquisition et non distribués et en capitaux propres pour le montant résiduel ou si les résultats accumulés ne peuvent être déterminés de manière fiable :

- quote-part de boni à inscrire en résultat financier  $2\,000\,000 \times 40\% = 800\,000\text{ €}$  ;
- prime de fusion =  $16\,000\,000 - 800\,000 = 15\,200\,000$ .

205		Actifs et passifs divers	3 400 000	
213		Marque	20 000 000	
		Terrain	16 600 000	
	456	SARL Avux		40 000 000
456		SARL Avux	40 000 000	
	101	Capital		20 000 000
	26	Titres Avux		4 000 000
	766	BONI		800 000
	104	PF		15 200 000

Le produit financier devra être déduit extra-comptablement pour la détermination du résultat fiscal.

#### Dossier 4. Restructuration Marax-Fox

##### Question 6

###### a. Valeur d'apport

Une des sociétés participant à l'opération Marax contrôle préalablement l'autre. La société Marax et la société Fox sont donc sous contrôle commun.

C'est donc une opération entre deux sociétés sous contrôle commun. Valeur d'apport égal valeur comptable en application de l'avis sur les fusions = 6 000 000 €.

###### b. Mali de fusion

Valeur d'apport	6 000 000	
Valeur comptable de la participation	- 5 000 000	
Net	1 000 000	
Augmentation de capital	640 000	
Prime de fusion	360 000	
Prime d'émission	560 000	(6 000 000 × 20 % - 640 000)
Mali de fusion	- 200 000	(6 000 000 × 80 % - 5 000 000)

Le mali de fusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée, et la valeur comptable de cette participation.

Dans les apports aux valeurs comptables, le mali de fusion peut être décomposé en deux éléments :

- un mali technique qui correspond, à hauteur de la participation antérieurement détenue aux plus-values latentes sur éléments d'actif déduction faite des passifs non comptabilisés, dans les comptes de l'absorbée ;
- au-delà du mali technique, le solde correspond à un vrai mali représentatif d'une dépréciation non comptabilisée chez l'absorbante de la participation antérieurement détenue dans la société absorbée.

La société absorbante inscrit le mali technique dans un sous compte du compte « 207 Fonds commercial ». intitulé « Mali de fusion » et le solde du mali doit être comptabilisé dans le résultat financier de la société absorbante de l'exercice au cours duquel l'opération est réalisée.

Ici il s'agit d'un mali technique en totalité compte tenu de l'importance des plus-values latentes non prises en compte.

**Question 7****a. Enregistrement dans les livres de Marax**

207		Actifs et passifs divers		6 000 000	
	456	Mali technique		200 000	
		SA Fox			6 200 000
456		SA Fox		6 200 000	
	101	Capital			640 000
	261	Titres Fox			5 000 000
	104	PF			560 000

**b. Traitement fiscal**

L'enregistrement chez la société absorbante d'un mali technique dans une sous rubrique du compte « 207 Fonds commercial », n'est pas constitutif d'une valeur intermédiaire susceptible d'écarter l'application de l'article 210 A et d'augmenter l'actif net imposable par application du 2 de l'article 38 (BOI 4 I-1-05). En conséquence l'enregistrement de cet actif ne génère pas un produit imposable.

**Question 8****a. Enregistrement de la cession**

Les entreprises procèdent à la date de l'opération de manière extra-comptable, à l'affectation de ce mali aux différents actifs apportés au prorata des plus-values.

	Plus-value latente	Affectation du mali
Construction	16 000 000	87 432
Fonds de com.	20 600 000	112 568
	<u>36 600 000</u>	<u>200 000</u>

En cas de sortie d'un actif auquel une quote-part de mali a été affectée, le mali doit être réduit à due concurrence.

675		VNCEAC		50 000	
2 811		Amortissements construction		2 450 000	
	213	Terrain			2 500 000
456		Créance sur cession		16 050 000	
	775	PCEAC			16 050 000
675		VNCEAC		87 432	
	207	Mali technique			87 432

Par ailleurs comme il s'agit d'une cession bail :

678		Extourne PV de cession		15 912 568 <sup>(1)</sup>	
	487	Produits constatés d'avance			15 912 568 <sup>(1)</sup>

(1) 16 050 000 – 87 432 – 50 000

**b. Traitement fiscal**

La charge correspondant à l'annulation du mali technique n'est pas déductible. Le 3<sup>e</sup> alinéa nouveau du 1 de l'article 210 A précise que l'inscription à l'actif de la société absorbante du mali technique de fusion consécutif à l'annulation des titres de la société absorbée ne peut donner lieu à aucune déduction fiscale ultérieure.

La constatation d'une dépréciation sur le mali ou d'une charge correspondant à tout ou partie de la quote-part de mali affectée à un sous-jacent lors de la cession de cet actif sous-jacent ne doit entraîner par conséquent aucune diminution du résultat imposable.

Cette non-déductibilité se justifie par le fait que ce mali technique est représentatif de tout ou partie des plus-values et profits latents existant chez la société absorbée, lesquels ne font pas l'objet d'une imposition lors de l'apport en application du 1<sup>er</sup> alinéa du 1 de l'article 210 A (BOI 4 I-1-05).

La plus-value reportée en produits constatés d'avance est imposable. Comme il s'est écoulé 3 ans depuis la fusion, la plus-value sur construction de 10 000 000 € est à réintégrer pour le solde des 2/5.

Incidence fiscale de la cession

	Comptable	Fiscal
Prix de cession	16 050 000	16 050 000
VNC	- 50 000	- 50 000
Extourne mali technique	- 87 432	0
Étalement PV de cession	- 15 912 568	0
PV en report solde		4 000 000
Total	0	20 000 000

**Dossier 5. Restructuration Marax-Freex****Question 9**

	TUP	Fusion simplifiée
Juridique	<ul style="list-style-type: none"> <li>décision de l'associé unique, pas d'AGE</li> <li>pas de traité d'apport</li> <li>pas de commissaire aux apports</li> <li>effet rétroactif impossible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AGE</li> <li>rédaction d'un traité d'apport</li> <li>intervention d'un commissaire aux apports</li> <li>effet rétroactif possible</li> </ul>
Fiscal <sup>(a)</sup>	pas de différence	pas de différence
Comptable <sup>(b)</sup>	pas de différence	pas de différence

(a) L'article 210-0 A précise que sont éligibles au régime de faveur les opérations de dissolution sans liquidation visée à l'article 1844-5 du Code civil, sous la condition que la société bénéficiaire de la transmission de patrimoine s'engage à respecter les obligations déclaratives prévues par l'article 210-A (état de suivi des PV en sursis d'imposition).

(b) Application du règlement 2004-01 sur les fusions.

**Question 10**

Il s'agit d'une opération impliquant deux sociétés sous contrôle commun, la valeur d'apport est égale au montant des capitaux propres comptables de Freex, soit 3 147 000 €.

Il y a un mali du fait de l'annulation des titres qui s'analyse comme suit :

Actif net comptable Freex	3 147 000
Coût de restructuration	- 2 460 000
Plus-value	2 100 000
Valeur réelle Freex	2 787 000
Valeur comptable-valeur réelle	360 000 (a)
Base de calcul du mali	3 147 000 (b)
Annulation titres	6 000 000
Mali	2 853 000
– technique	2 100 000 (c)
– perte	753 000 (c)

(a) Avis 2004-01 : En cas d'effet rétroactif, lorsque la **valeur des apports** à la date d'effet risque de devenir, du fait d'une perte intercalaire, supérieure à la **valeur réelle** globale de la société à la date de réalisation de l'opération, une provision pour perte de rétroactivité est constatée au passif pris en charge dans le traité d'apport, réduisant d'autant le montant des apports pour répondre à l'obligation de libération du capital. La société absorbante l'inscrit dans un sous-compte de la prime de fusion, et non en provisions pour risques et charges. En effet, elle ne doit pas reprendre en résultat une provision qui n'a jamais été dotée comptablement.

(b) Avis 2005-C CU : L'inscription dans le traité d'apport de la perte intercalaire résulte du risque de surévaluation des apports qui doit être apprécié à la date définitive de l'opération (AGE) et non à la date d'effet. Le mali de fusion doit être calculé à la date d'effet rétroactif de la fusion en fonction des éléments comptables. En conséquence il n'est pas tenu compte de la perte de rétroactivité pour calculer le montant du mali de fusion.

(c) Le mali technique correspond aux plus-values latentes nettes de l'absorbée inscrit dans un sous-compte intitulé « Mali de fusion » du compte « 207 Fonds commercial », et le solde est représentatif d'un complément de dépréciation de la participation à comptabiliser dans le résultat financier de la société absorbante. Ici compte tenu de l'existence des coûts de restructuration non provisionnés, car ne répondant pas à la définition d'un passif, la totalité du mali doit être inscrit en perte.

le cnam  
intec  
Institut national des techniques  
économiques et comptables

Immobilisations corporelles	3 360 000	
Actifs circulants	1 500 000	
Mali technique	2 100 000	
Perte sur annulation titres	753 000	
Dettes		1 713 000
Titres Freex		6 000 000
Réserves	360 000	
Prime de fusion		360 000 <sup>(d)</sup>

(d) Du fait d'une valeur réelle devenue inférieure à la valeur d'apport, une perte de rétroactivité est apparue. Il faut donc inscrire dans le traité d'apport une provision égale à la différence entre la valeur réelle des apports et la valeur d'apport qui est retenue. Cette provision est normalement imputée sur la prime de fusion, mais s'agissant d'une fusion simplifiée il n'y a pas de prime de fusion, donc la provision est donc prélevée sur les réserves de l'absorbante.

## Exercice 2

### ÉNONCÉ

Des extraits du **traité de fusion** du 1<sup>er</sup> aout 2011 concernant la société Smal Holding SA et la société Tacos SA sont les suivants :

« **ENTRE LES SOUSSIGNÉS** : la société Smal Holding SA, ci-après « la société absorbante », d'une part, et la société Tacos SA, ci-après « la société absorbée », d'autre part, il a été convenu ce qui suit en vue de réaliser la fusion de la société Tacos SA par voie d'absorption par la société Smal Holding SA.

#### Article 1. Caractéristiques des sociétés participant à l'opération

1. Le capital social de la société Smal Holding SA s'élève à la somme de 5 040 000 euros divisé en 120 000 actions de même catégorie et intégralement libérées.

.../...

.../... Le capital de la société Smal Holding SA est détenu à hauteur de 95 % par la société Smal International SAS.

Il est rappelé que l'AGE de Smal Holding SA réunie le 10 juillet 2011 a décidé :

- une augmentation de capital libérée par compensation avec la créance en compte courant de l'un des actionnaires d'un montant de 2 847 465 € ;
- une augmentation de capital, en numéraire, d'un montant de 9 568 535 € prime d'émission incluse ;
- à l'issue de ces deux opérations le nombre d'actions total composant le capital de la société s'établit à 240 000.

Pour réaliser l'opération, considérez 240 000 actions.

2. Le capital de la société Tacos SA s'élève à la somme 225 000 euros divisé en 25 000 actions.

Le capital de la société Tacos SA est détenu à hauteur de 95 % par la société Tacos International SARL.

3. Il n'existe aucun lien en capital, ni d'aucune autre nature, entre les sociétés Smal Holding SA et Tacos SA.

## Article 2. Motifs et buts de la fusion

L'opération envisagée s'inscrit dans le cadre de la diversification des activités des deux sociétés fusionnées.

## Article 3. Date d'effet de la fusion

Conformément aux dispositions de l'article L 236-4 du Code de commerce, il est convenu que la présente fusion aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> avril 2011.

En conséquence, il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société Tacos SA depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société Smal Holding SA.

Les parties prennent acte de ce que le résultat réalisé par la société Tacos SA pendant la période de rétroactivité se solde par un bénéfice de faible montant sans incidence sur les termes de l'opération envisagée.

## Article 4. Comptes servant de base à l'opération

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes, arrêtés au 31 mars 2011.

## Article 5. Méthodes d'évaluation retenues

La valeur d'apport du patrimoine transmis par la société Tacos SA au fin de sa comptabilisation dans les livres de la société Smal Holding SA est sa valeur réelle à la date d'effet de l'opération, soit une valeur d'actif net apporté d'un montant de 10 000 000 euros composé comme suit :

<b>ACTIF APPORTÉ</b>	Comptable	Réelle
Immobilisations incorporelles		4 274 136
Immobilisations financières	2 175 001	2 175 001
Clients et comptes rattachés	3 761 723	3 761 723
Disponibilités	91 588	91 588
<b>Total</b>	<b>6 028 312</b>	<b>6 028 312</b>
<b>PASSIF TRANSMIS</b>		
Emprunts et dettes financières	302 448	302 448
<b>Total</b>	<b>302 448</b>	<b>302 448</b>

## Article 6. Rapport d'échange

Pour déterminer la rémunération de l'actif net transmis au titre de la présente fusion, les actions de la société absorbée et de la société absorbante ont été valorisées à leur valeur réelle selon la méthode de l'actif net réévalué.

.../...

.../... En ce qui concerne la société Smal Holding SA les parties ont convenu que l'actif net comptable qui s'établit au 31 mars 2011 à la somme de 2 233 796 € devait, pour l'établissement du rapport d'échange :

- faire l'objet d'une ré-estimation d'un montant de 9 350 204 € s'appliquant à la valeur des titres de participation figurant au bilan,
- prendre en compte les augmentations de capital intervenues entre la date d'effet et la date de réalisation. »

### TRAVAIL À FAIRE

À l'aide des extraits du traité de fusion, répondez aux questions suivantes. Attention, les aspects fiscaux ne sont pas à traiter. **Les réponses doivent être synthétiques.**

1. À l'article 3 du traité de fusion, il est prévu de retenir une date d'effet différente de la date de réalisation.
  - a. Selon le Code de commerce, cela est-il possible ?
  - b. Si oui, cela a-t-il des conséquences sur la valorisation des apports ?
  - c. Si une perte est réalisée pendant la période de rétroactivité, que faut-il faire ?
2. Rappeler les situations qui rendent obligatoire la nomination d'un commissaire à la fusion et/ou d'un commissaire aux apports et celles qui permettent de ne pas avoir à le faire.
3. Les modalités de valorisation de la société Smal Holding SA ayant conduit à la détermination du rapport d'échange, telles que stipulées à l'article 6 du traité de fusion, paraissent-elles acceptables ?
4. Déterminer le rapport d'échange.
5. Rappeler sous forme de tableau les règles de valorisation des apports et indiquer si les termes de l'article 5 du traité vous paraissent corrects.

### CORRIGÉ

#### 1. À l'article 3 du traité de fusion, il est prévu de retenir une date d'effet différente de la date de réalisation.

##### a. Selon le Code de commerce, cela est-il possible ?

La date de réalisation juridique d'une fusion est la date de la dernière assemblée statuant sur le traité de fusion mais sa date d'effet peut être différente. Selon l'article L. 236-4 du Code de commerce, la fusion prend effet :

- en cas de création d'une ou plusieurs sociétés nouvelles, à la date d'immatriculation, au registre du commerce et des sociétés, de la nouvelle société ou de la dernière d'entre elles ;
- dans les autres cas, à la date de la dernière assemblée générale ayant approuvé l'opération sauf si le contrat prévoit que l'opération prend effet à une autre date, laquelle ne doit être ni postérieure à la date de clôture de l'exercice en cours de la ou des sociétés bénéficiaires ni antérieure à la date de clôture du dernier exercice clos de la ou des sociétés qui transmettent leur patrimoine.

##### b. Si oui, cela a-t-il des conséquences sur la valorisation des apports ?

« L'obligation de libération des apports doit être appréciée à la date de réalisation définitive de l'opération (AGE des sociétés participant à l'opération). »

Annexe au règlement n° 99-03 du CRC.

### REMARQUE

Il est attendu du candidat que l'effet rétroactif n'a pas d'incidence à l'exception d'une perte constatée entre la date de réalisation et la date d'effet.



**c. Si une perte est réalisée pendant la période de rétroactivité, que faut-il faire ?**

« En cas d'effet rétroactif, lorsque la valeur des apports à la date d'effet risque de devenir, du fait d'une perte intercalaire, supérieure à la valeur réelle globale de la société à la date de réalisation de l'opération, une provision pour perte de rétroactivité est constatée au passif pris en charge dans le traité d'apport, réduisant d'autant le montant des apports pour répondre à l'obligation de libération du capital. La société absorbante l'inscrit dans un sous-compte de la prime de fusion, et non en provisions pour risques et charges. En effet, elle ne doit pas reprendre en résultat une provision qui n'a jamais été dotée comptablement.

Lors de l'affectation du résultat de l'absorbante, la perte de l'absorbée constatée durant la période intercalaire est imputée sur le sous-compte de la prime de fusion. Après cette imputation, le solde du sous compte de la prime de fusion est intégré à la prime de fusion. »

Annexe au règlement n° 99-03 du CRC.

Comme l'obligation des apports est constatée à la réalisation définitive. Il se peut que la valeur des apports soit supérieure à la date d'effet par rapport à la date de réalisation. Dans ce cas une perte est constatée.

## **2. Rappeler les situations qui rendent obligatoire la nomination d'un commissaire à la fusion et/ou d'un commissaire aux apports et celles qui permettent de ne pas avoir à le faire.**

En cas de fusion entre des sociétés par actions (SA SAS ET SCA), entre des SARL ou entre des sociétés par action et des SARL, la nomination d'un commissaire à la fusion est obligatoire sauf dans les cas suivants :

- En application de l'article L236-10 du Code de commerce modifié par la LOI n° 2008-649 du 3 juillet 2008, sur décision prise à l'unanimité par les actionnaires de toutes les sociétés participant à l'opération, il est possible de décider de ne pas faire désigner un commissaire à la fusion.
- b) En application de l'article L.236-11 du Code de commerce, lorsque depuis le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce du projet de fusion et jusqu'à la réalisation de l'opération, la société absorbante détient la totalité du capital des sociétés absorbées (fusion dite « simplifiée »).

La nomination d'un commissaire aux apports est obligatoire lorsque l'opération de fusion comporte des apports en nature ou des avantages particuliers sauf dans le cas suivant : pour les fusions dites « simplifiées », en application de l'article L.236-11 du Code de commerce modifié par la loi n° 2008-649 du 3 juillet 2008, sauf en cas d'absorption d'une société ayant émis des valeurs mobilières donnant accès au capital.

## **3. Les modalités de valorisation de la société Smal Holding SA ayant conduit à la détermination du rapport d'échange, telles que stipulées à l'article 6 du traité de fusion, paraissent-elles acceptables ?**

Le processus qui permet d'obtenir le rapport d'échange intègre à la fois les résultats de l'évaluation financière des entreprises concernées, mais aussi, et surtout, les résultats de négociations qui ont été menées par les dirigeants de ces entreprises.

Concrètement, il faut distinguer, à l'intérieur de ce processus, la phase d'évaluation financière uniquement fondée sur des critères mesurables, issus de la comptabilité et de prévisions financières, de la phase de valorisation qui intègre des éléments non mesurables objectivement.

Le processus d'évaluation financière est complété par des éléments non financiers qui sont négociés par les dirigeants en prenant en considération l'ensemble des avantages que l'opération projetée apporte à leur société dans le présent et dans l'avenir en tenant compte de leur stratégie industrielle ou commerciale à long terme.

Au cas particulier les parties ont décidé de retenir deux correctifs pour déterminer la valeur de fusion de la société Smal Holding SA :

- la ré-estimation des titres de participation, ce qui correspond à l'application de la méthode de valorisation par l'ANCC,
- l'augmentation de capital qui entre la date d'arrêté comptable et la date des AGE, ce qui correspond à la prise en compte d'un événement dont il est certain qu'il a une incidence sur la valeur de la société puisque d'une part il a pour conséquence de faire disparaître une dette et que d'autre part, il a pour conséquence un apport en numéraire.

En conclusion, ces modalités apparaissent comme correctes.

#### 4. Déterminer le rapport d'échange

	Smal Holding <i>Absorbante</i>	Tacos <i>Absorbée</i>
Actif net comptable (ANC)	2 233 796	5 725 864
Réestimation		
• immobilisations incorporelles		4 274 136
• immobilisations financières	9 350 204	
Actif net comptable corrigé (ANCC)	11 584 000	10 000 000
Augmentation capital		
• par compensation	2 847 465	
• par apport	9 568 535	
Valeur réelle	24 000 000	10 000 000
Nombre d'actions	240 000	25 000
Valeur pour 1 action	100,00	400,00

- Pour Smal Holding :  
Immobilisations financières  
Augmentation de capital  
Nombre d'actions
- Pour Tacos :  
ANCC Nombre d'actions

Le rapport d'échange est de 4 Smal pour 1 Tacos.

#### 5. Rappeler sous forme de tableau les règles de valorisation des apports et indiquer si les termes de l'article 5 du traité vous paraissent corrects.

	Contrôle commun	Contrôle distinct
Opérations à l'endroit	Valeurs comptables	Valeurs réelles
Opérations à l'envers	Valeurs comptables	Valeurs comptables

L'article 5 du traité de fusion prévoit « La valeur d'apport du patrimoine transmis par la société Tacos SA au fin de sa comptabilisation dans les livres de la société Smal Holding SA est sa valeur réelle à la date d'effet de l'opération ».

Avant l'opération l'actionnaire principal de la société absorbante, la société Smal International SAS détenait 228 000 actions sur les 240 000 actions qui composaient le capital de Smal Holding SA, soit un contrôle exercé à hauteur de 95 %.

Après l'opération, le capital de Smal holding SA est composé de 340 000 actions, ce qui fait passer la participation de Smal International à 67 %.

Le règlement du CRC sur les fusions prévoit, dans le cas de fusion de sociétés sous contrôle distinct, que si après l'opération de fusion, l'actionnaire principal de l'absorbante, bien que dilué conserve son pouvoir de contrôle sur celle-ci, il s'agit d'une opération à l'endroit pour laquelle il convient de retenir les valeurs réelles pour la valorisation des apports.

L'article 5 du traité est donc correct.



# INDEX

- Accounting Regulatory Committee (ARC) 29  
 Actif 48  
 Actif net comptable corrigé 102  
 Actifs courants 55  
 Actualisation 115  
 Adoption d'une norme 29  
 Alliance 84  
 ANC 34  
 Apport dont la valeur est négative 127  
 Apport partiel d'actifs 134  
 Approche comparative 101, 114  
 Approche fondée sur les performances réalisées 101  
 Approche mixte 101  
 Approche patrimoniale 101  
 ARC 29  
 Article 1845-1 du Code civil 92  
 Article L. 236-1 du Code de commerce 87, 134  
 Article L. 236-11 du Code de commerce 92  
 Association d'intérêts 84  
 Autorité des normes comptables (ANC) 19  
 Boni de fusion 98  
 Branche complète d'activité 135  
 Cadre conceptuel 44  
 Calendrier des formalités juridiques 88  
 Capitalisation 115  
 Capitaux propres 48  
 Célérité 47  
 Charges 49  
 Commissaire à la fusion 137  
 Comptabilisation du boni de fusion 122  
 Comptabilisation du mali de fusion 123  
 Comptabilité d'engagement 46  
 Compte de la société absorbante 121  
 Compte de la société absorbée 120  
 Compte de résultat 56  
 Concept financier de capital 50  
 Concept physique de capital 50  
 Concepts de capital 50  
 Continuité d'exploitation 46  
 Contrôle des opérations de regroupement 137  
 Contrôle distinct 97  
 Contrôle exclusif 96  
 Convergence 22  
 Coût actuel 24, 26, 49  
 Coût amorti 26  
 Coût historique 23, 26, 49  
 Croissance externe 83  
 Croissance interne 83  
 Data room 86  
 Date de réalisation 89  
 Déficit antérieur de la société absorbée 117  
 Déficit de la société absorbante 117  
 Définition fiscale du boni de fusion 118  
 Définition fiscale du mali de fusion 119  
 Différence entre la valeur globale des apports et la somme algébrique des valeurs réelles 125  
 Directive 21  
 Discounted cash flows 112  
 Dissolution 87  
 EFRAG 29  
 Entreprise sous contrôle commun 96  
 Équilibre entre les caractéristiques qualitatives 47  
 État de résultat global 56  
 État des variations des capitaux propres 62  
 États financiers 47, 52  
 European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) 29  
 Évaluation 23  
 Évaluation de la juste valeur (IFRS 13) 40  
 Fiabilité 46  
 Filialisation d'une branche d'activité appelée à être cédée 128  
 Financial Accounting Standards Board (FASB) 27  
 Fusion-absorption 87  
 Fusion-allotissement 91  
 Fusion-création 87  
 Fusion-renonciation 91  
 Fusion simplifiée 92  
 Goodwill 109  
 IAS 30  
 IASC Foundation 22  
 IFRIC 30  
 IFRS 28, 30  
 IFRS Advisory Council 29  
 IFRS-Foundation 29  
 IFRS Interpretations Committee 29  
 Image fidèle et présentation fidèle 47  
 Importance relative 46  
 Intelligibilité 46  
 International Accounting Standards Board (IASB) 27  
 International Financial Reporting Standard (IFRS) 28  
 Juste valeur 25

La valeur de rendement	108	Règlement du CRC 2004-01	96
Maintien du capital	49	Restructuration interne	84
Mali de fusion	99	SARG	29
Méthodologie financière et comptable	93	Scission	134
Mission de vérification des apports	139	SIC	30
Monitoring Board	29	Société cible	97
Norme IFR 3	133	Société initiatrice	97
Normes comptables IAS/IFRS	21	Sort fiscal du mali de fusion	119
Notes	63	Standards Advice Review Group (SARG)	29
Opération à l'endroit	97	Suivi ultérieur de la valeur du mali technique	126
Opération à l'envers	97	Survaleur	109
Participation de la société absorbante	95	Taux d'actualisation	115
Passif	48	Traité de fusion	92
Passifs courants	55	Transmission universelle	88
Performance	48	Valeur actuelle	26, 49
Pertinence	46	Valeur comptable	96
Plan comptable général (PCG)	18, 20	Valeur d'apport	96
Plus-value exonérée	118	Valeur d'apport globale	101
Prime de fusion	98	Valeur d'apport individuelle	101
Prise de contrôle	83	Valeur de fusion	93
Produits	48	Valeur de réalisation (de règlement)	26, 49
Profit ou la perte réalisé lors de l'échange de droits sociaux résultant d'une fusion	120	Valeur d'usage	25
Rapport coût/avantage	47	Valeur d'utilité (Valeur d'usage selon le PCG)	25
Rapport d'échange	93	Valeur réalisable (valeur vénale, selon le PCG)	24
Rapport sur les modalités de l'opération	138	Valeur réelle	96
Régime de droit commun	116	Valeur vénale	24
Régime spécial des fusions	116		
Règle fiscale de transcription des apports	118		

À envoyer à la correction  
Auteur : Joël HAIMOVICI

**EXERCICE 1 : FUSION (17 POINTS)**

La SA Fleurys s'est spécialisée dans l'art floral. Elle détient une participation de 20 % dans la société Vegetalis depuis 3 ans. Cette dernière société dispose d'un réseau constitué de plusieurs magasins dans la région PACA. Les dirigeants de chaque société souhaiteraient profiter de leurs forces respectives, réduire leurs coûts de fonctionnement afin de résister à la concurrence. Dans ce cadre, un rapprochement juridique des deux sociétés est envisagé. Fleurys absorbera Vegetalis dans le cadre d'une fusion renonciation.

Vous êtes sollicité pour rédiger un rapport traitant des aspects financiers et comptables de ce projet de fusion.

**TRAVAIL À FAIRE**

1. Définir le rapport d'échange. (2 points)
2. Évaluer chaque société en respectant les hypothèses suivantes : (3 points)
  - Valeur patrimoniale de l'action : cette valeur correspond à la valeur mathématique intrinsèque calculée sur la base de l'actif net comptable corrigé. Ce paramètre servira de base pour évaluer l'apport. La fiscalité latente et la fiscalité différée seront négligées.
  - Valeur financière fondée sur la moyenne des dividendes versés au cours des cinq dernières années. Le taux d'actualisation retenu est de 8 %.
3. (3 points)
  - a. Calculer la parité d'échange en retenant comme valeur d'échange une moyenne pondérée entre la valeur patrimoniale et la valeur financière. Il convient d'appliquer un coefficient de pondération de 2 à la valeur patrimoniale et un coefficient de 3 à la valeur financière. Arrondir la valeur obtenue à l'euro le plus proche.
  - b. Déterminer le nombre d'actions nouvelles à émettre par Fleurys.
4. Caractériser la situation de contrôle et indiquer l'évaluation de l'apport. (2 points)
5. Pour rendre possible l'échange de titres Fleurys contre les titres Vegetalis, une soulte est envisagée. Préciser les conditions juridiques à respecter et déterminer le montant de la soulte. (3 points)
6. À partir des hypothèses précédemment formulées, déterminer le montant de l'augmentation de capital et analyser la prime de fusion. (2 points)
7. Enregistrer les écritures dans le journal de la société Fleurys. (2 points)

**ANNEXE 1****Fleury – Bilan actif**

<b>ACTIF (en euros)</b>	<b>Exercice clos le 31/12/N (12 mois)</b>		
	<b>Brut</b>	<b>Amort. prov.</b>	<b>Net</b>
Capital souscrit non appelé (0)			
<b>Actifs immobilisés</b>			
Frais d'établissement	80 000	40 000	40 000
Recherche et développement			
Concessions, brevets, droits similaires			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions	500 000	250 000	250 000
Installations techniques, matériel et outillage industriels	300 000	50 000	250 000
Autres immobilisations corporelles	150 000	40 000	110 000
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
Participations évaluées selon mise en équivalence			
Autres participations	172 000		172 000
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total (I)</b>	<b>1 202 000</b>	<b>380 000</b>	<b>822 000</b>
<b>Actif circulant</b>			
Matières premières, approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	600 000		600 000
Avances et acomptes versés sur commandes			
Clients et comptes rattachés	230 000		230 000
Autres créances			
Fournisseurs débiteurs			
Personnel			
Organismes sociaux			
État, impôts sur les bénéfices			
État, taxes sur le chiffre d'affaires			
Autres			
Capital souscrit et appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000
Disponibilités	180 000		180 000
Charges constatées d'avance	11 000		11 000
<b>Total (II)</b>	<b>1 321 000</b>		<b>1 321 000</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)			
Primes de remboursement des obligations (IV)			
Écarts de conversion actif (V)	45 000		45 000
<b>Total actif (0 à V)</b>	<b>2 568 000</b>	<b>380 000</b>	<b>2 188 000</b>



## Fleurys – Bilan (suite) passif

PASSIF (en euros)	Exercice clos le 31/12/N (12 mois)
<b>Capitaux propres</b>	
Capital social ou individuel (dont 5 000 actions)	600 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	
Écarts de réévaluation	
Réserve légale	12 000
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves réglementées	
Autres réserves	300 000
Report à nouveau	
Résultat de l'exercice	180 000
Subventions d'investissement	31 000
Provisions réglementées	
<b>Total (I)</b>	<b>1 123 000</b>
Produits des émissions de titres participatifs	
Avances conditionnées	
<b>Total (II)</b>	
<b>Provisions pour risques et charges</b>	
Provisions pour risques	30 000
Provisions pour charges	
<b>Total (III)</b>	<b>30 000</b>
<b>Emprunts et dettes</b>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	500 000
• Emprunts	
• Découverts, concours bancaires	
Emprunts et dettes financières diverses	
• Divers	
• Associés	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300 000
Dettes fiscales et sociales	
• Personnel	
• Organismes sociaux	50 000
• État, impôts sur les bénéfices	20 000
• État, taxes sur le chiffre d'affaires	30 000
• État, obligations cautionnées	
• Autres impôts, taxes et assimilés	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	135 000
Produits constatés d'avance	
<b>Total (IV)</b>	<b>1 035 000</b>
Écarts de conversion passif (V)	
<b>Total passif (I à V)</b>	<b>2 188 000</b>

## ANNEXE 2

## Vegetalis – Bilan actif

ACTIF (en euros)	Exercice clos le 31/12/N (12 mois)		
	Brut	Amort. prov.	Net
Capital souscrit non appelé (0)			
<b>Actif immobilisé</b>			
Frais d'établissement	100 000	80 000	20 000
Recherche et développement			
Concessions, brevets, droits similaires			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains	50 000		50 000
Constructions	300 000	120 000	180 000
Installations techniques, matériel & outillage industriels	200 000	55 000	145 000
Autres immobilisations corporelles	100 000	60 000	40 000
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
Participations évaluées selon mise en équivalence			
Autres participations			
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total (I)</b>	<b>750 000</b>	<b>315 000</b>	<b>435 000</b>
<b>Actif circulant</b>			
Matières premières, approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	200 000		200 000
Avances & acomptes versés sur commandes			
Clients et comptes rattachés	80 000		80 000
Autres créances			
Fournisseurs débiteurs			
Personnel			
Organismes sociaux			
État, impôts sur les bénéfices			
État, taxes sur le chiffre d'affaires			
Autres			
Capital souscrit et appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement	10 000		10 000
Disponibilités	100 000		100 000
Charges constatées d'avance			
<b>Total (II)</b>	<b>390 000</b>		<b>390 000</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)			
Primes de remboursement des obligations (IV)			
Écarts de conversion actif (V)			
<b>Total actif (0 à V)</b>	<b>1 140 000</b>	<b>315 000</b>	<b>825 000</b>

## Vegetalis – Bilan (suite) passif

PASSIF (en euros)	Exercice clos le 31/12/N (12 mois)
<b>Capitaux propres</b>	
Capital social ou individuel (dont 4 300 actions)	500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	
Écarts de réévaluation	
Réserve légale	50 000
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves réglementées	
Autres réserves	
Report à nouveau	
Résultat de l'exercice	70 000
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
<b>Total (I)</b>	<b>620 000</b>
Produits des émissions de titres participatifs	
Avances conditionnées	
<b>Total (II)</b>	
<b>Provisions pour risques et charges</b>	
Provisions pour risques	45 000
Provisions pour charges	
<b>Total (III)</b>	<b>45 000</b>
<b>Emprunts et dettes</b>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
• Emprunts	100 000
• Découverts, concours bancaires	
Emprunts et dettes financières diverses	
• Divers	
• Associés	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 000
Dettes fiscales et sociales	
• Personnel	2 000
• Organismes sociaux	15 000
• État, impôts sur les bénéfices	
• État, taxes sur le chiffre d'affaires	23 000
• État, obligations cautionnées	
• Autres impôts, taxes et assimilés	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Produits constatés d'avance	
<b>Total (IV)</b>	<b>160 000</b>
Écarts de conversion passif (V)	
<b>Total passif (I à V)</b>	<b>825 000</b>

**ANNEXE 3 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES – SOCIÉTÉ FLEURYS****Actif du bilan**

- Les constructions, correspondant aux locaux commerciaux essentiellement, ont une valeur de marché de 300 000 € et une durée de vie résiduelle de 20 ans.
- Les installations techniques et les autres immobilisations corporelles ont une valeur d'usage conforme à leur valeur nette au bilan.
- Les autres participations correspondent à une participation minoritaire dans le capital de la société Vegetalis acquise au coût de 172 000 €.
- Un écart de conversion actif apparaît pour 45 000 € et a donné lieu à une provision pour perte de change comptabilisée pour 30 000 €.

**Passif du bilan**

- Le capital comprend 5 000 actions dont 4 000 détenues par Mme Dreyfus.
- Le résultat doit faire faire l'objet d'une distribution de dividende unitaire pour 15 €. Il convient de rappeler le montant unitaire du dividende versé au cours des quatre dernières années.

N-4	N-3	N-2	N-1
8 €	9 €	9,60 €	13 €

- Les provisions pour risques comprennent une provision pour perte de change à de concurrence 30 000 €.

**ANNEXE 4 : SOCIÉTÉ VEGETALIS****Actif du bilan**

- Le terrain était initialement destiné à l'implantation d'un entrepôt qui devait approvisionner la région PACA. Ce projet a dû être abandonné pour des raisons techniques et financières, il y a quelques années. Le terrain figure toujours au bilan mais n'est donc pas utilisé par Vegetalis. Sa valeur de marché est estimée à 50 000 €.
- Les constructions ont une valeur d'utilité de 200 000 € et une durée de vie résiduelle de 20 ans.
- Les installations techniques et les autres immobilisations corporelles ont une valeur d'usage estimée à 150 000 €.
- Des camions réfrigérés ont été pris en crédit-bail le 01/01/N-2. Leur valeur économique au 31/12/N est estimée à 200 000 €. La valeur actualisée des sommes restant à verser au titre de contrat de location financement (redevances restant dues et levée de l'option d'achat) s'élève à 150 000 €.

**Passif du bilan**

- Le capital comprend 4 300 actions dont 1 720 détenues par M. Deschamps. Cet actionnaire détient 50 titres Fleurys.
- Le résultat doit faire faire l'objet d'une distribution de dividende unitaire pour 10 €. Il convient de rappeler le montant unitaire du dividende versé au cours des quatre dernières années.

N-4	N-3	N-2	N-1
3,5 €	4 €	5 €	5 €

- Parmi les provisions pour risques, il y a une surestimation à concurrence de 13 000 €.

## EXERCICE 2 : ÉVALUATION COMPTABLE (3 POINTS)

Pascal Morand et Didier Marteau, respectivement directeur général et professeur de l'ESCP Europe, ont remis le 26 octobre 2009 au ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi un rapport intitulé « **Normes comptables et crise financière** », sous-titré « **Propositions pour une réforme du système de régulation comptable** ».

Ce rapport s'intéresse notamment aux évolutions actuellement débattues au sein de l'*International Accounting Standards Board* (IASB) s'agissant de la valorisation des instruments financiers. Il présente également les questions de gouvernance de la normalisation comptable.

Voici un extrait des principales conclusions des deux auteurs présentées dans ce rapport :

### Juste valeur et propositions

Exiger des instances de normalisation comptable de rendre explicites les principes fondateurs des normes produites. Celles-ci semblent aujourd'hui reposer sur trois principes au moins discutables, jamais validés par une instance démocratique, l'adossement des informations comptables aux besoins des investisseurs de court terme, la mesure du résultat par la variation des postes du bilan et enfin la valorisation des actifs et passifs au prix de marché. [...]

Limiter le champ d'application de la « *fair value* » aux positions financières assimilées à des « valeurs d'échange », c'est-à-dire à un périmètre proche du portefeuille de transactions.

Valoriser les autres positions financières à leur valeur d'usage, qui peut être le coût amorti ou toute autre méthode d'évaluation ne prenant pas en compte le *spread* de liquidité.

Le système de valorisation proposé n'est pas un retour au coût historique.

Le prix de marché est retenu en priorité pour les valeurs d'échange, remplacé par un prix de modèle si la liquidité est insuffisante. Les actifs de crédit portés à échéance sont valorisés au coût amorti, avec un système de provisionnement reposant sur les pertes attendues, qui prend en compte, au nom du principe de prudence, la dégradation éventuelle de la qualité de crédit au cours du temps. [...]

Dans un souci de transparence, supprimer le terme « *fair value* » du référentiel de valorisation comptable. Un actif financier peut avoir deux valeurs « *fair* », le prix de marché s'il est destiné à l'échange, une valeur d'usage (coût amorti associé à un provisionnement des pertes attendues par exemple) s'il est porté jusqu'à l'échéance.

Sur les positions valorisées au prix de marché, prévoir un changement exceptionnel de mode de valorisation lorsque les circonstances de marché l'exigent, afin d'extraire le *spread* de défiance des valorisations. Traiter de manière symétrique les crises financières et les « bulles » de crédit. La responsabilité de ce changement de méthode doit être assurée par un régulateur international. [...]

Redéfinir la responsabilité des auditeurs dans le processus de validation des valorisations, dans le sens d'une plus grande clarté. Le développement du marché de gré à gré des produits structurés, depuis le début des années 2000, met en lumière la question du périmètre de responsabilité des CAC, auxquels on ne peut demander, sauf à envisager un renforcement considérable de leurs moyens, la validation de chaque valorisation, voire du portefeuille global.

La question du périmètre de responsabilité des commissaires aux comptes sur le niveau des valorisations ne doit pas cacher celle de la responsabilité des entités émettrices de produits structurés, voire celle des investisseurs. [...]

Créer une Haute Autorité de valorisation, entité publique intervenant en appui éventuel des cabinets d'audit et lors des litiges de valorisation, de plus en plus nombreux.

### TRAVAIL À FAIRE

1. Présenter les différentes approches de la valorisation (« évaluation ») comptable en normes IAS-IFRS en indiquant celles qui sont définies dans le cadre conceptuel. (2,5 points)
2. Expliquer en quelques lignes, pourquoi la valorisation (« évaluation ») comptable a entraîné des débats politiques au cours de la crise financière. (0,5 point)







